



John Adams  
Library.



IN THE CUSTODY OF THE  
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



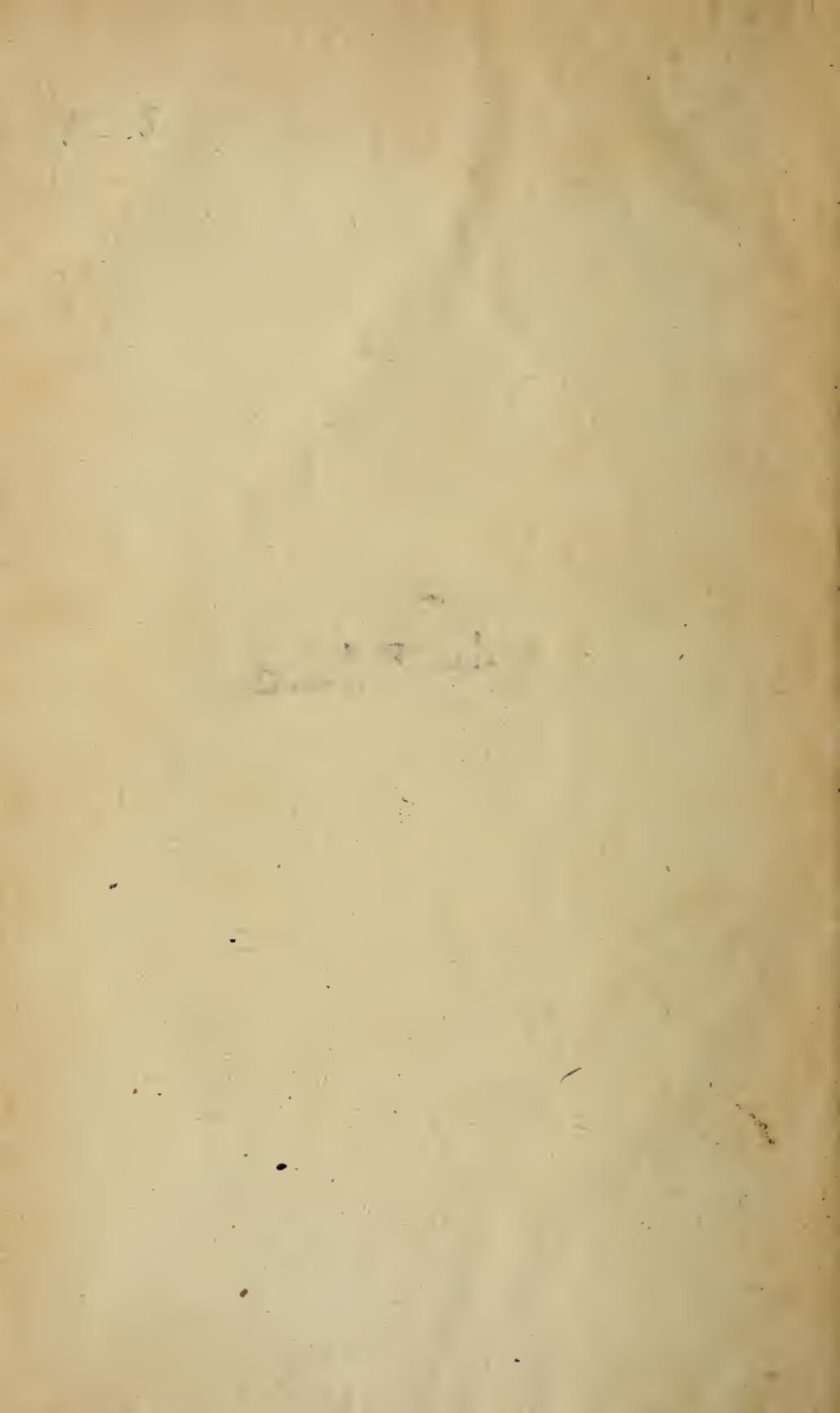
SHELF N<sup>o</sup>

ADAMS

\*282.12

v. 14

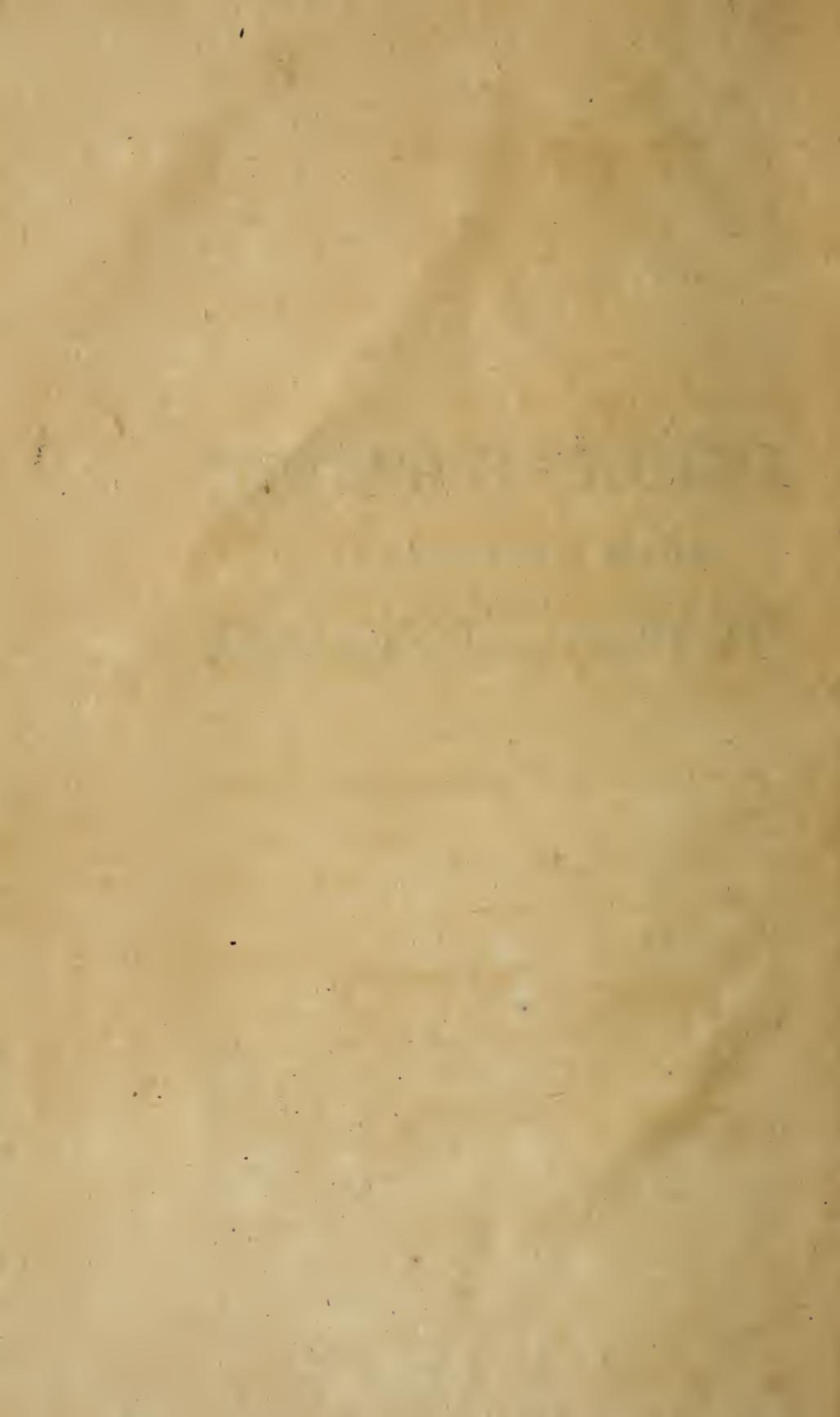




**COURS D'ÉTUDE**

*POUR L'INSTRUCTION*

**DU PRINCE DE PARME,**



# COURS D'ÉTUDE

POUR L'INSTRUCTION

DU PRINCE DE PARME,

AUJOURD'HUI

S. A. R. L'INFANT

D. FERDINAND,

DUC DE PARME, PLAISANCE, GUASTALLE,

&c. &c. &c.

*Par M. l'Abbé de CONDILLAC, de l'Académie fran-  
çoise & de celles de Berlin, de Parme & de Lyon &  
ancien Précepteur de S. A. R.*

---

TOME QUATORZIEME.

---

INTRODUC. A L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE MODERNE

---



A PARME,  
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

---

M. DCC. LXXV.

XX

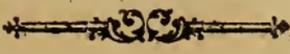
ADAMS

282.12

U.14



T A B L E  
DES MATIERES.



LIVRE TREIZIEME.

CHAPITRE I.

De la France jusqu'au ministere du cardinal  
de Richelieu.

Pag. 1.

*Marie de Medicis est déclarée régente par un  
arrêt du parlement qui est confirmé dans un lie-  
de justice. Elle ne laisse aucune autorité au con-  
seil, où elle admet tous ceux qu'elle n'ose re-  
fuser. Concini, à qui elle donne sa confiance,  
fait une fortune rapide. Elle ruine les finances.  
Les princes confédérés prennent Juliers. Marie  
abandonne le duc de Savoie. Double alliance  
avec l'Espagne. Les Huguenots en prennent l'a-  
larmer: mais Marie les divise en gagnant quel-  
ques-uns des chefs. Les grands se font des in-*

Tom. XIV.

63

*térés contraires & ne savent plus former des partis. Les Huguenots étoient divisés en deux partis. Bouillon se joint au prince de Condé. Marie négocie pour abandonner Saint-Jean d'Angeli au duc de Rohan qui s'en est rendu maître. Condé arme. Marie propose un accommodement. Condé avoit publié un manifeste. Le duc de Rohan refuse de se joindre à cette ligue. Les mécontents obtiennent ce qu'ils demandent. Louis XIII déclaré majeur. Derniers états-généraux. Le roi oublie ce qu'il leur a promis. Condé met le parlement dans son parti. Arrêté du parlement. Le roi lui défend de passer outre. Remontrances du parlement. Elles entretiennent le mécontentement du peuple. Les Huguenots se joignent à Condé. Les mécontents font la loi. Les récompenses que Marie donne aux rebelles, invitent à de nouvelles révoltes. Bouillon ne songe qu'à troubler. Le maréchal d'Ancre fait arrêter Condé. Récompenses prodiguées. Le maréchal d'Ancre change tout le ministère. Les mécontents arment encore : mais l'évêque de Luçon donne de la fermeté au gouvernement. Fauteur d'Albert de Luines qui est d'intelligence avec les mécontents. Il songe à éloigner Marie de Medicis. Il obtient l'ordre d'arrêter le maréchal d'Ancre. D'Ancre est tué. Marie est reléguée à Blois. Les mécontents reviennent à la cour. On fait le procès à la mémoire de Concini & à la Galigai. Marie échappée de sa prison, me-*

nace, & puis se prête à un accommodement. Elle se joint aux mécontents qui prennent les armes. Elle revient à la cour. Guerre avec les Huguenots. Marie entre au conseil. Elle y fait entrer l'évêque de Luçon, qui se saisit bientôt de toute l'autorité.

---

## CHAPITRE II.

De la France & de l'Angleterre jusqu'à la prise de la Rochelle.

Pag. 25.

La conduite de la régente divisoit les partis, & les faisoit renaître. Richelieu se propose d'abattre les grands, & de mettre les Huguenots hors d'état de se soulever. Il se proposoit encore d'humilier la maison d'Autriche. Obstacles à ses desseins. Guerre avec les Huguenots. Les Catholiques ne pardonnent pas au cardinal la paix à laquelle le roi est forcé. Richelieu se ménage tout-à-la fois dans l'esprit du roi & dans l'esprit de la reine mere. Marie propose le mariage de Gaston avec l'héritière de Montpensier. Ce projet partage toute la cour. Complot des grands contre Richelieu. Il est éventé. Autre complot qui ne leur réussit pas mieux. Richelieu feint de vouloir se retirer, & obtient une garde.

## TABLE

*Fin des intrigues occasionnées par le projet du mariage de Gaston. Assuré de son crédit, Richelieu écarte tout ce qui peut faire obstacle à son ambition. Les Anglois prennent part à la guerre des Huguenots. Jacques I s'imaginoit que sa prérogative lui donnoit une autorité sans bornes. Les Anglois accoutumés à obéir, paroïssent avoir la même idée de la prérogative, & ne contestoient rien. Conduite qu'auroient dû tenir les rois d'Angleterre, pour conserver cette puissance, qui n'étoit fondée que sur l'opinion. Comment une conduite différente la ruinera tout-à-fait. Combien le fanatisme des Ecoissois étoit à redouter. Jacques cependant se croit absolu en Ecosse, depuis qu'il est roi d'Angleterre. Trois sectes dans la Grande-Bretagne. Autant les Episcopaux étoient favorables aux prétentions de Jacques, autant les Calvinistes d'Ecosse & les Puritains d'Angleterre y étoient contraires. Jacques souleve les partis en croyant les concilier. Les parlements timides & respectueux cherchoient à composer avec le roi pour mettre des bornes à la prérogative. Mais Jacques & Charles I ne pensoient pas que la prérogative pût être limitée. Les Puritains combattent le despotisme de ces deux rois. Les communes avoient acquis beaucoup d'autorité. Mais un usage donnoit au roi le pouvoir de changer à son choix les membres de cette chambre. Cet usage est aboli. Les communes se refusent à la réu-*

nion des deux royaumes. Conspiration des poudres. Effet qu'elle produit sur les esprits. Jacques casse le parlement qui tendoit de mettre des bornes à la prérogative. Autre parlement, moins docile que le premier, & que le roi casse encore. On n'avoit que des idées confuses de la prérogative royale & des privileges du parlement. Jacques rend aux Etats - Généraux des places qu'ils avoient cédées en garantie. Il conservoit encore de l'autorité en Angleterre & sur-tout en Ecosse. Il change en Ecosse les cérémonies religieuses, sans qu'on paroisse lui résister. En Angleterre les Puritains le rendent suspect & odieux. Avant Henri VII le gouvernement de l'Angleterre tendoit à l'anarchie. La monarchie commence sous ce prince & les Anglois se familiarisent avec l'idée d'une autorité absolue & sans bornes. Sous Jacques les communes commencent à raisonner sur cette autorité. Les jurisconsultes, le clergé & les courtisans la défendoient par de mauvais raisonnements. Les Puritains l'attaquoient par des raisonnements aussi mauvais. Quelles idées on se fera à ce sujet. Par des compaisances forcées, Jacques enhardit les communes & voit commencer le parti de Whigs opposé à celui des Torys. Sujets de mécontentement qu'il donne aux communes. Elles font des remontrances. Jacques qui en est offensé, raisonne, menace & casse le parlement. On raisonne dans tout le royaume sur cet événe-

ment , & chacun devient *Whigs* ou *Torys*. *Elèves* que *Jacques* formoit. *Buckingham* conduit en *Espagne* *Charles* qui épouse ensuite *Hénriette*, sœur de *Louis XIII*. Un nouveau parlement que le roi veut gagner par des complaisances fait un bill qui sera le fondement de la liberté. Intrigues de *Buckingham* , qui fait déclarer la guerre à l'*Espagne*. Expédition mal concertée. Mort de *Jacques*. *Charles I* dans les mêmes préjugés que son pere n'imagine pas qu'on puisse résister à son pouvoir absolu. Il demande avec confiance les subsides nécessaires, pour soutenir la guerre contre l'*Espagne*. Mais les communes veulent profiter d'une circonstance , qui le mette dans la dépendance du parlement. Il n'obtient que 112000 livres sterling. Il casse le parlement lorsque les communes désapprouvoient les secours qu'il avoit voulu donner à *Louis XIII* contre les *Huguenots*. Autre parlement plus hardi que les précédents. Il est encore cassé , & on écrit de part & d'autre pour se justifier. *Charles* déclare la guerre à la France. *Buckingham* paroît à la vue de la Rochelle & invite les Rochellois à la révolte. Il est forcé à se retirer lorsque la Rochelle est assiégée par *Louis XIII*. Après avoir usé de violence pour lever des impots arbitraires , *Charles* convoque un parlement. Le nouveau parlement se conduit avec plus de prudence que le roi. Pétition de droit qui assure la liberté des citoyens. *Char-*

les est forcé à confirmer ce bill. En reconnoissance, les communes lui accordent des subsides. La flotte angloise est témoin de la prise de la Rochelle qu'elle veut secourir. Comment cette ville fut prise. Charles casse le parlement, qui tendoit à le dépouiller de ses revenus. Il fait la paix avec la France & avec l'Espagne.

---

## LIVRE QUATORZIÈME.

### CHAPITRE I.

Exposition préliminaire à la guerre qui fut terminée par le traité de Westphalie.

Pag. 73.

*Scene compliquée qui se prépare. Quels en sont les acteurs. Il faut commencer par une exposition générale. L'ambition des papes avoit troublé l'Europe. De-là les sectes luthériennes. L'imprimerie rendoit les erreurs contagieuses. Progrès rapides du luthéranisme. Charles-Quint croyoit que l'hérésie lui préparoit des conquêtes. Première cause de jalousie entre la maison d'Autriche & la maison de France. Leur riyalité ne produit que des projets mal concertés. Henri VIII étoit entre elles dans une position, dont*

*il ne savoit pas tirer avantage. On sentoit qu'il falloit tenir la balance entre elles. Elisabeth est la premiere qui ait connu la politique. Les Provinces-Unies avoient secoué le joug de l'Espagne, & se gouvernoient avec défiance. Henri IV avoit porté la politique à sa perfection. Celle de Charles-Quint avoit produit un effet contraire à celui qu'il en avoit attendu. Ferdinand I se déclara pour la tolérance, ainsi que Maximilien II. La mort de Henri IV avoit rompu les mesures prises pour l'abaissement de la maison d'Autriche. Mais il restoit deux partis : l'union évangélique & la ligue catholique. Rodolphe II avoit été dépouillé par Mathias, qui souleve les Protestants. La Boheme se révolte contre Mathias. Les duchés de Cleves & de Juliers avoient déjà arrêté l'union évangélique & la ligue catholique. Mathias meurt, & ne laisse presque que des titres à Ferdinand II. Alors les électeurs s'étoient rendus les législateurs de l'empire.*

---

## CHAPITRE II.

*État des principales puissances au commencement de la guerre.*

Pag. 90.

*La naissance du luthéranisme & l'avènement de Charles-Quint sont une époque où commence*

## DES MATIERES.

En nouvel ordre de choses. *Gustave Wasa* avoit toujours conservé l'alliance de *Frédéric I* & de *Christian III*. *Eric XIV* son fils aîné, perdit la couronne. *Jean III* qui avoit détrôné son frere, troubla la *Suede*; & eut la guerre avec *Frédéric II* fils de *Christian III* & pere de *Christian IV*. *Sigismond*, son fils, fut élu roi de *Pologne*. Mais les états de *Suede* donnerent la couronne au duc *Charles*, son frere, & l'assurèrent à *Gustave-Adolphe*, fils de *Charles*. Les royaumes du nord étoient électifs. *Peuplades* qui en sont sorties. Les *Provinces-Unies* sont une association de plusieurs républiques indépendantes. Il y a dans chaque province un conseil toujours subsistant. Les *Etats-Généraux* sont composés des députés des sept provinces. Les députés ne peuvent rien prendre sur eux, & l'unanimité est nécessaire en affaires majeures. Ils prennent les ordres des *Etats-Provinceaux* où l'unanimité est encore une condition essentielle. Députés préposés à l'armée. Combien ce gouvernement ralentit les opérations de toutes ces républiques. Le *stadhoudérat* a paré à cet inconvénient. Puissance du *stadhouder*. Cette puissance a sauvé la république, & peut lui être funeste. A peine les *Provinces-Unies* goûtent la paix qu'elles sont troublées par des disputes de religion. On agitoit des questions sur des choses dont nous ne pouvons pas même parler. *Arminius* dit que nous pouvons résister à la grace.

Gomar le dénonce au synode de Rotterdam. Arminius prend pour juge le grand-conseil. Les deux partis disputent en présence des états de Hollande. Ils se calomnient. Les états de Hollande ordonnent la tolérance. Les deux partis s'excommunient & les séditions commencent. Les états de Hollande sont pour les Arminiens ou Remontrants, & le stadhouder Maurice est pour les Gomaristes ou Contre-remontrants. Maurice prince d'Orange, médite la perte de Barneveldt. Il arme. Il fait arrêter Barneveldt & deux autres pensionnaires. Il fait condamner les Remontrants dans le synode de Dordrecht. Barneveldt a la tête tranchée. Les villes de Flandre avoient été florissantes par le commerce. Les Provinces-Unies étoient devenues l'asyle de ceux qui fuyoient la persécution. L'industrie les avoit rendues puissantes. Sous quel point de vue il faut considérer la France. Les dissipations de Marie de Medicis, & le désordre des finances avoient ruiné le royaume. Les nouveaux offices, qu'on créoit à l'exemple de François I, y avoient contribué. Compte que le marquis d'Effiat rend des finances. Abus dans la recette & dans la dépense. Les revenus se trouvoient dissipés d'avance. Cependant la guerre de la Valteline & le siege de la Rochelle coûtoient encore plusieurs millions. Augmentation des impositions, des charges & de la recette dans l'espace de 30 ans. Quelles sont les vraies richesses d'un état. Elles

ne se trouvent pas dans une plus grande quantité d'argent. Les trésors de l'Amérique n'enrichissent l'Espagne que pour un moment. Ils y passent pour ruiner l'industrie. Ils n'y restent pas. Etat de l'Espagne au commencement du dix-septième siècle. Combien il est difficile à cette monarchie de se relever. Les loix de l'empire étoient sans force. Deux religions ennemies donnoient au corps germanique des vues mieux déterminées. Charles-Quint avoit accru leur haine réciproque. L'union évangélique étoit formée de deux sectes ennemies. L'électeur de Saxe étoit peu fait pour fortifier le parti auquel il s'attachoit. Les peuples de l'empire étoient moins foulés que les autres. Mais ils étoient pauvres parce qu'ils avoient peu d'industrie. Ambition de la maison d'Autriche. L'Europe veut l'humilier.

---

## CHAPITRE III.

De la guerre de l'empire jusqu'à l'année 1635.

Pag. 132.

Frédéric V, électeur Palatin, accepte la couronne de Bohême. Le prince de Transylvanie faisoit une diversion en sa faveur. Ferdinand II avoit pour lui le roi de Pologne, l'électeur de Saxe & le duc de Bavière. Frédéric est

abandonné par l'union évangélique. Il perd la bataille de Prague & la Bohême. Ferdinand met Frédéric au ban de l'empire. Mansfeld qui défendoit le haut Palatinat, feint de traiter avec les Impériaux, & leur échappe. Les Impériaux achevoient la conquête du Palatinat. Frédéric congédie Mansfeld & le duc de Brunswick. Les provinces de l'empire sont dévastées. Mansfeld & le duc de Brunswick menacent la Campagne. Mansfeld préfère le service des Etats-Généraux aux offres des autres puissances. Il joint le prince d'Orange, & fait lever le siege de Berg-op-zoom. L'union évangélique ne subsistoit plus. Le duc de Brunswick avoit été défait & Mansfeld étoit hors d'état de rien entreprendre. Ferdinand II ne trouvant plus d'obstacles, donne le Palatinat à Maximilien de Bavière. Ferdinand croyoit assurer sa puissance en semant des divisions, & se hâtoit trop de la montrer. Ligue qui se forme contre lui. Richelieu se borna à faire restituer la Valteline aux Grisons. On avoit inutilement négocié à cet effet. Il arma, & la Valteline fut enlevée aux Espagnols. Christian IV forme une ligue contre l'empereur. Après de mauvais succès, les circonstances lui procurent des conditions de paix plus avantageuses, qu'il ne devoit espérer. Alors la maison d'Autriche vouloit enlever Mantoue au duc de Nevers. Le cardinal vouloit, malgré Marie de Medicis, le

main-

maintenir dans la possession de ce duché. Ligue en faveur du duc de Nevers. Le cardinal prend dans cette guerre la qualité de lieutenant général. Mazarini négocie la paix, & la fait. Richelieu dissipe une intrigue qui se tramait contre lui. Combien il étoit nécessaire à Louis XIII. Edit de restitution donné par Ferdinand. Tous les Protestants obéissent, excepté les électeurs de Saxe & de Brandebourg. Ferdinand se conduit en despote. Mais la diète de Ratisbonne qui le force à licencier une partie de ses troupes, & à déposer Walstein, ne lui accorde aucune de ses demandes. Les Protestants, assemblés à Leipsick, demandent l'abolition de l'édit de restitution & la liberté des princes de l'empire. Mais ils avoient besoin de trouver des secours dans les puissances étrangères. Gustave Adolphe faisoit fleurir ses états. Il avoit fait une paix glorieuse avec la Russie; & forcé à une trêve Sigismond roi de Pologne. Sollicité à déclarer la guerre à Ferdinand, il avoit plusieurs motifs pour s'y déterminer. Caractère de ce héros, que Ferdinand osoit mépriser. Il prend ses mesures pour surmonter les difficultés qu'il prévoyoit. Il commence la guerre avec quinze mille hommes. Succès de sa première campagne. Il a besoin de quelque action d'éclat, pour enhardir les ennemis de Ferdinand à s'unir à lui. Il fait alliance avec la France. Par le traité il offroit la neutralité aux princes catholiques &

s'engageoit à ne rien changer à la religion. Au commencement de la campagne Gustave s'ouvre la Silésie. Tilly prend & ruine Magdebourg. Ferdinand pour forcer les Protestants à prendre les armes pour lui, porte la guerre dans leurs états. Gustave fortifié de plusieurs alliés, marche contre Tilly. Bataille de Leipfick. Gustave soumet tout depuis l'Elbe jusqu'au Rhin qu'il passe. L'électeur de Saxe au lieu de le seconder, s'arrête tout-à coup. Walstein fait la loi à l'empereur qui le recherche. Alors Marie de Medicis, d'abord prisonniere à Compiègne, pour avoir médité la perte du cardinal, s'étoit ensuite retirée dans les Pays-Bas, où Gaston d'Orléans la suivit. Gustave accorde la neutralité à l'électeur de Treves, & la refuse à d'autres princes, qui ne la demandoient pas sincèrement. Gustave se rend maître de la Baviere : mais les Impériaux reprennent la Boheme, & font des progrès dans la basse Saxe. Gustave ne peut forcer les Impériaux dans leur camp. Bataille de Lutzen, où il perd la vie. Pendant ce temps-là le duc de Montmorenci qui avoit armé pour Gaston, laissoit sa tête sur un échafaud, & Gaston se retiroit dans les Pays-Bas. La mort du roi de Suede divisoit les ennemis de Ferdinand. Il ne paroissoit pas que la Suede pût conserver la supériorité. L'empereur n'attendoit plus que le moment de se venger. Il semble que la Suede ne pouvoit penser qu'à fai-

re une paix moins désavantageuse. Mais Oxenstiern, dans l'assemblée des Protestants à Hailbron, les engage à se réunir de nouveau & conserve la supériorité aux Suédois. Oxenstiern restitue aux enfants de Frédéric les conquêtes, que Gustave avoit faites dans le Palatinat. Il renouvelle l'alliance avec la France, & on offre encore la neutralité aux princes catholiques. Les provinces de l'empire sont dévastées par les armées. Cependant Wallstein humilioit Ferdinand autant par ses services que par ses hauteurs. Il se rend suspect, & Ferdinand le fait assassiner. Les Impériaux chassent les Suédois de la Bavière, mettent le siège devant Nordlingue. Les Suédois perdent la bataille de Nordlingue, & leur parti paroît ruiné.

---

## CHAPITRE IV.

Depuis que la France prit les armes contre la maison d'Autriche jusqu'à la mort du cardinal de Richelieu.

Pag 178.

Pourquoi la France n'avoit donné que peu de secours aux Suédois. Après la mort du roi de Suède, elle se propose de faire de plus grands efforts. Mais Richelieu attend le moment

d'agir à propos. Objets que ce ministre se proposoit. Accord entre la France & la Suede. La France partage les Pays Bas avec les Provinces-Unies. Raisonnemens de ceux qui blâmoient le cardinal de s'être engagé dans la guerre contre la maison d'Autriche. Raisons, qui faisoient augurer des succès pour la France & pour ses alliés. La treve est renouvelée entre la Suede & la Pologne. Préparatifs de la France. Ses mauvais succès dans les Pays-Bas, sur le Rhin, en Italie. Le duc de Rohan se maintient dans la Valteline. Les Espagnols ferment la Méditerranée aux François. La maison d'Autriche faisoit ses efforts pour diviser ses ennemis, & traiter de la paix séparément avec chacun d'eux. Richelieu vouloit que la paix se fit par un traité général : mais la Suede paroïssoit se prêter aux vues de la maison d'Autriche. La France avoit cédé l'Alsace au duc Bernard. Siege de Dole. Irruption des Espagnols en Picardie. Ils se retirent. L'armée, que Gallas avoit conduite en Bourgogne, est ruinée. Victoire de Wistock. La France refuse de reconnoître Ferdinand III. La maison d'Autriche feint de vouloir la paix. La France ne veut pas paroître s'y refuser. Elle demande des sauf-conduits. L'épuisement général rendoit la paix nécessaire. Mais chaque puissance l'éloignoit, parce qu'aucune ne pouvoit s'assurer encore des conditions assez avantageuses. Difficultés de la maison

*d'Autriche sur les sauf-conduits. Ces difficultés font tomber sur elle le reproche qu'elle faisoit à la France de s'opposer à la paix. Evénements des campagnes de 1637 & 1638. La France & la Suede s'engagent à ne pas traiter séparément. Cependant la Suede négocioit secrètement : mais trompée par l'empereur, elle cesse de tromper la France, & s'unit sincèrement à cette couronne. Charles I veut entrer en négociation avec les puissances de l'Europe, & Richelieu fomenté les troubles de l'Ecosse. Négociation sans effet avec le prince de Transylvanie. Artifices de la cour de Vienne pour séparer la Suede de la France. Négociations sans effet. Evénements de la guerre pendant les négociations. La France acquiert les places qu'occupoit le duc Bernard. Elle a de grands succès pendant que les Suédois se maintiennent. Politique du duc d'Olivarez. Elle force les Catalans à la révolte, & fait perdre le Portugal à la couronne d'Espagne. Il s'agissoit alors de renouveler le traité entre la France & la Suede. Instructions que ces deux couronnes donnent à leurs ministres. Ferdinand qui les veut diviser, ne fait pas profiter des dispositions où se trouve la Suede. Artifices de Ferdinand pour persuader qu'il ne s'oppose pas à la paix que tout l'empire demande. Artifices de Richelieu. Les avances qu'ils se faisoient l'un à l'autre n'étoient que pour tromper le public. L'empereur & la diete*

de Ratisbonne sont au moment d'être surpris par Banier & Guébriant. La Suede fait une grande perte dans Banier. Elle en devient plus traitable, & conclut le nouveau traité tel que la France le desiroit. Situation de l'électeur de Brandebourg entre les Suédois & les Impériaux. Il abandonne l'empereur, avec qui les ducs de Lunebourg font la paix. Guerre civile en France. Elle finit bientôt par la mort du comte de Soissons. Toute l'Europe demandoit la paix. Le traité préliminaire paroissoit au moment d'être conclu. Mais de part & d'autre on vouloit éloigner la conclusion, quoiqu'on feignît de vouloir conclure. Cependant à force de feindre, Lutzu & le comte d'Avaux concluent malgré eux. Conditions du traité préliminaire qu'ils signent. L'empereur désavoue Lutzu, & s'expose aux reproches de toute l'Europe. Pertes que fait la maison d'Autriche qui compte sur une révolution en France. Louis XIII ayant besoin d'un favori, le cardinal lui avoit donné Cinqmars. Le favori réussit & donne de l'ombrage à Richelieu. Il cherche à le perdre dans l'esprit du roi. Il forme un parti. La cour d'Espagne promet des secours. Inquiétude de Richelieu: confiance inconsidérée de Cinqmars. Mais Louis, qui se reproche sa foiblesse, écrit au cardinal. Il a cependant de la peine à se persuader que Cinqmars soit coupable. Punition de Cinqmars: mort du cardinal. Cette

*mort donne de la confiance aux ennemis de la France & de l'inquiétude à ses alliés.*

---

## CHAPITRE V.

Jusqu'à l'ouverture du congrès pour la paix générale.

Pag. 227.

*Louis XIII se conforme au plan que le cardinal avoit laissé. L'ouverture du congrès est fixée. Mort de Louis XIII. Ses dispositions. Le parlement défère la régence à la reine. Mazarin premier ministre. Victoire de Rocroi. La France confirme son alliance avec la Suede. Les plénipotentiaires de l'empereur & du roi d'Espagne arrivent à Munster. La Suede avoit intérêt à ne pas traiter sans la France. Il n'en étoit pas de même des Etats-Généraux. C'est pourquoi les plénipotentiaires de la France passent par la Haye, pour s'assurer que la Hollande ne traitera de la paix que conjointement avec la France. Mort de Guébriant. Défaite des François à Dutlingen. Les Suédois déclarent la guerre au roi de Danemarck. Les Impériaux fondent de nouvelles espérances sur ces événements. Le comte d'Avaux dissipe les inquiétudes, que la reine & Mazarin ont à ce sujet. La*

guerre de la Suede avec le Danemarck n'a pas de suite. Turenne ne peut empêcher que Fribourg ne soit pris par le général Merci. Le duc d'Enghien, & ce marechal ne peuvent forcer Merci dans ses lignes : mais ils se rendent maîtres du cours du Rhin depuis Bâle jusqu'à Cologne. Autres événements de la campagne de 1644. La diete de Francfort est contraire aux vues de l'empereur. Le college des princes & celui des villes prennent la résolution d'envoyer leurs députés au congrès qui s'ouvre.

---

## LIVRE QUINZIEME.

### CRAPITRE I.

Des intérêts & des vues des principales puissances.

Pag. 240.

*Situation embarrassante de l'empereur. Il lui falloit diviser les deux couronnes, ou attendre que la minorité de Louis XIV causât des troubles. Il comptoit sur l'un ou l'autre de ces événements, & se refusoit à la paix. Il étoit bien plus facile au roi d'Espagne de troubler la France & d'en détacher les Provinces-Unies. La Sue-*

de ne pouvoit traiter sûrement sans garantie. Mais l'impuissance de l'Espagne étoit une garantie suffisante pour la Hollande. D'ailleurs cette république pouvoit au besoin compter sur les secours de la France contre l'Espagne ; & il pouvoit arriver qu'elle auroit besoin des secours de l'Espagne contre la France. Mazarin devoit peu compter sur le dernier traité fait avec les Provinces-Unies. Mais si elles paroissent vouloir traiter séparément , il doit leur reprocher leur infidélité & leur ingratitude. Cependant le reproche d'infidélité étoit peu fondé. Celui d'ingratitude l'étoit tout aussi peu ; & on ne peut qu'applaudir à la Hollande , si elle ne se laisse pas tromper aux artifices du cardinal. Maximilien duc de Bavière , étoit dans une position , où il ne savoit s'il devoit se détacher de l'empereur ou lui rester uni. Les autres princes de l'empire avoient peu d'influence par eux-mêmes , & ne demandoient que la paix. L'empire étoit sujet par sa nature à bien des variations. Après Louis IV la couronne devient tout à-fait élective. Effets de cette révolution pendant la première période , sous les princes de la maison de Saxe. Origine des comtes palatins , des margraves , landgraves , &c. Privilèges des dietes. Prérogatives des rois de Germanie. Ils les perdent presque toutes sur la fin de la seconde période qui comprend les princes de la maison de Franconie. Pendant la troisième , sous les princes

de la maison de Suabe, il n'y a que des troubles. Ces troubles occasionnent plusieurs changements. La quatrième période est un temps d'anarchie. C'est alors que les évêques & les ducs, qui avoient le droit de première élection, s'arrogent à eux seuls le droit d'élire l'empereur. Pour s'assurer les usurpations qu'ils ont faites, ils donnent la couronne impériale à des princes dénués de forces. Interregne qui donne lieu à des ligues, & à des usurpations. Pendant la cinquième période les empereurs occupés de l'agrandissement de leur maison, ou des troubles de l'empire & de l'église, n'ont pu recouvrer les domaines & les prérogatives enlevés à leur couronne. Lorsqu'après tant de révolutions, les princes de l'empire n'avoient plus dans la sixième période que des prétentions, dont la force seule pouvoit faire des droits, les hérésies semèrent de nouvelles divisions. Dans cet état des choses, il étoit naturel que les membres de l'empire s'unissent à la France & à la Suede, qui offroient de faire cesser l'oppression. Ils pouvoient compter sur la protection de ces deux puissances, parce qu'elles ne pouvoient s'agrandir qu'en ménageant leurs intérêts. Pour forcer Ferdinand & Maximilien à la paix, la France se propose de porter la guerre dans les états héréditaires & dans la Baviere.

## CHAPITRE II.

Du traité de Westphalie ou des négociations faites à Munster & à Osnabruck.

Pag. 264.

*Médiation sans effet des Vénitiens & du pape. On n'attendoit plus au congrès, que les plénipotentiaires des Provinces-Unies. Plénipotentiaires des autres puissances. Obstacles qui retardent l'ouverture du congrès. 1.° Pleins-pouvoirs qu'on veut trouver défectueux. 2.° Artifices de la maison d'Autriche pour diviser ses ennemis. 3.° Lenteur des états de l'empire à députer au congrès, comme ils y étoient invités par les plénipotentiaires de France & de Suede. Ferdinand auroit voulu empêcher cette députation. Le mauvais succès de ses armes le force à paroître moins contraire à la paix, & on prend jour pour les propositions. Les Impériaux & les Espagnols demandent qu'on leur restitue toutes les conquêtes. La Suede & la France se bornent à demander qu'on attende les députés des états de l'empire. On les attend, en disputant si on les attendra. Malgré les oppositions de Ferdinand, le congrès est regardé comme une diete générale de l'empire. Les Suédois, qui avoient eu de grands succès, paroif-*

soient vouloir hâter la négociation. Mais la France la vouloit retarder, de crainte qu'ils n'en retirassent de trop grands avantages. Quoique les deux couronnes alliées eussent des raisons communes pour la retarder, elles consentent à donner leurs propositions. Elles paroissent dans leurs propositions ne s'occuper que des intérêts du corps germanique, & se bornent pour elles à une satisfaction, qu'elles n'expliquent pas. C'étoit le vrai moyen d'obtenir ce qu'elles desiroient. Mais ne s'expliquant pas sur leur satisfaction, elles n'avançoient pas la paix. Succès des armes de la France. Cependant elle cherchoit des prétextes pour ne pas s'expliquer encore sur la satisfaction qu'elle demandoit. L'empereur répond aux propositions des deux couronnes, & paroît prendre pour juge les états de l'empire. Quelle étoit cette réponse. Les états s'occupent de leurs intérêts qui font naître bien des contestations. Se flattant de tout obtenir pour eux, ils ne paroissent pas s'intéresser à la satisfaction des deux couronnes. Ces deux couronnes n'osoient pas d'abord s'en expliquer l'une à l'autre. Enfin elles se devinent & ayant pres senti les dispositions du public, elles déclarent ce qu'elles demandent. La satisfaction de la France devoit être prise sur les domaines de la maison d'Autriche. Il n'en étoit pas de même de celle de la Suede : c'est pourquoi elle souffroit plus de difficultés. Les états déclarent qu'il n'est

dû de satisfaction ni à l'une ni à l'autre. Les deux couronnes ne s'inquiètent pas de ce jugement. Le comte de Trantmansdorff tente inutilement de reconcilier l'empereur avec le corps germanique. Il ne réussit pas mieux à détacher la Suede de la France. Il entame une négociation avec cette dernière couronne. Maximilien de Baviere traite aussi avec la France, qui lui fait des propositions avantageuses. Quoique la négociation paroisse avancée, tout est encore suspendu. La France temporise pour ménager le duc de Baviere, & pour ne pas donner trop d'avantage à la Suede. Mais par cette conduite elle expose l'armée suédoise. Difficultés qui retardoient la négociation commencée entre la France & l'empereur. Le progrès des armées force les Impériaux à souscrire aux principales demandes de la France. Cependant la France ne peut pas conclure définitivement sans la Suede. Elle devient médiatrice entre les Suédois & les Impériaux. Mais plus elle prend de supériorité dans la négociation, plus les Suédois se montrent difficiles. Offres des Impériaux aux Suédois. Les plénipotentiaires françois écrivent à ce sujet à Christine qui desiroit la paix. Succès de Turenne & de Wrangel. L'Espagne qui faisoit des pertes, négocioit lentement avec la France, & pressoit les Etats-Généraux de conclure un traité particulier. Elle feignoit de vouloir conserver toutes ses conquêtes, & l'Espagne

paroissoit ne vouloir abandonner que quelques places. Philippe IV feint de vouloir céder les Pays-Bas en échange de la Catalogne. Il paroît disposé à conclure avec la France. Il prend les députés de Hollande pour arbitres. La France feint de ne vouloir pas abandonner la Catalogne ; & par cet artifice , Mazarin s'imagine engager les députés à offrir les Pays-Bas. Cet artifice ne devoit pas réussir. Les Espagnols font des propositions que la France auroit dû accepter. Pour alarmer les Etats-Généraux ils font courir le bruit du mariage de l'infante avec Louis XIV. Raisons des Etats-Généraux pour conclure leur traité particulier. Ils le concluent , mais ils en diffèrent la signature. Il étoit impossible aux puissances alliées de conduire leurs négociations du même mouvement. La France qui se plaignoit de la précipitation de la Hollande , étoit exposée aux mêmes reproches de la part de la Suede. Elle ne pouvoit pas exiger que les Etats-Généraux s'arrêtassent à chaque incident qu'elle faisoit naître. Par la médiation des députés de Hollande , tout étoit d'accord entre l'Espagne & la France ; lorsque de nouvelles prétentions de Mazarin rompent la négociation. Alors les députés signent leur traité. Justification des Etats-Généraux. La France avoit besoin de la paix , parce qu'elle étoit épuisée , & que le mécontentement général menaçoit d'une revolte. Pendant que Servien travailloit à retarder la né-

gociation de la Hollande , d'Avaux hâtoit celle de la Suede. Les Suédois ne s'expliquoient pas sur leur satisfaction. Offres qu'on leur faisoit. On convient de dédommager aux dépens des églises , l'électeur de Brandebourg de la moitié de la Poméranie qu'on lui ôtoit , & la Suede de l'autre moitié qu'on ne lui donnoit pas. Mais le dédommagement devoit-il être pris sur les Protestants ou sur les Catholiques ? Falloit-il encore dédommager les églises qu'on dépouilleroit ? Le comte d'Avaux leve ces difficultés. Campagne de 1647. Les plénipotentiaires étoient d'accord sur les principaux articles , lorsque l'empereur voulut avoir l'avis des députés. Les Suédois paroissent s'intéresser vivement aux Protestants , ce qui met le comte d'Avaux dans une situation embarrassante. On convient de créer un huitieme électorat pour le prince Palatin. Par rapport aux deux religions on convient de rétablir les choses dans l'état où elles étoient en 1624 à quelques exceptions près. On regle la satisfaction du landgrave de Hesse. Les troupes suédoises demandoient une satisfaction. Deux demandes de la France , sur lesquelles on contes-toit encore. L'empereur qui compte sur des succès , suspend la négociation. Elle est encore retardée par le départ du comte de Trantmansdorff , & par le duc de Baviere , qui se rejoint à l'empereur. Mais ce prince la hâta ensuite au moins par rapport à la France. La Suede avan-

çoit plus lentement. Cependant la défection des Hollandois flatte l'empereur de pouvoir diviser ses ennemis. Il se trompoit. Départ du duc de Longueville. Rappel du comte d'Avaux. Servien reste seul chargé des intérêts de la France. Le comte de Pegnaranda se retire à Bruxelles. Les députés d'Osnabruck se rendent maîtres de la négociation. Ils deviennent les arbitres des puissances de l'Europe. Chaque puissance vouloit que l'on commençât par ses intérêts. Dans quel ordre les intérêts sont traités. Les articles du traité de paix sont arrêtés. Les succès des armées confédérées forcent l'empereur à les signer.

---

## LIVRE SEIZIEME.

### CHAPITRE I.

Depuis la paix de Westphalie jusqu'à la paix des Pyrénées.

Pag. 330.

**L**a guerre civile commençoit en France. Les finances étoient dans un grand désordre. Les cris du parlement autorisent les murmures du peuple. Edits bursaux qui soulevent les corps. Emeute du peuple de Paris. Le coadjuteur est l'auteur d'une nouvelle sédition. La cour s'en-  
fuit

fuit à S. Germain où elle manque de tout. Les rebelles, maîtres de Paris, songent à s'y défendre. Mais on voyoit que l'esprit de faction s'éteignoit. Le parlement fait des propositions de paix. Elles sont acceptées. Caractère de Condé. Il est arrêté avec le prince de Conti & le duc de Longueville. Leur parti arme. Ils sont mis en liberté, & Mazarin est forcé à sortir du royaume. Condé arme. Louis, alors majeur, rappelle le cardinal dont le parlement met la tête à prix. Paris ouvre ses portes à Condé. Mais une seconde retraite du cardinal ayant soumis les Parisiens, Condé se retire dans les Pays-Bas & le cardinal revient. La France s'allie de Cromwel qui déclare la guerre à l'Espagne. Charles I se conduisoit en despote, qui croit que toute l'autorité réside en lui. Cependant on étoit moins choqué de l'usage qu'il faisoit de son pouvoir, que du pouvoir qu'il s'arroyoit. Il voulut changer d'autorité la liturgie des Ecoissois. Ce fut alors que l'Ecosse se souleva. Quatre conseils se saisirent de l'autorité souveraine. Le Covenant, acte par lequel ils jurent de s'opposer à toute innovation. Charles qui mollit consent à convoquer une assemblée ecclésiastique & un parlement. L'assemblée ecclésiastique ordonne de signer le Covenant. On déclare que le parlement doit obéir lui-même à cette décision, & on arme. Charles qui a besoin de subsides, convoque le parlement d'Angleterre.

*Mais ce corps veut profiter de la conjoncture pour ruiner les prérogatives de la couronne : & il le casse. Les Ecoffois armés demandent que le roi prenne l'avis de son parlement d'Angleterre. Se voyant sans ressources , il est forcé à le convoquer. Mais il s'est donné un juge. Les communes recherchent les ministres sur leur conduite ; les gouverneurs, les lieutenants. Elles donnent une paye à l'armée écossoise. Elles abolissent tout ce qu'elles jugent contraire à la liberté. Charles fait un voyage en Ecoffe , où il reçoit la loi. Le parlement licentie les troupes parce qu'il craint qu'elles ne se déclarent pour le roi. Soulèvement de l'Irlande. Si l'on avoit voulu réformer le gouvernement , on le pouvoit alors. Mais le fanatisme ne devoit pas se borner à une réforme. Le parlement emploie jusqu'aux impostures pour perdre Charles. Le peuple de plusieurs provinces & celui de Londres offrent leurs services au parlement. Le parti que le roi conserve dans ce corps est forcé au silence. La guerre commence. Le parlement d'Angleterre demande des secours aux Ecoffois. Un parlement convoqué en Ecoffe sans l'aveu de Charles , fait alliance avec celui d'Angleterre. Alors les Indépendants qui se confondoient avec les Presbitériens , se rendoient insensiblement maîtres du parlement. Ils se proposent de forcer les membres du parlement à renoncer aux emplois civils & militaires. Ils réussissent dans ce dessein. Par ce moyen, ils*

font passer toute la puissance militaire entre les mains de Cromwel. Charles se livre aux Ecoffois, qui le vendent au parlement. Les Indépendants, qui ont cassé de ce corps tous ceux qui leur sont contraires, le font périr sur un échafaud. Alors la maison d'Autriche venoit d'être humiliée, & la maison de Bourbon manquoit du nécessaire. Désordre où se trouvoit l'Angleterre. La nation angloise, devenue plus courageuse & plus entreprenante, avoit besoin d'un chef. Elle le trouve dans Cromwel. Cromwel casse le parlement, qui tentoit de diminuer son autorité. Il en crée un composé de fanatiques, qu'il casse encore. Il est déclaré protecteur par l'armée. Cependant l'Angleterre étoit formidable au dehors, & Cromwel donne la loi dans le traité qu'il fait avec la France. Avantages que l'Angleterre trouva dans l'alliance de la France. Mort de Cromwel. Traité des Pyrénées. Charles est rétabli sur le trône d'Angleterre. Les royaumes du nord font la paix.

---

## CHAPITRE II.

Depuis la paix des Pyrénées jusqu'à la paix de Nimegue.

Pag. 364<sup>a</sup>

Quel étoit le parlement qui rappella Charles

II. *Bonnes & mauvaises qualités de Charles. Le parlement quoique soumis & respectueux, paroît prendre des mesures contre le despotisme. Un nouveau parlement renonce au droit des armes : mais il ne donne que de légers subsides. Pour fournir à ses dépenses Charles vend Dunkerque à la France. Il en est blâmé. A la sollicitation des communes, qui lui promettent des subsides, il fait la guerre à la Hollande. Les Anglois comme les Hollandois desirent bientôt la paix. Le pensionnaire de Wit venge sa patrie. Paix de Bréda. A la mort de Philippe IV, Louis XIV réclame les Pays-Bas, quoiqu'il eût renoncé aux droits de sa femme. Louis XIV étoit né avec d'heureuses dispositions qu'une mauvaise éducation avoit rendues inutiles. La régente & Mazarin auroient voulu faire durer son enfance. Honteux de ne disposer de rien, il desiré de s'instruire : Mazarin le fait travailler avec lui. Après la mort de ce cardinal, il travaille avec ses ministres, qui lui persuadent qu'il fait tout, & qu'il fait tout par lui-même. Il goûte moins Colbert, qui le sert sans le flatter. La France étoit épuisée. Cependant les courtisans ne parloient que de la puissance de Louis XIV, & malheureusement ce fut quelquefois dans des circonstances où ils ne paroissent pas le flatter. Entretenu dans cette illusion par Louvois, il entreprend de faire valoir les droits qu'il se fait sur les Pays-Bas. Fier de ses premiers succès il ne songe plus qu'à conqué-*

rir & à se rendre redoutable. L'Europe auroit dû prévoir qu'il porteroit son ambition sur la couronne d'Espagne. Mais Léopold ne s'occupoit que des moyens de regner despotiquement en Hongrie. Les princes de l'empire ne s'alarmoient pas de l'agrandissement de la France, qu'ils s'imaginoient les devoir protéger, parce qu'elle les avoit protégés. L'Italie ne craignoit que la maison d'Autriche. Les Hollandois qui jugeoient mieux, étoient trop foibles & troublés par des factions. Ils craignoient le Stathoudérat, contre lequel ils songeoient à prendre des précautions. Le pensionnaire de Wit avoit donné l'exclusion à Guillaume III, qu'il avoit élevé. Cette exclusion donnoit de nouveaux partisans à ce prince, qui montrait des vertus. Parce qu'il étoit fils d'une sœur du roi d'Angleterre, de Wit étoit resté dans l'alliance de la France. Alors il change de plan, & la triple alliance, qu'il a méditée, force Louis XIV à la paix. Le traité en est conclu à Aix-la-Chapelle. Louis songe à se venger de la Hollande. La duchesse d'Orléans, qui passe en Angleterre trouve le roi son frere dans des dispositions favorables au dessein de Louis. Ces deux rois déclarent la guerre à la Hollande. Cette république n'étoit pas en état de se défendre. Conquêtes de Louis XIV. Troubles qu'elles causent en Hollande. Cette république met toute sa ressource dans le jeune prince d'Orange, qu'elle fait stadhouder. L'empereur qui d'abord avoit désiré

*L'humiliation des Hollandois , fait une ligue contre Louis. Le roi d'Angleterre fait la paix avec la Hollande. Toute l'Allemagne se déclare contre Louis , à qui il ne reste que l'alliance de la Suede. Cependant Louis a de grands succès. Pacification de Nimegue. Causes des succès de Louis dans cette guerre.*

---

### CHAPITRE III.

Depuis la pacification de Nimegue jusqu'à celle de Riswyck.

Pag. 393.

*Les ennemis de la France avoient été trop humiliés pour songer à se réunir de nouveau contre elle. Mais Louis veut être craint. La flatterie lui exagere sa puissance ; & Guillaume III s'étudie à répandre des terreurs paniques. Il eût fallu dissiper les alarmes de l'Europe. Mais Louvois paroît se concerter avec le prince d'Orange , pour forcer l'Europe à redouter Louis. Seignelai veut aussi faire redouter le roi sur mer. Il bombarde Genes , & force cette république à députer le doge au roi. Mot du doge. Le maréchal de Créqui se rend maître de Luxembourg. L'Allemagne cependant paroissoit vouloir s'opposer aux entreprises de Louis. Mais Léopold soulevoit les Hongrois , & Vienne étoit assiégée par les Turcs. Lorsque Jean Sobieski a délivré*

*Vienne, la Hollande, qui voit l'impuissance des ennemis de Louis, propose une trêve qui est acceptée. L'Angleterre étoit alors occupée d'une prétendue conspiration que la crédulité du parlement rendoit vraisemblable. On jetoit des soupçons sur la religion de Charles, & on craignoit le duc d'York, qui s'étoit converti. Charles casse le parlement. Le nouveau parlement est plus séditieux encore. Il exclut le duc d'York du trône. Il le bannit; il est encore cassé. On lui fait des suppliques pour en convoquer un autre. Il s'en fait faire pour n'en pas convoquer. Parti des Pétitionnaires ou Whigs: parti des Abhorrants ou Torys. Nouveau parlement qui se rend odieux à la nation. Le peuple commence à voir le peu de fondement de la conspiration, qui l'avoit effrayé. Le roi casse le parlement, & en convoque un autre à Oxford. Il casse encore ce dernier. La nation applaudit à cette démarche. Le roi gouverne en monarque absolu. Plus affermi après une conspiration qu'il découvre, il reprit son indolence, lorsqu'il mourut. Jacques II lui succède sans opposition. Il soulèvera le peuple en abusant de son autorité. Il s'attribue d'abord des revenus qu'il devoit demander au parlement. Il les obtient ensuite du parlement qu'il convoque. Monmouth décapité. Jacques protège ouvertement les Catholiques & casse le parlement qui lui résiste. Sur ces entrefaites Louis XIV révoque l'édit de Nantes; & on lui fait croire qu'il a ex-*

tirpé l'hérésie parce qu'il a envoyé des dragons contre les hérétiques. Les Huguenots qui se réfugient en Angleterre font craindre les mêmes persécutions de la part de Jacques. Toutes les sectes se réunissent contre la religion romaine. Jacques envoie une ambassade au pape, pour réconcilier son royaume avec l'église. Conscience aveugle des Catholiques d'Angleterre. Il fait conduire à la tour six évêques qui refusent de publier une déclaration sur la tolérance. Le peuple & l'armée s'intéressent au sort de ces évêques, & applaudissent au jugement qui les déclare innocents. Alors Guillaume III avoit formé la grande alliance contre Louis XIV. Gendre de Jacques & son héritier présomptif, il refuse de concourir aux projets de ce roi. Il s'attache les Anglois, qui ne balancent plus à l'appeller au trône, lorsqu'ils voient que Jacques a un fils. Alors Louis XIV avoit commencé les hostilités, & faisoit encore des conquêtes. Sous prétexte d'armer contre la France, Guillaume se prépare à faire une descente en Angleterre. Il y débarque. Jacques abandonné, se retire en France. Le parlement met des bornes à la prérogative, & donne la couronne à Guillaume. Les Hollandois & les Anglois accèdent à la grande alliance. Ordres sanguinaires donnés par les conseils de Louvois. La France fait face de tous côtés. La grande alliance n'est pas aussi redoutable qu'elle le paroît. Guillaume devoit porter presque tout le faix de

la guerre. La France auroit donc dû tourner ses forces contre l'Angleterre. Ce ne fut pas l'avis de Louvois. Succès de la France dans les cinq premières campagnes. Ces succès l'avoient épuisée. Dépenses qu'ils avoient occasionnées. Expédients ruineux auxquels on avoit eu recours. Desordres dans les finances. Foibles ressources du ministère. Louis malgré ses succès commence à s'appercevoir de sa foiblesse. Il fait des propositions de paix, qu'on ne croit pas sinceres. Campagne de 1694. Le peuple, qui se croit exposé aux invasions des ennemis, se soumet à la capitation sans murmure. Bombardement de Bruxelles. Pacification de Riswyck.

---

## LIVRE DIX-SEPTIEME.

### CHAPITRE I.

Des puissances du midi de l'Europe, jusqu'au commencement du dix-huitieme siecle.

Pag. 437.

*E*tat des finances en France après la pacification de Riswyck. L'altération des monnoies avoit diminué les revenus de la couronne. Autres mauvais effets de cette altération. Louis, ne pouvant plus se dissimuler les maux qu'il a causés, se reproche ses projets ambitieux. Ses ennemis qui

n'ont pas moins souffert, sont forcés à renoncer aussi à leurs projets. Ainsi les puissances de l'Europe commencent la guerre, sans savoir comment elles la joutiendront, & elles posent les armes par épuisement. Cette guerre n'avoit été utile qu'à Guillaume, à qui la paix devenoit nécessaire depuis qu'il étoit roi d'Angleterre. Il eût été sage de regler à Riswyck la succession du roi d'Espagne. Mais il n'est pas d'usage en Europe de prévenir de nouvelles guerres. Après la conclusion du traité de Riswyck, il n'étoit plus temps de réparer cette faute. *Projet de partage. Autre partage.* L'Angleterre & la Hollande s'arrogeoient le droit de disposer de la succession de Charles. Cette entreprise, qu'on pouvoit se permettre malgré les protestations de ce prince, avoit cependant besoin du consentement de Léopold. Elle n'assuroit donc pas la paix. La signature du traité de partage avoit souffert des retardements. Le roi d'Espagne se plaint qu'on dispose de ses états. Les vœux des Espagnols sont pour un prince de la maison de Bourbon. Le roi d'Espagne appelle à sa succession le duc d'Anjou, à charge qu'il ne démembre pas la monarchie. Ce testament étoit mal raisonné. Cependant la maison de Bourbon acquéroit un titre à la couronne d'Espagne, par le consentement des peuples. L'agrandissement de cette maison ne devoit pas éffrayer l'Europe. Le roi d'Espagne ne pouvoit pas être l'allié de la France.

Mais l'Europe s'étoit acoutumée à craindre l'agrandissement des Bourbons. Guillaume avoit donné le préjugé à l'Europe. Mais il ne l'avoit pas pris. L'Angleterre & la Hollande n'avoient consenti qu'à regret au traité de partage dont il étoit l'auteur. Si Louis XIV s'en fût tenu au traité de partage, il n'auroit armé que la maison d'Autriche. Il accepte le testament. L'Angleterre & la Hollande qui reconnoissent d'abord Philippe V, font bientôt après un traité d'alliance avec l'empereur. Mais, comme elles craignoient une nouvelle guerre, elles se bornent à demander une satisfaction pour la maison d'Autriche. L'empereur ne paroïssoit pas devoir tirer de grands secours de ses alliés. Louis n'avoit pas désarmé. Philippe étoit en possession de l'Espagne. Ils avoient des alliés. Mais ils pouvoient ne pas compter sur tous. Ils devoient après quelques campagnes se trouver sans ressources. Ils auroient dû par conséquent se hâter d'accorder une satisfaction à la maison d'Autriche. La guerre commence en Italie. Eugene force le poste de Carpi. Il défait à Chiari le maréchal de Villeroi. A la mort de Jacques II, Louis reconnoît le prince de Galles. Cette démarche offense les Anglois & Guillaume excite leur ressentiment. Le parlement lui accorde toutes ses demandes. Mort de Guillaume. Quelle a été sa puissance en Angleterre & en Hollande. Anne qui lui succede, donne sa confiance à Marlborough.

## CHAPITRE II.

De la Russie jusqu'au commencement du dix-huitieme siecle.

Pag. 461.

*Jusqu'au dix-septieme siecle les Russes ont été barbares. Michel Féodorowitz élu czar. Alexis son fils qui a le premier connu l'ignorance des Russes, a protégé les arts & les sciences. Féodore, son fils aîné, lui succede, & le prend pour modele. Pierre son frere, qu'il désigne son successeur, est reconnu par les boyars. Jean lui est associé par les intrigues de Sophie, sœur de ces deux princes. Sophie, qui a obtenu la régence, & Basile Gallitzin, son ministre favori, songent à écarter du trône le czar Pierre. Mauvaise éducation qu'ils lui donnent. Entouré de débauchés, Pierre s'abandonnoit au vice. Il n'étoit pas content. Il fait connoissance avec le Fort qu'il s'attache. Jean Sobieski, allié de l'empereur contre les Turcs, engage les Russes à faire une diversion en Crimée. Boris Gallitzin ministre de Pierre, éloigne Basile Gallitzin en lui donnant le commandement de l'armée. Mauvais succès de Basile. Mazepa est fait hétman d'Ukraine. Nouvelle campagne de Basile avec aussi peu de succès. Sophie conspire contre Pierre qu'elle veut faire périr. La conspiration est découverte, & Sophie est en-*

fermée. Le czar Pieere se propose de policer les Russes. Il est tambour dans une compagnie que le Fort a levée. Cette compagnie devient un régiment & une école. Commencement de la fortune de Mentzikof qui entre dans cette compagnie. Méfintelligence entre la Pologne & la Russie. Elle empêche ces deux couronnes de donner des secours à l'empereur contre les Turcs. Les soupçons ayant été dissipés, Pierre fait le siege d'Asoph. Il construit une flotte. Asoph capitule. Entrée triomphante de l'armée. Nouveaux succès; nouvelle conspiration de Sophie; elle est découverte. Après avoir pourvu à la sureté de ses états, le czar se prépare à voyager, l'année qu'Auguste, électeur de Saxe, & le prince de Conti avoient été élus roi de Pologne. Il part confondu dans la suite de ses ambassadeurs. Il est mécontent du gouverneur de Riga. Il tire dans le vin l'épée contre le Fort. Il arrive à Amsterdam. Il va à Sardam apprendre la construction des vaisseaux. Il passe en Angleterre pour y puiser de nouvelles connoissances. Il engage à son service des étrangers instruits. Il étoit à Vienne, lorsqu'il apprend la révolte des strélitx. Causes de ce soulèvement. Il arrive Moscou lorsque les strélitx avoient été défaits. Exécution barbare. Regrets du czar à la mort de le Fort. Ses soins pour accoutumer ses troupes à la discipline. Pourquoi il proscriit les barbes & les habits longs. Il accoutume sa noblesse à la bienséance, & institue

*l'ordre de S. André pour lui donner de l'émulation. Il travaille à la réforme du clerge. Il défend d'entrer dans les ordres monastiques avant l'âge de 50 ans. Il ordonne de commencer l'année au 1 janvier. Il fait avec les Turcs une treve de 30 ans. Il s'allie de la Pologne & du Danemarck contre la Suede. Le czar paroît s'être trompé sur les moyens propres à civiliser ses peuples.*

---

### CHAPITRE III.

*De la Suede, du Danemarck & de la Pologne jusqu'à la fin du dix-septieme siecle.*

Pag. 489.

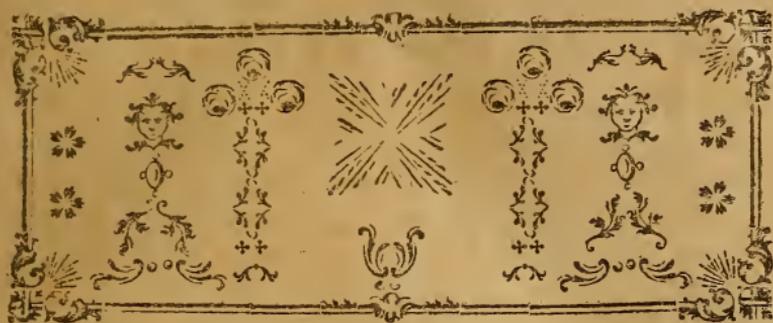
*Passion de Christine pour l'étude, & pour les savants. Cette passion lui fit desirer le repos, & hâta la conclusion du traité de Westphalie. Ses profusions. Ses peuples se lassent de son gouvernement, & elle se dégoûte de regner. Voulant vivre dans le célibat, elle désigne pour son successeur Charles Gustave. Cependant on la presse de choisir un époux. Alors elle déclare qu'elle veut abdiquer & Gustave l'invite à conserver la couronne. Le senat lui fait la même invitation & elle s'y rend à condition qu'on ne lui parlera plus de mariage. Michon, son médecin, la dégoûte des sciences. Sa prevention pour cet homme. Pimentel, envoyé d'Espagne, supplante Michon, &*

rend à *Christine* son goût pour les sciences. Il l'engage à rompre avec le Portugal; & le sénat, qui désapprouve cette démarche, attend avec impatience l'abdication de cette princesse. Elle abdique. Elle enleve toutes les richesses des palais. Elle abjure le luthéranisme & se retire à Rome. Etat où *Charles X* trouve les finances. *Charles* enleve la Pologne à *Casimir V* qui avoit protesté contre les dispositions de *Christine*. Il la reperd aussitôt. Il tourne ses armes contre le Danemarck & menace Copenhague. Il l'assiege. La Hollande donne des secours au roi de Danemarck. La mort de *Charles* met fin à cette guerre que les négociations de plusieurs puissances n'avoient pu terminer. Traité d'Oliva entre ces deux couronnes. Les nobles Danois refusoient de contribuer aux charges de l'état. Pour se soustraire à leur tyrannie, le clergé & le peuple accordent au roi une autorité absolue, & déclarent la couronne héréditaire. Abdication de *Jean Casimir*. La guerre fut funeste à la Suede, lorsqu'en 1667 elle s'allia de *Louis XIV*. *Charles XI* qui rendit son autorité absolue, mourut, lorsque les conférences de Riswyck avoient commencé sous sa médiation. Puissance de *Charles XII* à son avènement. Cette puissance ne paroissoit pas devoir inquiéter. Les états de Danemarck avoient réuni à la couronne les duchés de Sleswick & de Holstein. *Christian III* les cède à ses deux freres, malgré les protestations des états. Cette dispo-

44 TABLE DES MATIERES.

*sition est une source de guerre. C'est à cette occasion que Frédéric IV se ligue avec la Pologne & la Russie contre Charles XII allié du duc de Holstein. Frédéric-Auguste étoit entré dans cette ligue, afin d'avoir un prétexte pour ne pas licencier ses troupes saxonnes.*

FIN de la Table, du Tom. XIV.



INTRODUCTION  
A L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE.

HISTOIRE MODERNE.

LIVRE TREIZIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

*De la France jusqu'au ministère du  
cardinal de Richelieu.*

JE vais continuer l'histoire de France, Mon-  
seigneur, parce qu'elle nous fournira assez  
d'occasions de jeter un coup d'œil sur les prin-  
cipales puissances de l'Europe.

Le même jour de la mort de Henri IV, le  
duc d'Épernon, ayant fait prendre les armes aux

*Tom. XIV.*

A

Marie de Me-  
dicis est de-  
clarée régente  
par un arrêt  
du parlement  
qui est confir-  
mé dans un  
lit de justice.

gardes françoises & aux gardes suisses, se rendit au parlement pour assurer la régence à Marie de Medicis. *Elle est encore dans le fourreau, dit-il en montrant son épée; mais il faudra qu'elle en sorte, si on n'accorde pas dans l'instant à la reine mere, un titre qui lui est dû selon l'ordre de la nature & de la justice.*

On auroit pu demander par quelle loi, sept présidents & cinquante-cinq conseillers, qui composoient cette assemblée, pouvoient être autorisés à disposer de la régence. Jusqu'alors le parlement n'avoit point joui d'un pareil droit. Pouvoit-il le refuser, lorsque l'épée du duc d'Épernon le forçoit à l'accepter? Il donna donc, sans délibérer, un arrêt, par lequel la reine fut déclarée régente. Pour donner plus de poids à cette première démarche, Louis XIII, qui n'avoit pas encore neuf ans accomplis, vint le lendemain au parlement, accompagné des princes, des pairs & des grands du royaume, & l'arrêt de la veille fut confirmé dans un lit de justice. On ne s'étoit si fort pressé, qu'afin de profiter de l'absence du prince de Condé, & du comte de Soissons, qui auroient pu prétendre à la régence, ou entreprendre au moins de partager l'autorité avec la reine.

L'esprit de faction, qui avoit été contenu, va reprendre un nouvel essor, & les troubles

Font renaître. Car les factieux ont survécu à Henri.

De crainte de faire des mécontents, la régente admit dans le conseil presque tous les grands qui prétendoient y devoir entrer; de sorte qu'elle en fit une cohue plutôt qu'une assemblée. Ce conseil, au reste, n'étoit que pour la forme: on n'y portoit aucune affaire importante, ou du moins on se mettoit peu en peine des résolutions qui s'y prenoient. Tout étoit décidé dans le travail particulier, que la reine faisoit avec chacun des ministres.

Elle ne laisse aucune autorité au conseil, où elle admet tous ceux qu'elle n'ose refuser.

Concini avoit la plus grande part à sa confiance. Ambitieux, avide, il s'éleve, il s'enrichit, & se hâte de susciter contre lui la jalousie & la haine. Dès le commencement de la régence, il acheta le marquisat d'Ancre, la lieutenance-générale de Picardie, une charge de premier gentil-homme de la chambre. Il obtint le gouvernement de Péronne, de Montdidier & de Roye: trois ou quatre ans après, il fut fait maréchal de France, quoiqu'il n'eût jamais tiré l'épée.

Concini, à qui elle donne sa confiance, fait une fortune rapide.

Le faste regnoit à la cour. Les gratifications & les pensions étoient prodiguées aux courtisans que la reine vouloit s'attacher. Les trésors amassés par Henri se dissipoient. On travailloit à remettre dans les finances les abus,

Elle ruine les finances.

dont Sulli les avoit purgées: & le peuple applaudissoit à la magnificence de Marie, trop simple pour prévoir qu'il en porteroit tôt ou tard les frais.

Les princes confédérés prennent Juliers.

On pouvoit licentier l'armée de Champagne: car Juliers étoit au moment de se rendre au comte Maurice & aux princes confédérés, qui en formoient le siege. C'étoit l'avis de Sulli. Il jugeoit inutile de continuer une dépense, d'où l'on ne tireroit ni gloire ni avantage: comme son avis ne devoit pas prévaloir, le maréchal de la Châtre eut ordre de marcher, & les troupes arriverent pour être témoins de la prise de Juliers.

Marie abandonne le duc de Savoie.

Sulli conseilloit de donner des secours au duc de Savoie, qui s'étoit engagé sur la foi d'un traité. On n'eut encore aucun égard à cet avis, & le duc, abandonné, fut obligé d'envoyer son fils en Espagne, pour s'humilier aux pieds de Philippe III. Ce procédé de la France étoit d'autant plus odieux, que la régente avoit elle-même donné parole au duc de Savoie, de remplir les engagements que le feu roi avoit contractés avec lui.

Double alliance avec l'Espagne.

Cette princesse avoit d'abord voulu persuader qu'elle conserveroit toutes les alliances, que Henri avoit faites: mais elle ne vouloit que se faire rechercher par l'Espagne, avec qui

elle projetoit de s'allier par un double mariage. La négociation ayant souffert peu de difficultés, il fut arrêté que Louis épouserait Anne d'Autriche, & qu'Elisabeth de France seroit donnée au fils de Philippe. Ces deux mariages furent déclarés en 1612. L'échange des deux princesses se fit en 1615, & le roi alla au devant de l'infante jusqu'à Bordeaux, où les deux époux reçurent la bénédiction nuptiale. Sulli, qui n'auroit pas conseillé cette alliance, n'étoit plus dans le ministère. Dès la seconde année de la régence, il avoit prévenu sa disgrâce par sa retraite: on ne cherchoit qu'à l'éloigner.

Quoiqu'une des premières démarches de la régente eût été de donner une déclaration, qui confirmoit l'édit de Nantes, les Huguenots prirent l'alarme aussitôt qu'ils apprirent qu'on négocioit avec l'Espagne. Ils ne doutèrent pas qu'une pareille alliance n'eût pour objet de les détruire. C'est pourquoi ayant obtenu la permission de s'assembler à Saumur pour la nomination des députés, qu'ils tenoient à la cour, ils saisirent cette occasion de faire beaucoup de plaintes & de demandes. La reine qui ne pouvoit, ni ne vouloit les satisfaire sur tous les points, répandit de l'argent & des graces, afin de gagner les principaux. Cette politique, qui sema la division parmi eux, & qui par-là prépara leur ruine, n'est pas cependant

---

Les Huguenots en prennent l'alarme: mais Marie les divise en gagnant quelques-uns des chefs.

---

1617

la plus sage: car en achetant des mécontents qu'on craint, on en invite d'autres à se faire craindre pour se faire acheter. Il en doit donc nécessairement résulter des troubles. Les Huguenots obtinrent qu'on leur laisseroit encore les places de sûreté pour cinq ans.

Les grands se font des intérêts contraires & ne savent plus former des partis.

La cour étoit dans la plus grande confusion. Les grands ne s'accordoient que sur une chose, c'est qu'ils étoient tous mécontents du gouvernement, parce qu'à leur gré ils n'y avoient point assez de part. D'ailleurs conduits chacun par des vues particulières, ils ne savoient point se réunir. Les princes du sang étoient contre les princes du sang, les Guises contre les Guises: il sembloit qu'on eût perdu le secret de former des partis, & on ne faisoit plus que des cabales. Comme ces divisions affuroient le crédit du marquis d'Ancre, il s'appliquoit à les fomenter; prenant toutes les mesures possibles, pour empêcher qu'une faction trop puissante ne s'élevât contre lui.

Les Huguenots étoient divisés en deux partis.

Les Huguenots étoient divisés en deux factions principales. L'une toujours prête à prendre les armes, avoit pour chef le duc de Rohan; l'autre plus tranquille ou moins remuante, se laissoit conduire par le maréchal de Bouillon. Ces deux seigneurs s'étant trouvés à l'assemblée de Saumur, le premier avoit appuyé les demandes de son parti, tandis que

le second s'étoit prêté aux vues de la cour.

Le maréchal de Bouillon fut récompensé, & ne fut pas content. Il vouloit pour prix de ses services entrer dans le ministère & gouverner le royaume : chose à laquelle le marquis d'Ancre ne vouloit pas consentir, & que, par conséquent, la reine mere ne pouvoit accorder. Le maréchal, qui se repentit, s'attacha au prince de Condé, afin de faire un parti contre le gouvernement.

Bouillon se joint au prince de Condé,

Sur ces entrefaites le duc de Rohan se rendit maître de S. Jean d'Angeli, dont le commandant, quoique huguenot, étoit dévoué à la cour. La régente, au lieu d'armer, négocia ; parce qu'elle craignoit de faire prendre les armes aux Huguenots. Tout le fruit de la négociation fut d'abandonner S. Jean d'Angeli au duc de Rohan.

Marie négocie pour abandonner Saint-Jean d'Angeli au duc de Rohan qui s'en est rendu maître.

1612

1613

Cette affaire étoit à peine terminée, que le prince de Condé fit éclater son mécontentement, sur le refus qu'on lui fit du gouvernement de Château-Trompette, principale forteresse de Bordeaux. Il se retira de la cour, & fut suivi des ducs de Nevers, gouverneur de Champagne ; de Mayenne, fils du chef de la ligue, gouverneur de l'île de France ; de Longueville, gouverneur de Picardie ; de Ven-

Condé arme.

1614

dôme, fils naturel de Henri IV, gouverneur de Bretagne; d'Alexandre, grand-prieur de France, autre fils naturel de Henri; de Luxembourg, de la Tremouille & des plusieurs autres seigneurs. Le maréchal de Bouillon étoit le premier mobile de tous ces mouvements: mais ayant eu l'adresse de ne pas paroître suspect à la cour, il devint le médiateur entre les deux partis, dans l'espérance de les sacrifier l'un & l'autre à ses intérêts.

Marie proposoit un accommodement.

Le duc d'Épernon conseilloit de faire marcher le roi à la tête de sa maison, & de se hâter, avant que les princes eussent rassemblé leurs troupes. Si l'on eût suivi ce conseil, le parti des rebelles eût été dissipé: le gouvernement, toujours foible, envoya des députés, & proposa un accommodement.

Condé avoit publié un manifeste.

Cependant le prince de Condé avoit publié un manifeste, par lequel il déclaroit n'avoir d'autre dessein que de procurer le bien de l'état. Ses plaintes rouloient sur la dissipation des trésors de Henri, sur la mauvaise administration des finances, sur l'abandon des anciens alliés du royaume, sur l'alliance de l'Espagne, & en général sur ce que la reine, préoccupée par deux ou trois personnes, régloit tout sans consulter les princes, ni même le conseil qu'on n'assembloit que pour la forme.

Il voulut ensuite attirer les Huguenots dans son parti : mais le duc de Rohan , qui regardoit cette ligue comme une émeute dont les parties étoient mal liées , prévint l'événement , & se refusa à toutes les sollicitations. Il écrivit même à la reine , que , si elle vouloit contenter les Huguenots , dont il ne se sépareroit jamais , elle auroit bientôt réduit les princes mécontents.

---

Le duc de Rohan refuse de se joindre à cette ligue.

On négocia. Le bien public donc on s'étoit fait un prétexte , fut bientôt oublié , & chacun ne songea qu'à ses intérêts. Les mécontents demandoient la convocation des états-généraux , & qu'on désarmât de part & d'autre. On leur accorda ces deux articles. Ils demandoient encore que le double mariage avec l'Espagne fût sursis ; & la reine l'accorda à condition que cette surséance ne durerait que jusqu'à la majorité du roi. Venant ensuite aux articles , qui concernoient les intérêts de chacun en particulier , la ville d'Amboise fut mise en dépôt entre les mains du prince de Condé , jusqu'après la tenue des états-généraux ; on donna S.<sup>te</sup> Menehould au duc de Nevers , ou du moins on l'assura de la survivance du gouvernement de Champagne pour son fils ; on accorda à ceux de ce parti quatre cents cinquante mille francs , afin de les indemniser des frais qu'ils pouvoient avoir faits ; le roi promit de déclarer que le prince de

---

Les mécontents obtiennent ce qu'ils demandent.

Condé & ceux qui l'avoient suivi, n'avoient eu aucun mauvais dessein, & qu'il étoit convaincu de leur innocence. En un mot, par ce traité, qui fut signé à S.<sup>te</sup> Menchould, les mécontents obtinrent tout ce qu'ils demandèrent. Le gouvernement les traita, comme s'il en avoit reçu de grands services. On peut donc juger qu'il y aura des révoltes, tant qu'il y aura de l'argent, des villes & des charges à donner.

Le 28 septembre, le roi, étant entré dans sa quatorzième année, tint son lit de justice, & fut déclaré majeur. Il pria cependant sa mère de continuer ses soins au gouvernement; & la confiance entière qu'il lui témoigna, parut donner une nouvelle puissance à cette princesse & au maréchal d'Ancre.

Les états-généraux s'ouvrirent à Paris le 2 octobre. Les trois ordres ne s'accorderent point. Chacun fit séparément des demandes opposées aux intérêts des autres, & il y eut de longues contestations. Le clergé & la noblesse demandèrent la publication du concile de Trente, l'entier rétablissement de la religion catholique dans le Béarn; la suppression de la vénalité & de l'hérédité des charges, tant civiles que militaires, & l'accomplissement des mariages conclus entre la France & l'Espagne. Ce dernier article fut ajouté,

malgré le prince de Condé, qui s'étoit flatté que les états-généraux s'opposeroient à cette alliance : mais les sollicitations de la reine avoient prévalu sur les députés. Armand-Jean du Plessis de Richelieu, évêque de Luçon, assura, pour faire sa cour & vraisemblablement contre sa pensée, que ces mariages établiroient à jamais la paix entre les deux royaumes.

Le tiers état demanda une diminution des tailles, le retranchement des pensions & des gratifications, & la suppression de quelques droits, qui nuisoient beaucoup au commerce intérieur du royaume. Les trois ordres de concert proposèrent la création d'une chambre de justice, pour rechercher les malversations des financiers. Enfin ils présentèrent de gros cahiers, qui contenoient beaucoup d'autres articles.

Le roi disant n'avoir pas le temps d'examiner toutes les demandes, promit de satisfaire du moins aux principales ; entre autres d'abolir la vénalité & l'hérédité des charges, de supprimer les pensions, & de créer une chambre de justice. Là dessus il rompit les états, & oublia toutes ses promesses. Cette assemblée ne produisit donc aucun effet. Ces états-généraux ont été les derniers.

Le prince de Condé auroit bien pu prévoir qu'il auroit peu de crédit dans les états,

Le roi oublie ce qu'il leur a promis.

Condé met le parlement

\_\_\_\_\_ dans son par-  
ci.

puisqu'il n'avoit pas la distribution des grâces. Il fit auprès du parlement une autre tentative, dont il crut d'abord se promettre plus de succès, & qui pourtant n'en eut pas davantage.

\_\_\_\_\_ 1615  
Arrêté du  
parlement.

Le 28 mars ce corps arrêta que, sous le bon plaisir du roi, les princes, ducs, pairs & officiers de la couronne ayant séance, & voix de délibération en la cour, & qui se trouveroient alors à Paris, seroient invités de venir en la dite cour, pour, avec monsieur le chancelier, toutes les chambres assemblées, aviser sur les propositions qui seroient faites pour le service du roi, le soulagement de ses sujets & le bien de l'état.

\_\_\_\_\_ Le 10<sup>e</sup> lui dé-  
fend de passer  
outre.

Cet arrêté souleva le conseil: on en parla comme d'un attentat contre l'autorité royale: la reine qui le regardoit comme une critique de son administration, en fut offensée. On défendit donc au parlement de passer outre, & aux grands de se rendre à l'invitation qui leur avoit été faite.

\_\_\_\_\_ Remontran-  
ces du parle-  
ment.

Cependant le parlement fit des remontrances, dans lesquelles après avoir entrepris de prouver qu'il avoit droit de prendre connoissance des affaires d'état, il proposoit des réformes dans toutes les parties du gouvernement, parce qu'il voyoit des abus dans toutes. Il disoit au roi qu'il ne devoit pas com-

mencer la première année de sa majorité par des commandemens absolus, dont les bons rois, comme lui, n'usoient que fort rarement. Il protestoit, que dans le cas où sa majesté, mal conseillée, recevrait mal ses remontrances, il nommeroit les auteurs des défordres, & feroit connoître au public leurs malversations, afin qu'il y fût pourvu en temps & lieu. Il indiquoit d'ailleurs assez clairement le maréchal d'Ancre; & il appuyoit entre autres choses sur la nécessité d'entretenir les alliances faites par le feu roi, par où il condamnoit indirectement le double mariage conclu avec l'Espagne.

Cette affaire dura plus de deux mois. Enfin le roi imposa silence au parlement par un *je le veux & la reine aussi*. Bien loin donc de produire un bon effet, ces remontrances entretinrent ou augmentèrent le mécontentement du peuple, qu'elles éclairoient davantage sur quantité d'abus. On parla plus hardiment contre l'administration, dès qu'on la vit condamnée par des magistrats qu'on respectoit. C'est pourquoi le prince de Condé se hâta de prendre les armes. Il parut défendre la cause du parlement, & il compta d'avoir pour lui ce corps, que la cour venoit d'aliéner.

Les Huguenots qui auroient voulu empêcher le double mariage, entrerent dans les

Elles entretinrent le mécontentement du peuple.

Les Huguenots se joi-

gnoit à Condé.

vues du prince de Condé. Rohan & Soubise, son frere, parurent chacun à la tête d'un corps de troupes, pendant que Vendôme armoit aussi en Bretagne. Le roi eut besoin d'une armée pour aller à Bordeaux, & il en fallut une autre pour conduire Elisabeth de France jusqu'aux frontieres, & pour amener Anne d'Autriche.

Les mécontents font la loi.

Les forces des rebelles n'étoient pas encore bien considérables, mais elles le pouvoient devenir: car les Huguenots tenoient alors une assemblée générale qui fut transportée à la Rochelle. La reine mere jugea donc à propos d'entamer une négociation. Il fallut traiter avec des sujets que le roi venoit de déclarer criminels de lese-majesté, & on en reçut la loi. Il étoit d'autant plus facile de conclure la paix en cédant, que toutes les parties de cette ligue étoient fort mal assorties.

Quoique le maréchal de Bouillon fût, par ses intrigues, le principal auteur de la guerre civile, il ne s'étoit joint au prince de Condé, que pour se faire rechercher par la cour; & il n'attendoit que l'occasion de sacrifier à ses intérêts le parti qu'il paroïssoit avoir embrassé. Le duc de Mayenne étoit dans les mêmes dispositions. Nevers avoit armé sans se déclarer, comptant, dit on, se porter pour médiateur, & menaçant de ses armes celui des

deux partis qui refuseroit sa médiation : des-  
 sein ridicule pour un gouverneur de Champ-  
 agne. Vendôme ne se déclara que lorsqu'on  
 eut fait une trêve pour faciliter la négociation;  
 de sorte qu'il rendit meilleure la condition du  
 prince de Condé, sans en tirer aucun avanta-  
 ge pour lui. Enfin Rohan, Soubise & l'as-  
 semblée de la Rochelle comptoient trop peu  
 sur de pareils confédérés, pour desirer la con-  
 tinuation de la guerre. Par le traité conclu à  
 Loudun, le prince de Condé fut fait chef du  
 conseil : on lui donna quinze cents mille li-  
 vres pour les frais de la guerre : on confirma  
 tous les édits donnés en faveur des Huguenots :  
 on accorda une amnistie générale, & plu-  
 sieurs autres choses que les mécontents exi-  
 gèrent.

1616

Des rebelles qu'on récompense, ne sont  
 jamais satisfaits. Les uns n'ont pas obtenu  
 tout ce qu'ils demandoient : ceux à qui l'on  
 n'a rien refusé, veulent demander encore ;  
 & tous s'accordent à causer de nouveaux trou-  
 bles. Le traité de Loudun ne fit qu'accroî-  
 tre le mécontentement.

Les récompen-  
 ses que Marie  
 donna aux re-  
 belles, invi-  
 tent à de nou-  
 velles révol-  
 tes.

Bouillon, sur-tout, ne pouvoit rester tran-  
 quille. Son plan étoit d'exciter des trou-  
 bles pour avoir le mérite de les appaiser. Il  
 se flattoit de se rendre par-là nécessaire à la  
 cour, & d'entrer dans le ministère.

Bouillon  
 ne songe qu'à  
 troubler.

Le maréchal  
d'Ancre fait  
arrêter Condé.  
Récompenses  
prodiguées.

Le maréchal d'Ancre, toujours en bute aux mécontents, découvrit une conspiration contre sa vie. Il fut ceux qui la tramoient, il en fit part à la reine mere, & l'ordre fut donné d'arrêter le prince de Condé. Les ducs de Bouillon, de Mayenne, de Vendôme, de Guise, de Longueville, & d'autres qui avoient conspiré, ou qui craignoient d'en être soupçonnés, échapperent par la fuite. Thémines, qui avoit arrêté le prince, eut pour récompense cent mille écus & le bâton de maréchal. La Grange - Montigni, ayant dit par-tout qu'il méritoit mieux le bâton, on le lui donna pour le contenter. On ne favoit pas qu'il avoit donné ses chevaux pour hâter la fuite du duc de Vendôme. On promit encore le même honneur à S. Gérard, qui crioit contre l'ingratitude de la cour, voyant qu'il n'y avoit qu'à crier pour obtenir des graces. C'est ainsi qu'on prodiguoit les plus grandes faveurs.

Le maréchal  
d'Ancre chan-  
ge tout le mi-  
nistère.

Le maréchal d'Ancre, se croyant plus affermi que jamais, changea tout le ministère. Le chancelier Silléri avoit déjà été disgracié, le garde des sceaux du Vair, Jeannin & Villeroi le furent encore. L'évêque de Luçon fut fait secrétaire d'état avec les départements de la guerre & des affaires étrangères. Il dut sa fortune au maréchal, qui bientoût après

après voulut le perdre , & qui n'en eut pas le temps.

Cependant le duc de Nevers avoit armé pour le prince de Condé , & la guerre civile recommençoit. Mais le gouvernement paroiffoit déjà plus ferme , depuis que l'évêque de Luçon étoit dans le ministère. Les opérations , mieux concertées & mieux conduites , rompoient toutes les mesures des mécontents. On ne fongeoit plus à négocier avec eux , & ils étoient preffés de toutes parts , lorsque tout changea par une révolution qu'on n'avoit pas prévue.

Charles d'Albert de Luines , qui avoit été placé de bonne heure auprès de Louis d'Orléans , s'étoit fait une étude d'amuser ce prince , & , par conféquent , il en avoit gagné la confiance. Sa faveur s'accrut , lorsque Louis monta sur le trône. Elle s'accrut encore , lorsqu'il fut majeur : le maréchal d'Ancre prit l'ombrière d'un favori , dont l'ambition pouvoit confeiller au roi de gouverner ; & la reine mere , qui partageoit ces inquiétudes , tenta de se l'attacher par des bienfaits. Luines en attendoit de plus grands du roi.

Ce favori avoit depuis long-temps préparé l'esprit du roi à fecouer l'autorité de sa mere. La nouvelle guerre civile lui parut une occasion propre à porter les derniers coups.

---

Les mécontents arment encore : mais l'évêque de Luçon donne de la fermeté au gouvernement.

---

Faveur d'Albert de Luines qui est d'intelligence avec les mécontents.

---

Il fonge à éloigner Marie de Medicis.

Il y étoit excité par les mécontents, avec qui il étoit d'intelligence : mais naturellement timide & soupçonneux, il n'osoit rien précipiter; & cependant les princes ligués se voyoient dans la nécessité de sortir du royaume, ou de se soumettre à la discrétion de la reine mere.

Il obtient  
l'ordre d'arrê-  
ter le maré-  
chal d'Ancre.

Luines obtint enfin un ordre d'arrêter le maréchal d'Ancre, & même de le tuer en cas de résistance. Son dessein n'étoit pas de laisser vivre un ennemi aussi puissant: mais il craignoit qu'après la mort du maréchal, la reine n'eût assez d'empire sur son fils pour punir les auteurs du meurtre: il falloit donc l'éloigner de la cour; & on employa toute sorte de moyens pour vaincre la répugnance du roi. On rejeta les malheurs de l'état sur l'incapacité de cette princesse, & sur sa prévention pour la maréchale d'Ancre. On alla jusqu'à dire qu'elle seroit capable de faire empoisonner le roi, pour mettre la couronne sur la tête du duc d'Anjou, son second fils, qu'elle aimoit davantage.

D'Ancre  
est tué. Marie  
est reléguée à  
Blois. Les mé-  
contents re-  
viennent à la  
cour.

Le maréchal fut arrêté & tué par Vitri capitaine des gardes, auquel on donna le bâton de maréchal. Le chancelier Silleri, du Vair, Jeannin & Villeroi furent rappelés. La reine mere fut reléguée à Blois, où l'évêque de Luçon la suivit: & le roi paroissant

vouloir remédier aux abus , fit tenir à Rouen une assemblée des Notables. Il lui demanda des conseils , elle en donna de bons , & il ne les suivit pas. Cette révolution dans le gouvernement termina la guerre civile. On posa les armes de part & d'autre , sans faire aucun traité. Vendôme , Nevers & Mayenne , quoiqu'ils eussent été déclarés criminels de lèse-majesté , vinrent à la cour , avant d'avoir pris des lettres d'abolition : & le roi donna une déclaration qui parut l'apologie de leur conduite.

On fit le procès à la mémoire de Concini & à la Galigai. Il parut plus d'animosité que d'équité dans cette poursuite , & plus de sottise encore : on accusa la Galigai d'être forcier. Lorsqu'on lui demanda de quel charme elle s'étoit servie pour conduire à son gré la reine ; on prétend qu'elle répondit , que son charme étoit le pouvoir des ames fortes sur les esprits foibles. Elle eut la tête tranchée ; Luines eut la confiscation des biens du maréchal & de la maréchale ; & peu de temps après , la terre de Maillé fut érigée en duché-pairie , sous le nom de Luines.

Marie de Medicis , qui cherchoit à s'échapper de sa prison de Blois , eut recours au duc d'Épernon , alors mécontent de la cour , & ce seigneur la conduisit à Angoulême. A cette nouvelle , on se crut encore menacé d'une guer-

On fait le procès à la mémoire de Concini & à la Galigai.

Marie échappée de sa prison , menace , & puis se prête à un accommodement.

1619

re civile : car la reine ne vouloit se prêter à aucun accommodement. Toutes les tentatives de la cour furent inutiles, jusqu'à ce qu'on eût rappelé d'Avignon l'évêque de Luçon, qui eut seul assez de crédit sur elle pour la résoudre à la paix. Par le traité, elle obtint le gouvernement d'Anjou, de la ville & du château d'Angers, de Chinon & du pont de Cé, & la liberté de se retirer où elle jugeroit à propos. Son entrevue, en Touraine, avec son fils fut fort tendre : mais elle se sépara, bien déterminée à se venger du duc de Luines, qui empêcha son retour à la cour.

Elle se joint  
aux mécon-  
tents qui pren-  
nent les armes

La même année, Luines fit rendre la liberté au Prince de Condé, dont il vouloit se faire un appui ; & le roi publia une déclaration, par laquelle il justifioit ce prince, & le louoit même de s'être élevé contre ceux qui avoient abusé de son nom & de son autorité. Cette apologie injurieuse à la reine mere, fut pour elle un nouveau motif de vengeance. Elle ne songea plus qu'à se faire un parti, & elle le trouva tout formé dans les ennemis qu'une fortune trop rapide avoit faits au duc de Luines. Les ducs de Vendôme, de Mayenne, de Longueville & d'Épernon prirent les armes pour elle. Le duc de Rohan entra aussi dans cette ligue, & les Huguenots parurent la vouloir soutenir de toutes leurs forces. Lors

1620

que Henri IV avoit permis dans le Béarn l'exercice de la religion catholique, il avoit laissé aux prétendus réformés tous les biens qu'ils avoient enlevés aux églises de cette province. Or, Louis XIII venoit de leur ordonner de les restituer: c'est ce qui fit le sujet de leur mécontentement.

Cette guerre ne fut pas longue. Louis marcha, & la reine mere fut bientôt obligée de négocier. Le raccommodement se fit encore par l'entremise de l'évêque de Luçon, pour qui le roi promit de demander le chapeau de cardinal. Cette ligue avoit été mal concertée: car les différentes parties ne purent pas se réunir, & les places se trouverent dépourvues de munitions. Marie de Medicis revint à la cour.

Louis se transporta ensuite dans le Béarn, où il soumit les Huguenots qui étoient déchirés par des factions. Cette époque est le commencement d'une guerre qui durera jusqu'à leur ruine.

Dès l'année suivante, ils reprirent les armes dans le Béarn, le Poitou, la Saintonge & la Guienne. Ils en revenoient encore au projet de leur république; projet plus chimérique que jamais, parce qu'ils n'avoient jamais été moins unis. Cependant la première campagne fut heureuse pour eux; car si Louis eut d'abord des succès, il échoua de-

---

Elle revient à la cour.

---

Guerre avec les Huguenots.

vant Montauban : ou plutôt Luines, à qui il avoit donné le commandement, parce qu'il l'avoit fait connétable, fut obligé de lever le siège, après avoir perdu bien du monde; & les Huguenots reprirent Montpellier & plusieurs autres places. Le duc de Luines étant mort peu de temps après, le fameux Lesdiguières fut fait connétable, & fit abjuration.

5622

Les succès furent variés la campagne suivante, quoique plus grands du côté du roi, qui donna plusieurs fois des preuves de valeur. Plusieurs seigneurs se fournirent les uns après les autres, & furent récompensés. Le marquis de la Force obtint le bâton de maréchal avec deux cents mille écus, & on lui conserva ses charges & ses gouvernements. Les Huguenots, se voyant insensiblement abandonnés par leurs chefs, demanderent la paix : on la leur accorda, en confirmant l'édit de Nantes. Il se commit bien des cruautés pendant cette guerre.

Marie entre  
au conseil.

Après la mort du connétable de Luines, toute l'autorité se trouva entre les mains du cardinal de Retz, du comte de Schomberg, & du marquis de Puisieux, fils du chancelier Silléri. Ces ministres, qui craignoient que la reine mere ne rentrât dans le conseil, firent l'impossible pour l'exclure : mais cette princesse, conseillée par l'évêque de Luçon, eut

une conversation avec le roi, & obtint la place qu'elle demandoit. Elle se conduisit d'abord avec beaucoup de circonspection, cherchant moins à dominer, qu'à se conformer à ce qu'elle jugeoit agréable à son fils.

Quelques ministres moururent, d'autres furent disgraciés, & les factions de la cour produisoient souvent des changements dans le conseil. Le chancelier Silléri & le marquis de Puisieux vouloient éloigner la reine mere, en la rendant suspecte; & ils furent chassés par cette princesse, qui fit entrer dans ses vues le marquis de la Vieuville, alors surintendant des finances. Elle trouva de plus grandes difficultés, lorsqu'elle voulut mettre dans le ministère l'évêque de Luçon qui venoit d'être fait cardinal. Elle croyoit assurer son crédit en donnant de l'autorité à un homme en qui elle mettoit toute sa confiance: mais le roi étoit fort prévenu contre lui. Je le connois mieux que vous, disoit il à sa mere, c'est un homme d'une ambition démesurée. Le marquis de la Vieuville, qui avoit alors toute la faveur, le redoutoit comme un rival dangereux, qui n'entreroit dans le conseil que pour l'en chasser. Cependant il eut la complaisance de céder aux pressantes sollicitations de la reine. Richelieu entra donc ensu au conseil, à la fin d'avril, &

---

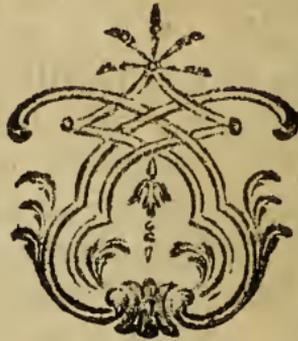
Elle y fait entrer l'évêque de Luçon, qui se fait bientôt de toute l'autorité.

---

1632.

la Vieuville en sortit au mois d'août de la même année.

La Vieuville étoit le seul qui pût balancer le crédit du cardinal. Les autres ministres, sans ambition, sans génie ou sans fermeté, n'étoient pas redoutables. Richelieu réunit donc bientôt en lui seul toute l'autorité du ministère.





## CHAPITRE II.

*De la France & de l'Angleterre jusqu'à la prise de la Rochelle.*

---

DEPUIS que Louis XIII est sur le trône, les grands n'ont songé qu'à se relever de l'abaissement où Henri IV les avoit réduits, & les Huguenots qui prévoyoit combien le gouvernement leur seroit contraire, ont tenté de se soutenir par eux-mêmes & de se faire redouter. Mais comme, d'un côté, les grands avoient été plusieurs années sans oser remuer, & que de l'autre les Huguenots avoient vécu dans une sécurité entière, tout le monde fut pris au dépourvu par la mort subite de Henri, & il ne se trouva point de parti formé. Dans cette conjoncture, chacun ne songea qu'à soi : les factions, à peine ébauchées, furent dissipées par les trésors que Marie prodigua ; & il ne put jamais y avoir assez d'union parmi les grands ni parmi les Huguenots. Voilà tout le bien que produisit la conduite de la régente.

---

La conduite de la régente divisoit les partis, & les faisoit renaître.

Richelieu se propose d'abattre les grands ;

Une pareille politique ne peut pas être employée long-temps : car les trésors s'épuisent, les factieux restent, & on ne peut plus diviser, parce qu'on craint davantage. Richelieu jugea donc qu'il étoit temps d'user de fermeté.

Ce ministre prévint bien qu'on seroit jaloux de son crédit, comme on l'avoit été de la faveur de ceux qui l'avoient précédé. Les cabales alloient renaître, & les désordres auroient continué, s'il eût été d'un caractère foible, ou s'il eût manqué de vues & de prudence. Mais il ne fera pas des traités honteux : il n'achetera pas l'obéissance des rebelles : c'est par le supplice des chefs qu'il terminera les guerres civiles. Cette sévérité, devenue nécessaire, ne laissera plus aux grands le pouvoir ni même l'envie de troubler le royaume.

Et de mettre les Huguenots hors d'état de se soulever.

Vous voyez qu'un de ses desseins est de réduire les grands : or, pour l'exécuter, il faut absolument ruiner les Huguenots, qui peuvent les soutenir, ou qui par des diversions, peuvent partager les forces du gouvernement. La guerre est ouverte avec eux. Il les faut pousser avec vigueur. Si on peut tolérer leur religion, on ne leur doit plus laisser de place de sûreté, ni le pouvoir de reprendre les armes.

A ces deux desseins, le cardinal en joignoit un troisieme ; il vouloit diminuer la puissance de la maison d'Autriche : mais avant d'entreprendre une guerre au dehors, il falloit que tout fût tranquille au dedans. Ce projet devoit donc être tenté le dernier. Telles ont été les vues de ce ministre.

---

Il se proposoit encore d'humilier la maison d'Autriche.

Pour concevoir de pareils desseins, il sembleroit qu'il falloit être maître absolu, ou gouverner sous un prince capable par sa fermeté de soutenir les entreprises de son ministre. Or, Louis, jaloux de son autorité, la vouloit toujours ôter à ceux à qui il l'avoit donnée ; & cependant il la laissoit toujours aller à d'autres, parce qu'il ne la savoit jamais garder. Quand on réfléchit sur le caractère du roi & sur les intrigues des grands, on croiroit que Richelieu ne pouvoit former que des desirs. En effet, il n'étoit pas possible de rencontrer plus d'obstacles. C'est dans la cour qu'il trouvoit les plus grands. C'est là qu'il aura pour ennemis, non-seulement les courtisans jaloux, mais les princes du sang, mais les deux reines, mais le roi même. Il appesantira son joug sur tous.

---

Obstacles à ses desseins.

La Valteline étoit entre la France & l'Espagne le sujet d'une guerre, dont je parlerai, quand je traiterai des affaires étrangères : car je continue, comme j'ai fait jusqu'ici, à préfé-

---

Guerre avec les Huguenots

1625

rer l'ordre des choses à celui des temps. Les Huguenots qui jugeoient cette circonstance favorable pour une révolte, prirent les armes, sous prétexte de l'inexécution du dernier traité. Rohan & Soubise étoient toujours leurs chefs, & les Rochellois qui formoient une espece de république, les favorisoient sans oser encore se déclarer.

Le roi fit de nouvelles recrues & entretenit cette année soixante-six mille hommes de troupes réglées : c'étoient des forces considérables dans ce temps-là. Plusieurs villes des Huguenots en eurent de la frayeur, & désavouèrent Soubise, qui avoit fait les premières hostilités. Cependant comme l'Italie faisoit une diversion, la guerre s'alluma dans le Vivarais, dans la Guienne, dans le Languedoc, & la Rochelle ne balança plus à prendre les armes. Les religionnaires eurent des succès : mais les généraux du roi remporterent de plus grands avantages; Thémis sur Rohan, & Thoiras sur Soubise, qui se retira en Angleterre.

1626

Les Catholiques ne pardonnent pas au cardinal la paix à laquelle le roi est forcé.

Le roi d'Angleterre, sollicité par Soubise, engagea les États-Généraux à redemander les vaisseaux qu'ils avoient prêtés au roi de France, & il redemanda lui-même les siens, prenant la Rochelle sous sa protection. Il falloit donc renoncer au dessein de forcer cet-

te ville , qui étoit la principale du parti , & songer à donner la paix aux Huguenots. Richelieu sentoit combien cette démarche paroîtroit scandaleuse de la part d'un cardinal ; mais enfin il falloit une marine pour forcer la Rochelle , & on n'en avoit point.

Lorsque tous les articles furent arrêtés , & qu'il ne s'agissoit plus que de les signer , les cardinaux de la Rochefoucault & de Richelieu sortirent du conseil , pour avoir l'air de désapprouver qu'on fît la paix avec des hérétiques. Le zele des Catholiques ne se laissa pas tromper à cet artifice ; & il courut bientôt des libelles , dans lesquels Richelieu étoit appelé *le cardinal de la Rochelle , le patriarche des Athées , le pontife des Calvinistes*. La jalousie qu'on avoit de ce ministre contribuoit beaucoup à ce zele & à ces injures.

Richelieu avoit alors toute la confiance du roi & de la reine. Tout se faisoit par lui , & il s'affermissoit d'autant plus qu'il cachoit son ambition , ne paroissant point impatient d'obtenir des graces , ni d'avancer sa famille. Il faisoit assez la cour à la reine mere pour la ménager , & pas assez pour donner de l'ombrage au roi , auquel il avoit l'adresse de persuader qu'il ne vouloit dépendre d'aucun autre , & pour lequel il montrait beaucoup

---

Richelieu se ménage tout-à-la fois dans l'esprit du roi & dans l'esprit de la reine mere.

de complaisance. Dans ces circonstances, il s'éleva un orage contre lui.

Marie proposoit le mariage de Gaston avec l'héritière de Montpensier. Elle sollicitoit vivement ce mariage, & le roi ne s'y prêtoit pas. Comme il n'avoit point d'enfants, & qu'il craignoit de n'en pas avoir, il appréhendoit que son frere n'en eût, & n'attirât dès-lors tous les respects. Le cardinal qui ne vouloit déplaire ni à l'un ni à l'autre, paroissoit n'avoit point d'avis : il se contentoit de montrer les avantages & les inconvénients. Mais lorsque la reine mere eut enfin déterminé le roi, il se déclara, & prescrivit la conclusion de ce mariage.

Ce dessein partagea toute la cour. Chacun cabala suivant ses intérêts : la maison de Condé ne desiroit pas qu'on se hâtât si fort de marier le frere du roi. Le duc de Vendôme vouloit lui donner sa sœur, & la reine Anne songeoit avec jalousie à une belle-sœur, qui pourroit donner un héritier au trône. La princesse de Condé gagna le maréchal d'Ornano, gouverneur du duc d'Anjou, & ce prince fit voir un éloignement marqué pour ce mariage.

Les grands, croyant avoir trouvé un chef dans le duc d'Anjou, se réunirent pour per-

Complot des  
grands contre

àire le cardinal : ils voyoient les desseins de ce ministre , ils vouloient prévenir leur chûte. On parla de le faire chasser , de l'assassiner. On parla même d'enfermer le roi dans un cloître , & de mettre le duc d'Anjou sur le trône. On vouloit au moins que ce duc épousât une princesse étrangere , afin de devenir plus indépendant.

---

Richelieu.

Richelieu, instruit de ces complots, fit arrêter d'Ornano , ses deux freres , Chaudebonne , Modene & Deagent. Les uns furent conduits à Vincennes , les autres à la Bastille. Mais afin de ne pas donner l'épouvante au reste des conjurés, le roi écrivit à tous les gouverneurs que cette affaire n'auroit point de suite , parce qu'il savoit que d'Ornano n'avoit pour complice, que les personnes qu'on avoit arrêtées : il s'agissoit d'attirer à la cour le duc de Vendôme, qui étoit alors dans son gouvernement de Bretagne.

---

il est éventé.

Les conjurés ne furent pas rassurés. On commençoit à craindre une fermeté , qui n'étoit pas naturelle au roi ; & on voulut se défaire de celui qui la lui inspiroit. Le dessein fut pris de se saisir du cardinal , lorsqu'il seroit à sa campagne. Le duc d'Anjou devoit même autoriser cette entreprise par sa présence. Mais le bonheur de Richelieu ayant permis qu'une indiscretion fît éventer ce complot,

---

Autre complot qui ne leur réussit pas mieux.

le roi se hâta d'envoyer trente gendarmes & trente chevaux-légers pour mettre son ministre en sûreté, & la reine mere lui envoya tous les gentils-hommes qu'elle avoit auprès d'elle.

Richelieu feint de vouloir se retirer, & obtient une garde.

Le cardinal faist cette occasion pour demander sa retraite, bien assuré de ne pas l'obtenir, & de s'affermir au contraire davantage. Il supplia la reine mere d'appayer sa demande auprès du roi. C'étoit encore un moyen d'obtenir plus sûrement un refus: car cette princesse, qui comptoit sur lui, & qui en avoit besoin, n'avoit garde de consentir à son éloignement. On lui répondit que l'état ne pouvoit se passer de ses services, & qu'on vouloit qu'il eût désormais une garde. Il en eut une. Il fit cependant de nouvelles instances; soit pour montrer que sa démarche avoit été sincere, soit pour se faire rechercher d'autant plus, qu'il paroissoit davantage vouloir s'éloigner. Il donnoit pour prétexte sa mauvaise santé, le besoin de s'absenter souvent de la cour pour prendre du repos, & les calomnies auxquelles il étoit exposé pendant son absence. Il eut une réponse telle qu'il l'avoit prévue, & qu'il la desiroit.

Fin des intrigues occasionnées par le projet du mariage.

Le roi étoit allé à Blois, où il se proposoit de faire arrêter le duc de Vendôme & le grand-prieur son frere; ce qu'il exécuta. Ces deux princes

princes furent conduits au château d'Amboise. Le cardinal avoit affecté de ne pas suivre la cour, craignant que dans les premiers moments d'un coup d'autorité de cette espece, sa présence n'excitât encore davantage les murmures des grands. Il s'y rendit bientôt après.

Le duc d'Anjou, sollicité par sa mere, consentit enfin à se soumettre aux volontés du roi, & à se réconcilier avec Richelieu. Si cette démarche fut d'abord sincere, on lui fit bientôt prendre d'autres sentiments : car il voulut quitter la cour, & fit sonder des gouverneurs pour avoir une retraite. Le comte de Chalais, qui conduisoit cette intrigue, & qui avoit été des autres conspirations, fut arrêté. Alors le prince cessa de résister, & son mariage se fit à Nantes, où le roi étoit allé pour assister aux états de Bretagne. Mademoiselle de Montpensier lui apporta les principautés de Dombes & de la Roche-sur-Yon, les duchés de Montargis, de Châtellerault & de S. Fargeau. Il eut lui même pour apanage les duchés d'Orléans & de Chartres, & le comté de Blois. Ayant alors renoncé à ses premiers projets, il découvrit tout ce qu'il savoit des intrigues de Chalais, à qui on fit son procès, & qui eut la tête tranchée. Bien des personnes se trouverent impliquées dans toutes ces conspirations. La reine regnante fut elle-même du nombre.

On alloit faire le procès à d'Ornano, lorsqu'il mourut : alors toute cette faction fut éteinte : mais on répandit bien des calomnies sur le cardinal.

Affuré de son crédit, Richelieu écarte tout ce qui peut faire obstacle à son ambition.

Le crédit de ce ministre croissoit néanmoins. Il fut fait chef & surintendant de la navigation & du commerce. Il fit supprimer la charge de grand amiral & celle de connétable, parce qu'elles donnoient une autorité, qui pouvoit être un obstacle à ses desseins. Enfin pour s'autoriser à faire d'autres changements, il fit tenir aux Thuilleries une assemblée de Notables dont la plupart des députés lui étoient dévoués. Il y fut arrêté, entre autres choses, qu'on diminueroit les pensions & qu'on démoliroit les places fortes de l'intérieur du royaume, parce qu'elles coutoient beaucoup à l'état, & qu'elles servoient de retraite aux rebelles. C'est ainsi qu'il écartoit peu-à-peu tout ce qui pouvoit faire obstacle à l'autorité qu'il vouloit s'arroger.

1627  
Les Anglois prennent part à la guerre des Huguenots.

La guerre recommença l'année suivante avec les Calvinistes. Mais comme les Anglois y prirent part, il est à propos, pour se rendre raison des événements, de savoir comment l'Angleterre étoit alors gouvernée.

Jacques I s'imagineoit que

Elisabeth étoit morte en 1603, après avoir fait plier les Anglois sous une autorité absolue,

que les circonstances rendoient nécessaire, que sa fermeté fit respecter, & que ses autres vertus firent aimer. Jacques qui lui succéda, crut que la prérogative royale donnoit par sa nature une puissance aussi étendue, & que si les peuples avoient quelques privileges, ils n'en jouissoient que par la faveur des rois. N'imaginant pas seulement qu'on pût lui contester de pareilles maximes, il laissoit voir sans précaution cette façon de penser dans ses discours particuliers & jusques dans ses harangues au parlement. C'étoit plus simplicité que tyrannie de sa part : car autant il tendoit au despotisme dans la spéculation, autant son caractère l'en écartoit dans la pratique.

Il n'est pas étonnant qu'un roi d'Angleterre se fût fait cette idée de la monarchie, puisqu'en général le peuple même ne s'en faisoit pas d'autres. Comme l'usage est la règle des jugements de la multitude, cette opinion s'étoit insensiblement établie sous les rois de la maison de Tudor, & le regne d'Elisabeth y avoit mis le sceau. Depuis long-temps les parlements, toujours soumis, paroissoient n'être convoqués que pour imposer des subsides. Ils n'osoient se mêler d'aucune affaire d'état : ils appréhendoient continuellement de toucher à la prérogative, & ils s'en tenoient d'autant plus éloignés, qu'ils n'en appercevoient pas les limites. Les souverains, de leur seule au-

---

sa prérogative  
lui donnoit  
une autorité  
sans bornes.

---

Les Anglois  
accoutumés à  
obéir, paroif-  
soient avoir la  
même idée de  
la prérogative

torité, exigeoient des prêts forcés, des bienveillances ou dons gratuits : ils levoient des droits d'entrée : ils donnoient des privileges exclusifs : ils punissoient par la prison, comme rebelles, les membres même du parlement, qui n'avoient pas été assez dociles : ils envoyoit leurs ordres à ce corps, ils le menaçoient, ils le châtioient par des réprimandes séveres. Cependant le parlement respectoit, comme partie de la prérogative, tous les droits que le monarque s'arrogéoit ; il osoit à peine faire des remontrances. Vous avez vu l'autorité que la cour de haute commission donnoit à la reine Elisabeth dans les affaires ecclésiastiques. Une autre juridiction, qui étoit fort ancienne, ne lui en donnoit pas moins en matiere civile. On la nommoit la chambre étoilée. Au dessus de toutes les loix, cette cour n'avoit de regles que la volonté du prince.

& ne confessoient rien.

L'Angleterre se soumit insensiblement à cette puissance illimitée ; parce que, depuis Henri VII, les arts de paix, tous les jours plus cultivés & plus goûtés, ne permettoient pas de reprendre les armes qu'on avoit quittées par épuisement. Les Anglois s'adonnerent à l'agriculture ; les manufactures s'établirent parmi eux : ils devinrent commerçants, & ils commencerent à s'appliquer aux sciences.

Ainsi, bien loin de contester l'autorité, dont le monarque étoit en possession, les peuples, sans remonter plus haut, jugeoient qu'il avoit droit d'en jouir, par la seule raison qu'il en jouissoit. On ignoroit trop l'histoire pour combattre les exemples qu'on voyoit, par des exemples plus anciens. Tout paroissoit donc favorable à l'idée que Jacques I se faisoit de sa prérogative. Mais remarquez que ce prince n'a ni argent ni troupes. Toute sa puissance est donc appuyée sur l'opinion. Elle s'évanouira, par conséquent, si le peuple s'éclaire, & si quelque intérêt l'invite à secouer le joug.

Supposons donc qu'une faction soit intéressée à diminuer l'autorité du roi; elle formera d'abord des doutes, & elle acquerra bientôt des lumières qu'elle répandra. Si dans de pareilles conjonctures, le monarque laisse échapper adroitement quelques parties de sa prérogative, il en conservera plus sûrement les autres. En cédant les droits qui effarouchent davantage la liberté, il écartera toute inquiétude; il gagnera la confiance, il obtiendra des subsides: il donnera le temps de s'éteindre aux factions, qui s'allument par la résistance; & il pourra recouvrer un jour tout ce qu'il a cédé. Il faut, surtout, qu'il paroisse d'autant plus respecter les privilèges du peuple, qu'on s'appliquera davantage à vouloir limiter sa prérogative. Voir

Conduite qu'auroient dû tenir les rois d'Angleterre, pour conserver cette puissance, qui n'étoit fondée que sur l'opinion.

là l'histoire de ce que les Stuarts n'ont pas fait.

Comment  
une conduite  
différente la  
ruinera tout-  
à-fait.

Jacques & son fils, Charles I, ne se contenteront pas de défendre opiniâtrément la prérogative. Plus on voudra la limiter, plus ils voudront l'étendre. Si le parlement refuse des subsides, ils mettront des impôts de leur seule autorité : ils châtieront si on leur résiste, ou si on crie à la tyrannie : en un mot, ils parleront & ils agiront toujours plus en maîtres. Cependant l'opinion, qui faisoit l'appui du trône, passera peu-à-peu : la violence, sans armées, trouvera tous les jours plus de résistance : ce sera une nécessité d'avoir recours au parlement, qu'on projetoit de ne plus convoquer : ce corps se plaindra & refusera des subsides. Il faudra donc revenir à des moyens violents, avec aussi peu de succès que la première fois, pour revenir ensuite au parlement qui sera plus fondé que jamais à se plaindre & à refuser. Ainsi les rois, montrant tour-à-tour de la fermeté & de la foiblesse, élèveront insensiblement un parti contre eux ; & enfin ils se verront à la discrétion des sujets armés. Cette conduite, qu'on ne conçoit pas dans un souverain, qui n'a point de troupes, & qui même n'a point de gardes, causera de grandes guerres & d'étranges révolutions.

Après avoir indiqué les causes des principaux événements des deux premiers regnes de

la maison de Stuart , je me dispenserai de m'arrêter sur des détails que vous trouverez parfaitement développés dans la nouvelle histoire d'Angleterre. (\*)

Le gouvernement féodal pénétra en Écosse pour y devenir plus absurde qu'ailleurs. Il en fut de même du calvinisme. Vous avez vu les troubles qu'il produisit pendant le regne de Marie. Les Écossois, parce qu'ils étoient ignorants, ont toujours été fort attachés à leurs anciens usages; & par cette même raison, ils ne devoient point changer, ou ils devoient devenir pires. Fanatiques par stupidité, ils devoient se porter aux derniers excès, aussitôt qu'ils seroient persécutés, ou qu'ils s'en croiroient menacés.

Combien le fanatisme des Écossois étoit à redouter.

Jacques cependant avoit maintenu la paix parmi ces peuples indociles, & son autorité en étoit mieux affermie. Connoissant combien il étoit chancelant sur ce trône, il s'étoit conduit d'après son caractère, plutôt que d'après ses préjugés, & il en avoit montré plus de prudence. Mais en devenant roi d'Angleterre, il crut succéder à toute l'autorité d'Elisabeth; il prit donc pour regle unique, les droits qu'il jugeoit appartenir à la royauté.

Jacques cependant se croit absolu en Écosse, depuis qu'il est roi d'Angleterre.

(\*) Par Mt. Hume.

Comme il se piquoit d'être théologien, il en fut plus jaloux de sa suprématie. Il se flatta de faire servir la religion à sa puissance, parce qu'il en connoissoit l'influence sur l'esprit humain.

Trois sectes  
dans la Grande-Bretagne.

Il y avoit trois sectes principales dans la Grande-Bretagne : la religion anglicane, c'est-à-dire, la réforme que Henri VIII avoit introduite. Ceux qui la professent, se nomment Épiscopaux, parce qu'ils ont conservé la hiérarchie de l'église. Les deux autres sectes étoient les Calvinistes d'Écosse & les Puritains d'Angleterre. Ils rejetoient toute hiérarchie, & ne reconnoissoient point d'évêques. On les nomme par cette raison Presbitériens.

Autant les  
Épiscopaux étoient favorables aux prétentions de Jacques, autant les Calvinistes d'Écosse & les Puritains d'Angleterre y étoient contraires.

Vous avez vu combien ces deux dernières sectes étoient portées à se soulever contre toute autorité. Les Épiscopaux, au contraire, adoptoient toutes les maximes de Jacques, & donnoient la même étendue à la prérogative royale. Aussi leur religion étoit elle l'ouvrage des rois. Jacques projeta de l'établir dans ses trois royaumes. Ce dessein demandoit beaucoup de prudence : parce que les moyens violents allumeroient le fanatisme, qui s'éteindroit de lui même, si on ne le persécutoit pas. Il est, sur-tout, à craindre que ces deux sectes fanatiques ne raisonnent. Car, avec des raisonnements bons ou mauvais, elles doivent à la longue vaincre une puissance qui n'est fondée

qu'en opinion. Si l'opinion perd tous les jours de ses partisans, les raisonnemens en auront tous les jours plus de force. Alors on armera pour les soutenir. Jacques n'ignoroit pas que les Presbitériens d'Écosse, ennemis de la monarchie par inclination, l'étoient encore par principes; & il connoissoit leur pouvoir sur le peuple. Forcé néanmoins à dissimuler avec eux, il ne les avoit pas persécutés: au contraire, il avoit recherché leur faveur, en paroissant adopter leur doctrine: les Puritains qui jugeoient de ses sentimens par sa conduite passée, se féliciterent en le voyant monter sur le trône d'Angleterre. Persuadés qu'ayant été favorables à leurs freres d'Écosse, il les traiteroit eux-mêmes avec bonté, ils se hâtèrent de lui présenter un mémoire que sept cents cinquante ecclésiastiques de leur secte avoient signé, & dont beaucoup d'autres appuyoient encore les demandes; mais Jacques ne croyoit plus devoir dissimuler.

Il ne suffisoit pas de méditer la ruine des Puritains d'Angleterre & des Presbitériens d'Écosse, il falloit savoir choisir les moyens. Jacques se flattant de concilier les Puritains avec les Anglicans, se pressa de convoquer des docteurs des deux partis. Il se crut fait pour les éclairer; car étant un docteur lui-même, il mettoit toute sa confiance dans l'étude qu'il avoit faite de la theologie: étude au moins in-

---

Jacques sou-  
leve les partis  
en croyant les  
concilier.

utile à un roi, qui ne doit apprendre la religion qu'en étudiant le catéchisme & l'histoire. Vous compterez peu sur la théologie de Jacques, si vous considérez que depuis Constantin, tous les princes, qui se sont cru théologiens, on fait du mal à l'état & à la religion. En effet, il ne fit que donner de l'importance à des questions frivoles, qui seroient tombées dans l'oubli, s'il les avoit su mépriser. On raisonna, mal à la vérité; mais il ne falloit pas donner lieu à ces raisonnements, parce qu'ils attaqueroient indirectement la puissance royale. Le grand principe que Jacques répéta souvent, étoit *point d'évêques, point de roi*. C'étoit dire aux Puritains: soumettez-vous aux évêques, ou détronéz moi. Les Puritains se plaignirent qu'il y avoit de la partialité dans la dispute; il y en avoit en effet, parce qu'en pareil cas, il n'est pas possible que la chose soit autrement, puisque ceux qui disputent sont parties. Pour exclure toute partialité, il faudroit n'assembler que des gens neutres, & des gens neutres ne disputeroient pas. Le malheur de ces disputes, c'est que chacun est nécessairement juge & partie.

1604  
Les parle-  
ments timides  
& respectueux  
cherehoient à

Il se tint un parlement bientôt après cette assemblée ecclésiastique. Il étoit naturel, que sous un nouveau regne, ce corps tentât d'acquiescer à quelque autorité: c'étoit une conjoncture

favorable, qu'un roi étranger, qu'on présumoit ignorer une partie des usages. Mais d'un côté, le temps qui avoit confondu tous les droits, ne permettoit pas au parlement de connoître ses privilèges; & de l'autre, l'obéissance dont il s'étoit fait une habitude, lui laissoit à peine la hardiesse de former des prétentions. Cependant le roi parloit, comme un monarque absolu, qui peut demander des conseils, mais qui ne veut pas recevoir la loi. Vous jugez par-là que le parlement dut d'abord être timide & respectueux. Il le fut en effet pendant la plus grande partie du regne de Jacques I. Ordinairement il ne paroissoit faire que des remontrances; & lorsqu'il demandoit que le roi cédât quelques parties de sa prérogative, c'étoit moins pour lui contester ses droits, que pour remédier à des abus; & il offroit volontiers des dédommagements.

Dans cette disposition des esprits, il eût été facile de composer avec le peuple & de conserver encore la plus grande autorité. On pouvoit se relâcher sur les choses raisonnables, sans montrer de foiblesse; & défendre les autres avec une fermeté qui auroit maintenu la timidité & le respect. Mais il falloit renoncer à tous les principes du despotisme. Jacques n'en étoit pas capable. Quoiqu'il ne voulût pas abuser du pouvoir absolu, son imagination ne souffroit pas qu'on le lui contestât. Il n'a pas

composé avec le roi pour mettre des bornes à la prérogative.

Mais Jacques & Charles I ne pensoient pas que la prérogative pût être limitée.

été tyran : son fils ne l'a pas été non plus : ils ont usé l'un & l'autre de leur prérogative avec plus de modération , que les princes de la maison de Tudor : les peuples ont été moins foulés sous leur gouvernement , que sous celui d'Elisabeth ; mais tous deux ont dit , *je suis absolu* : le parlement a répondu , *vous ne l'êtes pas* ; & cette dispute de pure spéculation produira des guerres civiles.

Les Puritains combattent le despotisme de ces deux rois.

Si l'amour seul de la liberté eût animé les Anglois , il n'y auroit rien eu à craindre pour ces deux rois : car ces peuples avoient si peu d'idée de liberté , qu'ils croyoient avoir été libres sous Elisabeth. À plus forte raison , auroient-ils cru l'être sous un gouvernement plus doux ; mais les Puritains que ce gouvernement persécutoit , ne pouvoient pas se faire la même illusion. Intéressés à limiter la prérogative , ils ouvrirent les yeux à leurs concitoyens : ils acquerront tous les jours de nouveaux partisans , leur fanatisme deviendra contagieux , & tiendra lieu d'amour de la liberté.

Les communes avoient acquis beaucoup d'autorité.

Lorsque les grands appellerent les communes au parlement , vous jugez bien qu'ils leur donnerent d'abord fort peu d'autorité. Ils avoient eu peu de puissance eux-mêmes sous les premiers princes Normands. Ils en acquirent ensuite , & principalement sous les Plantagenets. Ils s'épuisèrent dans les guerres

civiles des maisons d'Yorck & de Lancaſtre ; & ils ſe trouverent ſans forces & ſans autorité ſous Henri VII, premier roi de la maiſon de Tudor. Voilà l'époque où la chambre des communes étant plus nombreuſe, & contribuant davantage aux charges de l'état, acquit inſenſiblement aſſez de puiſſance pour dominer enfin ſur la chambre-haute. Elle accorderoit, régloit ou refuſoit les ſubſides ; & cela ſeul lui donnoit un grand poids. Cependant ſes privilèges, ouvrage du temps, n'étoient point déterminés ; & les rois, profitant de cette confuſion, avoient introduit un uſage, qui pouvoit les rendre maîtres de cette chambre.

Lorsque les parlements étoient prolongés au de-là du terme ordinaire, le chancelier pouvoit appeller de nouveaux membres, pour remplacer ceux qu'il jugeoit incapables de ſervice, ou parce que leurs emplois les appelloient ailleurs, ou parce qu'ils étoient indispoſés, ou par d'autres raiſons. Elifabeth regardoit cet uſage comme une partie de ſa prérogative, & à peine a-t-on réclamé quelquefois. Elle pouvoit donc compoſer la chambre des communes à ſon gré.

Dans le premier parlement que Jacques convoqua, les communes s'éleverent contre une pareille entrepriſe du chancelier. Le roi parla d'abord en monarque abſolu, les com-

---

Mais un uſage donnoit au roi le pouvoir de changer à ſon choix les membres de cette chambre.

---

Cet uſage eſt aboli.

munes insisterent avec respect. Il examina. Il parut reconnoître que son droit n'étoit pas fondé, & il céda. Les communes constaterent donc un privilege, qui jusques alors avoit été incertain, & qui étoit bien essentiel pour elles.

Les communes se refusent à la réunion des deux royaumes.

Elles tenterent ensuite inutilement d'abolir des droits d'entrée & d'autres, onéreux au peuple & nuisibles au commerce. Elles refusèrent les subsides, que quelques membres, attachés à la cour, proposoient comme nécessaires aux besoins de l'état; & ce qui chagrina davantage le roi, c'est qu'elles ne voulurent pas consentir à la réunion des deux royaumes: chose qu'il desiroit vivement, & qui étoit avantageuse à l'Angleterre encore plus qu'à l'Écosse. Il ne put s'empêcher de témoigner quelque mécontentement, & de se plaindre de la mauvaise volonté, que l'esprit puritain communiquoit aux communes.

1605  
Conspiration des poudres.  
Effet qu'elle produit sur les esprits.

L'année suivante on découvrit une conspiration, dont on accusa les Catholiques. Les conjurés avoient résolu de faire sauter avec de la poudre la salle où le parlement s'assembloit, & d'exterminer tout-à-la fois les grands, les communes, le roi & la famille royale. Les auteurs de cet horrible complot ayant été saisis, avouèrent leur attentat, & furent punis. Cet événement fit croire que Jacques étoit haï

des Catholiques ; & cette haine étant un mérite aux yeux des Anglois , le parlement lui accorda des subsides pour quatre cents mille livres sterling. Les communes montrèrent du respect & même de la condescendance : mais elles parurent donner beaucoup d'attention à tout ce qui concernoit la liberté nationale. Elles portèrent quelque atteinte à la juridiction ecclésiastique du roi , & elles se refusèrent obstinément à la réunion des deux royaumes.

Les revenus de la couronne ne suffisoient pas aux charges de l'état. Ils n'étoient pas plus grands que sous les regnes précédents ; cependant l'argent devenu plus commun , portoit les denrées à un plus haut prix. Le luxe , qui s'introduisoit , jetoit dans de nouvelles dépenses : & Jacques , pour vouloir être généreux , se dérangeoit par des profusions. Il fut donc dans la nécessité d'avoir encore recours au parlement : mais bien loin d'accorder des subsides , les communes firent un bill pour abolir quelques-uns des impôts que le roi levoit , & un autre pour lui ôter le pouvoir de porter aucune loi ecclésiastique sans le consentement des deux chambres. Ces deux bills ne passèrent pas , parce que la chambre haute , qui étoit dans les intérêts de la cour , les rejeta. Les communes firent ensuite des remontrances contre les procédures de la haute commission. En un mot,

---

Jacques cassa le parlement qui tentoit de mettre des bornes à la prérogative.

---

1606

---

1610

elles attaquèrent la prérogative plus vivement qu'elles n'avoient encore fait; & elles parurent vouloir, sur-tout, porter les derniers coups à la suprématie. Le roi, offensé de ces entreprises, cassa ce parlement, le premier qu'il eût convoqué. Il duroit depuis sept ans.

1614

Autre parlement, moins docile que le premier, & que le roi cassa encore.

Quelques années après, il en rassembla un autre, qu'il ne trouva pas plus docile. L'esprit de liberté parut même faire des progrès, car pendant que quelques membres s'échappoient en propos hardis & violents, les communes paroissoient applaudir en silence. Ce parlement ne dura pas: le roi le cassa, & fit mettre en prison les membres qui lui avoient été les plus opposés. Violence autorisée par l'exemple d'Elisabeth, & qu'on blâmoit alors, comme étant contraire à la liberté du parlement & de la nation.

On n'avoit que des idées confuses de la prérogative royale & des privilèges du parlement.

Jacques préoccupé de son pouvoir absolu, ne se faisoit qu'une idée fort confuse de l'autorité qui devoit appartenir au parlement. Il le convoquoit, il lui faisoit des demandes, il ne lui refusoit pas, comme Elisabeth, la liberté de délibérer. Il reconnoissoit donc que ce corps pouvoit s'arroger quelque part dans le gouvernement. Dans le fait cependant; il ne lui vouloit accorder aucune influence, & il souffroit impatiemment que le parlement eût une volonté qui contrarioit son pouvoir absolu. Mais le parlement

lement ne souffroit pas moins impatiemment un pouvoir absolu, qui ne lui laissoit aucune liberté. Or, les choses ne peuvent pas toujours subsister dans un état aussi contradictoire: il faut nécessairement qu'il naisse des disputes. Elles seront sanglantes, & il en coûtera beaucoup à l'Angleterre, avant que le parlement & le souverain se soient fait une idée nette de la constitution du gouvernement.

Lorsqu'Elisabeth donna des secours d'argent aux Provinces-Unies, les États-Généraux lui donnerent en garantie les villes de la Brille, de Fleffingue & le fort de Rammekins. Les garnisons que Jacques tenoit dans ces places, achevoient d'épuiser son revenu modique: elles lui coûtoient plus de trois cents mille livres sterling, depuis son avènement au trône d'Angleterre. Il les remit aux Hollandois pour un peu plus du tiers de la somme qu'ils lui devoient. Il gagnoit à ce marché. Il est vrai qu'il perdoit l'avantage de se rendre redoutable aux États-Généraux, puisqu'il abandonnoit des villes avec lesquelles il pouvoit les tenir dans quelque sujétion. C'étoit peut-être encore un gain: mais les Anglois n'en jugerent pas ainsi: ils ne virent que de la honte à céder des places, qui les rendoient puissants au dehors.

Malgré ces contradictions, l'autorité de Jacques se soutenoit encore en Angleterre. Les

---

Jacques rend  
aux États-Gé-  
néraux des  
places qu'ils  
avoient cédées  
en garantie.

---

2616

---

Il confes-  
voit encore de

L'autorité en  
Angleterre &  
sur tout en  
Ecosse,

communes ne s'échappoient pas jusqu'à man-  
quer ouvertement de respect : la chambre-hau-  
te embrassoit d'ordinaire ses intérêts : & il  
jouissoit d'une considération, qu'il devoit à ses  
connoissances, à son esprit & même à ses pro-  
fusions, que ses courtisans nommoient généro-  
sité. Son autorité étoit plus grande en Ecosse :  
elle s'étoit accrue depuis son absence ; car on  
le craignoit, parce qu'on le jugeoit puissant ;  
& on l'aimoit, parce qu'il montrait une affec-  
tion singulière pour ses anciens sujets. Il avoit  
déjà pris des mesures pour réconcilier les Écoss-  
ois avec les évêques, pour les préparer à rece-  
voir les rites de l'église anglicane, & pour leur  
faire reconnoître sa suprématie. Il avoit même  
créé une cour de haute-commission. Si tous  
les changements qu'il avoit faits, n'étoient pas  
agréables à la nation, elle paroissoit au moins  
les tolérer. Ayant commencé cet ouvrage  
qu'il avoit si fort à cœur, il voulut y mettre  
la dernière main. Il fit donc un voyage en  
Ecosse, dans le dessein d'y régler en pontife tou-  
tes les cérémonies religieuses.

1617

Il change en  
Ecosse les cé-  
rémonies reli-  
gieuses, sans  
qu'on paroisse  
lui résister.

Le parlement donna son consentement à  
toutes les cérémonies qu'il proposa ; mais avec  
une répugnance, qui ne permettoit pas de  
compter sur la durée de ces innovations. On  
pouvoit juger au contraire, que plus le fanatis-  
me étoit d'abord contenu par la force, plus il  
s'échapperoit ensuite avec violence.

Cependant les Puritains regardèrent, comme autant de pas vers l'idolâtrie, ces changements introduits en Écosse, & les soins du roi pour établir en Angleterre l'église anglicane à l'exclusion de toute autre. On lui fit un crime d'avoir adouci la rigueur des loix contre les Catholiques, & de leur donner quelque part à sa confiance & à ses bienfaits: on le soupçonna de vouloir se réunir à l'église romaine; & ce soupçon que les Puritains affectoient de répandre, étoit seul capable de le rendre odieux. Telle étoit la disposition des esprits, lorsqu'un nouveau parlement fut convoqué.

En Angleterre les Puritains le rendent suspect & odieux

1621

Dans les temps du gouvernement féodal, le parlement n'étoit qu'une assemblée tumultueuse, où la liberté n'étoit pas connue, & où l'autorité luttoit continuellement contre l'anarchie. Si un prince se faisoit aimer, tous les suffrages étoient pour lui: quelques membres n'auroient osé lui résister; parce qu'après la dissolution du parlement, ils se seroient vus sans protection, livrés à la vengeance du souverain. Quand au contraire, un roi étoit généralement haï ou méprisé, il se trouvoit bientôt abandonné, & il succomboit sous l'audace d'un chef de parti. Enfin lorsque la nation paroïsoit se partager, les dissensions ne finissoient plus qu'après des guerres longues & sanglantes. Il seroit inutile d'entreprendre de déterminer quels pouvoient être dans ces temps les droits

Avant Henri VII le gouvernement de l'Angleterre tendoit à l'anarchie.

du parlement & ceux du monarque. La force régloit tout, & les usages varioient au gré des hazards. Chercher des loix dans ces siècles barbares, c'est supposer que les peuples avoient quelques idées exactes d'administration; qu'ils s'assembloient, parce qu'ils vouloient le bien public; qu'ils le cherchoient, parce qu'ils avoient assez de lumieres pour le trouver ou pour en approcher; & qu'enfin ils étoient capables de se proposer un but, & de se conduire avec quelque méthode.

La monarchie commença sous ce prince & les Anglois se familiarisèrent avec l'idée d'une autorité absolue & sans bornes.

Or, le défaut de loix est la principale cause des révolutions de l'Angleterre jusqu'à l'avènement de la maison de Tudor. Alors l'anarchie cessa par l'affoiblissement des grands & par la lassitude des peuples. La monarchie qui trouva tous les jours moins d'obstacles, s'établit peu-à-peu; & les choses vinrent au point qu'on se familiarisa avec les idées d'un pouvoir absolu d'une part, & de l'autre d'une soumission entière. C'est la dernière période de la monarchie. Elle s'y est élevée sous Elisabeth: par conséquent, il faut qu'après cette reine elle commence à tomber.

Sous Jacques I les communes commencent à raisonner sur cette autorité.

Si sous Jacques I le parlement eût été composé de barons puissants, il eût soutenu ses prétentions par les armes, & l'anarchie eût recommencé. Mais les communes ne pouvoient armer: accoutumées d'ailleurs au respect & à

l'obéissance, elles ne formoient pas encore le projet d'une révolte : elles ne prévoyoit pas même les troubles qu'elles préparoient. Elles furent donc obligées de raisonner, lorsqu'elles voulurent revendiquer des droits & limiter la prérogative royale. Or, voilà l'époque, où la nation angloise commence à se faire des idées d'administration.

Les jurifconsultes raisonnèrent suivant leur usage d'après des exemples. Ils en trouverent sous les derniers regnes : ils en trouverent dans d'autres monarchies de l'Europe : ils en trouverent dans le bas-empire, &c., & concluant le droit du fait, ils ne virent plus de bornes dans la prérogative royale. Le clergé anglican tira la même conséquence. Il avoit pour principe que les rois sont l'image de Dieu ; & que, comme David, ils tiennent immédiatement de lui toute leur puissance. Enfin les courtisans par flatterie & par intérêt grossirent ce parti, parce qu'il falloit que le roi pût tout, afin qu'il pût donner davantage.

Les jurifconsultes, le clergé & les courtisans la défendoient par de mauvais raisonnemens.

Les Puritains, voulant opposer des exemples à des exemples, fouillèrent dans des temps d'anarchie ; & ils en trouverent qui ne prouvoient pas plus que ceux qu'on avoit remarqués dans des temps de despotisme. Ils triomphoient sur-tout, lorsqu'ils remontoient aux peuples libres de l'antiquité. Jusques-là on

Les Puritains l'attaquoient par des raisonnemens aussi mauvais.

raisonnoit assez mal de part & d'autre: mais si on ne prouvoit pas, on persuadoit, & on faisoit des partisans.

Quelles idées  
on se fera à ce  
sujets.

Il n'est pas naturel qu'on ne fasse jamais que des raisonnements, qui ne concluent rien. On considéra donc que le gouvernement par sa constitution avoit un roi & un parlement, qui devoient concourir l'un & l'autre au bien public. Or, si le parlement est dans la servitude, il n'est plus rien, & la monarchie pourra devenir arbitraire ou même tyrannique. Ce principe conduit à chercher quelle est l'autorité nécessaire à ce corps, pour empêcher ou prévenir les abus du pouvoir absolu. Cette autorité, connue, détermine les privilèges du parlement & du peuple; & ces privilèges une fois fixés, renferment la prérogative royale dans certaines limites. Ce sont à peu-près là les idées qu'on se fera parmi beaucoup de mauvais raisonnements & beaucoup de sang répandu.

Par des complaisances tortées, Jacques enhardit les communes & voit commencer le parti des Whigs opposé à celui des Torys.

Il se formoit donc deux partis, auxquels on donnera dans la suite les noms de Torys, parti de la cour, & de Whigs, parti de la patrie. On les voit commencer dans le parlement qui s'assembla en 1621.

Cependant les communes montrèrent d'abord du respect & de la soumission. Elles se hâtèrent d'accorder des subsides: elles ne permirent pas de parler des matières, qui avoient

aigri le roi contre le dernier parlement : elles voulurent laisser tomber dans l'oubli l'emprisonnement des membres, & elles se contentèrent de faire des remontrances sur quelques abus. Le roi y mit ordre, après les avoir remerciées de les lui avoir fait connoître.

Enhardies par cette condescendance, & se regardant comme les protectrices du peuple, elles prêterent l'oreille à toutes les plaintes; & rechercherent jusqu'aux désordres les plus légers. De la sorte elles entroient insensiblement dans toutes les parties de l'administration. Jacques, qui vit ses prérogatives attaquées de toutes parts, suspendit les assemblées jusqu'à l'hiver suivant. En attendant, il se rendit populaire, & remédia à la plupart des choses dont on se plaignoit. Tant de complaisance n'appaîsa pas les communes, que la séparation de l'assemblée avoit offensées. Comme elles n'ignoroient pas la persuasion où il étoit de son pouvoir absolu, elles ne lui tenoient point compte d'une condescendance forcée; & elles jugeoient que plus il les ménageoit, plus il falloit le mettre dans la nécessité de les ménager encore.

L'année précédente l'électeur Palatin, gen-  
 dre du roi d'Angleterre, avoit été dépouillé  
 de ses états par l'empereur. A cette nouvel-  
 le, tous les Anglois auroient voulu prendre les

1620  
 Sujets de mé-  
 contentement  
 qu'il donne  
 aux commu-

armes, pour rétablir un prince protestant. Cette entreprise eût été fort dispendieuse & sans espérance de succès. Cependant ils blâmoient hautement l'inaction de Jacques. Ils avoient encore un autre grief contre lui : c'est qu'il négocioit le mariage du prince de Galles avec l'infante d'Espagne. Enfin il avoit fait arrêter deux membres de la chambre-basse. Les mécontentemens éclatèrent à l'ouverture de la nouvelle assemblée.

Elles sont des remontrances

Les communes firent des remontrances sur l'accroissement de la maison d'Autriche, sur les progrès des Catholiques en Angleterre, sur l'indulgence du roi pour eux, & sur le mariage de son fils avec l'infante ; le suppliant de prendre la défense de l'électeur Palatin, de tourner ses armes contre l'Espagne, de marier son fils avec une princesse protestante & de sévir contre les Catholiques.

Jacques qui en est offensé, raisonne, menace & casse le parlement.

Jacques, offensé de cette démarche, qui étoit sans exemple, défendit à la chambre de prendre connoissance des choses de cette espèce ; & menaça de châtier tout membre, qui auroit l'insolence de les mettre en délibération. Les communes repliquèrent, quoiqu'avec un ton respectueux, qu'elles avoient droit d'entrer par leurs conseils dans toutes les affaires du gouvernement, & que si quelqu'un des membres abusoit de cette liberté, il n'appartenoit qu'à la chambre de le punir : à quoi le roi ré-

partit, que dans les points qui concernoient les prérogatives, le parlement ne devoit donner des avis, que quand il lui plaisoit d'en demander; que les privilèges des communes étoient des grâces des rois ses prédécesseurs, & qu'il ne les leur conserveroit qu'autant qu'elles se contiendroient dans les bornes du devoir. Les communes protestèrent, en soutenant tout ce qu'elles avoient avancé. Le roi se fit apporter leurs registres, arracha lui-même la protestation, & congédia le parlement.

Cet événement devint le sujet de toutes les conversations. Tout le monde raisonna sur les prérogatives royales & sur les privilèges du peuple. Les deux partis, qui s'étoient formés dans le parlement, se répandirent, & partagerent tout le royaume. Le roi défendit à ses sujets de parler des affaires d'état: ils en parlèrent un peu plus.

On raisonne dans tout le royaume sur cet événement, & chacun devient Whigs ou Tories.

Jacques s'attachoit quelquefois à de jeunes gens, si simples & si ignorants, qu'il y avoit tout à créer dans leur ame comme dans leur fortune. Il devenoit leur précepteur, & lorsqu'il leur apprenoit des éléments de la grammaire, il pensoit avec une sorte de complaisance qu'il alloit former des ministres profonds dans l'art de gouverner. Malheureusement les progrès du disciple ne pouvoient pas répondre aux progrès de la confiance du maître. Les pén-

Elèves que Jacques formoit.

tences étoient rares , les bienfaits s'accumuloient , & l'élève tournoit fort mal. Robert Carre, sur qui le roi fit le premier essai de sa méthode, fut fait chevalier, vicomte de Rochester, comte de Sommerfet, reçut l'ordre de la Jarretiere, fut admis au conseil privé, eut la principale direction des affaires d'état, & devint un monstre. Cette éducation fut l'ouvrage de peu d'années.

Après ce premier essai, Jacques en fit un second sur George Villiers. Il le créa successivement & rapidement vicomte, comte, marquis & duc de Buckingham, chevalier de la Jarretiere, grand-écuyer, gouverneur des cinq ports, président de la cour du banc du roi, grand-maître de Westminster, connétable de Windsor & grand-amiral d'Angleterre : mais en le chargeant d'honneurs, il le rendit présomptueux, téméraire, insolent, & lui laissa cependant toute son ignorance & toute son incapacité.

Buckingham  
conduit en Es-  
pagne Charles  
qui épouse en-  
suite Henriette,  
sœur de  
Louis XIII.

La négociation pour le mariage du prince de Galles réussissoit au gré du roi, lorsque Buckingham, abusant de l'empire qu'il avoit sur son précepteur, le fit consentir à une démarche romanesque, prise dans l'esprit de l'ancienne chevalerie. Il emmena le prince Charles en Espagne; persuadé que cette galanterie inattendue seroit tout-à-fait du goût des Espagnols;

& que l'infante seroit tout-à-coup éprise à la vue du brave aventurier à qui l'impatience de l'amour n'avoit pas permis d'attendre au de-là des mers. Tout réussit d'abord : la modestie du prince Charles, sa douceur & sa confiance enchanterent les Espagnols. Mais Buckingham se rendit si méprisable & si odieux, que la négociation fut bientôt rompue. Il s'occupait même à dessein des moyens de rompre ce mariage ; parce qu'il prévint que l'infante, devenue reine d'Angleterre, ne lui seroit pas favorable : & Charles, peu après son retour, épousa Henriette, sœur de Louis XIII.

La rupture avec l'Espagne paroïssoit devoir rendre les communes moins difficiles ; & Jacques avoit besoin de subsides, parce qu'il avoit donné des secours d'argent à l'électeur Palatin. Il convoqua donc un parlement. Bien loin de soutenir ses prérogatives avec hauteur, il demanda des conseils sur la conduite qu'il devoit tenir avec l'Espagne. Il eût même l'imprudence d'offrir, que les sommes qui lui seroient accordées, fussent délivrées à des commissaires du parlement, qui seroient chargés d'en faire l'emploi. Les communes lui accorderent près de trois cents mille livres sterling. Elles firent ensuite passer un bill contre les monopoles ; & par cet acte elles supposoient que chaque particulier avoit une entière liberté de disposer de ses actions, pourvu qu'elles ne fussent

Un nouveau  
parlement  
que le roi veut  
gagner par  
des complai-  
sances fait un  
bill qui sera  
le fondement  
de la liberté.

tort à personne ; & que ni les prérogatives royales ni le pouvoir d'aucun magistrat, en un mot, nulle autre autorité que celle des loix ne pouvoit donner atteinte à ce droit. Cette loi sera le fondement de la liberté. Vous voyez que les communes entreprennent davantage, à mesure que le roi mollit.

Intrigues de Buckingham, qui fait déclarer la guerre à l'Espagne.

Jacques fut encore entraîné malgré lui dans une démarche, qu'il n'approuvoit pas, & qui en effet n'étoit pas prudente. Buckingham, voulant se venger du mépris des Espagnols, fit des cabales dans le parlement. Après s'être attaché les Puritains, en favorisant des projets qui tendoient à l'abolition de l'épiscopat, il engagea les communes à proposer la guerre contre l'Espagne, & à lever des troupes pour reconquérir les états du Palatin. Il entraîna même le prince de Galles dans ses vues.

Expédition mal concertée. Mort de Jacques.

Jacques ne put résister à une ligue aussi puissante. Six mille hommes furent levés pour servir en Hollande sous les ordres du comte Maurice ; & douze mille furent embarqués pour la conquête du Palatinat. Comme on avoit compté trop légèrement que la France accorderoit le passage aux troupes angloises, elles firent voile vers Calais, où le gouverneur ne les reçut pas, parce qu'il n'avoit point d'ordre. Obligées de prendre une autre route, elles arriverent sur les côtes de Zélande : mais

elles n'y étoient pas attendues, & les États-Généraux, faute de provisions, faisoient difficulté de les recevoir. Dans cet intervalle, elles furent attaquées d'un mal contagieux qui en fit périr la moitié, & le reste regagna l'Angleterre. Jacques survécut peu à cette expédition mal concertée. Il mourut après vingt-deux ans de regne sur l'Angleterre & dans la cinquante-neuvième année de son âge.

1625

Charles I avoit vu que plus son pere vouloit étendre la prérogative royale, plus les communes faisoient d'effort pour la limiter. Il semble donc qu'on devoit attendre de lui une conduite différente. Mais l'éducation lui avoit donné les mêmes idées: la flatterie les entretenoit, & le clergé anglican les lui représentoit comme autant de vérités reconnues. Il étoit si convaincu de la plénitude de sa puissance, que bien loin de prévoir une conspiration, il n'imaginoit pas seulement qu'elle fût possible. Cependant il auroit pu remarquer que la nation commençoit à former des doutes, & cela seul demandoit beaucoup de précaution. Il falloit ou beaucoup de soldats pour convaincre, ou beaucoup de prudence pour empêcher de raisonner. Il manqua de l'un & de l'autre.

Charles I dans les mêmes préjugés que son pere n' imagine pas qu'on puisse résister à son pouvoir absolu.

Persuadé qu'il étoit agréable au peuple, parce qu'il avoit conseillé la guerre contre l'Espagne, & en effet, il avoit paru lui être cher ;

Il demande avec confiance les subides

nécessaires, il convoqua le parlement dans l'espérance pour soutenir d'obtenir de gros subsides. La circonstance la guerre contre l'Espagne, paroïssoit favorable, puisque c'étoit la guerre de la nation, & que les revenus de la couronne ne suffisoient seulement pas au courant des dépenses.

Mais les communes veulent profiter d'une circonstance, qui le mettroient dans la dépendance du parlement. Mais il étoit difficile que les Anglois, alors peu accoutumés à porter des taxes, voulussent donner assez pour soutenir une entreprise aussi dispendieuse. D'ailleurs la secte des Puritains avoit, depuis quelque temps, fait de nouveaux progrès. Ennemie de la monarchie, elle vouloit humilier le monarque. Enfin il y avoit dans les communes des membres, capables de se faire un plan & de le suivre. Un pouvoir sans bornes les choquoit. Bien loin d'entrer dans les besoins du prince, ils le voyoient avec joie engagé dans une guerre, qui le mettoit plus que jamais dans la dépendance du parlement; & ils projetoient de n'accorder des subsides, qu'en échange de quelques parties de la prérogative.

Il n'obtint que 112000 livres sterling.

Charles n'obtint que cent douze mille livres sterling. C'étoit se moquer cruellement que de lui offrir une somme aussi modique dans la circonstance où il se trouvoit. Il en fut d'autant plus étonné que comptant sur d'autres preuves de l'amour de ses sujets, il s'é

toit défendu toute démarche, qui auroit pu être prise pour une marque de défiance : il fallut renoncer à tant de délicatesse. Il entra donc dans le détail de ses revenus, de ses dettes, de ses alliances, des opérations qu'il méditoit, & il conclut qu'il ne pouvoit soutenir la guerre à moins de sept cents mille livres sterling. Les communes furent inexorables. Elles n'avoient garde de céder : car elles venoient de faire une découverte qui les irritoit contre Buckingham & contre Charles.

Dans la négociation du mariage de Charles avec Henriette, ce ministre avoit promis des vaisseaux à Louis XIII pour être employés contre la Rochelle. L'escadre étoit partie : mais lorsque les matelots connurent où on les menoit, ils refuserent d'obéir, & le commandant lui-même déclara qu'il aimoit mieux se faire pendre en Angleterre, que de combattre contre ses freres les protestants de France. Les communes applaudirent à cette désobéissance religieuse, & s'abandonnant à leur fanatisme, elles faisoient des plaintes & des demandes, lorsque Charles cassa le parlement.

---

Il cassa le parlement lorsque les communes désapprouvoient les secours qu'il avoit voulu donner à Louis XIII contre les Huguenots.

Un emprunt, qui fit murmurer, ne suppléa pas au refus des communes. A peine put il suffire à mettre en mer une flotte, qui revint sans succès, & qui fit murmurer en-

---

Autre parlement plus hardi que les précédents. Il en eut encore cas-

se, & on écrit de part & d'autre pour se justifier. **core.** Cependant le roi, sans ressource, fut contraint de convoquer un nouveau parlement.

1626

Les communes promirent une somme double de la précédente. Mais c'étoit peu pour les entreprises qu'on méditoit, & il y avoit encore une circonstance désagréable : c'est que le bill pour le payement des subsides ne devoit passer en loi qu'à la fin de la session. Ainsi Charles se voyoit obligé de satisfaire les communes sur leurs demandes, ou de renoncer aux subsides.

Leur première démarche fut d'accuser de haute trahison le duc de Buckingham. Le roi persuadé que sa faveur faisoit tout le crime de ce ministre, leur ordonna de cesser cette poursuite ; & les menaça, si elles ne terminoient l'article des subsides, de prendre d'autres mesures. C'étoit leur faire entendre qu'il leveroit des impôts sans leur aveu ; & les communes comprirent qu'il vouloit leur en faire la peur. Cependant bien loin de s'effrayer, elles commencèrent à faire des recherches sur différentes parties de l'administration. Charles se hâta de rompre le parlement : on voulut ensuite se justifier des deux côtés, & on répandit des écrits dans le public. Ainsi l'imprudence du roi invita tout le royaume à prendre part dans des disputes qu'il falloit étouffer.

N'ayant

N'ayant plus pour ressource que des moyens violents qui soulevoient la nation, & embarrassé dans la guerre d'Espagne sans espérance de succès, Charles prit encore les armes contre la France. On attribue cette guerre à Buckingham. On prétend que lorsqu'il vint à Paris pour conduire la princesse Henriette en Angleterre, il se jeta dans des intrigues, qui occasionnerent son ressentiment contre la France. Il semble que si ce ministre eût voyagé davantage, il auroit armé son maître contre toutes les puissances de l'Europe.

Charles déclara la guerre à la France.

1627.

Contre un article formel du traité de mariage, on chassa tous les François qui étoient auprès de la reine d'Angleterre: les armateurs anglois enlevèrent plusieurs navires aux marchands de France; & à la sollicitation particulière de Soubise, on équipa une flotte qui portoit aux Rochellois, à leur insu, sept à huit mille hommes de troupes réglées. Buckingham, qui ne connoissoit le service militaire ni sur terre ni sur mer, prit le commandement de ces forces. Il parut à la vue de la Rochelle, qui ne l'attendoit pas; & il offrit aux habitants de les soutenir dans une révolte à laquelle ils n'étoient pas encore résolus. Ainsi ses mesures avoient été si mal prises, que la première difficulté fut de

Buckingham parut à la vue de la Rochelle & invita les Rochellois à la révolte.

faire agréer des secours, qu'on n'avoit pas demandés.

Il est forcé à se retirer lorsquela Rochelle est assiégée par Louis XIII.

Au lieu de s'établir d'abord dans l'île d'Oleron, dont il pouvoit facilement se rendre maître, il débarqua dans celle de Ré, qui étoit bien fortifiée & défendue par une bonne garnison. Son irrésolution donna le temps à Thoiras de se fournir des provisions qui lui manquoient; & il fit tant de fautes, que quoique la France pût à peine ramasser quelques bateaux & quelques chaloupes pour porter des secours dans l'île, il fut forcé de renoncer à ses desseins, & fit une retraite qui pouvoit passer pour une vraie déroute. Cependant les Rochellois, qui avoient enfin pris les armes à la sollicitation des Anglois, se voyoient assiégés par Louis XIII.

Après avoir usé de violence pour lever des impôts arbitraires, Charles convoque un parlement.

Charles avoit exigé des prêts forcés, des bienveillances & d'autres taxes arbitraires. La résistance avoit été punie par la prison; & on avoit commis toutes ces violences pour soutenir deux guerres, qui déshonoroient, & qui ruinoient le commerce. On gémissoit, sur-tout, de se voir sacrifié aux caprices de Buckingham; & les esprits se soulevoient contre l'usage que le roi prétendoit faire de sa prérogative. Cependant les sommes levées ou extorquées étoient dissipées, & le mécontentement général ne permettoit pas

de recourir aux mêmes moyens. Dans des circonstances aussi critiques, le roi voulut se persuader que les besoins de l'état feroient oublier les injures passées; & qu'ayant éprouvé les fâcheux effets de l'obstination, les communes montreroient plus de complaisance. Il convoqua donc le parlement. Mais comment pouvoit-on compter sur des complaisances? Il auroit fallu choisir une bonne fois entre l'autorité absolue & l'autorité limitée par les privileges de la nation: car le passage alternatif de l'une à l'autre n'étoit propre qu'à faire connoître l'impuissance du despotisme, & enhardissoit par conséquent les communes.

Les membres de la chambre-basse représentoient les bourgs & les comtés, qui avoient été vexés par des impositions arbitraires. Au ressentiment des provinces ils joignoient encore le leur: car plusieurs avoient été jetés dans les prisons. Cependant les communes montrèrent d'abord de la modération & du respect. On voit qu'elles étoient conduites par des hommes sages, qui sans se trop hâter & sans se désister, suivoient un plan qu'ils s'étoient fait.

Le roi ne faisoit pas voir la même prudence: la convocation du parlement paroissoit un aveu tacite de son impuissance à lever des impôts sans le consentement de cette as-

---

Le nouveau  
parlement se  
conduit avec  
plus de pru-  
dence que le  
roi.

semblée ; & cependant il menaçoit de se passer de ce consentement , si elle refusoit de contribuer aux besoins de l'état. Par cette contradiction de son langage avec sa conduite , il laissoit voir tout-à-la fois sa foiblesse & ses prétentions , & il avertissoit de prendre des mesures contre le pouvoir qu'il vouloit s'arroger. On se proposa donc d'assurer la liberté , en faisant une nouvelle loi.

Pétition de droit qui assure la liberté des citoyens.

Ceux qui conduisoient cette entreprise , affectèrent autant de décence que de fermeté , afin d'ôter au roi tout prétexte de désapprouver leur démarche. Ils parurent , sur-tout , respecter la prérogative. Ils ne vouloient pas empiéter sur les droits du trône , en faisant de nouvelles loix : ils vouloient seulement conserver les droits de la nation , en réclamant des loix anciennes , qui pouvoient être tombées dans l'oubli par abus , mais qui ne pouvoient jamais être abrogées. Le titre même de *pétition* ou *requête de droit* qu'ils donnerent à leur acte , annonçoit ce dessein , & faisoit connoître que la loi qu'ils propoisoient , n'étoit qu'une confirmation de l'ancienne constitution , sans aucun préjudice de la prérogative , & sans aucun projet d'acquérir de nouvelles libertés. Tous les articles , qu'elle renfermoit , étoient des loix , qui avoient été faites & reconnues sous d'autres regnes.

Malgré tous les efforts de Charles pour éluder la pétition de droit, le bill, ayant été arrêté par les communes, fut envoyé, & il n'y manquoit plus que le consentement du roi, pour lui donner force de loi. Il falloit ou le rejeter courageusement, ou le confirmer sans montrer de répugnance. Charles eut recours à l'artifice; & au lieu d'employer la forme ordinaire, il se servit de termes vagues, qui ne l'obligeoient à rien.

Charles est  
force a ces  
mais ce bill.

Les communes, offensées de cette mauvaise foi, firent tomber leur indignation sur un docteur, & le condamnerent à une prison, à une amende & à d'autres peines, pour avoir dit dans un sermon, que si la propriété des biens réside ordinairement dans le sujet, elle passe néanmoins toute entière au monarque, lorsque les conjonctures exigent des subsides; que l'aveu du parlement n'est pas nécessaire pour l'imposition des taxes; & que la loi divine oblige à la soumission pour toutes les demandes même irrégulières, que le souverain peut faire.

L'humeur, aigrie par ce première acte de vengeance, voulut s'assouvir sur Buckingham. Le roi défendit toute poursuite à ce sujet: on n'y eut point d'égard, & pour écarter l'orage prêt à fondre sur la tête de son ministre, Charles fut obligé de se rendre au parlement & de confirmer le bill, en pro-

nonçant la formule usitée. La chambre re-  
tentit d'acclamations, qui se répéterent dans  
tout le royaume. Les principaux articles de  
cette loi portoient que personne ne pourroit  
être forcé d'accorder aucun don, prêt, bien-  
veillance, taxe ou autres charges semblables  
sans le consentement du parlement, ni être  
emprisonné ou autrement molesté pour cause  
de refus.

En reconnois-  
sance, les  
communes lui  
accor. dent des  
subsidés.

Pour montrer leur contentement, les com-  
munes passerent alors le bill des subsidés,  
qu'elles avoient déjà dressé, mais qu'elles  
avoient suspendu à dessein. Cependant un  
consentement attaché leur laissoit un reste  
d'humeur, & bientôt elles revinrent encore  
au ministre qu'elles haïssoient: alors le roi  
rompit toutes ces délibérations, en pro-  
geant le parlement.

1628

La flotte an-  
gloise est ré-  
moin de la pri-  
se de la Ro-  
chelle qu'elle  
veut secourir.

Les subsidés furent prodigués inutilement  
pour secourir la Rochelle. Une premiere  
flotte alla & revint sans avoir rien entrepris.  
Une seconde étoit prête à mettre à la voile  
sous les ordres de Buckingham, lorsque ce mi-  
nistre fut assassiné par un fanatique, qui crut  
servir la patrie; & le comte de Lindsey ayant  
eu le commandement de la flotte arriva pour  
être témoin de la prise de la Rochelle.

Comment  
cette ville fut  
prise.

Le cardinal de Richelieu, considérant  
que cette ville étoit l'asyle des mécontents,  
jugea que le roi pourroit être mal servi, si

on l'assiégeoit dans les formes : car il y avoit dans l'armée bien des grands, qui ne desiroient pas la ruine des Huguenots. Il résolut donc de prendre cette place par famine ; mais s'il étoit facile de la bloquer du côté de terre, étoit-il possible d'en fermer le port aux Anglois ? avoit-on assez de vaisseaux ? & quand on en auroit eu davantage, des coups de vent ne pouvoient-ils pas favoriser l'entrée & la sortie, sans qu'on pût l'empêcher ? Il osa donc tenter de jeter une digue de plus sept cents toises de long, d'un côté à l'autre du canal qui communique dans le port. L'ouvrage réussit, & fut assez solide pour résister à la violence des flots & des plus fortes marées.

Les Rochellois se rendirent après avoir souffert une famine, qui fit périr plus de quinze mille personnes. Le roi leur accorda l'exercice de leur religion. On démolit les fortifications de leur ville ; celles de plusieurs autres places furent encore rasées, & cet événement, qui fut la ruine des Huguenots, avança celle des grands du royaume.

Charles montra plus de modération, depuis qu'il cessoit d'être poussé par le violent caractère de Buckingham : mais les communes devinrent plus entreprenantes que jamais. Attentives à tirer des conséquences de la pétition de droit, elles faisoient des recherches

Charles cassa le parlement, qui devoit à le dépouiller de ses revenus. Il fit la paix avec la France & avança

---

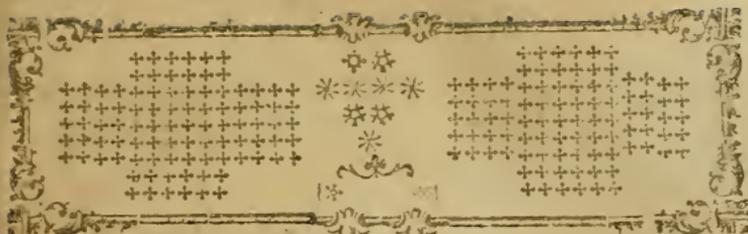
Espagne.

---

1629

sur tous les impôts que le roi levoit à l'exemple de ses prédécesseurs; & elles alloient peu à-peu le dépouiller de la plus grande partie de ses revenus, lorsqu'il cassa le parlement; bien résolu de n'en plus convoquer, s'il ne voyoit la nation mieux disposée à son égard. Alors il fit la paix avec la France & avec l'Espagne: la raison le lui conseilloit, & son impuissance lui en faisoit une nécessité.

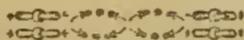




## LIVRE QUATORZIEME.

### CHAPITRE PREMIER.

*Exposition préliminaire à la guerre qui fut terminée par le traité de Westphalie.*



**V**oici, Monseigneur, une époque, où il est nécessaire de porter en même temps votre vue sur toutes les parties de l'Europe. Je voudrois pouvoir vous donner le coup d'œil de Richelieu: car la scene est bien vaste pour vos yeux & pour les miens. C'est une guerre où toutes les puissances de l'Europe sont armées. La religion, l'ambition, la politique, mille intérêts, en un mot, les divisent, les unissent & les font mouvoir. Les incidents naissent continuellement les uns des autres. Ils sont préparés & tout-à-la fois

Scene compliquée quise prépare.

inattendus. L'intrigue se renoue à chaque instant, & le dénouement s'éloigne, au moment qu'on croit y toucher.

Quels en font  
les acteurs.

Les acteurs qui paroissent d'abord sur la scene sont les plus grands capitaines. La fortune, rarement capricieuse avec eux, les suit: elle passe & repasse d'un parti dans un autre, toujours fidele aux généraux les plus habiles. Cependant les puissances changent insensiblement de vues, abandonnant ou formant des prétentions, suivant les craintes ou les espérances, qui naissent des revers ou des succès: mais l'objet général de l'Europe reste toujours le même, & l'action en quelque sorte paroît une.

De grands négociateurs surviennent, & les négociations se mêlent avec les armes. Toutes les cours intriguent. De nouveaux mouvements agitent toutes les puissances. Les intérêts se rapprochent & se séparent tour-à-tour. Les vues se croisent de mille manieres. On desire, on projette, on espere, on craint, on se rassure. Cependant la politique déploie peu-à-peu toutes ses ressources, & la paix est enfin rendue à l'Europe.

Il faut com-  
mencer par u-  
ne expédition  
générale.

Ce tableau est aussi instructif qu'il est vaste & curieux. Quelles leçons ne vous donneroit pas un Polybe, qui vous feroit l'histoi-

re de ces guerres ; & un Tacite qui fouillerait dans le sein de la politique , pour vous montrer tous les ressorts qu'elle a fait jouer (\*) ? Mais , Monseigneur , vous savez que l'exposition est la partie essentielle d'une bonne tragédie. Quand elle est bien faite , l'action se développe d'elle-même , & avance sans obstacle jusqu'au dénouement. C'est donc par une exposition que je vais commencer. Je ferai ensuite l'esquisse des scènes principales ; & ce sera assez pour moi , si je puis vous préparer à faire un jour avec fruit l'étude de cette partie de l'histoire. Obligé de remonter au delà du seizième siècle , je passerai rapidement sur les choses que j'ai déjà dites , & je me contenterai de vous les rappeler.

L'ambition exorbitante des papes , enhardie par l'aveuglement des peuples , avoit troublé l'Europe pendant plusieurs siècles. Le grand schisme ouvrit enfin les yeux , lorsqu'on vit ces pontifes , qui s'excommuniaient , mendier la protection des princes , qu'ils avoient voulu voir à leurs pieds. On osa mettre en

---

L'ambition des papes avoit troublé l'Europe.

---

( ° ) Le pere Bougeant n'est pas un Tacite : cependant son ouvrage , dont je me suis beaucoup servi , est bon à quelques endroits près qui sentent un peu la partialité de son état. On peut aussi lui reprocher de ne pas rendre assez de justice au cardinal Mazarin & à M. Servien. Il est trop visible qu'il n'a travaillé que sur les mémoires de M. de Mesmes.

question leurs prétentions & leurs droits : l'église s'assembla pour les juger : & ils ne se soumirent pas, ils purent prévoir leur décadence, puisqu'on pensoit à leur résister.

De là les sectes luthériennes.

Comme les disputes naissent des passions plus que de l'amour du vrai, on va d'une extrémité à l'autre ; & on est long-temps avant de saisir le milieu, où la vérité se trouve. Ainsi nâquit le luthéranisme & toutes les sectes qu'il a produites.

L'Europe commençoit à s'éclairer. Si personne n'en savoit encore assez pour démontrer son sentiment ; chacun en savoit assez au moins pour combattre celui des autres. Foibles, lorsqu'il falloit se défendre, tous les partis étoient forts, lorsqu'ils osoient attaquer : mais malheureusement pour Rome, elle ne pouvoit combattre sans perdre.

L'imprimerie rendoit les erreurs contagieuses.

On cultivoit les lettres. Les papes, ces grands politiques, formoient des bibliothèques, protégeoient les arts, accueilloient les savants ; & l'imprimerie, inventée depuis plus d'un demi siècle, répandoit les connoissances & plus encore les opinions & les disputes. Les erreurs en étoient donc plus contagieuses.

Progrès rapides du luthé-

A peine Luther écrit, que toute l'Europe raisonne. L'opinion, ce fondement de la puis-

ance usurpée des papes, s'ébranle. L'intérêt tient lieu d'arguments. Les peuples se partagent, & l'église perd des provinces entières.

Le Luthéranisme, par ses progrès rapides, se dérobe aux feux de de l'inquisition, & se défend contre les armées que les indulgences ou l'ambition font marcher. Des villes, des princes, des rois, des nations entières l'embrassent. Ici, les peuples veulent se soustraire aux souverains qui les oppriment : là, les souverains eux-mêmes veulent s'affermir par la ruine d'un clergé, dont ils redoutent la puissance. Par-tout enfin, on veut secouer le joug de la cour de Rome, & s'enrichir des dépouilles des ecclésiastiques. Ainsi le luthéranisme s'établit presque en même temps en Suede sous Gustave Wasa, en Danemarck & en Norwege sous Frédéric I; dans les états d'Albert de Brandebourg, grand-maître de l'ordre Teutonique; dans ceux de Frédéric, électeur de Saxe, de Philippe landgrave de Hesse-Cassel, des ducs de Poméranie, de Lunebourg, de Mecklenbourg, des princes d'Anhalt, des comtes de Mansfeld, dans plusieurs villes impériales & dans une partie des cantons Suisses.

Charles-Quint, qui voit commencer l'orage, le laisse grossir à dessein. Il semble attendre que l'hérésie se répande encore & pré-

Charles-  
Quint croyoit  
que l'hérésie

lui préparoit  
des conquêtes.

pare de plus grandes conquêtes aux armes qu'il doit prendre sous le prétexte de la religion : mais les princes protestants ont fait une ligue à Smalcalde. Cependant l'empereur, parragé entre ses desseins comme entre ses états, ne fait faire ni suivre aucun plan. Il combat, il négocie, il commande, il mollit, & l'hérésie fait tous les jours de nouveaux progrès.

Première cause de jalouſſie entre la maison d'Autriche & la maison de France.

Les Anglois avoient été chassés de France vers le milieu du quinzième siècle ; & le royaume, affermi au dedans, n'avoit point d'ennemis redoutables au dehors, lorsque Louis XI monta sur le trône. Il accrut sa puissance, en abaissant les grands, & en acquérant de nouvelles provinces. Mais le mariage de Marie héritière des ducs de Bourgogne, portée à Maximilien des droits qui feront une source de guerres entre la maison d'Autriche & la maison de France.

Leur rivalité ne produit que des projets mal concertés.

Il semble que la rivalité commence entre ces deux maisons, lorsque Charles VIII alarme l'Italie par des projets mal concertés, la trouble & la laisse. Bientôt on voit sous Louis XII que ces deux maisons ne savent pas ce qu'elles doivent être l'une à l'autre. Elles croient former des ligues, lorsqu'elles mêlent confusément les puissances. Elles ignorent leurs vrais intérêts, & elles ne connoissent ni la politique ni l'art de négocier.

Le regne de François I est l'époque de leur rivalité : rivalité de courage, d'ambition & d'imprudence. Ou elles manquent de vues, ou elles ne savent pas préparer les moyens : elles ne montrent que de l'inquiétude : & si l'empereur passe pour politique, parce qu'il étoit faux & dissimulé ; le roi de France, en cela plus estimable, étoit bien éloigné de l'être. Son courage fut du moins un grand obstacle à l'ambition de Charles - Quint.

Henri VIII gouvernoit alors l'Angleterre en maître absolu. Recherché par François I & par Charles - Quint, il étoit dans la position la plus avantageuse pour tenir la balance entre ces deux princes ; & il eût joui en Europe de la considération la plus grande, si jugeant mieux de ses intérêts, il eût su rapporter toutes ses démarches à un but déterminé. Mais l'autorité absolue, qui lui permit de se conduire dans ses états au gré de ses passions, le rendit d'autant plus capricieux que son caractère étoit plus mêlé de qualités contraires. Il pouvoit être un grand roi, & il fut théologien, hérétique, pontife, défenseur de la foi. Il laissa du moins ce dernier titre à son successeur, & c'est la seule chose qu'il ait acquise à la couronne d'Angleterre.

Henri VIII étoit entre celles dans une position, dont il ne favoit pas tirer avantage

Tout le fruit de la politique de ces temps-là a été de connoître, qu'il falloit tenir la

On sentoit qu'il falloit

tenir la balance entre elles.

balance entre la France & l'Autriche : mais ceux qui étoient assez puissans, comme Henri VIII, ne la favoient pas manier ; & ceux qui étoient trop foibles, comme le pape, la laissoient continuellement échapper. On se conduira moins mal dans la suite. Pendant que chacune de ces deux puissances tentera de s'élever sur les ruines de sa rivale, l'intérêt général de l'Europe donnera des alliés à la plus foible. Mais il arrivera quelquefois que jugeant mal du moment de leur élévation & de celui de leur déclin, on chargera trop le bassin qu'on avoit jugé trop vuide. La puissance qu'on craignoit, cessera donc d'être à redouter : cependant on la redoutera par habitude, & on sera long-temps avant de s'apercevoir que sa rivale est devenue plus redoutable. Cette méprise causera des guerres qui épuiseront l'Europe, & cependant aucune puissance n'en retirera d'avantages.

Elisabeth est la première qui ait connu la politique.

Elisabeth est la première tête couronnée qui ait connu la politique. Ferme au dedans, prudente au dehors, elle ne fait point de démarches inconsidérées. Elle fait choisir ses alliés ; elle les soutient sans se compromettre ; elle a de grands succès avec de petits moyens : & son royaume devient florissant, pendant que toute l'Europe s'épuise.

Les Provinces-Unies.

Les Provinces-Unies secouent des fers, qu'elles ne paroissent pas devoir jamais briser.

La

La haine de la domination espagnole les arme : leur unique vue est de s'y soustraire. D'ailleurs sans objet fixe, elles se conduisent encore au hazard. Cependant le courage les soutient : les succès leur font des alliés : de nouvelles circonstances leur donnent de nouvelles vues : tous leurs efforts tendent vers un but mieux déterminé. Mais le gouvernement qui s'acheve parmi les alarmes d'une guerre de quarante ans, se ressent de cette inquiétude qui faisoit toujours craindre pour la liberté : cependant elles sont libres. Ces provinces autrefois pauvres, & dont une partie étoit noyée dans les eaux, vous les avez vues traiter, comme puissance indépendante, avec le roi d'Espagne : vous les verrez encore s'accroître, jusqu'à pouvoir altérer ou maintenir l'équilibre de l'Europe. La défiance, qu'on remarque dans sa politique, est un défaut dont les républiques se garantissent difficilement, tant qu'elles ont des ennemis qu'elles redoutent : comme aussi elles s'endorment dans une sécurité dangereuse, aussitôt qu'elles cessent de craindre.

voient secoué  
le joug de l'Es-  
pagne, & se  
gouvernoient  
avec défiance;

C'est la franchise éclairée, ferme & généreuse de Henri IV qui porta la politique à sa perfection. La politique de Philippe II ne fût qu'ambition, orgueil, ignorance, bigoterie, hypocrisie, fausseté. Ses successeurs

Henri IV  
avoit porté la  
politique à sa  
perfection.

l'adoptèrent, & acheverent la ruine de leur monarchie.

Celle de Charles-Quint a voit produit un effet contraire à celui qu'il en avoit attendu.

Charles-Quint avoit tenté de détruire les Protestants par les Catholiques, dans l'espérance de changer le gouvernement de l'empire en une monarchie; & il vouloit exécuter ce projet, dans un temps où François I & Henri II pouvoient donner des secours aux Protestants, comme en effet ils leur en donnerent. Tous ses grands desseins s'évanouirent. Il se vit à chaque diete forcé de céder des avantages, qui sans satisfaire entièrement ses ennemis, les autorisoient à demander encore, & leur faisoient tous les jours craindre moins ses refus. Cependant il se crut maître, lorsque la victoire & la mauvaise foi eurent mis dans ses fers l'électeur de Saxe & le landgrave de Hesse. En effet, tout s'humilia devant lui: mais sa puissance ne fit que passer. Echappé au duc Maurice par une fuite précipitée, il traite à Passaw d'égal à égal avec ceux qu'il avoit crus ses sujets; & quelque temps après la diete d'Augsbourg conclut la paix de religion: traité par lequel les Protestants furent confirmés dans le libre exercice du luthéranisme. Par ce traité, les Catholiques obtinrent que les bénéficiers, qui renonceroient à la communion de l'église, seroient privés de tous leurs bénéfices. Cet article

qu'on nomma *le reservat ecclésiastique*, étant mal observé, fera une des causes de la guerre.

Il semble que toute la politique de Charles-Quint fût passée en Espagne avec Philippe II. Ferdinand I suivit d'autres principes. Quoique les Protestants ne pussent plus recevoir aucun secours, il ne songea point à les inquiéter; & la religion permit à l'Allemagne de goûter la paix, lorsqu'elle déchiroit cruellement la France. Ce prince fit quelques tentatives pour engager les Luthériens à reconnoître le concile de Trente: il les abandonna bientôt, voyant des obstacles qu'il n'étoit pas possible de vaincre. Il travailloit cependant à réunir les deux religions, lorsqu'il mourut en 1564.

Maximilien II, son fils, entreprit d'exécuter le même projet. Dans cette vue, il prescha le saint siege de permettre le mariage des prêtres. Pie V le menaça de ses anathêmes, s'il se mêloit davantage des affaires de religion. Il ne s'en mêla plus que pour accorder aux Protestants d'Autriche le libre exercice du luthéranisme. Cette conduite modérée de Ferdinand & de Maximilien les a rendus fort suspects: car c'est l'usage de soupçonner d'hérésie les princes, qui ne persécutent pas les hérétiques. Maximilien mourut en 1576, & eut pour successeur à l'empire Rodolphe II, son fils aîné.

Ferdinand I se déclara pour la tolérance,

ainsi que Maximilien II.

La mort de  
Henri IV avoit  
rompu les me-  
sures prises  
pour l'abaisse-  
ment de la  
maison d'Aut-  
riche.

Les Protestants se plaignoient de la cham-  
bre impériale, du conseil aulique & des dé-  
fordres que commettoient les troupes espagno-  
les : ils montroient de l'inquiétude aux mou-  
vemens que les Catholiques pou-  
voient faire : ils renouvelloient souvent leur  
ligue : en un mot, leur mécontentement crois-  
soit & se manifestoit tous les jours davanta-  
ge, lorsque la succession du duc de Cleves  
acheva de le faire éclater, & menaça l'Al-  
lemagne d'une guerre générale. Mais la mort  
de Henri IV rompit les mesures du parti qui  
s'étoit formé contre la maison d'Autriche :  
les Protestants & les Catholiques parurent se  
craindre réciproquement, & les hostilités ces-  
sèrent après la prise de Juliers.

Mais il restoit  
deux partis :  
l'union évan-  
gélisque & la  
ligue catholi-  
que.

L'Allemagne cependant resta divisée en  
deux partis. Le premier, qu'on nommoit *l'u-  
nion évangélisque*, avoit pour chef l'électeur  
Palatin, & réunissoit presque tous les princes  
protestants & la plupart des villes impériales.  
Le duc de Baviere fut le chef du second,  
qu'on nomma la *ligue catholique*, & auquel  
le pape & le roi d'Espagne se joignirent.  
L'électeur de Saxe & le landgrave de Hes-  
se-Darmstadt le fortifierent encore : le pre-  
mier, parce qu'il étoit jaloux de l'électeur  
Palatin, & que Rodolphe lui faisoit espé-  
rer les duchés de Cleves & de Juliers ; le  
second avoit aussi des raisons particulières pour

ménager l'empereur. L'électeur de Brandebourg resta neutre.

Cependant ces troubles n'étoient pas les seuls: car la Hongrie, la Bohême & l'Autriche se soulevoient contre Rodolphe; & son frere, l'archiduc Mathias, le même que nous avons vu passer dans les Pays Bas, lui enlevait ces provinces, & lui laissoit à peine de quoi subsister.

Rodolphe II  
avoit été dé-  
pouillé par  
Mathias,

Rodolphe étant mort en 1612, les électeurs, après quelques mois d'interregne, donnerent encore l'empire à Mathias. Ce prince étoit monté sur les trônes de Hongrie & de Bohême, parce qu'il avoit paru protéger les Protestants contre son frere. Cessant de dissimuler aussitôt qu'il fut empereur, il recueillit bientôt les fruits de sa fausseté: car lorsqu'il demanda des secours contre les Turcs ou contre le prince de Transilvanie, qui faisoit des irruptions fréquentes dans la Hongrie; les Protestants les lui firent refuser, & ne répondirent que par des plaintes sur les entreprises du conseil aulique, & sur la partialité de la chambre impériale, où les Catholiques étoient en plus grand nombre qu'eux.

qui souleva les  
Protestants.

Cependant n'ayant point d'enfants, il songe à se nommer un successeur. Il choisit à

La Bohême se  
révolta contre.

Mathias.

la recommandation de l'Espagne, Ferdinand, fils de Charles, duc de Stirie & petit-fils de Ferdinand I, & il le fait successivement couronner roi de Bohême & roi de Hongrie. Mais les troubles commencent dans le premier de ces deux royaumes. Les Protestants se soulèvent : le comte de la Tour est à leur tête ; la Moravie, la Silésie & la haute-Autriche se joignent aux Bohémiens : & l'union envoie à leur secours le comte de Mansfeld avec un corps de troupes. Cette révolte, qui éclata l'année 1618, fut le commencement d'une guerre à laquelle toute l'Europe prendra part, & qui durera trente ans.

Les duchés de Cleves & de Juliers avoient déjà armé l'union évangélique & la ligue catholique.

La guerre avoit déjà commencé dans un coin de l'Allemagne. L'électeur de Brandebourg & le duc de Neubourg étoient convenus de gouverner conjointement les duchés de Cleves & de Juliers : mais cet accord ne dura pas long-temps, & bientôt leurs hostilités engagerent d'autres puissances dans leur querelle. Les Provinces-Unies, qui se joignirent à l'union évangélique, se déclarèrent pour l'électeur de Brandebourg ; voulant se saisir des places fortes des duchés de Cleves & de Juliers, afin d'élever de ce côté là une barrière contre la maison d'Autriche. Mais le duc de Neubourg s'assura les secours de l'Espagne & de la ligue catholique, en ren-

trant dans la communion de l'église. Alors le marquis de Spinola d'un côté à la tête des troupes espagnoles, & de l'autre le prince d'Orange avec les forces de la république, se saisirent de plusieurs places. Les deux princes se virent donc dépouillés par les puissances, dont ils avoient imploré la protection.

Cependant les troubles de Bohême attiroient la principale attention : car les Protestants ayant armé pour les rebelles, les Catholiques armerent pour l'empereur. Mathias eût vraisemblablement dissipé cette révolte, s'il se fût hâté d'assembler toutes ses troupes : il se contenta d'exhorter, de menacer, & il donna le temps au comte de la Tour de se mettre en état de défense. Lorsque ses armées marcherent sous les ordres du comte de Dompierre & du comte de Bucquoi, les ennemis étoient maîtres des principales places, & pouvoient tenir la campagne. La Tour fit même une irruption dans l'Autriche, & portant ses armes jusqu'à neuf milles de Vienne, il y répandit la terreur. Telle étoit la situation des choses en 1619, lorsque Mathias mourut.

Mathias meurt, & ne laisse presque que des titres à Ferdinand II.

Il sembloit que Ferdinand ne succédât qu'à des titres : car l'esprit de révolte s'étoit répandu dans tous les états héréditaires. La Bohême, la Silésie, la Moravie, la Lusace, la

Hongrie & l'Autriche étoient à conquérir, du moins à peu de chose près. Dans cette position, Ferdinand brigua l'empire, & l'obtint malgré l'électeur Palatin qui n'osa pas s'y opposer ouvertement. Tout lui fut favorable. L'état de foiblesse, où on le voyoit, le faisoit peu redouter : la cour de Rome & Philippe III intriguoient pour lui ; & la France incapable alors de connoître ses vrais intérêts, s'occupoit uniquement des querelles du duc de Luines avec Marie de Medicis, ou du raccommodement de cette reine avec Louis XIII.

Alors les électeurs s'étoient rendus les législateurs de l'empire.

Vous vous souvenez que les électeurs prescrivirent une capitulation à Charles-Quint, afin de mettre quelques bornes à la puissance qui menaçoit le corps germanique. Ils ont aussi soumis à la même capitulation les empereurs suivans, & même quelquefois ils y ont ajouté de nouveaux articles, afin de lier davantage le chef de l'empire. La capitulation de Maximilien II renferma quelques articles de plus que celle de Charles-Quint. On en inféra encore quelques-uns dans celle de Mathias : & on en ajouta un plus grand nombre à celle de Ferdinand II. Par-là, les électeurs étoient devenus les législateurs de l'empire ; ils n'oublioient pas d'acquiescer, lorsqu'ils le pouvoient, quelques nouvelles prérogatives. Dans la suite, toutes les puissances

de l'Europe contribueront à former le droit public du corps germanique.

Vous voyez que Ferdinand II, déjà affoibli par la révolte des états héréditaires, l'est encore par les nouvelles loix qu'on lui a prescrites : mais quand il aura soumis les rebelles, il ne se mettra plus en peine de sa capitulation.





## CHAPITRE II.

*Etat des principales puissances au commencement de la guerre.*

**S**I on veut remonter de cause en cause jusqu'au premier principe des guerres du dix-septieme siecle, il faut comme je viens de faire, reprendre les choses au commencement du seizieme: car la naissance du luthéranisme & l'avènement de Charles-Quint à l'empire sont une époque où commence une nouvelle révolution. Les principaux événements qui la précèdent, doivent être connus pour la faire connoître: d'ailleurs ils cessent d'avoir une influence sensible sur ceux qui la suivent. L'état où se trouve alors l'Europe, est un nouveau germe, qui vient de se former après un long chaos, & qui va se développer pour produire un nouvel ordre de choses.

A cette époque, les différentes parties de l'Europe commencent à se combiner. Il semble qu'elles cherchent chacune à se mettre à

leur place ; & que prenant peu-à-peu de plus justes proportions , elles tendent à former un seul tout. Mais elles ont éprouvé de terribles convulsions , elles en éprouveront encore , & après de violentes secousses , elles conserveront une inquiétude , qui les agitera sans qu'elles sachent pourquoi , & qui ne leur permettra le repos que par intervalles.

Puisque la guerre , qui vient de s'allumer dans la Bohême , embrasera toute l'Allemagne , vous prévoyez que l'incendie s'étendra encore plus loin. Il est donc nécessaire de connoître quel étoit au commencement du dix-septième siècle , l'état des puissances voisines de l'empire.

---

D E S R O Y A U M E S D U N O R D .

---

L'ÉPOQUE pour les royaumes de Suede & de Danemarck est la révolution arrivée en 1523, lorsque Gustave Wasa & Frédéric I dépouillerent Christian II. Nous avons déjà vu qu'ils établirent le luthéranisme , afin de s'enrichir des biens du clergé , dont ils redoutoient la puissance.

Gustave Wasa  
 avait tou-  
 jours conser-  
 vé l'alliance  
 de Frédéric I  
 & de Chris-  
 tian III.

Gustave vécut jusq' en 1560; & Christian III, ayant succédé en 1535 à Frédéric, son pere, mourut en 1559. Dans tout cet intervalle, les rois de Suede & de Danemarck veillerent à leur défense réciproque, parce qu'il étoit de leur intérêt de se soutenir contre Christian II, qui demandoit des secours à Charles-Quint son beau-frere, & contre la république de Lubeck qui prétendoit à l'empire du nord. D'ailleurs Gustave & Christian III, quoique tous deux braves & bons capitaines, préférèrent le bonheur des peuples à la gloire des armes.

Eric XIV son  
 fils aîné, per-  
 dit la couron-  
 ne.

Gustave avoit été lui-même son ministre & son général. Eric XIV, son fils, ne fut qu'un furieux, qui se livrant à des flatteurs, & se laissant gouverner par un scélérat, commit des cruautés, souleva les peuples, & fut détrôné par son frere Jean III.

Jean III qui  
 avoit détrôné  
 son frere,  
 troubla in  
 Suedes;

Jean fut un prince foible, soupçonneux & dissimulé. Il voulut rétablir la religion catholique, parce que c'étoit celle de sa femme; & se flattant d'y parvenir en faisant adopter peu-à-peu de nouveaux articles, il fit dresser un formulaire qui ne contenta pas les Protestants, & que le pape Grégoire XIII désapprouva. Il employa la violence pour le faire recevoir: il causa des troubles dans son royaume: sa femme mourut: il épousa une protestante; & pa-

voissant alors changer de sentiment, il cessa de protéger les Catholiques. Mais il vouloit toujours qu'on reçût son formulaire.

En Danemarck, Frédéric II avoit succédé à son pere Christian III. Pendant son regne, les deux royaumes se firent la guerre : mais je n'entretai à ce sujet dans aucun détail. Pour vous faire juger de quel côté furent les avantages, il suffit de vous dire, que Frédéric avoit les qualités qui font les bons capitaines & les bons rois. Il mourut en 1588, laissant la couronne à Christian IV son fils, dont nous aurons occasion de parler.

& eut la guerre avec Frédéric II fils de Christian III & pere de Christian IV.

Jean III, roi de Suede, vivoit encore, & son fils, Sigismond, venoit d'être élu roi de Pologne. Les disputes de religion continuoient encore, parce que Jean les entretenoit. Ce prince mourut en 1592.

Sigismond, son fils, fut élu roi de Pologne.

Sigismond, déjà roi de Pologne, fut encore roi de Suede. Il en eut le titre au moins ; mais le duc Charles, son oncle, & frere de Jean, eut toute l'autorité, & quelques années après, il enleva jusqu'au titre. Les états lui donnerent la couronne de Suede en 1604. Ils craignoient que Sigismond ne voulût rétablir la religion catholique, dans laquelle il avoit été élevé. D'ailleurs avant que ce prince parût pour la Pologne, ils lui avoient prescrit

Mais les états de Suede donnerent la couronne au duc Charles, son frere.

une capitulation pour la sûreté de leurs privilèges ; & ils lui avoient déclaré que s'il n'en remplissoit pas tous les articles, ils se tenoient déliés du serment de fidélité.

& l'assurèrent  
à Gustave A-  
dolphe, fils de  
Charles.

Charles IX s'éleva sur le trône en dissimulant son ambition, en maniant les esprits avec adresse, & sur-tout, en ne précipitant point ses démarches. Il mourut en 1611, & laissa pour fils & pour successeur un héros, Gustave-Adolphe. Les états en donnant la couronne à Charles l'avoient assurée à son fils.

Les royaumes du nord  
étoient électifs.

Les royaumes de Suede & de Danemarck étoient électifs. De tous temps les états s'étoient conservé une grande partie de l'autorité souveraine, & ne laissoient au roi qu'un pouvoir limité. Ils le choissoient d'ordinaire dans la famille qui occupoit le trône ; ils avoient même quelque égard au droit d'aînesse : mais ils se croyoient autorisés à lui faire rendre compte de sa conduite, & à le déposer, lorsqu'il ne respectoit pas les privilèges de la nation. Cette forme de gouvernement entretenoit cet esprit de liberté ou de licence, que donne au peuple le pouvoir de choisir ses maîtres.

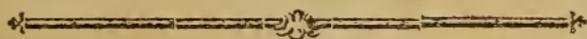
Peuplades qui  
en sont sorties

C'est du Danemarck que sont sortis les Cimbres & les Teutons. La Suede est l'ancienne Scandinavie, la patrie des Goths, qui, donnant leur nom à plusieurs autres peuples,

se répandirent dans l'empire d'occident. La Norwege a principalement produit les peuplades qui, depuis le neuvieme siecle, ont fait des irruptions si fréquentes, & se sont établies en France, en Angleterre, en Allemagne & en Italie. L'histoire de ces peuples n'offre qu'une longue suite de guerres. Sobres, robustes, accoutumés à la fatigue, ils sont naturellement soldats; ils ne connoissent que la gloire des armes; & le plus grand roi est pour eux le général qui les conduit à des conquêtes. Tel étoit Gustave - Aldolphe. Sous ce prince par conséquent, la Suede, déjà féconde en soldats, doit produire encore de grands capitaines.



## DES PROVINCES - UNIES.



CES provinces sont la Gueldre, la Hollande, la Zélande, Utrecht, la Frise, l'Over-Iffel & Groningue.

Par l'union d'Utrecht, conclue en 1579, ces provinces forment moins une seule république, qu'une association de plusieurs républiques, qui conservent chacune sa souveraineté. Jalouses de leurs anciens usages, &

Les Provinces - Unies sont une association de plusieurs républiques indépendantes.

elles se sont unies pour l'intérêt commun, elles ont voulu dans tout le reste être indépendantes les unes des autres. Chacune assemble ses états particuliers, fait ses loix, dispose de ses finances, est seul juge en matière de religion, & se gouverne. Elles ne peuvent se contraindre mutuellement sur aucune de ces choses.

Bien plus: il y a encore la même indépendance entre toutes les villes qui ont droit de députer aux états de leur province, & chacune se gouverne par les loix qu'elle se fait. Voilà, par conséquent, bien des républiques souveraines.

Ce gouvernement a sans doute des défauts. Mais les circonstances, où les provinces se sont unies, ne leur ont pas permis de choisir un plan plus régulier. Si on eût entrepris de ne former qu'une seule souveraineté, chaque province & chaque ville auroient cru perdre dans la révolution; & dès-lors la jalousie, & la méfiance les auroient mis hors d'état de se défendre contre l'Espagne.

Il y a dans chaque province un conseil toujours subsistant.

Mais parce que l'indépendance, dont chaque ville est jalouse, seroit aussi par elle-même un obstacle à la réunion des forces & un principe continuel de divisions, il y a dans chaque province un conseil toujours subsistant, qui

qui veillant aux intérêts de toutes les villes, sert de lien à leur confédération. C'est ce conseil qui propose aux États- Provinciaux les matières, sur lesquelles il est à propos de délibérer.

Les affaires générales, qui intéressent toutes les provinces, sont traitées & arrêtées dans les États- Généraux, qui sont composés des députés des états particuliers. Ainsi les États- Généraux ne sont pas souverains : ils ne sont que le corps des députés de sept souverains confédérés. Il en est de même des États- Provinciaux. La souveraineté réside toujours dans les villes ; & leurs députés aux états ne sont que leurs ministres. Depuis la fin du seizième siècle les États Généraux sont toujours assemblés à la Haye. Auparavant ils ne s'assembloient que par intervalles, & lorsqu'ils étoient convoqués par le conseil d'état, qui veilloit alors aux intérêts des sept provinces.

Les États- Généraux sont composés des députés des sept provinces

Chaque province y peut envoyer autant de députés qu'elle en veut entretenir ; & l'assemblée est ordinairement composée d'environ cinquante personnes : mais il n'y a jamais que sept voix ; parce que le nombre des suffrages est comme celui des provinces, & non pas comme celui des députés.

Les députés ne peuvent rien prendre sur eux : il faut que chacun se renferme dans les

Les députés ne peuvent

rien prendre sur eux, & l'unanimité est nécessaire en affaires majeures.

instructions qu'il a reçues. Ce qui borne encore l'autorité des États-Généraux, c'est qu'ils ne peuvent ni faire la paix, ni déclarer la guerre, ni contracter des alliances, ni lever des troupes, ni mettre des impositions, ni faire des loix, ni rien changer aux anciens réglemens, sans le consentement unanime des sept provinces.

Ils prennent les ordres des États Provinciaux où l'unanimité est encore une condition essentielle.

Si sur quelques-uns de ces articles les députés n'ont pas d'instructions, les États-Généraux ne peuvent rien décider, qu'après avoir reçu les ordres des provinces. Il faut même encore, avant de pouvoir arrêter quelque chose, que les états particuliers soient assemblés dans chacune, & que l'unanimité des suffrages concoure à la même résolution. Enfin, dans ces assemblées particulières, comme dans l'assemblée générale, les députés ne peuvent opiner que conformément à leurs instructions; & s'il survient quelque difficulté, qui n'ait pas été prévue, tout est suspendu jusqu'à ce qu'ils aient pris les ordres de leur Souverain.

Au reste le consentement unanime n'est nécessaire que dans les affaires majeures dont je viens de parler. Les autres se décident à la pluralité des suffrages.

Députés préposés à Paris

En temps de guerre les États-Généraux & le conseil d'état envoient des députés à l'ar-

mée ; & le général ne peut sans leur consentement ni livrer une bataille, ni former un siège, ni faire aucune entreprise considérable.

mée.

Il y a, sans compter les corps de la noblesse, cinquante six villes, dont le consentement est nécessaire en affaires majeures. On délibère d'abord dans les états particuliers: le résultat des délibérations est ensuite communiqué aux villes & aux nobles: & ceux ci après avoir débattu séparément la question proposée, envoient leurs ordres aux états de la province, qui les font passer aux États Généraux. Ce n'est qu'après ce long circuit qu'on parvient à prendre une résolution. Vous voyez par là combien toutes ces petites républiques craignent de perdre leur liberté; & vous voyez aussi qu'en voulant prendre trop de précautions pour la conserver, elles ne tendent qu'à s'embarasser mutuellement. Il semble qu'elles aient cherché à se mettre des entraves. En, effet cette forme de gouvernement ralentit toutes les opérations. Elle peut même arrêter tout-à fait le mouvement: car si une puissance ennemie s'assure d'un suffrage, elle mettra la république hors d'état d'agir.

Combien ce gouvernement ralentit les opérations de toutes ces républiques.

L'union de ces provinces & de ces villes n'auroit pas subsisté long-temps, si elles n'a-

Le stadhouderat a été à ces

inconvenient.

voient trouvé dans le stadhoudérat un principe qui leur a donné de l'activité, & qui les a fait mouvoir de concert malgré elles.

Puissance du stadhouder.

Le stadhouder commande toutes les forces de terre & de mer. Il dispose de tous les emplois militaires. Il préside dans toutes les cours de justice. Les sentences y sont rendues en son nom. Il nomme les magistrats des villes sur la présentation qu'elles lui font d'un certain nombre de sujets. Il donne audience aux ministres étrangers. Il est chargé de l'exécution des décrets que portent les Etats-Provinciaux. Enfin il est l'arbitre des différends qui surviennent entre les provinces, entre les villes & les autres membres de l'état; or, un arbitre, qui commande les armées, est proprement un juge sans appel.

Cette puissance a sauvé la république, & peut lui être funeste.

Cette puissance illimitée a été le salut des Provinces-Unies, parce qu'elle a été confiée successivement à Guillaume & à Maurice de Nassau. Il falloit les talents de ces deux grands hommes, & il falloit encore qu'ils fussent moins ambitieux que citoyens, ou que du moins cachant leur ambition, les coups d'autorité même qu'ils se permettoient, ne fussent pas soupçonner qu'ils pensoient à la souveraineté. Heureusement ils étoient trop éclairés pour songer à devenir les tyrans de leur patrie, & sur-tout, pour y aspirer ou-

vertement. Ils ont vu qu'en formant un pareil projet, ils serviroient l'Espagne, sans en tirer aucun avantage : car il est bien évident qu'ils n'auroient fait que mettre la division dans la république, qui, encore mal affermie, avoit bien de la peine à se défendre contre l'ennemi commun. L'usage le plus prudent qu'ils pouvoient faire de leur autorité, étoit donc de maintenir l'union, de ne faire qu'un corps de tous ces membres mal assortis, & de les faire agir de concert. C'est ainsi que dans ces premiers temps le stadhouder, n'ayant d'autres intérêts que ceux des Provinces-Unies, en est devenu le lien & le principal ressort. Mais si les circonstances changent, la république se trouvera entre l'anarchie, qui peut naître des différentes vues d'une multitude de souverains, & le despotisme, dont elle sera menacée, si le stadhouderat perpétuel tombe dans une famille ambitieuse.

Vous trouverez ailleurs de plus grands détails sur le gouvernement des Provinces-Unies : mais ce que je viens de dire vous le fait assez connoître pour l'objet que je me propose. Il nous reste seulement à voir ce qui s'y est passé depuis la treve de 1609.

Ces peuples, qui s'étoient si fort soulevés contre l'inquisition, jouissoient à peine de la

A peine :  
les Provinces.

On goûte  
la paix qu'elles  
sont trou-  
blées par des  
disputes de re-  
ligion.

paix, que la religion suscita des disputes, & fit couler le sang. La controverse avoit pour objet la prédestination, la grace & la liberté : grandes questions, agitées depuis long-temps, & sur lesquelles les sentiments paroissent se multiplier d'autant plus, qu'on s'entend moins.

On agitoit des  
questions sur  
des choses  
dont nous ne  
pouvons pas  
même parler.

Dieu a tout prévu, il a tout arrêté, il a destiné chaque chose à sa fin. Or, on demande s'il prédestine à la vie éternelle, parce qu'il a prévu les actions méritoires; ou si faisant abstraction de ce qu'il prévoit, il prédestine gratuitement, & par la seule raison qu'il le veut. Pour résoudre cette question, il faudroit pouvoir nous faire une idée de la pensée de Dieu. Car si nous jugeons comment il pense, en considérant comment nous pensons nous-mêmes, nous serons des aveugles qui parlent des couleurs. Les théologiens veulent toujours faire raisonner Dieu, & cependant il est certain que Dieu ne raisonne pas, puisqu'il ne peut pas aller d'une idée à une autre. Parce qu'ils font des abstractions, ils veulent lui en faire faire, comme s'il étoit possible à Dieu de ne pas tout voir à la fois, & qu'abstraire ne fût pas en nous une imperfection. Les jugements divins sont justes: voilà ce que nous savons: mais nous ne pouvons pas comprendre comment ils se forment: **Pouvons-nous dire même qu'ils se forment?**

pouvons-nous dire que Dieu juge, lui qui n'a pas besoin de comparer les choses pour les connoître? Voilà certainement des expressions bien impropres. Nous ne pouvons donc pas seulement parler de ces choses, & c'est précisément pourquoi nous en disputons davantage.

Une autre question aussi difficile que la prédestination, c'est de savoir comment la grace agit, & comment elle se concilie avec la liberté. Or, on pourroit encore demander aux théologiens de se faire des idées, ou de se faire, s'il n'en ont pas, & de s'en tenir au dogme. Mais ils veulent disputer.

En 1608 Arminius, professeur dans l'université de Leyde, enseigna publiquement que la grace est de telle nature que non-seulement, nous pouvons résister, mais que même nous résistons souvent; & que Dieu ne nous a prédestinés ou réprouvés, que parce qu'il a prévu si nous serions dociles ou rebelles à sa grace.

Arminius dit que nous pouvons résister à la grace.

Comme cette doctrine étoit contraire à celle de Calvin, Gomar, autre professeur, la dénonça au synode de Rotterdam, & soutint, que Dieu a prédestiné les uns à la vie éternelle & les autres à la mort éternelle sans avoir égard à leurs actions; & que la grace, donnée aux élus, est si puissante qu'ils n'y peuvent pas résister.

Gomar le dénonce au synode de Rotterdam.

Arminius  
prend pour  
juge le grand-  
conseil.

Arminius, jugeant que les magistrats lui seroient plus favorables, présenta une requête aux états de Hollande, pour demander que le grand-conseil pût connoissance de cette dispute. La requête fut admise: le grand conseil jugea, que toutes ces questions étoient bien obscures, & les disputes continuerent.

Les deux  
partis dispu-  
tent en pré-  
sence des é-  
tats de Hol-  
lande.

Peu de temps après, en 1611, les états de Hollande ordonnerent aux Arminiens & aux Gomaristes de comparoître devant eux; & après les avoir entendu disputer, sans y rien comprendre, ils les inviterent à se tolérer mutuellement. Il ne falloit donc pas les faire disputer sur un aussi grand théâtre: que ne les laissoit-on dans leurs écoles!

Ils se calom-  
niaient.

Les deux partis s'échauffèrent, comme on auroit pu le prévoir: ils se calomnièrent, ils se reprocherent des sentiments qu'ils n'avoient pas. Pour se justifier, les Arminiens firent des remontrances aux états de Hollande, & les Gomaristes des contre-remontrances. Mais tout ce que cela produisit, c'est qu'on donna aux uns le nom de remontrants & aux autres celui de contre-remontrants.

Les états de  
Hollande or-  
donnent la vo-  
lonté.

Plus les disputes s'allumoient, plus les états s'en occupoient; & elles s'allumoient encore davantage. Ils demanderent aux théologiens, comment il seroit possible de les faire

re finir. Les remontrants proposèrent la tolérance, parce qu'ils étoient les plus foibles ; & les contre-remontrants un synode national, parce qu'ils savoient qu'ils y seroient les plus forts. Les états de Hoillande ordonnerent la tolérance : c'étoit se déclarer pour les Arminiens.

Alors une nouvelle dispute s'éleve, & on demande: si c'est aux magistrats, ou aux ecclésiastiques, à se porter pour juges dans les controverses de religion. Cette question anime encore plus les deux partis. Les Arminiens ont pour eux les états, les Gomaristes ont le peuple. Ils s'excommunient réciproquement: ils s'enlevent les églises avec violence ; & les séditions commencent avec le schisme. Pour ajouter encore au désordre, Dordrech, Amsterdam & quelques autres villes désapprouvoient les états de leur province ; & favorisoient les contre-remontrants.

Les états de Hollande ayant, en 1617, ordonné aux magistrats de lever des troupes pour réprimer les séditions, le comte Maurice regarda cette résolution comme une entreprise sur ses droits. Il condamna tout ce que les états avoient fait jusqu'alors : il se déclara publiquement pour les Gomaristes : & il défendit aux soldats nouvellement levés d'obéir aux magistrats. Voilà donc une dispute

---

Les deux partis s'excommunient & les séditions commencent.

---

Les états de Hollande sont pour les Arminiens ou Remontrants, & le stadhouder Maurice est pour les Gomaristes ou Contre-remontrants.

de religion, qui produit deux factions dans la république. Il est à craindre que le stadhouder, devenant chef de parti, ne fasse sentir aux provinces, qu'elles ne sont pas aussi souveraines qu'elles le pensent. Dans une affaire purement politique, il n'eût osé agir, ni parler en maître. Il est plus hardi, lorsqu'il s'éleve une dispute sur la religion, parce qu'il fait bien que le fanatisme lui fera des partisans; & que son ambition, qu'il voilera d'un faux zele, passera pour amour de la vérité.

Maurice prince d'Orange, médite la perte de Barneveldt.

Barneveldt étoit depuis près de quarante ans grand-pensionnaire de Hollande. Cette place lui donnoit beaucoup de crédit dans les états: il en étoit l'ame en quelque sorte, & il méritoit de l'être par ses lumieres autant que par son amour pour la patrie. Si les princes de Nassau avoient servi la république par leurs armes, il ne l'avoit pas moins servie par ses conseils.

Le comte Maurice jura la perte de ce grand homme, qu'il regarda comme l'auteur des résolutions qui avoient été prises. Il lui devoit le stadhoudérat: mais son ame ingrate ne pardonnoit pas à Barneveldt d'avoir fait conclure la treve de 1609, & peut-être encore d'être un obstacle à son ambition.

Il arme.

Les États-Généraux, qui lui étoient dévoués, convoquerent un synode national. En

vain plusieurs provinces protestèrent contre cette convocation. Les états firent plus : ils ordonnerent aux magistrats de casser les nouvelles milices. On n'eut aucun égard à ces ordres , parce qu'en effet, les États Généraux s'arrogeoient une autorité qu'ils n'avoient pas, & qui étoit contraire aux privilèges des états particuliers. Maurice, traitant cette désobéissance de rebellion, arma & marcha contre les villes. Il se montra par-tout en souverain, chassant les remontrants, cassant les soldats, emprisonnant les magistrats, les déposant ou les bannissant.

Cette première démarche n'étoit qu'un es-sai de son pouvoir. Ne trouvant point de résistance, il fit arrêter Barneveldt & deux autres citoyens zélés, amis du grand - pensionnaire. C'étoient le savant Grotius pensionnaire de Rotterdam, & Hoogerbetz pensionnaire de Leyde. Il s'étoit fait autoriser par un décret des États-Généraux, ou plutôt de quelques personnes qui en avoient pris le nom. Aucun de ces magistrats vendus n'avoit même osé signer le placard qui fut affiché.

---

Il fait arrê-  
ter Barneveldt  
& deux autres  
pensionnaires.

Cependant le synode national s'ouvrit à Dordrech au mois de novembre 1618. Les remontrants récuserent un tribunal, où leurs parties étoient leurs juges ; & on remarque qu'ils se servirent précisément des mêmes

---

Il fait con-  
damner les  
Remontrants  
dans le syno-  
de de Dord-  
rech.

raisons, dont les Protestants s'étoient servé contre le concile de Trente : c'est qu'en effet ils n'en avoient pas d'autres. Ils furent condamnés. On déposa leurs ministres : on confisqua les biens de plusieurs ; on en mit en prison, on en bannit.

Barnevelt a la tête tranchée.

Le prince d'Orange, c'est ainsi qu'on nommoit alors le comte Maurice, voulut enfin assouvir sa vengeance sur les trois pensionnaires. Leur emprisonnement étoit un attentat contre la souveraineté des états de Hollande. Cette province les réclama : elle représenta que s'ils étoient coupables, elle pouvoit seule les juger : & elle protesta contre tout ce qui pourroit être fait. Les États-Généraux, sans être arrêtés par ces oppositions, nommerent vingt-six commissaires pour faire les procès aux criminels prétendus. Barnevelt, âgé de quatre-vingt-dix ans, eut la tête tranchée à la Haye, en 1619. Ce fut la récompense des services qu'il avoit rendus à la république & au prince d'Orange même. Le cruel duc d'Albe n'avoit rien fait de plus odieux, ni de plus inique. Grotius & Hoogerbetz furent condamnés à une prison perpétuelle : environ dix-huit mois après, le premier s'échappa de sa prison par l'adresse de sa femme, & se retira en France.

La treve de 1609 étant expirée en 1621, la guerre qui recommença dans les Pays-Bas,

fit cesser les disputes de religion. Le prince d'Orange eut à se défendre contre un grand capitaine, Spinola, général des troupes d'Espagne: ce n'étoit pas une conjoncture favorable pour usurper sur la souveraineté des provinces.

C'est sur le commerce qu'est principalement fondée la puissance des Provinces Unies. lorsque les républiques d'Italie faisoient celui du midi, les villes anseatiques, situées sur la mer Baltique, ou sur les rivières qui s'y rendent, faisoient seules celui du nord. Les villes de Flandre s'enrichissoient alors par leurs manufactures. Au commencement du quinzième siècle, l'art de saler le hareng pour le conserver, ayant été découvert, elles s'adonnerent à cette pêche; & la navigation, qu'elles cultivèrent, les rendit tous les jours plus commerçantes.

Les villes de Flandre avoient été florissantes par le commerce

Les Pays-Bas furent très-florissans sous les ducs de Bourgogne. Ils le furent encore davantage pendant la plus grande partie du règne de Charles-Quint, parce qu'ils devinrent l'asyle de ceux que cet empereur persécutoit en Allemagne, Henri II en France, & Marie en Angleterre. Anvers étoit alors un des grands magasins de l'Europe.

Le despotisme, qui fit perdre sept provinces à Philippe II, ruina les dix qu'il avoit con-

Les Provinces Unies é-

soient devenues l'asyle de ceux qui fuyoient la persécution.

servées. Les artisans & les commerçants, qui portent les richesses par tout où ils trouvent la liberté, se réfugièrent dans des marais, qui jusqu'alors n'avoient été habités que par de misérables pêcheurs. Les guerres civiles de France, & les troubles qui recommencerent après la mort de Henri IV, contribuerent encore à peupler davantage cette république naissante; & vous verrez que le dix-septieme siècle ne sera pas moins favorable à sa population: car elle fera seule le commerce, pendant que l'Angleterre, la France & l'Allemagne seront le théâtre d'une longue guerre.

L'industrie les avoit rendus puissantes.

Dès les commencemens, les habitans se trouverent en trop grand nombre pour un pays peu étendu, & naturellement peu fertile. Le sol ne suffisoit pas à leur subsistance, & cependant il falloit fournir aux frais d'une guerre dispendieuse. L'industrie, leur unique ressource, suppléa à tout. Leur commerce, qui s'étoit établi pendant la guerre même, s'accrut pendant la paix. En 1621 il s'étendoit dans le nord, dans la mer Méditerranée, dans les Indes orientales, en un mot, dans tout le vieux-monde, excepté la Chine. Les Hollandois commençoient même à commercer en Amérique. Alors ils étoient puissans, parce qu'ils étoient sobres, libres & industrieux. Cependant vous jugerez qu'ils ne pouvoient pas être encore bien riches, si vous considérez les dépenses im-

menses qu'ils ont dû faire pour affermir la république : mais la sobriété & l'industrie font un Pérou qui les enrichira nécessairement.

---

DE LA FRANCE.

---

LORSQUE les entreprises excèdent les forces, on fait de vains efforts; ou si on réussit; on s'épuise avec des succès. Or, les forces d'un état ne consistent pas seulement dans l'étendue des terres & dans le nombre des habitants; mais bien plus dans la culture des terres & dans l'industrie des habitants. La puissance ou la foiblesse est donc principalement dans le gouvernement, suivant que dirigeant bien ou mal toutes les forces, il les augmente ou les diminue.

Sous quel point de vue il faut considérer la France.

Un prince n'est pas puissant parce qu'il peut mettre tous les jours de nouvelles impositions; car cette méthode aura nécessairement un terme dans la pauvreté des peuples. Afin d'augmenter les revenus du souverain, il faut donc commencer par augmenter ceux des sujets; c'est-à-dire, qu'il faut faire fleurir l'agriculture, les arts & le commerce. C'est sous ce point de vue qu'il nous reste à considérer la France depuis la mort de Henri IV. Pour juger de ce qu'elle

peut entreprendre au dehors, il faut savoir quelles étoient ses forces au dedans.

Les dissipa-  
tions de Marie  
de Medicis  
& le désordre  
des finances  
avoient ruiné  
le royaume.

Or, depuis 1610 jusqu'en 1629, l'agriculture, les arts & le commerce ont dépéri, bien loin de faire des progrès. Néanmoins sans acquérir de nouvelles forces, le royaume est devenu plus puissant au dehors, lorsque les factions des grands & des Huguenots ont été ruinées. Mais il seroit difficile de se faire une idée de l'épuisement où il avoit été réduit par les dissipations de Marie de Medicis & par la mauvaise administration des finances.

Toutes les pensions avoient été triplées; & cette générosité ne se borna pas aux princes & aux grands de la cour, elle se répandit encore dans les provinces sur les gentils-hommes les plus qualifiés. Cette augmentation de dépense fut pour l'état une nouvelle charge de quatre millions: somme considérable, puisque les revenus du roi ne passoient pas vingt-six, desquels encore il en falloit retrancher six d'anciennes charges. Il ne lui en restoit donc plus que seize; & cependant vingt suffisoient à peine à la dépense courante.

On avoit cru s'assurer de l'obéissance par des bienfaits, & dans sept ans il y eut trois guerres civiles. Alors les dépenses de l'état monterent tout-a-coup de vingt-millions à cinquante. On

ne fait pas ce que ces troubles coûterent aux peuples : mais on fait que les rebelles leverent des tailles & des subrides pour faire subsister leurs armées ; qu'ils obtinrent à différentes reprises près de dix-sept millions de gratifications extraordinaires, que Concini en retira onze ou douze du trésor public, pour lui ou pour sa femme ; & qu'il créa plusieurs offices à son profit. Ajoutons à cela, le dégât que les troupes faisoient dans les campagnes.

A la mort de Concini, c'est-à-dire, en 1617, l'augmentation des impôts avoit porté les revenus à trente-un millions : mais en même temps on avoit augmenté de plus de trois les charges qui étoient déjà de dix au commencement du regne de Louis XIII. Le roi n'avoit donc que dix-huit millions de rente & il dépensoit au de-là.

Un ministre aussi avide que Concini n'étoit pas capable d'arrêter l'avidité des autres. Si les directeurs des finances ne pillerent pas, ils n'eurent pas le courage d'empêcher de piller. Tous les trafics en usage avant Sulli recommencerent ; & la Galigai vendoit sa protection à qui en avoit besoin. Quelques gens d'affaires étant poursuivis pour leurs malversations, elle s'engagea par contrat public à les faire déclarer innocents moyennant trois cents mille livres.

Les finances resterent dans ce désordre jusqu'en 1626, qu'elles furent confiées au marquis d'Effiat. Ce surintendant joignoit les lumieres à l'intégrité : mais les malheurs des temps ne lui permirent pas de faire tout le bien dont il étoit capable. Il comparoit les trésoriers à la seche, qui trouble l'eau pour tromper les yeux des pêcheurs ; & il leur reprochoit d'avoir tout brouillé, au point qu'il n'étoit plus possible de se faire une idée de la dépense, ni même de la recette.

Depuis que François I imagina de créer de nouveaux offices, cette méthode a paru si com-  
 mode qu'elle a été la grande ressource des sur-  
 intendants. Il n'y en a pas de plus rui-  
 neuse.

Les nou-  
 veaux offices,  
 qu'on créoit  
 à l'exemple  
 de François I,  
 y avoient con-  
 tribué.

On n'achete pas des offices pour le seul honneur de les posséder : on en veut retirer à peu-près l'intérêt de son argent. Le roi est donc obligé pour se procurer un secours passager d'aliéner à perpétuité une partie de ses revenus. Il faut qu'il assigne les gages des officiers sur les tailles, sur les gabelles ou sur d'autres impôts.

Il vend des offices, parce que les revenus ne suffisent pas à la dépense : l'année d'après ils suffiroient encore moins, s'il ne remplaçoit pas les fonds aliénés, en augmentant les imposi-

tions. Le peuple en payera donc une taille plus forte.

Mais ces officiers sont exemptés de la taille. Ce qu'ils ne payent plus, il faut donc que le peuple le paye. Accroissement d'impôts.

Ce n'est pas tout : il est nécessaire d'attribuer des fonctions à ces offices. Or, ces fonctions ont des droits que le peuple paye encore. En les multipliant, on met donc charges sur charges, & cependant le roi n'en retire pas tout le secours momentané qu'il en attendoit. Supposons qu'il en crée pour trente millions, il ne peut pas les vendre lui-même en détail : il les vendra donc à une compagnie de financiers, qui lui en donnera vingt-cinq, ou moins encore. Je pourrais ajouter à ces réflexions que les officiers qui sont utiles, ont été trop multipliés ; & que ceux qui sont inutiles, ont encore l'inconvénient de mettre des entraves à l'industrie : mais ces détails nous meneroient trop loin. Il suffit de remarquer qu'en créant continuellement de nouveaux offices, on aliène continuellement les revenus de l'état ; & qu'il doit arriver un temps, où on ne pourra pas remplacer les aliénations, parce que le peuple ne pourra pas porter une augmentation d'impôts.

Sous Louis XIII cependant ces créations d'offices étoient l'unique ressource des Compte que le surintendants & des marquis seigneurs.

d'Effiat rend  
des finances.

tendants. Les effets de cette mauvaise administration ne tarderent pas à se faire sentir: on le voit par le compte que le marquis d'Effiat rendit de l'état des finances à l'assemblée des Notables en 1626. Le roi ne retiroit plus rien de ses domaines: de dix-neuf millions de tailles qu'on levoit sur les peuples, il n'en venoit que six au trésor de l'épargne: tout le reste se trouvoit aliéné. La ferme générale des gabelles étoit de sept millions quatre cents mille livres, en rabattant les frais des fermiers qui revenoient à deux millions; & de ces sept millions quatre cents mille livres, il y en avoit six millions trois cents mille livres d'aliénés, de sorte qu'il ne restoit au roi que onze cents mille livres qu'on venoit d'engager encore. La perte étoit à peu près la même sur tous les autres revenus de l'état.

Abus dans  
la recette &  
dans la dépense.

Ce qui contribuoit encore à la ruine du royaume, c'est la multitude de personnes qu'on employoit pour la recette & pour la dépense. Les tailles passoient par les mains de vingt-deux mille collecteurs, qui les portoient à cent soixante receveurs particuliers, d'où elles passoient à vingt-un receveurs généraux pour les voiturer à l'épargne. L'argent étoit-il tiré de l'épargne pour être employé à sa destination? il n'y arrivoit pas, ou du moins des millions se réduisoient à peu de chose; parce que les

trésoriers & les autres officiers, par les mains de qui on les faisoit passer, prélevoient des gages, des taxations, des droits, des ports & des-voitures. Les revenus des rois sont grands comme le Rhin, & se perdent de même.

Quand le marquis d'Effiat fut chargé des finances au commencement de juin 1626, il voulut savoir quelle étoit la recette sur laquelle il pouvoit compter pendant le reste de l'année, & quelles étoient les dépenses auxquelles il seroit obligé de faire face. Je trouvai, dit-il, toute la recette faite, & toute la dépense à faire : c'est qu'on avoit dissipé d'avance tous les revenus de 1626, & même une partie de ceux de 1627. Cependant le roi devoit vingt-deux millions de paye aux troupes, trois millions de gratifications, & plus de deux millions de pensions & d'appointements. Il s'en falloit donc de vingt-sept à vingt-huit millions, qu'il eût quelque chose, & il falloit fournir au courant sans rien recevoir de dix à douze mois.

Les revenus se trouvoient dissipés d'avance.

La guerre de la Valteline continuoit, & celle des Huguenots, qui recommença en 1627, fut un nouveau surcroît de dépenses. Le siège de la Rochelle coûta seul quarante millions. Les armées néanmoins ne manquèrent jamais de rien. Le bon ordre du surintendant fut la ressource de l'état. Il gagna la confian-

Cependant la guerre de la Valteline & le siège de la Rochelle coûtoient encore plusieurs millions.

ce, & il rétablit si bien le crédit, que les financiers lui prêterent à dix pour cent, quoique jusqu'alors ils eussent toujours retiré vingt ou vingt-cinq pour cent de leurs avances. Mais ce ministre, qui mourut en 1632, ne put pas corriger les abus : c'étoit assez, dans les conjonctures où il se trouvoit, d'en suspendre les progrès.

Augmen-  
tation des impo-  
sitions, des  
charges & de  
la recette  
dans l'espace  
de 30 ans.

Enfin pour anticiper sur l'avenir comme les surintendants, je mettrai ici l'état des revenus de l'année 1639 ; celui des charges & celui de la recette au trésor de l'épargne.

Revenus . . . . . 80, 210, 185.

Charges . . . . . 46, 819, 665.

Parties de l'épargne . . 33, 390, 520.

En comparant cet état à celui de 1609, on trouve que dans l'espace de trente ans, les impositions ont été augmentées de cinquante-quatre millions, les charges de quarante & la recette seulement de treize. Les abus s'étoient accrûs depuis la mort du marquis d'Effiat, & le royaume s'épuisait tous les jours davantage. Mais les temps n'étoient pas favorables à une réforme.

---

DE L'ESPAGNE.

---

Quelles sont  
les vraies ri-

Je veux qu'un jour, disoit Henri IV, mes paysans puissent mettre la poule au pot tous les

dimanches. C'étoit-là un des desirs de ce pere du peuple ; & je ne doute pas qu'avec le temps ce desir n'eût été un dessein exécuté.

cheffes d'un  
état.

Représentez-vous donc, Monseigneur, un royaume peuplé de laboureurs aisés : il se peuplera tous les jours davantage. Car plus le paysan peut nourrir d'enfants, moins il craint d'en avoir : au contraire plus il en a, plus il se trouve riche, parce qu'ils font valoir son champ. D'ailleurs sa famille ne souffrant pas de la misère, en fera plus saine & plus féconde. La poule au pot tous les dimanches doit donc augmenter la population.

Une grande population fera fleurir l'agriculture. Toutes les campagnes seront cultivées, & le seront bien, parce qu'elles seront habitées par des paysans à leur aise.

A mesure que les terres seront mieux cultivées, les denrées seront plus abondantes. Le royaume, déjà riche par lui-même, s'enrichira encore par l'échange de son superflu, & le commerce croîtra tous les jours.

Lorsque le travail fait l'aisance d'un peuple nombreux, tout le monde travaille à l'en-  
vi, l'industrie naît de l'émulation, tous les arts fleurissent.

Voilà donc dans le royaume une grande population, une grande culture, un grand com-

merce, une grande industrie. Ce sont là les vraies richesses d'un état.

Vous demanderez peut être, quels seront les revenus du souverain: immenses; Monseigneur, sans fouler le peuple. Plus les sujets seront riches, plus ils pourront donner. Il suffira seulement de mettre les impôts de manière qu'ils ne nuisent ni à l'agriculture ni à la consommation. C'est l'unique règle à suivre: si on ne s'en écarte pas, les impôts ne seront point onéreux.

Elles ne se trouvent pas dans une plus grande quantité d'argent.

Dans un royaume qui seroit aussi florissant, une grande quantité d'argent ne seroit pas un avantage, mais bien plutôt un embarras. En effet, à quoi sert l'argent? à rendre les échanges plus faciles. Or, il ne les rend plus faciles qu'autant qu'il circule plus facilement. Lycurgue ne donna qu'une monnoie de fer aux Spartiates, parce qu'il vouloit qu'ils fussent pauvres; & nous qui voulons être riches, nous voudrions que l'argent fût commun comme le fer. Si cependant nous en avions cent fois moins, nous ne porterions qu'un écu où nous sommes obligés d'en porter aujourd'hui cent. Moins d'argent rendroit donc le commerce plus facile, & nous enrichiroit par conséquent; comme plus d'argent détruiroit tout le commerce, & nous rendroit aussi pauvre que les Spartiates. L'Espagne a été gouvernée sur

d'autres principes : voyons le fruit qu'elle en a retiré.

Lorsque les Espagnols se sont vus en possession des trésors du nouveau-monde, ils ont eu la simplicité de se croire devenus riches : mais ils ne le furent qu'un moment.

Les trésors de l'Amérique n'enrichissent l'Espagne que pour un moment.

Les denrées se balancent naturellement avec la quantité de l'argent, & se mettent à peu près au niveau : en sorte que, s'il est rare, avec peu on achete beaucoup ; & s'il est commun, avec beaucoup on achete peu. Or, il étoit rare partout, lorsque les Espagnols se trouverent tout-à-coup des millions. Ils parurent donc d'abord assez riches, pour acheter en quelque sorte l'Europe entière. Mais à mesure qu'ils verseroient l'argent au dehors, ils faisoient hausser par-tout le prix des denrées ; & il falloit qu'elles devinssent enfin aussi chères pour eux que pour les autres peuples. Cette révolution fut hâtée par les entreprises de Charles-Quint & de Philippe, son fils ; car elles leur firent certainement répandre plus de deux mille millions (\*). Aussi le prix des denrées paroît-

---

(\*) Philippe II dit dans son testament que ses desseins lui ont coûté plus de six cents millions de ducats en dépenses extraordinaires. Ce testament est dans les mémoires de Sulli. Je ne sais cependant si c'est une pièce bien authentique. Mais je ne crois pas hasarder en disant que

il avoir quadruplé dans l'espace environ d'un siècle.

Ils y passent  
pour ruiner  
l'industrie.

Les trésors du nouveau-monde, transportés en Espagne, accrurent le luxe. Ils firent encore un plus grand mal, ils ruinerent l'industrie. La raison en est simple. Puisque l'argent y étoit plus commun qu'ailleurs, tout y étoit à plus haut prix. On achetoit donc par préférence de l'étranger. Les artisans par conséquent ne pouvoient plus vivre de leurs métiers; ils sortoient du royaume, & les manufactures tomboient.

Ils n'y restent pas.

L'or & l'argent ne faisoient donc que passer en Espagne. En effet, on a remarqué qu'il y étoit entré plus de quatre mille millions depuis la découverte de l'Amérique en 1492 jusqu'en 1595; & cependant il n'y restoit pas deux cents millions, en y comprenant la vaisselle, & tout ce qui étoit fait avec de l'or ou avec de l'argent.

A la fin du seizième siècle, le royaume d'Espagne étoit donc un des moins riches. Il est vrai qu'il y arrivoit toujours de nouveaux tré-

---

Charles-Quint & Philippe II ont dépensé deux mille millions, somme qui est bien au dessous de six cents millions de ducats. Il faut remarquer que Charles-Quint est parvenu à l'empire en 1519, & que Philippe II n'est mort qu'en 1598.

fors: mais ils continuoient aussi toujours à en sortir; parce que l'argent va nécessairement où sont les vraies richesses, c'est-à-dire, les choses qui se consomment & se reproduisent pour se consommer encore. Il devoit même sortir d'une année à l'autre en plus grande abondance: car à mesure que les Espagnols le rendoient plus commun, ils faisoient eux-mêmes renchérir les denrées. En effet, quoique depuis 1595, il soit arrivé en Espagne chaque année l'une dans l'autre, au moins douze à quinze millions; il n'y en restoit pas cent en 1724, & encore pour les trouver falloit-il compter toutes les richesses des églises (\*).

Voici donc l'état de l'Espagne au commencement du dix-septième siècle. Les peuples étoient pauvres, parce qu'il n'y avoit plus ni commerce ni manufactures, & que l'agriculture dépérissoit. Cependant on continuoit de mettre les mêmes impôts, parce qu'on les avoit toujours mis: le recouvrement se faisoit avec d'autant plus de violence, qu'il étoit plus difficile de faire payer; & la misère croissoit tous les jours. On voyoit dans les campagnes quantité de payfans, qui sans vêtements, sans lits,

Etat de l'Espagne au commencement du dix-septième siècle.

---

(\* ) Théorie & pratique du commerce & de la marine de D. Geronymo de Ustariz. C. 3.

exposés à toutes les injures de l'air, n'avoient pour toute nourriture que de l'eau & de mauvais pain.

Ceux qui avoient encore quelque industrie, & qui pouvoient gagner quelque chose, portoient seuls tout le poids des impositions, & se dégoûtoient insensiblement d'un travail dont on leur enlevoit tous les profits. La mendicité devenoit un état. On trouvoit doux de vivre aux dépens du public, & de n'avoir rien à faire, ni rien à payer. Enfin les moines invitoient à la fainéantise, en distribuant de la soupe à tous les gueux.

La misère dépeuploit insensiblement les campagnes : car les familles pauvres s'éteignoient, & d'autres s'appauvrissoient pour s'éteindre encore.

Pendant que le gouvernement permettoit à peine de vivre, l'inquisition ôtoit le pouvoir de penser. Ceux qui avoient encore une ame, sortoient du royaume pour échapper à cette double tyrannie. Les inquisiteurs soulevoient ceux qui étoient restés, & le roi les chassoit de ses états. En 1610, Philippe III bannit plus de neuf cents mille Morisques, & on employa les moyens les plus violents pour exécuter ses ordres.

Tout contribuoit donc à dépeupler l'Espagne : cependant les impôts qu'on s'obsti-

noit à vouloir toujours lever sur le même pied, augmentoient encore la misere & la dépopulation.

Si on vouloit sortir dans l'espérance de vivre & de penser ailleurs, des ordonnances le défendoient. Mais elles ne donnoient pas de pain. Les Espagnols s'échappoient donc. Ils alloient sur tout en Amérique, où ils croyoient trouver de l'or; & la plupart trouvoient leur tombeau dans un pays, où le climât n'étoit pas fait pour eux, & où leurs peres avoient égorgé tous les habitants.

C'est ainsi que les Indes occidentales, sans enrichir l'Europe, ont appauvri l'Espagne; parce qu'elles ont ruiné l'agriculture, les manufactures & le commerce, & qu'elles ont encore contribué à la dépopulation, par les nombreuses colonies qui s'y sont transportées.

Des nations entieres chassées par Ferdinand le Catholique & par Philippe III, des colonies fréquentes envoyées en Amérique, & des millions d'hommes que Philippe II a fait périr pour donner la liberté aux Provinces-Unies, sont de grandes pertes qu'un bon gouvernement auroit pu réparer, parce qu'après quelques générations un pays se repeuple, quand il est bien gouverné: mais le mal étoit sans remedes. En effet, lorsque les peuples

Combien il est difficile à cette monarchie de se relever.

ont une fois perdu toute émulation & toute industrie, ils se font une habitude de leur ignorance & de leur misère; alors rien ne les encourage: les pertes qu'a faites l'état ne se réparent plus: au contraire, tout s'oppose aux progrès de la population; & il semble que le pays se repeupleroit plus facilement, s'il étoit réduit à un seul homme & à une seule femme. Les choses en étoient donc au point que la multitude des familles paroissoit un obstacle à la population.

Vous voyez que Philippe II & Philippe III pensoient bien différemment de Henri IV: ils sembloient ne pas vouloir que leurs payfans eussent du pain. Vous conclurez, sans-doute que, malgré les trésors de l'Amérique, ces deux rois devoient être bien pauvres. Vous aurez raison. Je veux cependant vous en donner une preuve, qui levera tous les doutes, & qui vous fera voir que jusqu'ici je n'ai rien exagéré. Ce sont les états généraux d'Espagne, tenus en 1719. Les cahiers en furent imprimés. On y voit, que tous les revenus de la couronne étoient aliénés, que le labourage étoit déserté, que l'industrie étoit anéantie, que la maison du roi ne subsistoit qu'au moyen de six millions quatre cents mille livres qu'on levoit sur le clergé, & qu'il ne restoit pas la plus petite somme pour les dépenses du gouvernement.

## DE L'ALLEMAGNE.

JUSQU'AU seizieme siecle, l'empire d'Allemagne se ressent des vices du gouvernement féodal. La Bulle d'or & d'autres réglemens ne font que des monuments, qui prouvent combien il étoit difficile de remédier aux désordres. Que pouvoient les loix contre des princes toujours armés, lorsqu'elles n'étoient pas protégées par une puissance capable de les faire respecter ?

Les loix de l'empire étoient sans force.

Mille intérêts divisoient l'Allemagne, & la remuoient confusément; lorsque à la naissance du luthéranisme, deux religions ennemies parurent faire oublier tout autre intérêt. Alors deux partis se forment: ils ont l'un & l'autre un but mieux déterminé; & ils commencent à concerter leurs desseins.

Deux religions ennemies donnoient au corps germanique des vues mieux déterminées.

Charles-Quint étoit assez puissant pour faire regner les loix, s'il eût voulu regner par elles. Mais il se flatte de dominer en ruinant les deux partis: en effet, il est un moment le despote de l'empire.

Charles-Quint avoit accru leur haine réciproque.

Les deux religions n'en deviennent que plus ennemies. Les Catholiques, qui sont en

plus grand nombre dans la chambre impériale, faisoient toutes les occasions d'humilier les Protestants, qui de leur côté forment des ligueurs, & sont toujours au moment de prendre les armes.

L'union évangélique étoit formée de deux sectes ennemies.

Mais les Protestants se divisent eux-mêmes. Fideles à la confession d'Augsbourg, leur haine est égale contre les Calvinistes & contre les Catholiques. Cependant l'électeur Palatin, pour se faire un parti en France, avoit embrassé le calvinisme. Ainsi l'union évangélique étoit formée de deux sectes ennemies. La mésintelligence affoiblit donc ses forces.

L'électeur de Saxe étoit peu fait pour fortifier le parti auquel il s'attachoit.

Jean-George, électeur de Saxe, joignoit à peu de talents une ame mercenaire. L'intérêt momentané, qui le regloit, le rendoit incertain dans ses démarches. Il en faisoit trop ou pas assez. Moins fait pour fortifier le parti qu'il embrassoit, que pour affoiblir le parti contraire, il n'étoit propre qu'à faire durer les troubles. Tel étoit l'état de l'Allemagne, lorsque Ferdinand II parvint à l'empire.

Les peuples de l'empire étoient moins féulés que les autres.

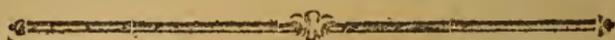
Vous connoissez suffisamment les vices généraux du corps germanique. Quant à ceux qui sont particuliers aux différentes parties, ils demanderoient des recherches que je n'ai pas faites; & je n'imagine pas que nous y trouvassions des choses bien nécessaires à savoir, pour rendre raison des guerres & des négoc-

négociations. Il faut seulement remarquer que les princes d'Allemagne étant moins puissants que les rois de France ou d'Espagne, les abus du gouvernement étoient aussi moins grands chez eux. En général, le souverain d'un grand état se permet d'autant plus qu'il peut davantage : il n' imagine pas que ses ressources puissent jamais s'épuiser ; & il est tenté d'abuser de son autorité, parce qu'il trouve peu de résistance dans un peuple accoutumé à une plus grande dépendance. Au contraire, le souverain d'un petit état est obligé de se conduire avec plus de prudence ou plus de timidité. S'il veut se livrer à toutes ses fantaisies, il s'apperçoit bientôt que les ressources vont lui manquer ; & il sent le besoin de ménager des sujets, qui peuvent se soulever plus facilement, & auxquels un voisin pourroit donner des secours.

Le corps germanique a une lenteur & une pesanteur, qui se communiquent naturellement à toutes ses parties. Les peuples s'en sont fait une habitude, que le climat entretient ; & le physique y contribue, comme le moral. Forts & robustes, ils sont bons soldats & bons laboureurs : mais ils sont peu propres aux arts, qui ne fleurissent guere que dans les grandes capitales. Le gouvernement ne permet pas à l'industrie de prendre un grand essor, & le commerce se fait difficilement

Mais ils étoient pauvres parce qu'ils avoient peu d'industrie.

dans un pays où il faut à tout moment passer d'une domination dans une autre. L'or & l'argent sont donc rares en Allemagne. Vous voyez que l'Europe étoit bien pauvre, dans un temps où toutes les puissances alloient prendre les armes, & où l'argent étoit le nerf de la guerre. Les calamités en seront plus grandes & plus longues.



## OBJETS

DES PRINCIPALES PUISSANCES  
DE L'EUROPE.

Ambition  
de la maison  
d'Autriche.

**D**HILIPPE II prit peu de part aux affaires d'Allemagne. Occupé à troubler le reste de l'Europe, il abandonna son oncle Ferdinand, à qui vraisemblablement il ne pardonnoit pas de n'avoir pas voulu lui céder l'empire. D'ailleurs il ne pouvoit guere faire entrer dans ses vues la modération de Ferdinand, celle de Maximilien II, & l'incapacité de Rodolphe II: mais lorsque Ferdinand II parvint à l'empire, les deux branches de la maison d'Autriche s'étoient déjà unies, & elles fondoient sur leur union le succès des projets qu'elles méditoient. Cet empereur vouloit,

comme Charles-Quint, élever une monarchie, en ruinant les Protestants & les Catholiques les uns par les autres; & le conseil de Madrid concouroit à ses vues, dans l'espérance de recouvrer les Pays-Bas, & de faire encore d'autres conquêtes.

Les Provinces-Unies vouloient acquérir de nouvelles places, afin de couvrir leurs frontières. La France ambitionnoit d'étendre sa domination jusqu'au Rhin, jusqu'aux Pyrénées & dans les Pays-Bas. Le roi de Danemarck, celui de Suède & tous les princes d'Allemagne eurent chacun différents desseins suivant les conjonctures. Mais les projet général de toute l'Europe fut enfin de diminuer la puissance de la maison d'Autriche, & d'assurer la liberté & les privileges du corps germanique.

~~L'Europe veut~~  
l'humilier,





## CHAPITRE III.

*De la guerre de l'empire jusqu'à l'année 1635.*

**L**ES états de Bohême offrirent la couronne à Frédéric V, électeur Palatin. Comme il étoit chef de l'union évangélique, gendre du roi d'Angleterre & neveu du comte Maurice, ils crurent trouver en lui un prince assez puissant pour les défendre contre l'empereur. Il auroit pu lui-même juger mieux de ses forces, & compter moins sur des titres, qui trompoient un peuple ignorant. Il parut d'abord hésiter; bientôt l'ambition le rassura, & il accepta malgré les remontrances du roi d'Angleterre, du prince d'Orange & de tous les électeurs. Ces remontrances néanmoins ne paroïssoient pas promettre de grands secours.

Le prince de Transilvanie faisoit une diversion en sa faveur.

Alors Betlem Gabor, prince de Transilvanie, allié des états de Bohême, venoit de faire une irruption dans les états héréditaires. Il étoit maître de la haute Hongrie, il menaçoit la basse & l'Autriche même.

Ces premiers mouvements, qui ébranloient toute l'Allemagne, commençoient à donner une impulsion aux princes de l'union & à ceux de la ligue. Cependant Ferdinand faisoit ses préparatifs. Sigismond roi de Pologne, l'électeur de Saxe & Maximilien duc de Baviere armoient pour lui. Le pape lui avoit accordé de grandes sommes sur le clergé: l'Espagne lui promettoit onze mille hommes pour la guerre d'Autriche & de Bohême, & s'engageoit à faire une diversion dans le Palatinat. Quoique son parti fût déjà beaucoup plus fort, il demanda encore des secours à la France.

Le duc de Luines, qui gouvernoit alors Louis XIII, envoya des ambassadeurs en Allemagne pour ménager un accommodement entre les deux partis. Ils se rendirent à Ulm, où les princes protestants étoient assemblés, & où le duc de Baviere envoya ses députés. Cette ambassade valut des armées à Ferdinand: car on conclut un traité, par lequel l'union & la ligue promirent de poser les armes, & de laisser Ferdinand & Frédéric terminer leur querelle avec leurs propres forces. Or, les princes protestants licencièrent en conséquence leurs troupes: mais le duc de Baviere & les autres princes du même parti continuerent de donner des secours à l'empereur. C'est ainsi que la France, alors foible, négocioit

Ferdinand II avoit pour lui le roi de Pologne, l'électeur de Saxe & le duc de Baviere.

Frédéric est abandonné par l'union évangélique. 1620.

pour l'agrandissement de la maison d'Autriche.

Il perd la bataille de Prague & la Bohême.

Pendant que le nord de la Bohême étoit menacé par l'électeur de Saxe, l'armée impériale, composée de cinquante mille hommes, entroit dans ce royaume par le côté méridional. Le duc de Bavière & le comte de Bucquoi la commandoient en chefs, & avoient sous eux les comtes de Tilly & Walstein : noms qui deviendront célèbres.

Frédéric n'avoit que trente mille hommes. Avec de pareilles forces, il ne pouvoit pas défendre ses frontières, & l'intérieur du royaume lui donnoit d'autres soins & d'autres inquiétudes. Un peuple qui se révolte, n'est jamais aussi puissant qu'on l'imagine. Jouet des ambitieux, qui entretiennent les troubles, il se divise en factions : il se conduit au hazard, toujours mécontent du chef qu'il a choisi, & toujours incertain du parti qu'il doit prendre. De pareilles conjonctures demandoient que Frédéric eût eu de grands talents. Il n'en avoit point. Il aliéna les Luthériens par une préférence marquée pour le calvinisme. Il se rendit méprisable, en abandonnant les affaires à ses généraux, tandis qu'il se livroit lui-même aux plaisirs, ou même à la crapule. Il ne monta donc sur le trône que pour en descendre ; & il s'enfuit après

avoir perdu la bataille de Prague. L'année suivante Betlem Gabor fit la paix.

1620

Ferdinand avoit reconquis les états héréditaires. Il pouvoit donner la paix à l'empire : il voulut encore le conquérir, ou se rendre assez puissant pour le gouverner en monarque. Croyant déjà l'être, il proscriit l'électeur Palatin, & ceux qui l'ont soutenu, & le déclare déchu de ses états & de la dignité électorale. On demandoit de quel droit, sans consulter les électeurs, il portoit de son chef une pareille sentence ; & si un prince mérite d'être mis au ban de l'empire pour un démêlé avec la maison d'Autriche. Car enfin Frédéric n'étoit coupable qu'envers le roi de Bohême : il ne l'étoit point envers l'empire, ni même envers Ferdinand, comme empereur. Mais Spinola exécutoit cette sentence de proscription dans le bas Palatinat : il s'en rendoit maître, tandis que les princes de l'union fatiguoient leurs troupes qu'ils ne savoient pas conduire ; & que se faisant des reproches les uns aux autres, ils abandonnoient le pays après l'avoir ruiné.

Ferdinand  
met Frédéric  
au ban de  
l'empire.

1621

Le haut Palatinat étoit défendu par le comte de Mansfeld : grand capitaine, plein de courage, de ressources & d'activité, il étoit endurci au travail, aux veilles, au froid, à la faim. Il faisoit la guerre avec avantage contre

Mansfeld qui  
défendoit le  
haut Palati-  
nat, feint de  
traiter avec  
les Impériaux,  
& leur échappa.

une armée supérieure, commandée par le duc de Baviere & le comte de Tilly. Mais les villes ayant prêté serment de fidélité à l'empereur, il se vit sans secours, sans vivres, sans retraite, dans un pays devenu tout à coup ennemi. Il feignit de vouloir traiter; & il donna une si grande sécurité aux Impériaux, qu'il en obtint de l'argent & des vivres, & il leur échappa. Il porta ses armes dans le bas Palatinat, mettant à contribution & pillant tous les lieux par où il passoit: car il n'avoit pas d'autre paye à donner à ses troupes. Spinola étoit alors en Flandre, où la guerre venoit de recommencer entre l'Espagne & les Provinces-Unies.

1622  
Les Impériaux  
achevoient la  
conquête du  
Palatinat.

Frédéric, qui s'étoit retiré à la Haye, reparoît & vient joindre Mansfeld. Christian, duc de Brunswick & le marquis de Bade-Durlach arment pour sa défense, & sont défaits l'un après l'autre par Tilly: mais Mansfeld, met en déroute l'armée de l'archiduc Léopold. Cependant Frédéric, forcé de céder, se retire dans la basse Alsace avec Mansfeld & le duc Christian; & les impériaux achevent la conquête du Palatinat.

Frédéric congédie Mansfeld & le duc de Brunswick.

Alors les rois d'Angleterre & de Danemarck, qui négocioient pour l'électeur, lui conseillèrent de congédier ces deux généraux, sur la promesse que Ferdinand leur avoit faite, de le rétablir à cette condition; Frédéric, trop crédule, fut sans armées comme sans états.

Vous verrez dans l'histoire les ravages que faisoient cinq ou six armées, mal payées, qui parcouroient l'Allemagne pour s'enlever tour-à-tour les mêmes provinces. On n'imagine pas les horreurs que commettoient les troupes du duc de Brunswick, enhardies par l'impunité & par l'exemple de leur chef.

Les provinces de l'empire sont dévastées.

Il prit sa route par la Lorraine avec Mansfeld. Ces deux capitaines avoient alors dix mille hommes de pied, huit mille chevaux, quatorze pieces d'artillerie, & point d'argent. Ils marchoit sans trop savoir où ils alloient, paroissant n'avoir d'autre dessein que de changer de lieu pour subsister par le pillage. Cette horde, conduite par un grand capitaine & par un brigand, car Brunswick n'étoit rien autre, répandoit au loin une épouvante générale. Elle menaçoit la Champagne, elle pouvoit errer librement dans la France qui lui étoit ouverte, & le duc de Bouillon invitoit Mansfeld à marcher au secours des Huguenots, qui occupoient alors dans le bas Languedoc Louis XIII avec toutes ses forces,

Mansfeld & le duc de Brunswick menacent la Champagne.

Toutes les puissances vouloient acquérir un général aussi habile que Mansfeld. L'empereur, l'Espagne & la république de Venise lui faisoient des offres à l'envi, pendant que la cour de France négocioit pour le gagner, ou pour l'éloigner de ses frontieres. Ainsi ce

Mansfeld préfere le service des Etats-Generaux aux offres des autres puissances.

capitaine, qui n'avoit ni feu ni lieu, se faisoit tout-à-la fois redouter & rechercher. Au reste, il paroît que son dessein étoit d'entrer au service des États Généraux; & il feignoit de goûter les propositions du maréchal de Bouillon, afin de forcer Louis XIII à lui donner de quoi payer ses troupes & les mener en Hollande.

Il joint le prince d'Orange, & fait lever le siege de Berg-op-zoom.

Le duc de Nevers, qui s'étoit rendu dans son gouvernement de Champagne, lui envoya un gentilhomme nommé Montereau, & lui fit offrir de servir dans les armées du roi, ou de se contenter de l'argent dont il pouvoit avoir besoin pour se rendre dans les Provinces-Unies. Mansfeld suspendit sa marche: mais pendant que la négociation traînoit, on fortifioit les garnisons, on ramassoit des troupes, & son armée diminuoit de jour en jour par les maladies & par la désertion. Il fut donc obligé de se retirer après avoir reçu beaucoup moins d'argent qu'on ne lui en avoit promis, si même on lui en donna. Il fit une longue marche au travers d'un pays ennemi: il s'ouvrit un passage en livrant bataille à D. Gonzales, qui vint au devant de lui à Fleurus dans le comté de Namur: & ayant joint ses forces à celles du prince d'Orange, il fit lever le siege de Berg-op-zoom, que Spinola pouffoit vivement. Cependant les Hollandois ne s'accommodant point de la licence de ses troupes, il repassa bientôt en Allemagne.

L'union évangélique ne subsistoit plus. Cette ligue, qui avoit paru formidable, s'étoit dissipée par la méfintelligence des chefs. Mansfeld & Christian de Brunswick continuoient seuls la guerre, pour le Palatin; ou plutôt ils la continuoient, parce qu'ils n'avoient pas d'autres moyens de faire subsister leurs troupes. Ils ravageoient ensemble la Frise & la Westphalie, lorsque les états de la basse Saxe, ayant pris les armes, inviterent Christian à prendre le commandement de leurs troupes. Mais bientôt intimidés à l'approche de l'armée impériale, ils congédièrent ce général. Forcé à se retirer, il traversa la Westphalie, où il fut entièrement défait par Tilly, & il perdit plus de huit mille hommes. Alors n'étant plus en état de tenir la campagne, il s'enfuit dans les Provinces-Unies avec le reste de ses troupes. Cette perte réduisit Mansfeld à se cantonner dans la Frise, & peu après, à se retirer aussi en Hollande.

L'empereur ne trouvoit donc plus d'opposition à ses ordres absolus. Il venoit de tenir la diète de Ratisbonne, où il avoit déclaré qu'étant maître de disposer des états & des dignités de Frédéric, il les transportoit à Maximilien duc de Bavière. Cette diète n'étoit pas générale. Ferdinand n'y avoit appelé que les électeurs & quelques princes dévoués à ses volontés. Les électeurs de Saxe & de Bran-

L'union évangélique ne subsistoit plus. Le duc de Brunswick avoit été défait & Mansfeld étoit hors d'état de rien entreprendre.

1623

1623  
Ferdinand II ne trouvant plus d'obstacles, donne le Palatinat à Maximilien de Bavière.

debourg qui commençoient à être mécontents, refuserent même de s'y rendre. Cependant Maximilien fut solennellement investi de la dignité électorale, malgré les vaines représentations des princes protestants.

Ferdinand  
croit assu-  
rer sa puissan-  
ce en semant  
des divisions ;

Ferdinand s'applaudissoit d'avoir mis un sujet éternel de division dans la maison Palatine, dont celle de Bavière étoit un branche. Il regardoit ce coup comme un raffinement de politique, sur le grand principe, qu'il faut diviser pour commander. Cependant s'il eût réfléchi sur les circonstances où il se trouvoit, il auroit pu voir que ce n'étoit pas le principe qu'il devoit suivre. Il n'étoit point prudent de semer de nouveaux sujets de division dans un temps où les principales puissances de l'Europe prenoient part à tous les mouvements de l'empire: car c'étoit les inviter à prendre la défense du parti qu'il vouloit opprimer.

& se hâtoit  
trop de la  
montrer.

Ferdinand, ainsi que Charles-Quint, se hâta trop de montrer sa toute puissance. Qu'avoit-il besoin d'agir en maître, puisqu'il l'étoit? Il devoit, au contraire, paroître ignorer l'autorité qu'il avoit acquise, & penser qu'elle n'étoit pas encore assez affermie pour braver des princes, qui pouvoient former une nouvelle ligue. L'exemple de Charles-Quint eût été une leçon pour lui, s'il eût étudié l'histoire pour prendre des leçons.

Plus les princes de l'empire paroissoient affervis, plus la puissance de Ferdinand donnoit d'ombrage à toute l'Europe. Le Danemarck, les Provinces-Unies, la France, l'Angleterre, la Savoie & la république de Venise connurent qu'il étoit temps de se réunir, & on forma le projet d'une ligue générale, dont l'objet étoit l'abaissement de la maison d'Autriche, le rétablissement du Palatin & la restitution de la Valteline. Si vous vous rappelez quel étoit alors l'état de l'Europe, vous jugerez que cette union n'étoit pas encore bien redoutable.

---

1624  
Ligue qui se forme contre lui.

Le cardinal de Richelieu venoit d'entrer dans le ministère. L'épuisement de la France, les factions des grands & les guerres des Huguenots ne lui permettoient pas de faire encore de grandes entreprises au dehors. Il borna ses vues à la restitution de la Valteline. C'étoit un objet important, qui préparoit à de nouveaux succès, & qui étoit plus proportionné aux efforts qu'il pouvoit faire.

---

Richelieu se borna à faire restituer la Valteline aux Grisons.

En 1620, les Valtelins s'étoient révoltés contre les Grisons, dont ils étoient les sujets; & le duc de Féria, gouverneur de Milan, feignant de leur donner des secours, les avoit fait passer sous la domination espagnole: divers forts qu'il avoit fait construire, le rendoient maître du pays. La maison d'Autriche s'allu-

roit par-là une communication libre entre l'Italie & les pays héréditaires, & les deux branches pouvoient facilement réunir leurs forces pour assujettir l'Allemagne & l'Italie.

On avoit inutilement négocié à cet effet.

Cette usurpation sur les Grisons alarma la république de Venise, la Savoie & la France. Louis XIII négocia. En 1621, le maréchal de Bassompierre conclut à Madrid un traité par lequel Philippe IV, fils & successeur de Philippe III qui venoit de mourir, promit de retirer toutes les troupes qu'il avoit dans la Valteline, & de raser tous les forts que Féria avoit fait construire. Il n'en fit rien. Cette conduite devoit certainement dégoûter de négocier avec l'Espagne. On entama néanmoins une nouvelle négociation à Rome, croyant que le pape pourroit porter Philippe à remplir ses engagements : mais après être convenu que les forts seroient remis à sa Sainteté pour être rasés, & après qu'elle eut envoyé sur les lieux un commissaire, auquel elle parut donner des ordres à cet effet, on fut fort étonné de voir qu'elle conservoit la Valteline pour les Espagnols.

Il arma, & la Valteline fut enlevée aux Espagnols.

Richelieu qui n'approuvoit pas qu'on employât les négociations, lorsqu'on pouvoit agir par la voie des armes, fit une ligue avec la république de Venise & le duc de Savoie. Le marquis de Cœuvres leva des troupes en Suisse,

entra dans la Valteline à la tête de dix mille hommes & s'en rendit maître. Cette affaire fut enfin terminée en 1626 par un traité qui contenta les Valtelins & les Grisons. Mais les Hollandois, qui venoient de perdre Bréda, auroient voulu que la France eût continué de faire une diversion en Italie : les troubles que causoient les Huguenots, ne le permettoient pas.

Une nouvelle ligue se forme contre l'empereur. Dès l'année 1623, lorsque le Palatinat fut conféré au duc de Bavière, Christian IV, roi de Danemarck, qui avoit des griefs particuliers, forma le dessein de prendre les armes pour la défense de la religion protestante & pour le rétablissement de l'électeur Palatin. Il étoit brave, actif, entreprenant : mais plus soldat que capitaine, il ne favoit pas profiter de ses avantages, ni des fautes de ses ennemis. C'est ce dont on avoit déjà pu s'appercevoir dans une guerre qu'il avoit faite à la Suede, & dans laquelle il avoit eu contre Charles IX, des succès qu'il ne soutint pas contre Gustave-Adolphe.

1625  
Christian IV  
forme une li-  
gue contre  
l'empereur.

Trop foible par lui-même, il fit naître des troubles dans la basse Saxe; & comme il étoit membre de ce cercle, en qualité de duc de Holstein, il fut déclaré général de toutes les troupes. Il s'allia encore de la Hollande, de

l'Angleterre & de la France qui lui promirent des secours d'hommes & d'argent. Pour peu qu'il eût pris la précaution d'étudier l'état de ces puissances, il auroit vu qu'il hazardoit beaucoup de compter alors sur tout ce qu'elles lui promettoient. Vous voyez qu'il n'étoit pas grand politique. Il avoit cependant de l'esprit, des connoissances, des dispositions heureuses pour tout, & cultivées de bonne heure par des hommes célèbres, qu'on avoit fait venir de France, d'Angleterre & des Pays-Bas. Mais, Monseigneur, il faut tant de choses pour faire un grand prince. Ce fut à l'occasion de cette guerre, que Jacques I fit embarquer ces quinze mille hommes, qui virent le port de Calais & les côtes de Zélande.

Après de mauvais succès les circonstances lui procurerent des conditions de paix plus avantageuses, qu'il ne devoit espérer.

Mansfeld fut un des généraux du roi de Danemarck : mais ce prince eut toujours à combattre contre des forces supérieures, & contre Tilly & Walstein, deux grands capitaines. Après beaucoup de mauvais succès & bien des pertes, il se crut encore heureux de trouver ses ennemis disposés à un accommodement. La paix étoit à désirer pour l'empereur, qui vouloit employer ses forces en Italie, où commençoit une nouvelle guerre ; pour toute l'Allemagne, qui souffroit impatiemment les défords des troupes impériales ; pour Walstein qui ne savoit plus comment contenir dans la discipline des soldats, à qui la licence servoit souvent

de

de paye; & qui d'ailleurs croyoit que le roi de Danemarck pouvoit contribuer à le maintenir dans le duché de Mecklenbourg, que l'empereur lui avoit donné. Toutes ces circonstances procurerent à ce prince des conditions plus avantageuses, qu'il ne devoit espérer dans le mauvais état de ses affaires. Mansfeld & le duc de Brunswick moururent la seconde année de cette guerre.

La succession de Vincent II, dernier duc de Mantoue, étoit la cause de la guerre d'Italie. Le duc de Nevers, que Vincent avoit déclaré son héritier, & dont le fils avoit épousé sa niece, joignoit à ces titres celui d'être encore le plus proche parent; & il avoit pris possession de Mantoue au commencement de 1628. La maison d'Autriche, ne voulant point en Italie d'un prince dévoué à la cour de France, soutenoit les droits du duc de Guastalle, qui étoit aussi de la maison de Gonzague, & les prétentions que le duc de Savoie formoit sur le Monterrat.

La guerre des Huguenots n'avoit pas permis à la France de donner des secours au duc de Nevers: mais aussitôt après la prise de la Rochelle, le cardinal tourna tous ses soins de ce côté-là. Ce fut à cette occasion qu'il aliéna la reine mere, avec laquelle il avoit paru vivre jusqu'alors dans la plus grande intelligen-

Alors la maison d'Autriche vouloit enlever Mantoue au duc de Nevers.

Le cardinal vouloit malgré Marie de Medicis, le maintenir dans la possession de ce duché.

ce. Cette princesse ne pouvoit approuver une guerre, qui rompoit l'alliance qu'elle s'applaudissoit d'avoir faite avec l'Espagne; & d'ailleurs elle croyoit qu'on devoit sacrifier toute raison d'état à la haine qu'elle portoit au duc de Nevers.

Ligue en faveur du duc de Nevers.

Richelieu n'étoit plus cet évêque de Luçon, qui avoit donné des louanges au double mariage: c'étoit un ministre éclairé & affermi par ses derniers succès. Il ne pensoit pas qu'il fallût abandonner le duc de Nevers, pour contribuer à l'agrandissement du roi d'Espagne. Il résolut donc la guerre. A la fin de février, Louis XIII partit de Grenoble avec lui pour passer les Alpes. Il força le pas de Susse, fit lever aux Espagnols le siege de Casal, & obligea le duc de Savoie à entrer dans une ligue, qui s'engageoit à maintenir le duc de Mantoue dans la possession de ses états. Les autres puissances étoient la république de Venise & le pape. Dès le mois de mai, le roi reparut dans le Languedoc à la tête de ses troupes, & acheva de dompter les Huguenots. Il faut convenir que s'il n'étoit pas capable de prendre des résolutions par lui-même, son courage secondoit au besoin l'activité du cardinal.

Le cardinal prend dans cette guerre

Cependant on apprit que l'empereur faisoit marcher une armée en Italie, que les Espagnols avoient repris les armes, & que le duc

de Savoie étoit d'intelligence avec eux. Il fallut donc repasser les Alpes. Le cardinal, chargé du soin de cette guerre, partit de Paris au mois de décembre, avec le titre de *lieutenant-général représentant la personne du roi*. Louis XIII retarda son départ, parce qu'il travailloit à faire revenir le duc d'Orléans, qui s'étoit retiré en Lorraine, mécontent de ce qu'on ne lui donnoit pas tous les gouvernements qu'il demandoit. Il partit aussitôt que ce prince fut de retour.

---

la qualité de lieutenant-général.

Cette campagne mit fin à la guerre. Le duc de Mantoue fut reconnu, les Espagnols & les Impériaux évacuèrent toutes les places, & Ferdinand promit de donner l'investiture. Le traité, qui fut conclu, fut sur-tout l'ouvrage de l'adresse de Mazarini, que le pape avoit chargé de cette négociation.

---

1630  
Mazarini négocie la paix, & la fait.

Le roi ne put pas passer en Italie, parce qu'une maladie dangereuse dont il fut attaqué, lorsqu'il faisoit la conquête de la Savoie, l'obligea de se faire transporter à Lyon. Les deux reines, qui étoient auprès de lui, saisirent les moments où il s'attendrissoit pour elles, & lui firent promettre de renvoyer le cardinal, aussitôt que l'affaire de Mantoue seroit finie. Mais dès que ce ministre eut vu le roi, il recouvra tout son crédit, & n'en fut même que plus puissant. Marie de Medicis arrêtée à Comé

---

Richelieu dissipe une intrigue qui se tra-  
moit contre lui.

piegne pour avoir conspiré contre le cardinal, entraîna dans sa disgrâce tous ceux qui lui étoient attachés. Le maréchal de Marillac eut la tête tranchée, le duc de Guise fut obligé de sortir du royaume, & le maréchal de Bassompierre fut mis à la Bastille. On prétend qu'ils subirent chacun la peine, qu'ils avoient projeté de faire souffrir au cardinal. Quelque temps après, la reine mere s'échappa de sa prison, pour se retirer à Bruxelles. Elle n'eut plus la permission de revenir en France. Elle manqua souvent du nécessaire, & mourut dans l'indigence en 1642.

Combien il étoit nécessaire à Louis XIII.

Louis XIII n'aimoit pas le cardinal. Il lui avoit à la vérité de grandes obligations, il le sentoît : mais ce motif eût peut-être été foible contre les cris d'une mere, s'il n'eût pas connu l'impuissance où il étoit de remplacer ce ministre. Il ne pouvoit pas prendre sur lui de s'en rapporter au choix de Marie de Medicis : l'expérience du passé ne lui permettoit pas d'avoir tant de confiance pour elle ; & il ne voyoit que de l'incapacité dans ceux qu'elle lui proposoit, quand il les comparoit à Richelieu toujours plein de ressources. Cependant la France venoit de s'engager dans une ligue contre Ferdinand. Une pareille entreprise contre un prince devenu si puissant, pouvoit avoir les suites les plus funestes, si elle n'étoit pas con-

duite par celui qui avoit le secret de la négociation ; & qui ayant médité les avantages & les inconvénients, connoissoit seul les moyens de réussir, ou pouvoit seul par son génie parer aux accidens qu'on n'avoit pas prévus. Ainsi le cardinal assuroit son autorité sur le besoin qu'on avoit de lui : les grands restoient abattus, quand ils pensoient à la reine mere, qui étoit bannie, à qui on refusoit le nécessaire, & dont les partisans étoient traités en criminels d'état ; & le roi, lui-même dans la dépendance, s'y trouvoit tous les jours engagé de plus en plus par la suite des événemens.

Depuis la paix faite avec le Danemarck, Ferdinand, plus puissant que n'avoit jamais été Charles-Quint, ne trouvoit plus à ses ordres absolu que de foibles oppositions qu'il méprisoit. La paix se négocioit encore, & le traité n'étoit pas signé, lorsqu'il publia un édit, par lequel il ordonnoit aux Protestants de restituer tous les biens ecclésiastiques, qu'ils s'étoient appropriés depuis la transaction de Passaw de 1552, condamnant au ban de l'empire ceux qui désobéiroient, & permettant aux princes catholiques de chasser de leurs terres tous les Protestants. Il fondoit la justice de cet édit sur ce que plusieurs laïques avoient usurpé des évêches, des abbayes, des monasteres ; & sur ce que, contre un article que j'ai rapporté du traité de Passaw, les Catholiques, qui avoient

---

Edit de restitution donné par Ferdinand.

embrassé le luthéranisme, n'avoient pas abandonné les biens ecclésiastiques qu'ils possédoient.

Tous les Protestants obéissent, excepté les électeurs de Saxe & de Brandebourg.

Cependant l'empereur ne pouvoit pas de sa seule autorité déposséder des princes. Une pareille sentence devoit être portée par une diète générale; & on lui reprochoit encore qu'en prenant le prétexte de la religion, il n'oublioit pas les intérêts de sa famille: en effet, il avoit fait nommer son fils l'archiduc Léopold à l'archevêché de Magdebourg, au préjudice du fils de l'électeur de Saxe, qui étoit pourvu du titre de coadjuteur. Mais ce n'étoient-là que des plaintes. Des commissaires portèrent les ordres impériaux; & tous les Protestants obéirent; excepté les électeurs de Saxe & de Brandebourg.

Ferdinand se conduit en despote.

Ferdinand imposoit des taxes à volonté sur les états de l'empire. En moins de quatre ans, le seul margraviat de Brandebourg avoit payé plus de soixante millions. Ses troupes, qui montoient à plus de cent soixante mille hommes, étoient dispersées dans toute l'Allemagne. Elles l'épuisoient par des exactions infinies: & Walstein, qui en autorisoit la licence, disoit hautement qu'il falloit mettre les électeurs sur le pied des grands d'Espagne, & réduire les évêques à n'être que les chapelains de la cour impériale.

Ce despotisme ouvroit les yeux aux Catholiques même. On murmuroit ; & les plaintes, qui n'osoient encore s'élever contre l'empereur, tomboient sans ménagement sur les troupes & sur Walstein. Telle étoit la situation des choses, lorsque la diete fut assemblée à Ratisbonne. Avant de répondre aux demandes de Ferdinand, on exigea de lui le licenciement d'une partie des armées, & sur tout la déposition de Walstein. Il se soumit à ces conditions, dans l'espérance d'obtenir plus facilement ce qu'il demandoit. Il se trompa. Le sacrifice de Walstein rendit la diete plus hardie. Elle commençoit d'ailleurs à voir des mouvements qui pouvoient amener une révolution ; & les ambassadeurs de France l'invitoient à des refus. L'empereur ne put ni faire élire roi des Romains son fils Ferdinand, ni obtenir des secours contre le duc de Mantoue, contre les Hollandois & contre le roi de Suede, qui venoit de commencer la guerre. Cependant si ces assemblées paroissoient mettre quelques limites à son pouvoir, il pouvoit tout, lorsqu'elles s'étoient séparées.

L'électeur de Saxe, à qui les protestants reprochoient depuis long-temps de trahir la cause commune, sentit qu'il devenoit en effet la victime du parti qu'il avoit suivi. L'édit de restitution tendoit à le dépouiller lui-même de plusieurs terres, & il le voyoit déjà exécuté sur

Mais la diete de Ratisbonne qui le force à licencier une partie de ses troupes, & a déposé Walstein, ne lui accorde aucune de ses demandes.

1512

Les Protestants assemblés à Leipsick demandent l'abolition de l'édit de restitution & la liberté des

princes de  
l'empire.

son fils, auquel on enlevoit l'archevêché de Magdebourg. Il convoqua donc une assemblée générale à Leipfick, où tous les Protestants convinrent de demander, les armes à la main, l'abolition de l'édit & la liberté des princes de l'empire.

1631

Mais ils  
avoient besoin  
de trouver des  
secours dans  
les puissances  
étrangères.

Cette nouvelle ligue ne paroissoit pas bien effrayante. L'électeur, qui en étoit le chef, pouvoit difficilement gagner la confiance d'un parti, qu'il avoit jusqu'alors sacrifié à ses intérêts, & qu'il pouvoit sacrifier encore; & l'empereur, qui se flatta de semer la division parmi des chefs méfiants & jaloux, s'applaudit d'avoir un prétexte pour achever d'abattre les Protestants. L'empire paroissoit donc subjugué; mais Richelieu gouvernoit la France, qui commençoit à pouvoir agir au dehors; & nous avons laissé un héros en Suede.

Gustave Adol-  
phe faisoit  
flourir ses  
états.

Après avoir fait la paix avec le Danemarck, Gustave - Adolphe voulant remédier aux désordres qu'une longue suite de troubles avoit causés, convoqua les états, & fit des loix pour assurer la tranquillité publique, pour protéger le commerce, & pour faire fleurir tout ce qui contribue à la prospérité d'un royaume. La Suede lui doit en partie ses meilleurs réglemens.

Il avoit fait  
une paix glo-

Dans le même temps qu'il montrait à ses sujets les talents d'un roi pacifique, ses enne-

mis éprouvoient ce que peut le courage d'un général éclairé. Il étoit alors en guerre avec les Moscovites. Cependant l'épuisement de ses finances lui faisant desirer la paix, il la négocioit à la tête de ses armées. Ses succès la lui procurerent en 1617, & elle fut glorieuse. La Russie ne conserva rien sur la mer Baltique.

---

riéuse avec la  
Russie ;

Sigismond, roi de Pologne, ne pouvoit renoncer à la couronne de Suede. Il y avoit alors un treve entre les deux royaumes : elle étoit prête d'expirer ; & Gustave demandoit qu'elle fût renouvelée. Ce fut inutilement. Il eut donc recours aux armes. La guerre recommença en 1620, & la même année le roi de Pologne fut obligé de demander lui-même une nouvelle treve de deux ans. Elle lui fut accordée, & on convint que pendant cet intervalle on travailleroit à la paix.

---

& forcé à une  
treve Sigis-  
mond roi de  
Pologne.

Sigismond ayant rejeté tout accommodement, Gustave porta ses armes dans la Livonie, dans la Lithuanie & dans la Prusse, partout vainqueur sans cesser néanmoins de négocier & d'offrir la paix. Le roi de Pologne la refusoit, parce qu'il comptoit sur des secours que Ferdinand lui promettoit, & qui n'arrivoient pas. Il en reçut enfin en 1629, & la guerre continuoit depuis 1625. Son armée alors bien supérieure, fut battue près de

Stum, & il fallut accepter une treve de six ans.

Sollicité à déclarer la guerre à Ferdinand, il avoit plusieurs motifs pour s'y déterminer.

Cette treve avoit été l'ouvrage des ministres de France, d'Angleterre, de Hollande & de Brandebourg. Toutes ces puissances, qui fondoient sur Gustave l'abaissement de la maison d'Autriche, vouloient l'engager à déclarer la guerre à l'empereur. Il en avoit déjà sans doute formé le projet: car il ne voyoit pas sans inquiétude ou sans jalousie, que la domination de Ferdinand commençoit à menacer la mer Baltique. Il avoit plusieurs griefs, qui pouvoient lui servir de prétexte: d'ailleurs la gloire de rendre la liberté à l'empire, ou peut-être l'ambition de le conquérir étoient des motifs assez puissants pour le déterminer.

Caractère de ce héros, que Ferdinand osoit mépriser.

A l'intrépidité avec laquelle Gustave-Adolphe cherchoit le danger, on eût cru qu'il n'étoit que soldat: mais si sa valeur l'exposoit trop lui-même, sa prudence veilloit toujours pour ses troupes. Rien n'étoit hazardé, tous les mouvements étoient médités, toutes les mesures étoient prises d'avance, & jusqu'aux accidents tout paroissoit prévu. Il semble que cette sagesse auroit dû ralentir ses opérations; & cependant elle donnoit plus d'effort à l'activité qu'elle régloit. Au génie ce héros joignoit toutes les qualités du corps. Infatigable dans les travaux, il les partageoit avec le soldat, ainsi

que les dangers. Il commandoit à la tête de ses armées, comme il donnoit des loix à son peuple assemblé, c'est-à-dire, en inspirant la confiance, l'amour & le respect. Aussi ses troupes affrontoient les périls avec l'intrépidité de leur chef : observant cependant une exacte discipline, & ne commettant jamais de violences. Les Allemands étoient tout étonnés, en voyant Gustave conduire ses armées dans l'empire, comme un roi qui ménage ses provinces & ses sujets, tandis que les armées impériales paroissoient toujours marcher dans des pays ennemis. Tel est le héros qui menaçoit Ferdinand, & que cet empereur, dans la prospérité qui l'aveugloit, osoit mépriser.

Le roi de Suede connoissoit toute la difficulté de son entreprise. Il savoit qu'il alloit combattre des troupes aguerries, enhardies par une longue suite de succès, & commandées par de grands généraux. Elles étoient encore bien supérieures en nombre à toutes celles qu'il pouvoit armer : mais un grand capitaine compte toujours le nombre pour peu de chose. Les autres considérations étoient celles qui demandoient sur-tout de la prudence ; & il ne négligea aucune des mesures qui lui pouvoient assurer des succès. Il prit à son service les troupes que les rois de Danemarck & de Pologne venoient de licencier ; il en fit lever d'autres en Angleterre, en Hollande & dans l'empire ;

---

Il prend ses mesures pour surmonter les difficultés qu'il prévôit.

& il négocia avec toutes les puissances, qui s'intéressoient à la liberté germanique.

Il commence  
la guerre av. c.  
quinze mille  
hommes.

Connoissant le vœu général de l'Europe, il ne douta pas qu'il ne fît bientôt des alliés : il savoit aussi que la crainte, qu'inspiroit la maison d'Autriche, pouvoit empêcher plusieurs princes de se déclarer pour lui. Afin donc de hâter ses négociations, il jugea devoir se rendre formidable lui-même ; & il commença la guerre, quoiqu'il n'eût encore que quinze mille hommes.

1630  
Succès de  
sa première  
campagne.

Au mois de juin il s'assura de l'île de Ruden, lorsqu'un de ses lieutenants venoit de s'emparer de celle de Rugen. Il entra dans l'embouchure de l'Oder, il débarqua dans l'île d'Usedom, & se saisit ensuite de celle de Wolin & de la ville de Camin, que les Impériaux lui abandonnerent. Comme il avoit déjà la ville de Stralsund, il se trouvoit maître de l'embouchure de l'Oder ; & il commençoit à s'ouvrir l'Allemagne, en se conservant une communication avec la Suede. Alors il fit alliance avec le duc de Poméranie, qui reçut garnison dans Stetin, place importante, qui, étant plus avancée dans les terres, facilitoit de nouvelles conquêtes.

Au bruit de ces premiers succès, la ville de Magdebourg, qui ne vouloit point pour arche-

vêque l'archiduc Léopold, se mit sous la protection du roi de Suede. Bientôt après Gustave rétablit dans Mecklenbourg les princes que l'empereur avoit dépouillés, lorsqu'il donna ce duché à Walstein ; & il les mit en état de chasser entièrement les Impériaux l'année suivante. Voulant attirer les Protestants dans son parti, il n'oublia pas de publier qu'il n'avoit pris les armes que pour la défense de la religion & de l'empire ; & il se conduisit comme s'ils étoient ses alliés, quoiqu'ils ne se fussent pas encore déclarés pour lui. Enfin il poussa les armées de l'empereur jusqu'à Francfort sur l'Oder, & se rendit maître de la Poméranie. Tels furent les succès de sa premiere campagne, pendant que Ferdinand essayoit des refus à la diete de Ratisbonne, & se voyoit contraint de donner la paix à l'Italie pour rassembler toutes ses forces en Allemagne.

Gustave jugeoit bien qu'il ne pourroit pas porter seul le poids de la guerre contre tout l'empire. Il s'agissoit d'armer les uns contre les autres les membres déjà divisés. Il avoit compté sur les princes mécontents : mais si tous faisoient des vœux pour lui, la plupart n'osoient se déclarer encore. L'incertitude des événements les arrêtoit. Un député, qu'il avoit envoyé à l'assemblée de Leipfick pour conclure une alliance avec les Protestants, ne lui avoit rapporté que les réponses vagues de gens qui

1631

Il a besoin de quelque action d'éclat, pour enhardir les ennemis de Ferdinand à s'unir à lui.

flottent entre le desir & la crainte. D'ailleurs l'électeur de Saxe conseilloit aux Protéstants de rester neutres, dans l'espérance de donner la loi, lorsque les deux partis se feroient ruinés. Gustave sentit donc qu'il avoit besoin de quelque action d'éclat pour forcer de s'unir à lui ceux-mêmes qui desiroient l'humiliation de Ferdinand. Sa situation vous rappelle celle d'Annibal après le passage des Alpes.

Il fait alliance avec la France.

Richelieu, jugeant que le moment étoit venu d'abattre la puissance de la maison d'Autriche, fit alliance avec le roi de Suede. Le traité fut conclu au mois de janvier. On s'y proposoit de faire cesser l'oppression des états de l'empire, de rendre aux Protéstants leurs anciens privileges, & de rétablir la liberté du commerce dans l'Océan & dans la mer Baltique. Pour cela Louis XIII promit de payer tous les ans douze cents mille livres à Gustave, qui s'engageoit à entretenir en Allemagne une armée de trente-six mille hommes.

1631

Par le traité il offroit la neutralité aux princes catholiques & s'engageoit à ne rien changer à la religion.

Le cardinal regardoit avec raison cette guerre comme purement politique. Le préjugé général ne l'envisageoit pas de même, & la religion sembloit faire un reproche à la France de s'allier avec un prince protestant contre l'empereur. Afin d'écarter de pareils scrupules, il fut arrêté que Gustave accorderoit la neutralité aux princes Catholiques, pourvu qu'ils vou-

Inssent aussi la garder eux-mêmes ; & qu'il ne feroit aucun changement à la religion dans les villes dont il se rendroit maître. Cet article étoit d'autant plus adroit, qu'il pouvoit enlever à l'empereur les secours des princes qui craindroient pour leurs états ; ou du moins si les Catholiques s'obstinoient à le défendre, on ne pouvoit pas reprocher au cardinal de les avoir voulu sacrifier aux Protestants. Voilà la négociation qui rendit Richelieu nécessaire, dans le temps que Marie de Medicis se flattoit de le perdre.

L'empereur s'étoit imaginé que le défaut d'argent feroit repasser la mer aux Suédois : cette alliance lui donna d'autres pensées. En effet, Gustave paya ses troupes, en leva de nouvelles, & ouvrit la campagne par la prise de plusieurs places.

Il étoit temps d'opposer à ce prince un des meilleurs généraux. Tilly, qui prit alors le commandement de l'armée, commença par le siège de Neu-Brandebourg, où la fortune le servit si bien, qu'il s'en rendit maître, lorsqu'il songeoit à se retirer. Mais Gustave emporta d'assaut Francfort sur l'Oder, quoique la garnison fût de sept mille hommes ; & bientôt après Landsberg capitula. Cependant il avoit marché avec moins de troupes, qu'il n'y en avoit dans la place. Alors la Silésie lui étoit ouverte.

---

Au commen-  
cement de la  
campagne  
Gustave s'ou-  
vrit la Silésie.

Tilly prend & ruine Magdebourg.

Pour empêcher par une diversion les Suédois d'entrer dans cette province, Tilly mit le siege devant Magdebourg. Il importoit à l'électeur de Saxe de conserver à son fils cet archevêché, & néanmoins il n'osoit encore se déclarer ouvertement. Cependant Gustave ne pouvoit sans imprudence marcher contre Tilly, & laisser derriere lui l'électeur de Brandebourg, qui pouvoit lui couper la retraite. Il négocia avec ce prince, & ayant chassé tous les Impériaux de ses états, il l'obligea de recevoir garnison suédoise: mais pendant cette négociation, Magdebourg succomba. Cette ville, une des plus belles d'Allemagne, fut ruinée par le fer & par le feu. Il n'en resta presque que les cendres. Trente mille habitants de tout sexe & de tout âge y perdirent la vie; & Tilly en devint odieux aux Catholiques mêmes. Cette perte pouvoit faire tort à la réputation de Gustave. Il se justifia en rejetant la faute sur les électeurs de Saxe & de Brandebourg: bientôt ses armes le justifiaient encore mieux.

Ferdinand pour forcer les Protestants à prendre les armes pour lui, porte la guerre dans leurs états.

Les princes de la ligue de Leipsick, toujours irrésolus, observoient encore, sans oser se déclarer. Le cercle de Franconie, les villes de Suabe & le duc de Wirtemberg s'étoient soumis aux armées de l'empereur, parce que l'éloignement où ils étoient des Suédois ne permettoit pas d'en recevoir des secours. Mais Ferdinand

Ernest n'étoit pas sans inquiétude, lorsqu'il confidéroit que cette soumission n'étoit pas volontaire, & que les chefs de la confédération affectoient toujours la neutralité. Il craignoit qu'ils ne prissent ouvertement le parti du roi de Suede, ou qu'ils ne s'y laissassent engager, en apparence malgré eux, comme l'électeur de Brandebourg. Il voulut donc les forcer à renoncer à leur union, & à prendre les armes pour lui. Or, le moyen qu'il employa est tout-à-fait extraordinaire: car il ordonna à Tilly de porter la guerre dans leurs états. Il étoit cependant facile de prévoir qu'il les forçoit à devenir ses ennemis, dès que lui-même il déclaroit être le leur.

Le landgrave de Hesse se joignit le premier au roi de Suede, à qui le duc de Saxe demanda bientôt des secours. Tilly s'étoit emparé de Leipfick, & faisoit le dégât dans les campagnes. C'étoit la fin de ses exploits, & l'abaissement de la maison d'Autriche alloit commencer.

Gustave for-  
tifié de plu-  
sieurs alliés,  
marche con-  
tre Tilly.

Jusqu'alors, Gustave s'étoit conduit avec beaucoup de circonspection. Sa prudence modéroit son courage; & malgré les progrès qu'il avoit faits, souvent il paroissoit n'être que sur la défensive. Alors maître en quelque sorte du Brandebourg, comme il l'étoit déjà de la Poméranie, appelé dans la Saxe, & fortifié des

troupes de plusieurs alliés, il ne regardoit plus l'armée impériale que comme une foible digue, qu'il alloit rompre pour se répandre dans le cœur de l'Allemagne, & jusques dans les états héréditaires. Il marcha contre Tilly.

Baraille de  
Leipsick.  
1631

Ce général pouvoit attendre l'ennemi dans ses retranchements. Il balança d'abord : enfin entraîné, comme malgré lui, par Pappenheim & d'autres officiers pleins de confiance, il avança dans une grande plaine, à un mille de Leipsick. Arrivé le premier, il se ménagea les avantages du lieu, du soleil, du vent, de la poussiere. Il pâlit cependant à l'approche des troupes suédoises, qui s'avançoient avec l'intrépidité de Gustave.

Les deux armées étoient chacune à peu-près de quarante mille hommes de troupes toutes aguerries, excepté celles de l'électeur de Saxe, qui n'étoit pas trop aguerri lui-même. Le roi de Suede commandoit son aîle droite avec Banner ; Gustave Horn commandoit le corps de bataille ; & l'électeur, l'aîle gauche, composée de ses troupes. Tilly qui étoit au centre de son armée, avoit donné ses deux aîles aux comtes de Furstemberg & de Pappenheim.

Le roi de Suede ayant fait un mouvement vers sa gauche, pour n'avoir pas la poussiere & la fumée dans les yeux, Tilly, qui vouloit

conservé son avantage, s'étendit sur la droite, & se sépara de sa gauche, qui resta dégarnie. Gustave, saisissant ce moment, tomba sur cette aîle, & la dissipa. C'est Pappenheim qui la commandoit.

Dans le même temps Tilly, paroissant d'abord marcher au corps de bataille des Suédois, tourna tout-à-coup & tomba sur les Saxons qui ne résisterent pas. L'électeur s'enfuit, jugeant que tout étoit perdu, parce que l'aîle qu'il commandoit, avoit été défaite. Tilly, qui en jugea de même, avoit déjà dépêché des couriers, pour porter à l'empereur la nouvelle d'une victoire. Cette erreur parut même gagner généralement toute l'armée impériale: car au lieu de tomber sur le corps de bataille des Suédois, qui se trouvoit dégarni de ses aîles, la cavalerie se débanda, croyant n'avoir plus qu'à poursuivre les fuyards & qu'à piller les bagages. Cependant Gustave, alors vainqueur de Pappenheim, ayant joint son aîle victorieuse au corps de bataille, qui n'avoit pas encore donné, chargea les Impériaux, & les défit entièrement. La résistance fut grande. Ce dernier combat dura cinq heures. Tilly, blessé, fut sur le point d'être fait prisonnier. Les Impériaux perdirent huit mille hommes, avec leur artillerie; l'électeur de Saxe trois mille; les Suédois deux mille, & plusieurs officiers de marque.

Gustave sou-  
met tout de  
puis l'Elbe  
jusqu'au Rhin  
qu'il passe.

La renommée porte cette victoire & la ter-  
reur jusqu'aux extrémités de l'Allemagne, &  
Gustave, qu'elle devance à peine, est déjà  
maître de la Franconie, du Palatinat, de tout  
le pays, en un mot, depuis l'Elbe jusqu'au  
Rhin, qu'il passe à la vue des troupes espa-  
gnoles, pour pousser ses conquêtes dans l'Alsa-  
ce. Cependant ces provinces étoient rem-  
plies de places fortes : mais Gustave ac-  
quiert des forces en avançant, les Protestants  
se joignent à lui, & ses armées sont accrues du  
double.

L'électeur de  
Saxe au lieu  
de le seconder  
s'arrête tout-  
à-coup.

D'un autre côté, l'électeur de Saxe avoit  
conquis la Lusace; & ayant pénétré dans la  
Bohême, pris Prague, Égra, il pouvoit ache-  
ver d'envahir ce royaume dénué de troupes,  
& marcher jusqu'à Vienne, lorsqu'il s'arrêta.  
On ne fait s'il commençoit à craindre la trop  
grande puissance de Gustave, ou s'il étoit trahi  
par son général Arnheim, qu'on disoit être  
d'intelligence avec l'empereur. Tel étoit l'état  
des choses, trois mois après la bataille de  
Leipsick.

Wallstein fait  
la loi à l'em-  
pereur qui le  
recherche.]

Les Suédois menaçoient la Bavière; Tilly,  
qui appartenoit à Maximilien, alloit être occu-  
pé à la défendre, & ne pouvoit plus se porter  
ailleurs. Wallstein devenoit donc l'unique res-  
source de Ferdinand. Ce général, retiré dans  
la Moravie, voyoit avec quelque plaisir des  
revers qui le vengeoient de sa disgrâce. Il ne

répondit que par des reproches aux premières propositions qu'on lui fit. L'empereur réitéra, s'humilia, reçut la loi; & Walstein accepta le commandement des armées, à condition qu'ayant seul la direction de la guerre, il formeroit les entreprifes qu'il jugeroit à propos; qu'il pourroit établir par-tout des contributions à son choix; qu'on lui garantiroit le Mecklenbourg, ou qu'on lui donneroit un établissement semblable dans les états héréditaires. Il obtint tout ce qu'il exigeoit, & il leva quarante mille hommes.

Pendant cette campagne du roi de Suede, la cour de France étoit troublée par les factions, qui conspiroient la ruine du cardinal, & qui auroient pu causer une guerre civile, si ce ministre eût été moins habile, ou moins ferme. Les deux reines, comme je l'ai dit, s'étoient vainement flattées sur la promesse que Louis XIII avoit faite de le renvoyer. Marie de Medicis ne dissimula plus. Quoi que pût faire son fils pour la réconcilier avec Richelieu, elle voulut absolument qu'il fût sacrifié à sa haine. Elle forma des liaisons secrètes avec l'ambassadeur d'Espagne, avec Gaston duc d'Orléans, & avec tous ceux qui partageoient ses ressentiments, ou qui croyoient trouver quelque avantage dans un changement de ministre. Le résultat de toutes ces intrigues fut que Gaston se retira dans son apanage. On lui faisoit croire

Alors Marie de Medicis, d'abord prisonnière à Compiègne, pour avoir médité la perte du cardinal

qu'étant l'héritier présomptif de la couronne, les peuples prendroient les armes pour sa défense; & que pour prévenir une guerre civile, le roi seroit forcé d'abandonner le cardinal. L'ambassadeur d'Espagne offroit de l'argent pour lever des troupes. Ce fut à cette occasion que Marie de Medicis fut arrêtée: le roi qu'elle avoit suivi à Compiègne en partit tout-à-coup, & laissa une garde pour l'y retenir. Ces choses se passerent dans les mois de janvier & de février, lorsqu'on venoit de conclure une ligue avec le roi de Suede.

1631

s'étoit ensuite retirée dans les Pays-Bas, où Gaston d'Orléans la suivit.

Pendant Gaston invitoit les seigneurs mécontents à se joindre à lui, refusant de revenir à la cour, tant que sa mere seroit prisonniere & que le cardinal seroit ministre. Mais à l'approche du roi, qui marchoit à la tête de ses troupes, il se retira en Lorraine. Tous ceux de son parti furent déclarés criminels de lèse-majesté, & de ce nombre étoit le comte de Moret, fils naturel de Henri IV. Peu de temps après, le cardinal facilita lui-même l'évasion de la reine mere. Le royaume, comme il le disoit, s'étoit purgé par la sortie de cette princesse & de Gaston. Le duc de Lorraine, à qui le roi déclara la guerre, parce qu'il avoit donné retraite au duc d'Orléans, négocia bientôt pour avoir la paix; & par le traité qui fut conclu au mois de janvier de l'année suivante, Gaston fut obligé d'aller chercher un asyle

1632

dans les Pays-Bas auprès de sa mere. Comme ils entretenoient l'un & l'autre des intelligences avec l'Espagne, qui leur faisoit espérer des secours, le cardinal fit les préparatifs pour faire échouer leurs entreprises, & publia qu'il armoit contre les Protestants. Il faisoit courir ce bruit, parce qu'on ne cessoit de dire, qu'il conspiroit avec Gustave la ruine de la religion catholique en Allemagne; & parce qu'un pareil artifice ne pouvoit pas tromper long-temps, il ne cessoit d'offrir la neutralité aux princes catholiques. S'il réussissoit à la leur faire accepter, il avançoit l'abaissement de la maison d'Autriche; & cependant les ambassadeurs faisoient valoir dans toutes les cours le zele de la France pour la religion.

Lorsque les Suédois menaçoient la Baviere, Maximilien parut vouloir se prêter à la neutralité. Les électeurs de Mayence, de Cologne, de Treves, & le duc de Neubourg la demandèrent aussi. C'étoit un peu tard, puisque l'ennemi étoit déjà dans leurs états; cependant la France sollicita pour la leur obtenir. Elle ne fut accordée qu'à l'électeur de Treves, qui seul la demandoit sincèrement. Les autres ne vouloient qu'avoir du temps devant eux, pour être plus en état de se défendre. Ces petits artifices ne pouvoient pas tromper Gustave: car sa maniere de traiter ne permettoit pas aux négociations de tirer en longueur.

---

Gustave accorde la neutralité à l'électeur de Treves, & la refuse à d'autres princes, qui ne la demandoient pas sincèrement.

1632  
 Gustave se rend maître de la Baviere: mais les Impériaux reprennent la Boheme, & font des progrès dans la basse Saxe.

Quoiqu'on fût encore au milieu de l'hiver ; il marcha pour entrer dans la Baviere. Le Lech, riviere large, profonde, & défendue par une armée retranchée à l'autre bord & par Tilly, ne l'arrêta pas. Ce général bavarois fut blessé & mourut peu de jours après à Ingolstadt. Rien ne résista plus. La Baviere, jusqu'alors en paix, fut conquise ; & Gustave vengea les Protestants des maux, que Maximilien leur avoit faits. Pendant ce temps-là, Banier, Horn, Bernard, duc de Saxe-Weimar, & le landgrave de Hesse, faisoient la guerre dans d'autres provinces. Mais Walstein chassoit de la Boheme les Saxons, qui se jeterent sur la Silésie, & Pappenheim faisoit des progrès dans la basse Saxe. Ainsi les armées se répandoient de toutes parts, & se pouffoient comme des vagues.

Gustave ne peut forcer les Impériaux dans leur camp.

Walstein marchoit au secours de Maximilien. Gustave n'ayant pu empêcher la jonction de leurs armées, se retrancha sous le canon de Nuremberg, où son armée souffrit une grande disette. Lorsqu'elle eut été renforcée par l'arrivée de Banier, du landgrave & de Bernard, il présenta la bataille aux Impériaux, qui se trouverent alors trop foibles pour l'accepter. Il tenta de les forcer dans leur camp : mais n'ayant fait que de vains efforts, il se retira, honteux de n'avoir pu vaincre. Walstein s'applau-

dit comme d'une victoire, & n'osa cependant le suivre.

La guerre se faisoit dans plusieurs provinces, lorsque l'électeur de Saxe appella le roi de Suede à son secours. Gustave quitte la Baviere, joint Walstein dans la haute Saxe, & l'attaque le 16 novembre près de Lutzen. Il est tué dès le commencement du combat. On ne fait si ce fut en trahison : il est certain qu'il s'exposa trop. Si cette mort répandit la consternation parmi les Suédois, elle ne les découragea pas : elle les anima au contraire à la vengeance, & ils vainquirent. Bernard de Saxe-Weimar, lieutenant-général du roi de Suede, eut tout l'honneur de cette victoire. Il fallut vaincre deux fois : car lorsque les Impériaux plioient de toutes parts, & commençoient à fuir, le comte de Pappenheim survint avec un renfort de cavalerie. Ce capitaine, un des plus vaillants hommes de son temps, rétablit le combat, & faisoit balancer la victoire, lorsqu'une blessure mortelle l'arrêta tout-à-coup. Les Suédois restèrent maîtres du champ de bataille, couvert de plus de neuf mille morts. La perte fut à peu-près égale des deux côtés. Walstein se retira dans la Boheme : Bernard chassa les Impériaux de toute la Saxe. D'ailleurs la saison trop avancée & l'affoiblissement où se trouvoient les deux armées, suspendirent quelque temps les opérations militaires.

---

Bataille de  
Lutzen, où il  
perd la vie.

---

1632

En France les troubles continuoient toujours. Le duc de Lorraine qui n'avoit point désarmé, foutenoit le duc d'Orléans, qui se préparoit à rentrer dans le royaume avec un petit corps de troupes. Mais après avoir perdu Pont-à-Mousson, Bar-le-Duc & S. Michel, il fut obligé de se soumettre une seconde fois; & il conclut le traité de Liverdun, le 26 juin, par lequel il remit en dépôt à Louis XIII Jamets & Stenay, céda en propriété la forteresse de Clermont, & promit de rendre hommage pour le duché de Bar.

1632

Pendant ce temps-là, le duc de Montmorenci qui avoit armé pour Gaston,

Pendant que la guerre de Lorraine occupoit le roi, Gaston, qui traversoit la France sans obstacles, pénétra jusqu'en Languedoc, où le duc de Montmorenci, gouverneur de cette province, s'étoit déclaré pour lui. Il avoit d'abord publié un manifeste dans l'espérance de soulever les peuples contre le gouvernement: il ne sentoit pas combien il est difficile d'exciter des révoltes, quand l'autorité se fait respecter. Toutes les villes fermerent leurs portes à Gaston; & dans son passage, il n'eut d'autre moyen de faire subsister sa petite armée, que de piller les campagnes d'un royaume, dont il étoit l'héritier présomptif. Il n'avoit pris aucune mesure. Il étoit même arrivé beaucoup plutôt qu'on ne l'avoit attendu: & Montmorenci, qui n'avoit pas eu le temps de former un parti, se repen-

rit plus d'une fois de s'être engagé avec un prince aussi imprudent.

Cette guerre ne fut pas longue. Gaston, obligé d'avoir recours à la clémence du roi, fit son accommodement, & Montmorenci, qui avoit été fait prisonnier, perdit la tête sur un échafaud. Le duc d'Orléans s'étoit flatté d'obtenir la grace de ce duc : il ne devoit pas croire cependant d'avoir, sous le cardinal, assez de crédit, pour sauver la vie à un homme qui s'étoit révolté pour lui : mécontent, il sortit pour la troisième fois du royaume, & se retira encore auprès de sa mere.

La mort de Gustave fut une source de divisions dans le parti, qu'il avoit soutenu par ses victoires. Les Protestants, qui prétendoient avoir désormais la direction des affaires, ne vouloient plus reconnoître les Suédois que comme alliés. Tous s'accordoient sur ce point : d'ailleurs peu d'accord entre eux, le duc de Brunswick commençoit à lever en son nom des troupes dans le cercle de la basse Saxe, & l'électeur de Saxe aspirait à se rendre chef de la confédération, pendant que d'autres princes plus foibles demandoient la paix.

Cependant les Suédois songeoient à garder la supériorité, qu'ils avoient eue jusqu'alors : projet qui paroissoit tout-à-fait impossible. Abandonnés à leurs propres forces, comment pouvoient-ils conserver les conquêtes qu'ils

---

Laissait la tête sur un échafaud & Gaston se retiroit dans les Pays-Bas.

---

1633  
La mort du roi de Suede divisoit les ennemis de Ferdinand.

---

Il ne paroissoit pas que la Suede pût conserver la supériorité.

avoient faites dans l'empire, & contraindre les Protestants à rester dans leur dépendance? n'étoit-il pas déjà assez difficile d'empêcher les membres de la ligue de se séparer? Il y a plus: ils n'avoient alors pour souverain qu'un enfant de six ans, Christine fille de Gustave; & Ladislas, fils de Sigismond roi de Pologne, pensoit à faire valoir ses droits sur la Suede; il avoit des partisans dans ce royaume, il pouvoit au moins y susciter des factions.

L'empereur n'attendoit plus que le moment de se venger.

Toutes ces considérations rendoient la confiance à l'empereur. Sa hauteur s'étoit accrue par ses humiliations: il méditoit les moyens de se venger: il en attendoit le moment avec impatience; & la mort de Gustave lui paroissoit une victoire, qui ne lui promettoit plus que d'heureux succès. On en fit des réjouissances à Vienne & à Madrid: jeux funebres bien glorieux pour le roi de Suede.

Il semble que la Suede ne pouvoit penser qu'à faire une paix moins désavantageuse.

Si les Suédois n'avoient pensé qu'à faire une paix moins désavantageuse, pendant qu'ils conservoient la principale autorité, personne n'oseroit les blâmer. Ils osèrent aspirer à donner encore la loi à l'Allemagne, & ils la donnerent. S'ils avoient échoué, nous ne saurions comment justifier leur témérité: c'est que nous jugeons souvent mal de la possibilité des choses.

Après avoir nommé des régens pour gouverner pendant la minorité de Christine, les états de Suede chargerent le chancelier Oxenstiern des intérêts de la couronne en Allemagne, & le génie de ce grand homme maintint la supériorité des Suédois. Son premier soin fut de rompre les mesures du duc de Brunswick & de l'électeur dans les cercles de la haute & de la basse Saxe. Il tint ensuite à Hailbron une assemblée des Protestants des cercles de Suabe, de Franconie, du haut & du bas Rhin. Il rassura les plus timides, en faisant connoître toutes les forces de la ligue : il rapprocha les plus jaloux, en montrant le danger de se désunir pour traiter séparément avec l'empereur ; il indiqua des expédients pour concilier les intérêts, & pour prévenir les défections : il applanit les difficultés qu'on avoit à traiter avec la Suede, & il ménagea cependant les avantages de cette couronne : en un mot, il resserra les nœuds qui se relâchoient. On convint que la guerre seroit continuée jusqu'à ce qu'on eût assuré la liberté du corps germanique ; que les confédérés se donneroient tous les secours nécessaires ; qu'aucun ne pourroit traiter de la paix, sans le consentement des autres ; que tout prince protestant qui ne se joindroit pas à eux, seroit regardé comme ennemi ; que la Suede conserveroit les places qu'elle occupoit, jusqu'à ce qu'on lui eût ac-

Mais Oxenstiern, dans l'assemblée des Protestants à Hailbron, les engage à se réunir de nouveau & conserve la supériorité aux Suédois.

cordé une satisfaction suffisante ; & qu'Oxenstiern auroit la direction générale des affaires.

Oxenstiern restitué aux enfants de Frédéric les conquêtes, que Gustave avoit faites dans le Palatinat.

Dans le dessein de faire voir que la Suede s'intéressoit sincèrement au rétablissement des princes de l'empire, & qu'elle préféreroit la cause commune à ses avantages particuliers, le chancelier restitué aux enfants de Frédéric, mort depuis peu, tout ce que Gustave avoit conquis dans le Palatinat, & leur promit toutes les conquêtes qu'on y feroit encore. Ce procédé attachoit à la couronne de Suede la maison Palatine, le duc de Brandebourg, le roi d'Angleterre & les États-Généraux.

Il renouvelle l'alliance avec la France, & on offre encore la neutralité aux princes catholiques.

On renouvela dans cette assemblée le traité avec la France, sans oublier d'offrir la neutralité aux princes catholiques. Plusieurs des Protestants, qui n'y vinrent pas, ratifierent tout ce qui s'y étoit fait. L'électeur de Saxe protesta seul contre l'autorité donnée à Oxenstiern, & contre la restitution faite aux enfants de Frédéric. Il promit cependant de ne pas abandonner la cause commune : mais il négocioit secrètement avec l'empereur. Il est vrai qu'il lui faisoit des propositions qu'on jugeoit bien ne devoir pas être acceptées.

Les provinces de l'empire sont dévastées par les armées.

Les succès, à peu-près égaux des deux côtés, rendirent la guerre encore plus ruineuse pour l'empire. Peu de provinces furent à l'abri des ravages, & elles achevoient de s'épuiser par les

contributions que levoient tour-à-tour les Impériaux & les Protestants.

Walstein balançoit les avantages des Suédois, & paroïssoit le seul boulevard de l'empire : mais sa hauteur faisoit oublier ses services, ou les rendoit même odieux au prince qu'ils humilioient. Il paroïssoit ignorer qu'il eût un maître, dispensant en souverain les emplois, les graces, les peines, & permettant tout au plus à l'empereur de lui donner des conseils. Il les méprisoit quelquefois : il dédaignoit de lui donner avis des projets qu'il méditoit : & sans le consulter, il faisoit des traités de suspension d'armes avec les ennemis.

Cependant Walstein humilioit Ferdinand autant par ses services que par ses hauteurs.

Ferdinand, honteux de sa servitude, cédoit à la nécessité : mais son ame humiliée s'ouvroit aux soupçons, que souffloit la jalouse adroite des courtisans. Walstein voulut prévenir une seconde disgrâce par une trahison. Il tenta de corrompre les troupes : il négocia avec les Suédois : il vouloit, dit-on, mettre la couronne de Bohême sur sa tête. L'empereur, averti de ses complots, le fit assassiner dans Égra.

Il serenduspect, & Ferdinand le fait assassiner.

1634

Les Suédois se soutenoient, & faisoient même encore des conquêtes, lorsque l'armée impériale enleva Ratisbonne, chassa de la Bavière les garnisons suédoises, & mit le siège devant Nordlingue. L'empereur en avoit don-

Les Impériaux chassent les Suédois de la Bavière, & mettent le siège devant Nordlingue.

né le commandement à Ferdinand son fils aîné, roi de Bohême & de Hongrie: composée d'abord de vingt-cinq mille hommes, elle venoit d'être presque doublée par la jonction de vingt mille Espagnols, qui alloient dans les Pays-Bas: enfin elle étoit conduite par quatre habiles généraux, Piccolomini, Léganez, Gallas & Jean de Werth.

Les Suédois perdent la bataille de Nordlingue, & leur parti paroît ruiné.

Les Suédois, quoiqu'inférieurs, tenterent de faire lever le siège de Nordlingue, & furent entièrement défaits. Ce fut la faute du duc Bernard, qui contre l'avis du maréchal Horn, engagea le combat dans un lieu défavantageux. Des accidents, qu'on ne pouvoit pas prévoir, contribuerent encore à la perte de la bataille. Horn fut fait prisonnier, & les Impériaux reprirent la plupart des villes de Suabe & de Franconie. De si grandes pertes ne furent pas réparées par les avantages que les Suédois & leurs alliés remporterent presque en même temps dans la Westphalie & dans d'autres provinces. Elles eurent des suites encore plus funestes pour la Suede: car les forces de l'empereur commençant à paroître redoutables, on crut prévoir la ruine des Suédois, & on la hâtoit par la crainte d'y être enveloppé. On ne les regardoit plus comme les vengeurs, mais plutôt comme les ennemis de l'empire: on se reprochoit d'être entré dans leur alliance: plusieurs songeoient

à trai-

à traiter séparément : l'électeur de Saxe négocioit lui-même ; & les articles de son traité préliminaire avec l'empereur furent signés à Pirna le 13 novembre. Cependant Oxenstiern travailloit à relever son parti. Il traitoit avec la France ; & pour s'attacher les Protestants , il avoit nommé le duc Bernard général en chef de toutes les troupes. Il est vrai que ce choix aliénoit encore davantage l'électeur de Saxe , qui ne voyoit pas sans inquiétude ce commandement dans un prince de sa maison & de la branche dépouillée par Charles-Quint. Mais il étoit inutile de ménager un homme , sur lequel on avoit toujours peu compté , & qu'il n'étoit plus possible de retenir.

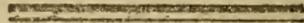
1635





## CHAPITRE IV.

*Depuis que la France prit les armes  
contre la maison d'Autriche jusqu'à  
la mort du cardinal de Richelieu.*



Pourquoi la France n'avoit donné que peu de secours aux Suédois.

**L**OUIS XIII avoit donné des subsides aux États-Généraux & au roi de Suede. L'épuisement & les troubles de la France ne permettoient pas de faire davantage. C'étoit assez dans cette situation d'occuper la maison d'Autriche, & de l'empêcher d'envoyer des secours aux rebelles. On crut devoir faire encore moins d'efforts, pendant les conquêtes rapides de Gustave : car l'ambition de ce prince commençoit à donner de l'ombrage à ses alliés qu'il étonnoit ; & on l'eût redouté plus que Ferdinand, s'il fût devenu chef de l'empire.

Il importoit à la France que la Suede eût des succès : mais il n'étoit pas moins de son intérêt, qu'une nouvelle puissance ne prît pas la place de la maison d'Autriche. Elle parut donc plus réservée, elle paya les subsides avec

moins d'exactitude, & Gustave s'en plaignoit plus d'une fois. En effet, trop de circonspection de la part de la France pouvoit faire échouer le roi de Suède.

Tout changea par la mort de ce conquérant. On devoit craindre alors pour les Suédois. S'ils succomboient, l'empereur pouvoit se venger sur la France des secours qu'elle avoit donnés. C'est pourquoi l'alliance fut renouvelée à Hailbron. Louis, à la vérité, ne promettoit qu'un million par an, au lieu de douze cents mille livres: mais il paya plus exactement, & il entretenoit dans l'électorat de Trèves une armée, qui inquiétoit les Impériaux de ce côté-là.

Après la mort du roi de Suède, elle se propose de faire de plus grands efforts.

Le cardinal ne vouloit s'engager qu'à propos. Il lui suffisoit, pour affoiblir la maison d'Autriche, de soutenir les Suédois & les Hollandois. Cependant la France prenoit des forces: il ne s'agissoit plus que d'observer, & de saisir le moment d'agir.

Mais Richelieu attend le moment d'agir à propos.

Un des objets de ce ministre étoit de reculer les frontieres de la France. Il formoit des projets de conquêtes sur les Pays-Bas: il pensoit à repousser les Espagnols au de-là des Pyrénées, en leur enlevant le Roussillon: & il se proposoit d'acquérir Philisbourg, l'Alsace & toutes les places que les Suédois

Objets que ce ministre se proposoit.

avoient sur le Rhin. Il auroit élevé par-là une barrière contre l'empire, & il se seroit ouvert l'Allemagne: position d'autant plus avantageuse, que Pignerol, dont Louis XIII étoit alors maître, donnoit une entrée libre en Italie. *D'autant plus avantageuse*, dis je, si en effet, il est avantageux pour un peuple, que son roi puisse porter facilement la guerre chez ses voisins.

Dès le temps de l'assemblée d'Hailbron, le cardinal avoit fait proposer à Oxenstiern de mettre les places du Rhin en dépôt entre les mains du roi, sous prétexte que la Suede n'ayant plus à les garder, pourroit agir ailleurs avec plus de forces. Le chancelier vit où tendoit cette proposition; & le cardinal attendit le moment où les Suédois, plus affoiblis, seroient moins difficiles. Il ne vouloit pas les laisser tomber: mais en les soutenant, il vouloit tout-à-la fois élever la maison de Bourbon, & abaisser la maison d'Autriche. Il s'y prenoit parfaitement bien pour parvenir à ses vues: mais en louant sa politique, il faut gémir sur le sang qu'elle va faire couler, sur les malheurs des peuples, sur l'ambition des souverains, & sur les projets mêmes des grands ministres.

---

Accord entre  
la France & la

Après la bataille de Nordlingue, il étoit temps que la France donnât de plus grands sé-

secours à la Suede, & que la Suede cédât davantage à la France. On se hâta de conclure. Les Suedois remirent Philisbourg & l'Alsace, pour être occupés par des garnisons françoises jusqu'à la paix, & Louis promit de continuer les anciens subsides, & d'envoyer une armée en Allemagne.

Suede.

Jugeant les conquêtes plus faciles dans les Pays-Bas, le cardinal en fit un traité de partage avec les Provinces-Unies, & la guerre fut déclarée à l'Espagne. Cette diversion fut utile aux Suédois, parce qu'elle ne permit plus à Philippe IV de donner les mêmes secours à Ferdinand. Cependant les États-Généraux n'entrèrent pas dans toutes les vues de Richelieu: la seule idée d'être un jour frontiere de France, les fit renoncer au projet de conquérir; & ils ne regarderent l'alliance de cette couronne, que comme un moyen de se défendre avec plus de succès contre les Espagnols. Ils n'agiront donc pas de concert avec la France puisqu'ils ont des intérêts contraires. C'est une occasion où le cardinal se trompa.

La France partage les Pays-Bas avec les Provinces-Unies.

1645

La Francè étoit alors dans un état assez tranquille. Elle s'étoit emparée de la Lorraine en 1639; & peu de temps après, le duc d'Orléans s'étoit réconcilié avec le roi. Il n'étoit donc plus aussi facile à la cour de Madrid

Raisonnemens de ceux qui blâmoient le cardinal de s'être engagé dans une guerre

contre la mai-  
son d'Autri-  
che.

de causer des troubles dans le royaume. Cependant on blâmoit le cardinal d'avoir déclaré la guerre au roi d'Espagne, & de l'avoir entreprise contre l'empereur, auquel il ne la déclaroit pas encore : on jugeoit qu'il n'étoit pas possible de choisir une conjoncture moins favorable. Lorsque les Suédois étoient puissans, disoit-on, nous les avons à peine secourus ; & nous avons attendu le moment de leur décadence pour nous joindre à eux. Est-ce donc sur la foiblesse de nos alliés, que nous comprenons assurer nos succès ? Ceux qui faisoient ce raisonnement, eurent lieu de s'applaudir : car la Suede s'affoiblit encore. L'électeur de Saxe, qui chanceloit depuis longtemps, se déclara contre elle ; & conclut à Prague le 30 mai le traité, dont les préliminaires avoient été signés à Pirna. Cette défection en entraîna d'autres. Il est vrai que les Protestants se souleverent d'abord contre les articles de cette pacification ; parce que, sans les consulter, on y décidoit de leurs intérêts, de ceux de leurs alliés, de ceux de la religion & de ceux de l'empire : il n'y eut qu'un cri contre l'électeur de Saxe, qui prenant sur lui de traiter au nom de tous les confédérés, dispoit des biens ecclésiastiques, du Palatinat & des enfans de Frédéric. Enfin on fut offensé du ton despotique de l'empereur, qui parloit de pardonner, de châtier, & d'at-

mer tout l'empire pour chasser d'Allemagne les Suédois & les François. Mais quoique cet acte irrégulier parût un attentat contre la liberté du corps germanique, les Protestants, découragés, se détachèrent de la confédération les uns après les autres, & accédèrent successivement à ce traité, qu'on nomma la paix de Prague. Il n'y eut que le landgrave de Hesse-Cassel, qui resta constamment attaché à la Suede. Cette puissance se trouvoit donc affoiblie doublement; puisque les troupes, dont elle étoit abandonnée, grossissoient les armées de l'empereur.

Comme ceux qui blâmoient le cardinal ne manquoient pas d'exagérer les secours que la paix de Prague paroissoit donner à Ferdinand, ils représentoient encore la puissance de Philippe IV avec de semblables exagérations. L'Espagne, disoient-ils, est la monarchie la plus florissante. Elle possède des terres immenses & des trésors inépuisables dans le nouveau-monde, & nulle autre domination n'est aussi étendue en Europe. Les Pyrénées, l'Océan & la Méditerranée ne la bornent pas: elle compte parmi ses provinces, le royaume de Naples, le Milanès, la Sicile, la Sardaigne: & maîtresse du Roussillon, de la Franche-Comté & de la plus grande partie des Pays-Bas, elle presse la France de toutes parts, & semble à peine lui laisser la liberté de quelques mouve-

ments. Voïà donc les ennemis que nous allons combattre; & nous avons pour alliés, d'un côté, le Suédois, défaits à Nordlingue, & abandonnés des Protestants; & de l'autre, une république épuisée par une longue guerre, & qui ne s'est défendue jusqu'ici qu'avec les secours de nos subsides. Cependant nous sentons encore les plaies que les guerres civiles nous ont faites: l'hérésie, qui a causé nos troubles, n'est pas éteinte: & les factions continuent à diviser la cour.

Philippe & Ferdinand pensoient comme les censeurs de Richelieu. La guerre avec la France ne leur offroit que de nouveaux triomphes. Ils faisoient avec confiance les derniers efforts pour accabler à la fois tous leurs ennemis; & ils s'attendoient à voir arriver le moment, où ils les réduiroient à demander la paix à telles conditions qu'ils voudroient imposer.

Raisons, qui faisoient augurer des succès pour la France & pour ses alliés.

Cependant, à considérer les choses de plus près, les avantages devoient être pour la France. Ce royaume, il est vrai, n'étoit pas aussi florissant qu'à la mort de Henri IV: mais, depuis le ministère du cardinal, l'autorité étoit respectée; & si l'esprit de faction subsistoit encore, il ne pouvoit plus causer de grands troubles. La France commençoit à se rétablir, peu par rapport à elle-même, mais beau-

coup par rapport aux autres puissances qui s'affoiblissoient continuellement. Si vous considérez l'état où vous avez vu l'Espagne en 1629, & les guerres dispendieuses qu'elle a soutenues depuis cette époque, vous ne jugerez pas de sa puissance par le nombre de ses provinces, ni par les trésors de l'Amérique.

Quant à l'Allemagne, elle est épuisée; & les forces de l'empereur ne se sont pas accrues, comme le nombre de ses alliés. Il ne faut pas craindre que des princes, qui n'ont cédé qu'à la nécessité, combattent pour lui, comme ils combattoient pour les Suédois; ils craindroient de se donner un maître, & auparavant ils défendoient leur liberté. Cette ligue n'est donc pas ce qu'elle paroît: elle est peut-être moins forte, depuis qu'elle est composée de Protestants & de Catholiques; car les membres agiront avec des intérêts contraires.

La force d'un état est, sur-tout, dans ceux qui le gouvernent: point de vue sous lequel il nous reste à considérer les puissances belligérantes.

Philippe IV, qui n'étoit rien par lui-même, abandonnoit toute l'autorité au comte duc d'Olivarez, homme plein de confiance &

dépourvu de talents. Ferdinand II avoit de grandes qualités, mais il étoit peu propre à faire un seul corps de toutes les puissances dont il croyoit devoir disposer : son ambition, qu'il ne cachoit pas, faisoit redouter son dessein aux Catholiques mêmes.

La France, au contraire, étoit gouvernée par Richelieu, & Louis XIII avoit assez de fermeté pour soutenir un ministre, dont il sentoit le besoin. Oxenstiern dirigeoit les affaires des Suédois en Allemagne; & les Provinces Unies avoient un grand homme dans Frédéric-Henri, qui avoit succédé à Maurice, son frere, en 1626. Ces trois puissances peuvent donc compter sur des succès; autant du moins que la prudence humaine, qui ne prévoit pas tout, permet de juger de l'avenir. Mais parce qu'elles se trouvent affoiblies par des troubles antérieurs, les progrès seront lents, & la guerre sera longue.

---

La treve est renouvelée entre la Suede & la Pologne.

Cependant la treve, que Gustave avoit faite avec la Pologne, alloit expirer; & la Suede, menacée d'un nouvel ennemi, se voyoit dans la nécessité d'abandonner l'Allemagne. Dans cette conjoncture, la nouvelle confédération auroit été rompue aussitôt que formée, & tout le poids de la guerre seroit retombé sur la France. On eût donc été fondé à taxer d'imprudence la conduite de Richelieu: il fut pré-

venir ce contretemps. Il s'agissoit de ménager une continuation de treve entre la Suede & la Pologne: négociation d'autant plus difficile, que les Polonois, qui avoient bien des raisons pour reprendre les armes, y étoient vivement sollicités par le pape & par l'empereur, qui leur faisoient les offres les plus spécieuses. Mais Oxenstiern, soutenu par l'habileté du comte d'Avaux, ministre de France, surmonta toutes les difficultés, & la treve fut conclue pour vingt-six ans. La confédération resta donc dans toute sa force: cependant les succès ne répondirent pas d'abord aux espérances qu'elle paroissoit donner: car les deux premières campagnes furent malheureuses, sur-tout pour la France.

Le cardinal avoit fait les plus grands préparatifs. Pendant qu'il se tenoit sur la défensive du côté des Pyrénées, & que deux flottes croisoient sur les deux mers; une armée, commandée par les maréchaux de Châtillon & de Brezé, marchoit dans les Pays-Bas. Deux autres passaient les Alpes: l'une, sous le maréchal de Créqui, portoit la guerre dans le Milanès; & l'autre, sous le duc de Rohan, la portoit dans la Valteline, afin d'empêcher la communication de l'Allemagne avec l'Italie. Enfin le cardinal de la Valette, fils du duc d'Épernon, en conduisoit une quatrième sur les bords du Rhin. Alors les Impériaux s'é-

---

Préparatifs de  
la France.

toient rendus maîtres de Philisbourg, & les Espagnols avoient surpris Treves, & emmené l'électeur prisonnier. Comme cet électorat qui avoit accepté la neutralité, étoit sous la protection de la France; cet acte d'hostilité fut le prétexte qu'elle prit pour déclarer à l'Espagne la guerre, qu'elle avoit déjà résolue.

1635  
Ses mauvais  
succès dans  
les Pays-Bas,

Dans les Pays-Bas, les François commencèrent la campagne par la victoire d'Avein. Ayant ensuite réuni leurs forces à celles des États-Généraux, les deux armées, qui faisoient plus de cinquante mille hommes, paroissoient pouvoir se promettre les plus grands succès. Elles mirent le siege devant Louvain. Mais bientôt le prince d'Orange fut obligé de se retirer, pour aller reprendre le fort de Skenck, que les Espagnols avoient surpris; & les François en proie à la famine & aux maladies, furent réduits en si petit nombre, qu'ils n'osèrent revenir par terre. Après s'être embarqués dans un port de Hollande, ils débarquerent à Calais, d'où ils revinrent en demandant l'aumône.

sur le Rhin,

Le cardinal de la Valette & le duc Bernard, s'étant réunis, firent lever le siege des Deux-Ponts & celui de Mayence, passerent le Rhin, s'avancerent jusqu'à Francfort, & parurent maîtres de la campagne. Gallas, qui ne

vouloit pas hazarder une bataille, leur coupa les vivres pour les forcer à se retirer. Harcelés dans leur retraite par ce général habile, qui se campoit toujours avantageusement; ils furent réduits à une disette, qui faisoit périr l'armée sans combattre. Ils n'eurent plus d'autres ressources pour échapper à la faim & à l'ennemi, que de laisser tout ce qui retardoit leur marche. Il brûlerent donc leurs équipages, & enterrentent leur canon. Cette résolution sauva l'armée. Après treize jours d'une marche forcée, sans vivres & sans bagage, elle arriva en lieu de sûreté, avec la gloire d'avoir battu deux fois la cavalerie ennemie, qui la poursuivoit. Cette retraite fit honneur au duc Bernard. Les François en furent pour les frais de cette expédition; & les Impériaux prirent Franckendal & Mayence.

Le maréchal de Créqui, soutenu du duc de Savoie & du duc de Parme, alors alliés de la France, ne réussit pas mieux en Italie, parce que la mésintelligence des chefs nuisit à toutes les opérations.

---

en Italie.

Enfin le duc de Rohan eut seul des succès. Avec un petit corps de troupes, il se maintint dans la Valteline, & fit face tout-à-la fois aux armées qu'on envoyoit contre lui d'Italie & d'Allemagne. Cette seule campagne le fit regarder comme un des plus grands capitaines de son siècle.

---

Le duc de Rohan se maintient dans la Valteline.

Les Espagnols  
fermens la  
Méditerranée  
aux François.

Les Espagnols se rendirent maîtres des îles de S.<sup>te</sup> Marguerite & de S. Honorat, & firent une descente en Provence, d'où ils furent repoussés. Mais ayant conservé ces deux îles, ils fermoient presque la Méditerranée aux François.

1636

La maison  
d'Autriche  
faisoit ses ef-  
forts pour di-  
viser ses enne-  
mis, & traiter  
de la paix sé-  
parément a-  
vec chacun  
d'eux.

Le pape Urbain VIII, qui pressoit la France de se réconcilier avec la maison d'Autriche, offrit sa médiation, & nomma Cologne pour le lieu du congrès. Philippe & Ferdinand se hâtèrent d'y envoyer leurs plénipotentiaires, afin de faire voir que si la paix ne se faisoit pas, c'étoit uniquement la faute de la France. Voyant que les peuples étoient las de la guerre, ils mettoient toute leur politique à persuader qu'il ne tenoit pas à eux de la faire cesser : la Hollande cependant & la Suede ne vouloient ni de la médiation du pape, ni de la ville de Cologne, qui étoit ennemie déclarée des Protestants. En acceptant l'une & l'autre, Louis XIII se fût donc séparé de ses alliés, & les eût mis dans la nécessité de traiter aussi séparément. C'est ce que demandoit la maison d'Autriche, bien assurée qu'elle négocieroit avec plus d'avantages, si elle réussissoit à diviser ses ennemis. Aussi l'empereur essayoit-il de détacher la Suede de la France, tandis que le roi d'Espagne faisoit dans la même vue des tentatives auprès des États-Généraux. Vous voyez qu'ils avoient

Le même principe que Henri IV : mais il falloit savoir employer les mêmes moyens, & avoir comme lui la réputation de traiter de bonne foi. Cette politique ne leur réussira pas, parce que les Hollandois & les Suédois ont une méfiance dont Richelieu saura profiter.

Ce ministre ne montrait pas d'éloignement pour la paix. Il paroïssoit la désirer : mais il vouloit qu'elle se fît par un traité général. Tous ses efforts tendoient à faire adopter ce plan aux alliés de la France. Assuré des États-Généraux, il ne l'étoit pas de même de la Suede. Cette couronne, craignant que les François ne devinssent trop puissants dans l'empire, négocioit secrètement avec l'empereur, & longeoit à faire la paix, si elle y trouvoit son avantage ; ou à s'unir plus étroitement avec la France, si la négociation ne réussissoit pas. Elle étoit donc incertaine sur le parti qu'elle devoit prendre. Quelquefois elle se flattoit de la paix, parce qu'elle la desiroit, & bientôt elle ne trouvoit pas de sûreté à traiter séparément avec la maison d'Autriche. Cette incertitude la conduisit jusqu'à l'ouverture de la campagne, & la guerre recommença en Allemagne, en Italie & en France.

A la fin de l'année précédente, Louis XIII, voulant s'attacher le duc Bernard, qui se plaignoit des Suédois, & qui auroit pu se joindre

---

Richelieu vouloit que la paix se fît par un traité général : mais la Suede paroïssoit se préter aux vues de la maison d'Autriche.

---

La France avoit cédé l'Alsace au duc

---

 Bernard.

à l'empereur, lui avoit cédé l'Alsace, & s'étoit engagé par un traité à lui payer une pension de quinze cents mille livres, & quatre millions par an pour l'entretien d'une armée de dix-huit mille hommes. C'étoit un moyen de plus de faire la guerre à Ferdinand, à qui on ne l'avoit pas encore déclarée.

---

 Siege de Dole.

Le cardinal, croyant pouvoir se rendre facilement maître de la Franche-Comté, voulut que l'armée, destinée pour l'Italie, prît Dole en passant. Il ne comptoit pas que cette place tînt plus de huit jours; & il n'avoit fait de provisions que pour quinze, le mauvais état des finances n'ayant pas permis de faire des dépenses superflues. Cette entreprise échoua, parce que les Comtois, qui en avoient eu quelque soupçon, se préparèrent à une vigoureuse résistance; pendant que d'un autre côté les ennemis se dispofoient à pénétrer dans le royaume. Le prince de Condé assiégeoit Dole depuis quinze jours, & la poudre commençoit à lui manquer, lorsqu'il fallut lever le siege, pour voler à la défense de Paris.

---

 Irruption  
des Espagnols  
en Picardie.

Les Espagnols, sous les ordres du prince Thomas de Savoie, de Jean de Werth & de Piccolomini, avoient fait une irruption en Picardie; c'est-à-dire, dans une province, dont les places, n'ayant que des gouverneurs sans expérience, étoient encore dépourvues de trou-  
pes

pes & de munitions. On peut conjecturer qu'elles étoient si dégarnies, moins par l'imprudence du cardinal, que par l'impuissance où il étoit de faire mieux. Quoi qu'il en soit, les ennemis prirent la Capelle, le Catelet, passerent la Somme, enleverent Roye, ensuite Corbie, & firent des courses jusqu'à Pontoise. Dans le même temps, Gallas entroit dans la Bourgogne.

L'alarme étoit dans la capitale. Une partie des habitants fuyoit, pour se réfugier dans les provinces; l'autre partie s'agitoit en tumulte & au hazard, & tous maudissoient le cardinal. On s'attendoit à un soulèvement contre lui, s'il osoit y paroître. Il y vint. Sa fermeté le fit respecter, sa présence rassura le peuple: il fit travailler aux fortifications: il appella toute la noblesse du royaume: il arma les bourgeois, qui oubliant leur mécontentement & leur terreur, s'ornèrent de plumes & de rubans; & le roi s'avança jusqu'à Compiègne à la tête d'une armée de cinquante mille hommes. Les ennemis se retirèrent, & on reprit Roye & Corbie.

Ils se retirèrent.

S. Jean-de-Lône, petite place mal fortifiée, arrêta Gallas, qui comptoit venir à Paris partager le pillage de cette capitale avec les Espagnols. Une tempête furieuse, suivie du débordement de la Saone, le força de lever

L'armée, que Gallas avoit conduite en Bourgogne, est ruinée. Victoire de Wiltock.

le siege, en abandonnant son artillerie & une partie de ses bagages. Quantité de soldats se noyèrent dans les chemins: quantité furent assommés par les payfans: l'arriere-garde fut défaite par le comte de Rantzau: de trente mille hommes qu'étoit composée son armée, il en ramena douze mille aux environs de Besançon; & le duc Bernard le repoussa au de-là du Rhin. Pendant ce temps-là, l'empereur faisoit de grandes pertes en Allemagne, & le parti des Suédois se relevoit. Leurs armes reprirent leur premier éclat par une victoire célèbre, que Banier, leur général, remporta dans la haute Saxe à Wistock.

1637  
La France refuse de reconnoître Ferdinand III.

L'empereur mourut au mois de février de l'année suivante, & laissa l'empire à Ferdinand, son fils, qui avoit été élu roi des Romains quelques mois auparavant. Cependant l'électeur Palatin & l'électeur de Treves protestoient contre une élection, à laquelle ils n'avoient pas été appelés, & qui étoit encore irrégulière pour plusieurs autres raisons. C'est pourquoi la France refusa de reconnoître Ferdinand III.

La maison d'Autriche seint de vouloir la paix.

L'hiver fut encore un temps de négociation. Mais la Suede monroit toujours la même incertitude, & la France qui ne vouloit s'engager que de concert avec ses alliés, prenoit ses mesures afin qu'ils ne conclussent rien sans elle. Alors la principale difficulté étoit

de choisir pour le congrès un lieu, qui convînt également à toutes les puissances; & cette difficulté faisoit presque une nécessité de traiter séparément. La maison d'Autriche, qui s'en prévaloit, ne cessoit de solliciter la France d'envoyer des plénipotentiaires à Cologne.

Se refuser à ces sollicitations, c'étoit s'exposer aux reproches de toute l'Europe qui demandoit la paix : y céder, c'étoit donner dans un piège; puisque la France, en traitant sans ses alliés, les eût invités à traiter sans elle, à quoi la Suede ne paroïssoit que trop portée. Il importoit donc tout-à-la fois à Louis XIII de paroître vouloir la paix, & néanmoins de ne pas faire partir ses plénipotentiaires. Cette position étoit assez embarrassante.

---

La France ne veut pas paroître s'y refuser.

Dès le mois de mars de l'année précédente 1636, le marquis de S. Chamont & le chancelier Oxenstiern avoient fait un traité, par lequel les deux couronnes s'engageoient à ne traiter que conjointement; & parce que la ville proposée n'agréoit pas à la Suede, on lui offroit d'en choisir une autre, où ses plénipotentiaires agiroient de concert avec ceux que la France enverroit à Cologne. Mais comme l'empereur faisoit espérer de meilleures conditions aux Suédois, s'ils traitoient séparément, la régence du royaume n'avoit pas encore ra-

---

Elle demande des sauf-conduits.

rifié le traité; & ce retardement qui empêchoit Louis XIII de prendre un parti, lui faisoit chercher des prétextes pour gagner du temps. Néanmoins comme il importoit de feindre au moins de l'empressement pour la paix, le cardinal fit demander des sauf-conduits pour les plénipotentiaires de France, de Suede, des états d'Allemagne & des Provinces-Unies.

L'épuisement  
général ren-  
doit la paix  
nécessaire.

Tout paroissoit donc d'accord entre les principales puissances; puisque, si la cour de Vienne invitoit les plénipotentiaires à se rendre à Cologne, la cour de Paris y consentoit, & n'attendoit plus que les sauf-conduits. Le public, qui juge toujours sur les apparences, crut toucher au moment de la paix. Il semble en effet que l'épuisement général, où se trouvoit l'Europe, ne permettoit pas de douter que ces premières démarches ne fussent sinceres. Les ressources commençoient à manquer en France, où il y en avoit plus que par-tout ailleurs: on avoit créé de nouveaux offices; on avoit fait de l'argent par toute sorte de moyens, & cependant les troupes étoient mal payées. Comment donc continuer la guerre, sur-tout, dans la nécessité où étoit Louis XIII de donner des subsides à ses alliés?

Mais chaque  
puissance s'é-  
loignoit, par-

Mais, si chaque puissance connoissoit sa foiblesse, elle s'exageroit celle de ses ennemis; & parce qu'aucune n'avoit alors des avantages

assez marqués pour se promettre des conditions avantageuses, aucune aussi ne vouloit sincèrement la paix. Richelieu, qui n'ignoroit pas le peu de sincérité des avances de la cour de Vienne, prévoyoit sans doute qu'elle n'accorderoit pas les sauf-conduits, sans faire quelques difficultés; & au pis aller, il étoit toujours le maître d'en faire lui-même sur la forme qu'il conviendrait de donner à ces actes.

La chose arriva, comme il l'avoit prévu. Le roi d'Espagne, qui offroit un sauf-conduit aux Suédois, refusoit d'en donner aux Hollandois; l'empereur, au contraire, en offroit aux Hollandois, & en refusoit aux Suédois, & surtout, aux alliés que la France avoit en Allemagne. Il n'étoit donc plus possible de réunir les plénipotentiaires de toutes les puissances belligérantes, & c'étoit une nécessité de traiter séparément, ou de renoncer à la paix.

Richelieu fut charmé de ce refus, soit parce qu'il lui permettoit d'attendre la ratification du traité fait avec la Suède, soit parce qu'il faisoit retomber sur la maison d'Autriche les reproches qu'elle faisoit à la France de mettre obstacle à la paix. Il s'en prévalut d'autant plus que les motifs de Ferdinand & de Philippe n'étoient que des prétextes frivoles. Il les réfuta solidement, bien assuré qu'il ne persuaderoit ni à l'un ni à l'autre de donner des sauf-

ce qu'aucune ne pouvoit s'assurer encore des conditions assez avantageuses.

Difficultés de la maison d'Autriche sur les sauf-conduits.

Ces difficultés font tomber sur elle le reproche qu'elle faisoit à la France de s'opposer à la paix.

conduits, tels qu'on les demandoit. Ces difficultés durèrent plusieurs années. Dans l'espérance de suspendre au moins les hostilités, le pape proposa une treve, en attendant qu'on terminât ces contestations: les conditions de cette treve ne furent pas plus faciles que celles d'une paix, & la guerre continua.

Evénements  
des campa-  
gnes de 1637  
& 1638.

Cette campagne fut heureuse pour la France. Elle fit des conquêtes dans les Pays-Bas, enleva quelques places dans la Franche-Comté, reprit les îles de S. te Marguerite & de S. Honorat, défit les Espagnols en Languedoc, & les chassa de cette province, où ils avoient porté leurs armes. Mais elle perdit la Valteline, parce que le cardinal cessa de payer aux Grisons les subsides qui leur avoient été promis; & cependant il n'étoit pas possible au duc de Rohan de s'y maintenir sans leur secours.

Les Espagnols perdirent Bréda, qu'ils avoient enlevé au prince Maurice: ils se dédommagerent par la prise de Ruremonde & de Venlo. Banier, forcé de lever le siege de Leipfick, fit à la vue de plus de quarante mille Impériaux, une retraite admirable, n'ayant que quatorze mille hommes.

1638.

Le duc Bernard ne se signala pas cette année: il commença même l'année suivante par être défait, ou du moins par une action où

les Impériaux eurent quelque avantage : mais ensuite il les vainquit huit fois. Il se rendit maître des villes forestières dans la Suabe, & de Brisach, qui assuroit la possession de l'Alsace, & qui donnoit un passage sur le Rhin. Ce que la seconde victoire eut de singulier, c'est qu'il fit prisonnier, non-seulement un grand nombre d'officiers de marque, mais encore quatre généraux, du nombre desquels étoit le fameux Jean de Werth. Tant de succès étoient nécessaires : car par-tout ailleurs, les ennemis de la maison d'Autriche échouèrent dans leurs entreprises.

Au mois de mars de cette année, le comte d'Avaux, ministre de France, & Adler Salvius, ministre de Suède, conclurent à Hambourg une nouvelle alliance par laquelle les deux couronnes s'engagerent à ne traiter avec l'empereur que d'un commun consentement ; & on prit toutes les mesures nécessaires pour maintenir cette union, soit que les deux puissances traitassent avec la maison d'Autriche dans un même lieu, soit, comme on le présu-  
moit, qu'elles dussent traiter dans des lieux différents.

Voilà ce que le cardinal desiroit depuis long-temps : mais les Suédois, qui comptoient obtenir séparément des conditions avantageuses, amusoient la France, pendant qu'ils négoc-

---

1638  
La France & la Suède s'engagent à ne pas traiter séparément.

---

Cependant la Suède négocioit secrètement : mais trompée par

l'empereur, elle cesse de tromper la France, & s'unit sincèrement à cette couronne.

cioient secrètement avec la cour de Vienne. Ils trompoient, & ils étoient trompés : car l'empereur, qui les amusoit aussi par des propositions frivoles, rassembloit toutes ses forces; & ils auroient été chassés d'Allemagne, si Banier eût été moins habile. Cependant en agissant plus sincèrement avec eux, la maison d'Autriche les eût détachés de leurs alliés. Elle devoit leur accorder quelque avantage, afin de pouvoir tourner toutes ses forces contre la France & la Hollande : elle devoit, en un mot, savoir perdre d'un côté, pour ne pas se mettre au hazard de perdre des deux. C'est une politique qu'elle ne connoissoit pas. Si elle a senti le besoin de diviser ses ennemis, elle en a si peu connu les moyens, qu'elle paroît n'avoir négocié, que pour les unir davantage. Les Suédois, après avoir été trompés pendant deux ans, ouvrirent enfin les yeux; & ne pouvant plus compter sur les promesses de la cour de Vienne, ils s'unirent sincèrement avec la France. Pour contraindre l'empereur à une paix générale, ces deux puissances résolurent de porter leurs armes dans les états héréditaires; & la France déclara nommément la guerre à Ferdinand, formalité superflue que la Suède exigea.

1639  
Charles I veut  
entrer en né- Charles I, roi d'Angleterre, voulut prendre part aux grands intérêts, qui remuoient l'Europe, & les deux parris parurent d'abord

rechercher son alliance à l'envi. Son objet étoit de rétablir l'électeur Palatin. Sans argent, sans troupes, sans autorité dans ses états, & menacé d'une guerre civile, il se flatta de réussir par la voie des négociations. Il recherchoit à la fois toutes les puissances, la France, l'Espagne, la cour de Vienne, la Suede, le Danemarck & les États-Généraux. Par cette conduite, il ne gagna la confiance d'aucune ; il fit seulement connoître toute son impuissance. On le méprisa, & le cardinal de Richelieu, qui vouloit l'éloigner tout-à-fait des affaires d'Allemagne, fomenta secrètement les troubles qui commençoient en Écosse.

Dans le même temps, Ragotski, prince de Transilvanie, offrit de s'unir avec les deux couronnes. Cette alliance leur étoit avantageuse par la diversion que ce prince pouvoit faire dans la Hongrie. Mais elles vouloient que les États-Généraux entraissent dans le traité, & payassent une partie des subsides. Richelieu le desiroit sur tout ; parce que la Hollande, par une pareille démarche, auroit rompu la neutralité qu'elle observoit avec l'empereur ; & qu'en s'unissant par un traité à la France & à la Suede, elle auroit servi de lien à ces deux puissances. Cette république se refusa à toutes les sollicitations, parce qu'elle n'avoit besoin ni de déclarer la guerre à Ferdinand, ni de payer des subsides au prince de Transilvanie. Cette négociation demeura donc sans effet.

---

gociation avec les puissances de l'Europe, & Richelieu fomenta les troubles de l'Écosse.

---

Négociation sans effet avec le prince de Transilvanie.

On fut plus heureux dans une autre négociation : car les ducs de Brunswick & de Lunebourg avec les états de la basse Saxe, qui avoient tous accédé à la paix de Prague, prirent le parti de la neutralité, malgré les menaces de l'empereur.

Artifices de la cour de Vienne pour séparer la Suède de la France.

La perte de ces alliés inquiéta moins Ferdinand, que la nouvelle alliance entre la France & la Suède. Comme il avoit tout tenté pour la faire échouer, il tenta tout pour la rompre: Ses ministres firent des propositions séduisantes aux Suédois: ils essayèrent de leur donner de la méfiance, en répandant que Louis XIII négocioit en secret pour traiter séparément: & ils leur reprocherent d'avoir mis un obstacle à la paix, au moment que l'empereur étoit prêt à les satisfaire. Tous ces artifices furent inutiles.

Négociations sans effet.

Cependant les ministres, qui étoient à Hambourg, travailloient aux préliminaires d'un traité de paix. Leur objet étoit de nommer le lieu où il s'ouvriroit, & de convenir de la forme des sauf-conduits. Ce dernier article suffisoit seul pour suspendre un événement que toute l'Europe attendoit avec impatience. La maison d'Autriche continuoit de faire des difficultés, & le cardinal, qui les combattoit, eût été fâché qu'elle ne les eût pas faites, car aucun des deux partis ne vouloit encore s'engager.

cèrement la paix. Si l'un se relâchoit sur quelque point, l'autre en devenoit plus difficile. Ils ne songeoient qu'à se reprocher mutuellement leur obstination, & à rejeter l'un sur l'autre la continuation de la guerre. Mais la France se conduisit avec plus d'adresse: elle fit des propositions si raisonnables, que le pape, le roi de Pologne, la république de Venise & le grand duc de Toscane joignirent leurs instances, pour engager la maison d'Autriche à les accepter. Ce fut inutilement. On ne se prêta pas davantage à une nouvelle treve, que le pape proposa. Ferdinand & Philippe la refusèrent absolument. Le cardinal y consentoit, parce qu'elle le rendoit presque aussi nécessaire que la guerre; & que, par conséquent, elle le défendoit contre les intrigues d'une cour, où l'on travailloit continuellement à le perdre. Il étoit d'ailleurs pressé par les besoins de l'état, par les murmures du peuple & par les cris du clergé. Enfin il y trouvoit un avantage pour la France, parce que pendant la treve, le roi auroit joui de la Lorraine, de l'Alsace & de toutes les places conquises.

Pendant ces négociations, la guerre continuoit. La France avoit six armées sur pied. Celle du marquis de Feuquieres, qui faisoit le siege de Thionville, fut entièrement défaite par Piccolomini. D'ailleurs le roi eut des succès dans les Pays-Bas & en Italie. Banier re-

---

1639  
Evénements  
de la guerre  
pendant les  
négociations.

prit la Poméranie, ravagea la Misnie, conquit une partie de la Bohême, & porta ses armes dans la Silésie, battant par-tout les Saxons & les Impériaux. Une grande flotte espagnole fut défaite dans la Manche par Martin Tromp, célèbre amiral hollandois. Une partie se réfugia dans les ports d'Angleterre, une autre s'échoua sur les côtes de France, & le reste fut pris, brûlé, ou coulé à fond. Le comte-duc d'Olivarez l'avoit équipée, comptant porter la guerre dans la Suede, & s'emparer de tout le commerce des mers du nord.

La France acquiert les places qu'occupoit le duc Bernard.

La mort du duc Bernard donna lieu à une négociation, qui valut à la France des victoires & des conquêtes: car elle traita avec les troupes, qui entrèrent à son service, & qui lui remirent toutes les places. Elle eut cependant pour concurrents les ducs de Baviere, de Laveimbourg, & de Lunebourg, le duc de Saxe, frere de Bernard, le prince Palatin & l'empereur: mais elle étoit seule en état d'acheter.

1640  
Elle a de grands succès pendant que les Suédois se maintiennent

La campagne suivante fut plus heureuse pour la France, qu'aucune autre n'avoit encore été. Le duc d'Harcourt fit des prodiges en Italie, pendant qu'Arras, ville imprenable & secourue par des armées, auxquelles il falloit continuellement livrer des combats, succomboit, sous les efforts des maréchaux de Châ-

rillon, de Chaulnes & de la Meilleraie, Le premier de ces généraux étoit un élève de Maurice & de Frédéric-Henri. En Allemagne, les armées furent toujours en mouvement. Cependant il ne se fit rien de considérable de part ni d'autre, & les Suédois se maintinrent dans les provinces, où ils avoient pénétré l'année précédente. Enfin le roi d'Espagne, qui s'affoiblissoit par les troubles qu'il entretenoit au dehors de son royaume, s'affoiblit encore par ceux qu'il fit naître au dedans.

Le comte-duc d'Olivarez gouvernoit l'Espagne en despote qui pense que l'autorité du souverain croît à proportion de la foiblesse des provinces, jugeant que la misere rend les peuples impuissans, & que l'impuissance les soumet. Comme il n'étoit pas l'auteur de ces grands principes, il n'est pas non plus le seul qui les ait suivis. On voit encore des restes de cette cruelle politique dans plusieurs Etats de l'Europe. Si on a dit si souvent, *divisez & commandez*; il semble qu'on ait dit aussi, *exterminéz, faites des deserts, & commandez*.

Politique du  
duc d'Olivarez.

Les Catalans avoient porté plusieurs fois leurs plaintes à la cour: c'étoit se plaindre à l'auteur des maux qu'ils souffroient impatiemment. D'Olivarez les opprima davantage. Il leur retrancha leurs privilèges: il envoya chez

Elle force les  
Catalans à la  
révolte,

eux des troupes : le pays fut livré à la licence des soldats : on ne vit que meurtres, que violences, que sacrilèges : & on eût dit que l'impunité avoit été assurée à qui commettrait ces horreurs.

L'évêque de Gironne excommunia les ministres de la politique d'Olivarez : ce fut le signal de la révolte. Barcelone se souleva la première : toutes les autres villes suivirent cet exemple : les soldats castillans furent assommés, & ce qui put échapper se retira dans le Roussillon.

& fait perdre  
le Portugal à  
la couronne  
d'Espagne.

Peu après, le Portugal fut le théâtre d'une autre révolution. Philippe II, après avoir usurpé ce royaume sur la maison de Bragance en 1580, tenta d'y assurer son autorité par la douceur de son gouvernement. Comme il connoissoit la haine des Portugais pour les Castillans, il sentit la nécessité de les ménager ; & cette conduite lui réussit. Ses successeurs, qui paroissent l'avoir pris pour modèle en tout, ne l'imiterent pas dans la seule chose où il étoit à imiter. Ils virent avec jalousie que les privilèges de la nation mertoient des bornes à leur puissance. Ils entreprirent de les abolir ; & afin d'écartier tout obstacle, ils imaginèrent d'épuiser peu-à-peu le royaume d'hommes & d'argent, c'est-à-dire, d'exterminer pour commander. D'Olivarez, qui connoissoit tous

les ressorts usés de la politique, adopta ce projet, & se flatta d'en rendre encore l'exécution plus facile, en faisant la division parmi les grands. Un plan, si bien conçu, produisit l'effet, qu'on en devoit attendre. Les Portugais se souleverent, & mirent le duc de Bragançe sur le trône. Cette conjuration, méditée depuis long-temps, fut conduite avec tant d'art & de secret, qu'en huit jours tous les Castillans furent chassés du Portugal, & cependant on ne fit périr que deux ou trois personnes. Le nouveau roi, nommé Jean IV, envoya des ambassadeurs en France, en Angleterre, en Hollande, en Suede, & s'allia l'année suivante avec toutes ces puissances, qui avoient un intérêt sensible à le soutenir. Le 23 janvier de la même année, les Catalans s'étoient donnés à Louis XIII. Jean ne pouvoit donc pas desirer des circonstances plus favorables; puisque les ennemis de la maison d'Autriche en occupoient alors toutes les forces dans les Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, & en Catalogne. Ce fut un royaume perdu pour la monarchie d'Espagne.

Tels ont été les principaux événements de la guerre pendant l'année 1640, lorsque l'on continuoit de négocier à Hambourg. Le temps marqué pour la durée du dernier traité entre la France & la Suede, devoit expirer le 15 mars 1641. Une alliance qu'il falloit renouveler

1640

Il s'agissoit  
alors de re-  
nouveler le  
traité entre la  
France & la  
Suede.

si souvent, laissoit toujours aux Impériaux l'espérance de diviser les alliés, & c'étoient chaque fois les mêmes difficultés à vaincre. Il eût été plus avantageux de n'y mettre d'autre terme que la paix générale : car alors, sans craindre d'être abandonnée de la Suede, la France pouvoit prolonger les négociations avec la maison d'Autriche, jusqu'à ce qu'elle eût obtenu tout ce qu'elle souhaitoit.

Instructions  
que ces deux  
couronnes  
donnent à  
leurs ministres.

Les instructions, envoyées au comte d'Avaux, furent faites dans cet esprit. Mais de peur que les Suédois ne se prévalussent de l'empressement de Louis XIII, ce ministre avoit ordre de paroître indifférent à renouveler le dernier traité ; & néanmoins on vouloit qu'il fît les premières avances, parce qu'on étoit pressé de se rassurer de ce côté-là. Il falloit négocier de maniere que la Suede n'eût pas occasion d'insister sur de nouvelles demandes, ou que du moins la France pût s'y refuser, sans nuire au projet de prolonger l'alliance jusqu'à la paix générale.

Le comte d'Avaux devoit donc être empressé, sans le paroître. Salvius avoit un rôle plus facile à jouer. La régence de Suede lui recommandoit de traîner la négociation, afin que se faisant rechercher pendant l'intervalle par la cour de France & par la cour de Vienne, il les mît dans la nécessité d'offrir à l'envi de meilleur-

meilleures conditions, & qu'on pût se décider pour celle des deux, qui feroit des offres plus avantageuses. Il avoit ordre d'obliger la France à porter les armes dans la Suabe, la Baviere, & l'Autriche; de se plaindre qu'elle ne l'eût pas encore fait, quoiqu'elle l'eût promis; d'exiger de plus grands subsides, parce que la guerre devenoit tous les jours plus dispendieuse dans des pays ruinés, qui ne pouvoient plus payer les mêmes contributions; de demander une satisfaction au sujet des conquêtes & des troupes du duc Bernard, que la France s'étoit appropriées, sans aucun égard pour les intérêts de la Suede; d'obtenir d'elle qu'elle déclareroit, sous le secret, les demandes qu'elle se proposoit de faire dans le traité de la paix générale; enfin de lui faire promettre qu'elle ne feroit aucune treve ni avec l'empereur, ni avec le roi d'Espagne, soit en Italie, soit en Flandre, ainsi qu'en Allemagne.

La Suede vouloit donc faire la loi. Quoiqu'elle eût dans le fond le même intérêt que la France à renouveler le traité, elle exigeoit de nouvelles conditions; & cependant elle ne prétendoit s'engager à rien de plus qu'à ce qu'elle avoit fait jusqu'alors. Elle étoit jalouse de la supériorité que prenoient les François, & elle songeoit à trouver de nouveaux dédommagements dans une guerre qui l'épuisoit; ou

à faire une paix particulière, si l'empereur lui offroit des avantages solides.

Telles étoient les dispositions de la Suede. Si la cour de Vienne en eût su profiter, elle eût divisé ses ennemis. Elle faisoit des propositions dans cette vue, elle les renouvelloit sans cesse : mais ses négociations échouoient toujours, par le peu de sûreté que la Suede trouvoit à traiter séparément. Ne pouvant compter sur la foi d'un traité particulier, les Suédois avoient besoin de la garantie de la France & de celle des états protestants d'Allemagne; ce qu'ils ne pouvoient obtenir que par un traité général. Ils le reconnoissoient eux-mêmes. Cependant ils étoient toujours prêts à écouter les propositions de la maison d'Autriche, dont tout l'artifice consistoit à leur donner de l'inquiétude, en leur persuadant que la France les trahissoit. Ce sont là les causes qui suspendoient la négociation dont étoient chargés Salvius & le comte d'Avaux.

Pendant que ces choses se passoient à Hambourg, tout parut promettre la paix à l'Europe : on eût dit qu'elle alloit se faire, si on en eût jugé par les apparences. Il sembloit que Ferdinand ne pût plus s'y refuser : car dans tout l'empire, les princes & les états la demandoient avec des cris redoublés. Forcé à ceder, il avoit consenti à réformer les sauf-conduits, qui

Ferdinand qui les veut diviser, ne fait pas profiter des dispositions où se trouve la Suede.

Artifices de Ferdinand pour persuader qu'il ne s'oppose pas à la paix que tout l'empire demande.

étoient le plus grand obstacle aux négociations; & il avoit convoqué une diete générale à Rarisbonne, afin d'y délibérer sur les moyens de mettre fin à la guerre. Par cette conduite, il songeoit moins à faire la paix, qu'à rendre la France seule coupable des troubles de l'Europe; & il se flattoit de soulever tous les peuples contre elle.

A ces artifices le cardinal en oppofoit de semblables. On louoit des maisons à Cologne pour les plénipotentiaires; leurs équipages se préparoient à Paris; on marquoit le jour de leur départ; enfin on ne favoit point encore, que l'empereur avoit résolu de changer les sauf-conduits, & le comte d'Avaux avoit ordre d'accepter ceux qui avoient été offerts, en se contentant de protester pour mettre à couvert les droits des puissances intéressées.

Les démarches des principales puissances paroissoient donc s'accorder avec les vœux de l'Europe. On n'ignoroit pas que Louis XIII desiroit sur-tout la paix, parce que la guerre le mettoit dans la dépendance d'un ministre, dont son amour propre & les courtisans le dégouïtoient. Par ces mêmes raisons, Richelieu vouloit la guerre. S'il faisoit voir de l'empressement pour la paix, c'étoit afin que la cour de Vienne ne pût pas se prévaloir des dispositions qu'elle affectoit de montrer; c'est qu'il

Artifices de Richelieu.

Les avances qu'ils se faisoient l'un à l'autre n'étoient que pour tromper le public.

pensoit à rendre les Suédois moins difficiles, en leur persuadant qu'on pourroit se passer d'eux; enfin c'est que la paix, dont il flattoit la France, faisoit prévoir le moment où il deviendroit moins nécessaire, & pouvoit, par conséquent, suspendre les cabales qui se faisoient contre lui. Or, dès que Ferdinand & Richelieu vouloient véritablement la guerre, ils ne couroient aucun risque à faire des avances pour la paix: car ils étoient toujours assurés de trouver des prétextes pour mettre des obstacles aux négociations: le public seul étoit trompé. En effet, la diète de Ratisbonne ne régla rien. Elle parut entrer dans les vues de l'empereur, parce que la plupart des membres lui étoient dévoués. Ceux qui lui étoient opposés, protestèrent inutilement. Tout se passa dans la plus grande confusion; & l'unique démarche que cette assemblée fit pour la paix, fut d'écrire au roi de France, au roi d'Espagne, à la reine Christine, & de les inviter à envoyer au plutôt leurs plénipotentiaires à Cologne. Elle parut, sur-tout, solliciter un accommodement entre la Suede & l'empereur, ce qui retarda la négociation du comte d'Avaux.

Cependant Banier, qui n'étoit pas loin de Ratisbonne, forma le projet de surprendre cette place. Le comte de Guébriant, qui commandoit l'armée françoise, se joignit à lui. Ils

1641  
L'empereur &  
la diète de Ra-  
tisbonne font  
au moment

s'approcherent de la ville jusqu'à la portée du canon. Un corps de troupes passa le Danube sur la glace. Il enleva l'équipage de chasse de l'empereur, qui eût été pris lui même, s'il fût sorti un peu plutôt. D'autres troupes passèrent encore. Les confédérés étoient maîtres de la campagne. Ratisbonne se trouvoit sans défense, sans provisions, remplie d'étrangers, de gens suspects ou mécontents. Les confédérés croyoient voir le moment, où ils alloient s'en rendre maîtres, & avoir pour prisonniers la diete & l'empereur. La guerre eût été finie : mais comme le temps commençoit à se radoucir, les généraux furent obligés de repasser le Danube, avant qu'il fût dégelé ; & ils se retirèrent, après avoir salué Ferdinand de cinq cents volées de canon, qu'ils firent tirer contre la ville. Le comte de Guébriant se sépara des Suédois, pour se rapprocher du Rhin ; & Banier mourut peu de temps après. Ce général paroît avoir égalé Gustave, dont il étoit l'élève. Une chose suffit à son éloge : c'est que par sa mort la Suede devint plus traitable : parce qu'elle sentit mieux que jamais combien elle avoit besoin des secours de la France. Elle fut cependant assez heureuse pour trouver bientôt un capitaine, digne de succéder à Banier. Mais dans l'intervalle, elle se vit au moment de n'avoir plus d'armée en Allemagne. Les troupes

d'être surpris  
par Banier &  
Guébriant.

La Suede fait  
une grande  
perte dans Ba-  
nier.

fans subordination ; faisoient éclater leur mécontentement : les officiers , comme les soldats , songeoient à changer de parti : ils ne s'en cachotent pas ; & la France eût pu facilement les débaucher , comme le comte d'Avaux en fit la peur à Salvius.

Elle en devient  
vient plustrai-  
table, & con-  
clut le nou-  
veau traité tel  
que la France  
le desiroit.

Une pareille conjoncture mettoit les Suédois dans la nécessité de conclure : ils ne pouvoient plus attendre l'effet des dispositions, que l'empereur affectoit de montrer ; ni compter sur les propositions qu'il leur avoit faites , tant de fois & si inutilement. Ils consentirent donc au renouvellement du traité , & cette affaire fut enfin terminée à Hambourg , le 30 juin , un mois après la mort de Banier. Ce traité n'eut d'autre terme que la conclusion de la paix générale : Louis XIII promit douze cents mille livres , au lieu d'un million : on nomma les villes où se tiendroit le congrès ; & il fut réglé que la France enverroit ses plénipotentiaires à Munster , & que la Suede enverroit les siens à Osnabruck.

1641

Situation de  
l'électeur de  
Brandebourg  
entre les Sué-  
dois & les Im-  
périaux. Il a-  
bandonne  
l'empereur ,  
avec qui les  
ducs de Lune-  
bourg font la

George-Guillaume , électeur de Brandebourg , étoit mort l'année précédente. Entre les Suédois & les Impériaux , qui dévastotent à-tour ses états , il s'étoit vu dans une position d'autant plus embarrassante , qu'il ne lui avoit pas été possible de se déclarer pour l'un des deux partis , sans agir contre lui-même. Quoiqu'il eût quitté l'alliance de la Suede pour ac-

céder à la paix de Prague, il ne pouvoit pas s'intéresser vivement aux succès de l'empereur, dont il connoissoit l'ambition ; & il ne pouvoit pas non plus renouer avec la Suede, parce qu'elle formoit des prétentions sur la Poméranie, à laquelle il avoit lui-même des droits. Sa foiblesse ne lui permettoit pas même de délibérer sur le choix de ses alliés, & la fortune l'entraînoit, suivant qu'elle se déclaroit pour les Suédois ou pour les Impériaux. Vous pouvez juger par cet exemple quelle étoit la situation malheureuse de tous les princes, qui se trouvoient trop foibles pour faire pencher la balance. L'électorat de Brandebourg n'étoit qu'un désert, dont les Suédois occupoient une partie, lorsque Frédéric-Guillaume succéda à George-Guillaume son pere. Ce nouvel électeur parut vouloir se rapprocher des alliés. Il chassa le comte de Schwartzemberg, qui étoit venu à la cour de Vienne, & auquel George-Guillaume avoit donné toute sa confiance. Il conclut une treve avec les Suédois, qui évacuèrent la plus grande partie des Marches de Brandebourg. Il desira même que cette treve fût changée en une paix solide. Outre les avantages présents qu'il retiroit de cette conduite, il se flattoit d'épouser la jeune Christine, & de monter sur le trône de Suede : mais ce projet devoit trouver bien des obstacles. Pendant que l'électeur de Brandebourg abandonnoit l'em-

paix.

pereur, les ducs de Lunebourg cherchoient à s'en rapprocher ; & quelque temps après, ils firent une paix particuliere avec lui. C'est ainsi que les deux partis s'affoiblissoient & se fortifioient tour-à-tour, pour faire durer la guerre.

Guerre civile en France. Elle finit bientôt par la mort du comte de Soissons.

1641

La maison d'Autriche comptoit alors sur une guerre civile qui menaçoit la France & le cardinal de Richelieu. Le comte de Soissons, ennemi déclaré de ce ministre, étoit le chef de la révolte. Il avoit fait un traité avec l'Espagne ; le duc de Bouillon s'étoit joint à lui ; Lamboi, général de l'empereur, lui avoit amené des secours ; enfin il avoit défait près de Sedan le maréchal de Châtillon : mais ayant été tué sans qu'on ait su comment, son parti fut bientôt dissipé. Le duc de Bouillon, assiégé par le roi en personne, fut contraint de se soumettre, & de renoncer à toute intelligence avec la maison d'Autriche.

Toute l'Europe demandoit la Paix.

La France avoit eu assez de succès pour se promettre une paix glorieuse ; & la maison d'Autriche, épuisée par tant de pertes, devoit craindre d'en faire encore : car le traité renouvelé entre la France & la Suede, la menaçoit de toutes les forces de ses ennemis. A ces dispositions, qui promettoient la paix, se joignoient les cris de l'Europe qui la demandoit, & les instances des alliés mêmes, qui se plaignoient de la lenteur des négociations.

Aucune puissance n'osoit donc s'y refuser ouvertement.

Les obstacles, qui avoient jusqu'alors retardé la conclusion du traité préliminaire, se réduisoient aux fauf-conduits, au lieu du congrès, & au jour où les conférences devoient commencer. Les deux premiers avoient été levés: car l'empereur acceptoit Munster & Onabruck; il offroit des fauf-conduits tels qu'on les demandoit; & il en promettoit de semblables au nom du roi d'Espagne. Il ne s'agissoit donc plus que de fixer un jour pour commencer le traité. C'étoit alors l'objet des conférences que tenoient à Hambourg le comte d'Avaux, Salvius & Lutzau, ministre de l'empereur. Un si foible obstacle ne paroissoit pas devoir apporter du retardement.

Mais la cour de France ne vouloit pas s'arrêter au milieu de ses conquêtes; le roi d'Espagne se flattoit toujours de recouvrer au moins une partie de ce qu'il avoit perdu; & le cardinal se croyoit mieux assuré, si la guerre continuoit. Elle paroissoit même lui promettre la régence du royaume: car il portoit ses vues jusques-là; & la santé du roi, qui s'affoiblissoit de plus en plus, devoit hâter ce moment, que son ambition attendoit.

Philippe & Ferdinand jugeoient aussi devoir suspendre les négociations, parce qu'une minorité présageoit des troubles dont ils pouvoient

---

Le traité préliminaire paroissoit au moment d'être conclu.

---

Mais de part & d'autre on vouloit éloigner la conclusion, quoi qu'on feignit de vouloir conclure.

profiter. Ainsi, quoique de part & d'autre, on voulût paroître vouloir la paix, on ne la vouloit point en effet. C'est dans cet esprit que Lut-zau & le comte d'Avaux traitoient. Ils se propo-  
soient, non de conclure, mais de retarder la conclusion; & chacun des deux mettoit toute son habileté à ne pas paroître coupable des re-  
tardemens, & à rejeter au contraire toute la faute sur l'autre.

Cependant à force de feindre, Lut-zau & le comte d'Avaux conclurent malgré eux.

Dans une position aussi délicate, les négociateurs, qui se pénétoient mutuellement, ne chercherent qu'à s'embarasser. L'un, pour montrer sa sincérité, faisoit des offres plausibles, parce qu'il comptoit qu'elles ne seroient pas acceptées: l'autre, qui ne vouloit pas paroître moins sincère, les acceptoit; ou en faisoit de plus plausibles encore, afin de forcer à un refus. C'étoit un combat plein d'artifices, où des deux côtés on se monroit sans défense, & où chacun portoit des coups sans pouvoir se garantir. Il arriva qu'ils tombèrent ensemble dans les pièges qu'ils se tendoient mutuellement. Ils s'avancerent insensiblement, ils s'engagerent, ils ne purent plus reculer, & ils conclurent malgré eux.

Conditions du traité préliminaire qu'ils signent.

On convint que les alliés de la France & de la Suede enverroient leurs députés au congrès, ainsi que les alliés de l'empereur & du roi d'Espagne; que deux mois après la signature du traité, on échangeiroit à Hambourg les fauf-

conduits, qui devoient être livrés de part & d'autre; qu'un mois après cet échange, les conférences commenceroient à Munster & à Osnabruck; & que les deux congrès seroient regardés comme un seul, parce qu'on ne régleroit rien dans l'un, que de concert avec l'autre. Le traité préliminaire ayant été signé le 25 décembre 1641, le congrès devoit, par conséquent, s'ouvrir le 25 mars 1642.

La France approuva la conduite du comte d'Avaux, & se hâta d'envoyer la ratification du traité. L'empereur, au contraire, refusa de le ratifier sous des prétextes, dont on montra le peu de solidité. Il blâma hautement Lutzau, il le rappella, & le remplaça par le comte d'Aversberg, qui fit de vains efforts pour détacher les Suédois de la France. Il fut donc prouvé que la maison d'Autriche ne vouloit pas la paix: reproche qu'on ne pouvoit plus faire à la France. C'est tout le fruit, que le cardinal avoit prétendu retirer de cette négociation.

La paix ne dependoit plus que du sort des armes. Il falloit, comme Gustave, vaincre pour hâter les négociations. Or, la France & la Suede vainquirent. Torstenson, alors général des Suédois, signala sa premiere campagne, par la conquête d'une partie de la Silésie & de la Moravie, par la prise de Leipfick, & par deux victoires. Il remporta la premiere auprès de Schweidnitz, sur le duc de Lawembourg,

---

L'empereur défavoua Lutzau, & s'exposa aux reproches de toute l'Europe.

---

1642  
Pertes que fait la maison d'Autriche qui compte sur une révolution en France.

qui ayant été fait prisonnier , mourut peu de temps après de ses blessures. Le théâtre de la seconde fut cette plaine de Leipfick , déjà célèbre par les armes de Gustave. L'Archiduc Léopold & Piccolomini, qui commandoient les Impériaux, perdirent plus de dix mille hommes. D'un autre côté, le comte de Guébriant vainquit les Impériaux à Kempten, fit prisonniers les généraux Lamboi, Merci & Laudron, se rendit maître de tout le haut Rhin, & alla se joindre à Torstenfon pour hâter la prise de Leipfick. A ces succès, joignons la conquête du Roussillon, plusieurs places prises en Italie, & la victoire de Lérída, remportée par le maréchal de la Mothe-Houdancourt sur le marquis de Léganez, dont l'armée étoit bien supérieure. Les François ne reçurent d'échec que dans les Pays-Bas. Le maréchal de la Guiche fut défait à Honnecourt. Les Espagnols se rendirent maîtres de Lens & de la Bassée; & si Francisco de Mello, leur général, avoit su profiter de la victoire, elle auroit encore eu d'autres suites. Ces avantages néanmoins ne balançoient pas les pertes que la maison d'Autriche avoit faites: elle n'en étoit même que plus affoiblie. Épuisée par ses succès comme par ses revers, il semble donc qu'elle auroit dû penser à la paix: mais elle croyoit prévoir une révolution en France.

Il falloit un favori à Louis XIII. Si ce prince se reposoit sur son ministre des soins du gouvernement, c'est qu'il y étoit forcé; son inclination ne l'y portoit pas. Incapable de les partager, il étoit humilié de la dépendance où il se voyoit; cette humiliation ne lui permettoit pas de vivre familièrement avec Richelieu, comme Henri IV vivoit avec Sully. Il n'auroit pas même trouvé le même agrément dans le caractère impérieux du cardinal, dont l'ambition étoit de conquérir, pour ainsi dire, le royaume, & de faire du roi son premier sujet. Louis avoit donc besoin d'un confident, qui lui dît du mal de Richelieu, & avec lequel il pût s'en plaindre. Cet épanchement faisoit une diversion à ses chagrins: c'étoit quelque chose pour lui de parler en secret & en liberté d'un maître, qu'il n'auroit pas voulu, & dont il ne pouvoit se passer.

Il importoit au cardinal que le favori fût un homme à lui. Il jeta les yeux sur Cinqmars, second fils du maréchal d'Effiat, surintendant des finances. L'amitié qu'il avoit eue pour le pere, l'attachoit aux enfans; & il comptoit sur la reconnoissance d'un homme dont il auroit fait la fortune. Il lui traça lui-même la conduite qu'il devoit tenir pour plaire.

Un favori, donné par le ministre, n'étoit pas fait pour gagner la confiance. Le roi parut froid, & persista dans sa froideur pendant une

Louis XIII  
ayant besoin  
d'un favori,  
le cardinal lui  
avoit donné  
Cinqmars.

Le favori  
réussit & don-  
ne de l'om-

brage à Richelieu.

année entière, donnant pour prétexte de son éloignement le goût que Cinqmars montrait pour la dépense. Cependant il laissa peu à peu vaincre sa répugnance. Le jeune courtisan réussit, moins sans doute par les éloges que Richelieu ne cessait d'en faire, que par l'adresse avec laquelle il sut se conduire. A la fin de 1639 il étoit en faveur, au point qu'il donnoit de l'ombre au cardinal. Il obtint la charge de grand-écuyer malgré ce ministre, qui désapprouvant intérieurement une élévation si subite, n'osa pas s'y opposer ouvertement.

Il cherche à le perdre dans l'esprit du roi.

L'ambition de Cinqmars croissoit avec sa faveur. La reconnoissance fit place à l'ingratitude; & bientôt il voulut perdre le cardinal, qui étoit un obstacle à ses projets. Il jetoit sur lui des ridicules par des plaisanteries, que le roi écoutoit, ou répétoit même avec complaisance. Il en critiquoit la conduite: il le rendoit odieux par les impôts dont il fouloit le peuple, par la guerre qu'il entretenoit pour se rendre nécessaire, & par la servitude dans laquelle il tenoit le roi. Cependant, lorsqu'il parloit de le renvoyer, Louis prenoit son air froid & réservé. Il l'avertissoit quelquefois de ne pas se déclarer ouvertement l'ennemi du cardinal: car, ajoutoit-il, je ne pourrois m'empêcher de vous abandonner.

Il forme un parti.

Dans le cas où la disgrâce du cardinal seroit impossible, Cinqmars avoit résolu de l'assassiner; mais il vouloit auparavant former un

parti, & s'assurer une retraite. Il suivoit ces trois projets à la fois, se persuadant que si deux venoient à manquer, le troisieme, au moins réussiroit. Le duc d'Epéron, qui mourut pendant ces intrigues, n'attendoit rien de l'imprudence de ce jeune homme, & plaignoit ceux qui avoient la témérité de s'engager dans une pareille entreprise.

Le duc d'Orléans & le duc de Bouillon entrèrent dans les desseins de Cinqmars, & Fontailles se rendit à la cour de Madrid pour en obtenir des secours. Le 13 mars il conclut, au nom du duc d'Orléans, un traité par lequel le comte-duc promit douze mille hommes de pied, cinq mille chevaux, de l'artillerie, des munitions, de l'argent, en un mot, tout ce qu'on lui demandoit, ou à peu près. Mais il ne comptoit pas remplir ces engagements, puisqu'il n'étoit pas en état de défendre le Roussillon & la Catalogne. Il vouloit seulement ne pas laisser échapper l'occasion de susciter des factions en France. Comme le roi & le cardinal étoient alors mourants, la maison d'Autriche pouvoit tirer avantage d'une guerre civile, qui s'allumoit à la veille d'une minorité & d'un changement de ministre. Cependant les factieux étoient bien imprudens de compter sur l'Espagne.

Richelieu, alors malade à Narbonne, éprouvoit les plus vives inquiétudes; pendant que

---

La cour d'Espagne promet des secours.  
1642

---

Inquiétude de Richelieu.

confiance in-  
confidérée de  
Cinqmars.

Cinqmars, qui avoit suivi le roi au siege de Perpignan, jouissoit de toute la faveur. Il triomphoit: il ne cachoit plus ses desseins: toute l'armée se divisoit même; & il se formoit deux partis sous les noms de cardinalistes & de royalistes. Le roi fomentoit cet esprit de faction; car non-seulement il montrait combien il étoit dégoûté du cardinal, il témoignoit encore de l'aversion ou de la froideur à ceux qu'il savoit lui être attachés.

Mais Louis,  
qui se repro-  
che sa foibles-  
se, écrit au car-  
dinal.

La perte de la bataille d'Honnecourt changea toutes ces dispositions. Louis se reprocha sa foiblesse pour un favori dont il sentoit toute l'incapacité; il s'en éloigna, il le traita durement; & connoissant combien il avoit besoin des conseils de Richelieu, il lui écrivit qu'il l'aimoit plus que jamais, quels que fussent les faux bruits qui avoient couru.

Il a cepen-  
dant de la pei-  
ne à se persua-  
der que Cinq-  
mars soit cou-  
pable.

Le cardinal, rassuré par cette lettre, n'étoit pas tout à fait sans inquiétude. Il pensoit que les dégoûts du roi pour Cinqmars pourroient n'être que passagers, & il songeoit aux moyens de s'affermir, lorsqu'il fit la découverte du traité de Madrid. Le roi, auquel il se hâta d'en donner connoissance, crut d'abord voir dans cette occasion un artifice pour perdre un homme qu'il ne vouloit pas sacrifier. On eut bien de la peine à lui donner des soupçons: il fallut faire agir son confesseur pour le convaincre que cette affaire étoit de nature à de-  
voir

voir être éclaircie ; & il montra bien de la répugnance, avant de donner des ordres pour arrêter Cinqmars, le duc de Bouillon, & de Thou qui avoit été le confident de toute cette intrigue. Il rendit ensuite une visite au cardinal, qui s'étoit retiré à Tarascon, soit pour changer d'air, soit pour montrer son mécontentement en s'éloignant de la cour, soit pour être plus à l'abri des embuches du grand-écuyer.

Cependant le cardinal auroit eu de la peine à trouver des preuves suffisantes, si le duc d'Orléans, qui vouloit rentrer en grace, n'eût tout révélé. Cinqmars eut la tête tranchée le 12 septembre : de Thou, fils de l'historien, subit la même peine : le duc de Bouillon perdit la souveraineté de Sedan, pour laquelle on lui donna un dédommagement quelques années après. Fontrailles & les autres complices se retirèrent en pays étranger. Le cardinal survécut peu au grand-écuyer ; il mourut le 4 décembre, & le roi dit froidement : *voilà un grand politique mort.* Marie de Medicis étoit morte à Cologne dans le mois de juillet.

A la première nouvelle de la mort du cardinal de Richelieu, toutes les puissances de l'Europe furent agitées de nouveaux sentiments de crainte ou d'espérance. Cet événement paroïssoit devoir tout changer, ou du moins tout suspendre. Les François ne pouvoient prévoir quelle seroit la conduite du ministère, sous

---

Punition  
de Cinqmars :  
mort du cardinal.

---

1642

---

Cette mort  
donne de la  
confiance aux  
ennemis de la  
France & de  
l'inquiétude à  
ses alliés.

un roi foible, mourant, qui ne pouvoit agir par lui-même, & qui cessoit d'être mu par l'ame de Richelieu. La Suede ne favoit si désormais elle devoit compter sur la France; & la maison d'Autriche, qui mettoit ses ressources dans la mort des hommes qu'elle redoutoit, se livroit à la joie, & croyoit toucher à une révolution qui devoit diviser ses ennemis.





## CHAPITRE V.

*Jusqu'à l'ouverture du congrès pour la paix générale.*

**R**ICHELIEU, qui avoit gouverné le royaume pendant dix-huit ans, le gouverna encore après sa mort. Quoique Louis XIII ne parût pas fâché d'être délivré de ce ministre impérieux, il en suivit les conseils comme des ordres. Ces conseils étoient principalement de ne point faire de changement dans le ministère, de confier le soin des affaires au cardinal Mazarin, qui s'étoit attaché à la France, & de ne pas s'écarter du plan qu'on avoit suivi jusqu'alors. Le roi ayant eu la sagesse de se conformer à ces vues, tout continua au dedans & au dehors du royaume, comme si Richelieu eût encore vécu. La maison d'Autriche vit donc évanouir les espérances, qu'elle avoit fondées sur cette mort; & il ne lui restoit plus de ressources que dans une minorité. Elle avoit si bien compté sur une révolution, qu'elle cessa de solliciter la Suede; bien persuadée que cette cour

Louis XIII se conforma au plan que le cardinal avoit laissé.



filz aîné n'avoit pas encore cinq ans accomplis. La reine qu'il jugeoit incapable de gouverner, & qu'il croyoit attachée à l'Espagne, & le duc d'Orléans qui s'étoit révolté tant de fois, & qui avoit toujours eu des liaisons avec les ennemis de l'état, pouvoient seuls prétendre à la régence, & Louis XIII auroit voulu ne la confier ni à l'un ni à l'autre. Le cardinal Mazarin lui fit espérer qu'il prévieroit les inconvénients qu'on pouvoit craindre, si, donnant à la reine le titre de regente, il créoit un conseil auquel il confieroit l'autorité. Il adopta ce projet, qui dissipoit au moins ses inquiétudes; & il prit toutes les précautions possibles, pour assurer l'exécution de ses dernières volontés. La déclaration qu'il en fit, fut enregistrée au parlement après avoir été signée de la reine & du duc d'Orléans, avec serment d'en observer inviolablement tous les articles. Mais le roi n'étoit pas encore mort, & on désapprouvoit déjà universellement ses dispositions. Comme il n'y a point de loi, qui fixe les prérogatives de la qualité de régent, chacun raisonna d'après ses passions, & se fit des principes à son gré. Le 18 mai, le parlement, sans égard pour l'enregistrement de la déclaration, déféra la régence à la reine avec une autorité indépendante & absolue, & confirma à Gaston, duc d'Orléans, la qualité de lieutenant-général du royaume.

Mazarin premier ministre.

Le cardinal Mazarin, que la régente choisit pour premier ministre, avoit une grande connoissance des affaires, beaucoup de ressources dans l'esprit, de la netteté, des vues fines, de l'adresse, de la dissimulation & de l'artifice: mais il n'étoit ni aussi ferme que Richelieu, ni aussi vindicatif, ni aussi profond.

Victoire de Rocroi. La France confirme son alliance avec la Suède.

Un premier ministre étranger & une régente de la maison d'Autriche donnoient autant d'inquiétude aux alliés de la France, que de confiance à ses ennemis. Salvius prompt à s'alarmer, vouloit se hâter de traiter avec l'empereur: heureusement les régents de Suède jugerent à propos de ne rien précipiter. Ils eurent bientôt lieu de s'affermir dans cette résolution: car les François ne tarderent pas à prouver qu'ils continuoient d'être amis des Suédois & ennemis de la maison d'Autriche. Le 19 mai, cinq jours après la mort de Louis XIII, le duc d'Enguien, ce prince de Condé que vous avez vu dans les lettres de M.<sup>me</sup> de Sévigné, remporta une victoire célèbre sur Francisco de Mello, qui assiégeoit Rocroi, & qui se flattoit de pénétrer dans le cœur du royaume. Les Espagnols perdirent quinze mille hommes, dont huit mille restèrent sur la place, & sept mille furent faits prisonniers. Leur meilleure infanterie fut si fort ruinée, qu'ils n'ont jamais pu réparer cette perte. Cette bataille ne coûta que deux mille hommes

aux François. Elle fut suivie de la prise de Thionville & de plusieurs autres places. Le mois suivant la France & la Suede confirmèrent leur alliance par un nouveau traité.

Cependant on faisoit à Munster & à Osnabruck les préparatifs pour recevoir les plénipotentiaires qui se dispofoient à partir. Ceux de l'empereur arriverent les premiers, un mois après le terme écoulé, & ceux du roi d'Espagne les suivirent de près. Ces deux puissances ne s'étoient plus hâtées que les autres, que parce qu'elles vouloient paroître plus disposées à la paix : ce n'étoit qu'un jeu ; car leurs ministres n'avoient encore ni instructions, ni pouvoirs. Salvius, ayant appris que les plénipotentiaires de France étoient partis de Paris, se rendit à Osnabruck, afin de se mettre à l'abri des reproches des Impériaux : mais le baron Oxenstiern, fils du chancelier, & nommé premier plénipotentiaire de Suede, ne devoit s'y rendre qu'avec les plénipotentiaires des autres princes. Si les Suédois, qui desiroient sincérement la paix, vouloient montrer leur empressement, ils ne vouloient pas donner occasion de penser, qu'ils fussent capables de traiter sans la France,

Les plénipotentiaires de l'empereur & du roi d'Espagne arrivent à Munster.

Les plénipotentiaires de Louis XIV ne pouvoient pas arriver si tôt. Avant de commencer le congrès, le cardinal Mazarin vouloit s'assurer que tous les alliés de la France en soutien-

La Suede avoit intérêt à ne pas traiter sans la France. Il n'en étoit

pas de même  
des États-Généraux.

droient les prétentions, comme elle soutiendrait les leurs. Il comptoit sur la Suede, non-seulement par les traités faits avec elle; mais encore parce qu'elle avoit besoin des François pour exécuter ses projets sur la Poméranie; comme les François avoient besoin d'elle, pour enlever l'Alsace à la maison d'Autriche. Il ne pouvoit pas également compter sur les États-Généraux, quoique le traité d'alliance eût été renouvelé en 1635, & confirmé depuis quelques mois. Car si la Suede ne devoit pas craindre de contribuer à l'agrandissement de la maison de Bourbon, il n'étoit pas naturel de porter le même jugement des Provinces-Unies. Le dessein de cette république, en s'alliant avec la France, avoit été de se défendre contre l'Espagne: cet objet une fois rempli, pouvoit-elle fermer les yeux sur le danger d'accroître une puissance voisine? Il est certain que les conquêtes des François dans les Pays-Bas lui donnoient de la jalousie & de l'inquiétude.

C'est pourquoi les plénipotentiaires de la France passent par la Haye, pour s'assurer que la Hollande ne traitera de la paix que conjointe-

Il y avoit donc de nouvelles précautions à prendre avec les États-Généraux. C'est pourquoi le comte d'Avaux & Abel Servien, plénipotentiaires nommés pour Munster, eurent ordre de passer à la Haye, & de négocier un nouveau traité, conjointement avec M.<sup>r</sup> de la Thuillerie, ministre de France auprès de la république de Hollande. La négociation

fut longue, & souffrit bien des difficultés; elle ne finit qu'au mois de mars 1644. Mais enfin le traité d'alliance fut renouvelé dans la forme que le cardinal desiroit. Les deux puissances convinrent qu'elles soutiendroient également leurs intérêts réciproques; qu'elles traiteroient ensemble avec l'Espagne, en sorte que l'une ne se hâteroit pas plus que l'autre; qu'elles ne concluroient que d'un commun consentement; & qu'elles s'aideroient pour conserver chacune toutes les conquêtes qu'elles avoient faites. Dès que ce traité eut été conclu, les plénipotentiaires se disposerent à se rendre à Munster.

Pendant cette négociation, la France, fit une perte par la mort du maréchal de Guébriant. Elle en ressentit même bientôt les effets: car le lendemain, 25 novembre, l'armée fut entièrement défaite à Durlingen par les Bava-  
Mort de Guébriant. Défaite des François à Durlingen. 1643

Un autre événement donna plus d'inquiétude encore. Les Suédois déclarerent la guerre au roi de Danemarck, qui avoit fait arrêter quelques-uns de leurs vaisseaux, & qu'ils accusoient depuis long-temps d'être leur ennemi secret, quoiqu'il eût été le médiateur du traité préliminaire. En effet, ce prince ne pouvoit pas s'intéresser à leur agrandissement.  
Les Suédois déclarent la guerre au roi de Danemarck.

Les impériaux fondent de nouvelles espérances sur ces événements.

Les Impériaux saisirent cette occasion d'accuser les alliés de mettre obstacle à la paix. Mais parce qu'ils ne la vouloient pas eux mêmes, ils regardoient cette nouvelle guerre comme une diversion en leur faveur: la déroute de Dutlingen augmentoit leurs espérances: ils s'attendoient à voir naître quelques troubles pendant la minorité de Louis XIV; & ils se croyoient dans des circonstances si heureuses, que le comte d'Aversberg conseilloit à l'empereur de rompre la négociation, en prenant pour prétexte le retardement des plénipotentiaires françois.

Le comte d'Avaux dissipe les inquiétudes, que la reine & Mazarin ont à ce sujet.

Ces idées, qui flattoient Ferdinand, inquiétoient la reine & le cardinal Mazarin. Ils craignoient que la Suede, dans l'impuissance de résister à tous ses ennemis, ne négligeât la guerre d'Allemagne, ou ne s'accommodât avec l'empereur. Le comte d'Avaux en jugea tout autrement. Il assura que cette guerre ne feroit pas longue; qu'elle n'auroit point de suites fâcheuses pour la France; qu'elle seroit au contraire avantageuse à la cause commune, parce que les Suédois seroient débarrassés d'un médiateur, auquel ils n'avoient point de confiance; & que Torstenson, qui étoit entré dans le Holstein, y rétabliroit son armée aux dépens de Christian IV, & seroit plus en état d'agir l'été suivant. Il ne se trompa point dans ses conjectures.

Cependant le roi de Danemarck sollicitoit les Polonois de se joindre à lui, pressoit l'empereur de lui envoyer des secours, & promettoit de ne pas quitter les armes que les Suédois n'eussent été chassés d'Allemagne. La France de son côté ne négligeoit rien pour éteindre cette guerre dès les commencements. Elle employoit sa médiation entre la Suede & le Danemarck : elle envoyoit un ambassadeur à Ladislas, roi de Pologne, pour l'empêcher de se rendre aux sollicitations de Christian : enfin elle faisoit de nouveaux efforts pour réparer l'échec reçu à Dutlingen. Tout lui réussit. Le roi de Danemarck ne trouva pas, dans les états de son royaume, des dispositions à faire la guerre à la Suede. Ferdinand lui donna peu de secours. Il ne lui fut pas même possible de partager ses forces : les succès des François & des Suédois en Allemagne ne le lui permirent pas.

Le vicomte de Turenne, second fils du duc de Bouillon, succéda au maréchal de Guébriant : il venoit d'être fait maréchal lui-même, quoi qu'il n'eût que trente-deux ans. Après avoir rassemblé les débris de l'armée, & fait de nouvelles levées, il ouvrit la campagne par la défaite de deux régiments bavarois, qu'il surprit auprès de Hohentwiel. D'ailleurs trop foible contre les ennemis, il les laissa maîtres de la campagne; se proposant de les observer,

---

La guerre de la Suede avec le Danemarck n'a pas de suite.

---

Turenne ne peut empêcher que Fribourg ne soit pris par le général Merci.

1643

& de chercher l'occasion de les attaquer avec avantage, lorsqu'ils auroient foriné quelque entreprise. Elle ne se présenta pas : car Merci, qui les commandoit, joignoit l'habileté à la supériorité des forces. Ce Général mit le siege devant Fribourg, & Turenne fit de vains efforts pour le faire lever. La place ouvrit ses portes.

Le duc d'Enguien, & ce maréchal ne peuvent forcer Merci dans ses lignes : mais ils se rendent maîtres du cours du Rhin depuis Bâle jusqu'à Cologne.

1644

Alors le duc d'Enguien arrivoit au secours du maréchal. Ces deux grands capitaines, supérieurs en forces, auroient pu se promettre une prompte victoire, si Merci eût été moins habile. Mais ce général avoit profité de tous les avantages du terrain ; il s'étoit fortifié avec toutes les ressources de l'art, & il paroissoit impossible de le forcer dans ses lignes. L'attaque fut cependant résolue. Le 3 du mois d'août, les François se rendirent maîtres d'une hauteur, & s'ouvrirent un passage par un valon, après un combat opiniâtre que la nuit seule termina. Le lendemain le duc vit que l'ennemi lui étoit échappé, Merci s'étant retiré au de-là de Fribourg sur une montagne, où il avoit fait de nouveaux retranchements. Il commanda une nouvelle attaque le cinq. Cette action plus longue, plus sanglante que la première, ne fut point décisive ; & le prince voyant l'impossibilité de forcer les lignes de l'ennemi, forma le projet de l'affamer. Merci décampa. On ne put le couper dans sa

marche ; & quoiqu'il eût perdu son artillerie & son bagage , on admira sa retraite. Les Bavarois , qui avoient perdu neuf mille hommes , n'osèrent plus paroître ; & les François conquièrent rapidement tout le cours du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Cologne.

Dans les Pays-Bas, le prince d'Orange en-  
 levoit le Sas-de-Gand aux Espagnols ; lorsque  
 le duc d'Orléans , qui avoit sous lui les maré-  
 chaux de la Meilleraie & de Gassion , s'étoit  
 rendu maître de Gravelines , place importante  
 qui préparoit la conquête de Dunkerque & de  
 plusieurs autres villes maritimes. Pendant le  
 cours de ces succès , on apprit que les Espa-  
 gnols avoient battu le maréchal de la Mothe,  
 pris Lérída , & fait lever le siège de Tarrago-  
 ne. Mais les Portugais remportèrent une  
 grande victoire sur les frontieres de Castille ,  
 & l'empereur avoit fait de grandes pertes.

Autres évé-  
 nements de la  
 campagne de  
 1644.

Gallas ayant marché contre les Suédois ,  
 qui étoient encore dans le Holstein , entreprit  
 de les enfermer dans le Jutland , où il se pro-  
 posoit de les affamer. Torstenson , plus habi-  
 le , s'ouvrit un passage , & rentra dans la Saxe,  
 ne laissant après lui que des pays qu'il avoit  
 ruinés. Gallas , alors abandonné par les Da-  
 nois , fut hors d'état de le poursuivre. Il se  
 vit au contraire obligé de fuir devant l'enne-  
 mi : son armée , après plusieurs pertes , fut tail-  
 lée en pieces à Niemech ; & le peu de troupes,

qu'il avoit conservées, périt par la famine. D'un autre côté Ragotski, devenu allié de la France & de la Suede, avoit fait une irruption en Hongrie; & l'armée de l'empereur, commandée par Gætz, après s'être affoiblie à poursuivre les Transilvains dans un pays dépourvu de vivres, acheva de se ruiner au siege de Cassovie, sans pouvoir prendre cette place.

1644

La diete de Francfort est contraire aux vues de l'empereur.

Plus Ferdinand faisoit de pertes, plus le corps de l'empire se monroit contraire à ses vues. Alors se tenoit à Francfort une diete, qui s'étoit assemblée en 1643, & que les contestations firent durer jusqu'en 1645. Sur ce qu'elle demanda qu'on délibérât d'abord sur les moyens de terminer la guerre, l'empereur proposa de commencer par rétablir la paix au dedans de l'empire: c'est qu'il vouloit une paix, qui, comme celle de Prague, tendît à réunir tout le corps germanique contre les ennemis de la maison d'Autriche. Cette proposition fut rejetée tout d'une voix. On reconnut que la paix au dedans de l'empire devoit être un effet de la paix assurée au dehors; & on conclut de délibérer sur la maniere de traiter avec les puissances étrangères.

Le college des princes & celui des villes prennent la

Le congrès pour la paix générale étoit une occasion que toutes les puissances d'Allemagne vouloient saisir pour recouvrer leurs

privileges, & faire valoir leurs droits : c'est pourquoi, malgré l'empereur, le college des princes & celui des villes résolurent d'y envoyer leurs députés. Le college électoral tenta vainement de leur faire abandonner cette résolution. On agita même, s'il ne conviendrait pas de transporter la diete entiere au lieu du congrès. Enfin l'empereur eut encore la mortification de ne pas obtenir les contributions qu'il demandoit pour soutenir la guerre. Ces contradictions, jointes aux mauvais succès des armes, forcerent la maison d'Autriche à consentir que les plénipotentiaires, qui s'étoient rendus à Munster & à Osna-bruck, commençassent les conférences; & le congrès s'ouvrit le premier décembre 1644.

~~On résolut~~  
résolution  
d'envoyer  
leurs députés  
au congrès  
qui s'ouvre.

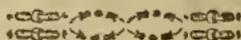




## LIVRE QUINZIEME.

### CHAPITRE PREMIER.

*Des intérêts & des vues des principales puissances.*



Situation embarrassante de l'empereur.

**L**A France occupoit les villes forestières, presque toute la haute & basse Alsace, plusieurs places dans les électors de Cologne & de Treves, & dans le Luxembourg. La Suede, qui étoit maîtresse de la Poméranie, avoit encore des garnisons en Bohême, en Silésie, en Moravie, en Westphalie & dans la haute & basse Saxe. L'empereur, malgré la paix de Prague qui avoit paru lui donner des alliés, pouvoit difficilement réparer tant de pertes. Il tiroit peu de secours du duc de Lorraine, que la France avoit depouillé. Le duc de Baviere

viere étoit son unique appui. Les Polonois persiftoient à n'être que les spectateurs de la guerre. Le roi de Danemarck, qui avoit pris les armes contre la Suede, étoit à la veille de faire sa paix. Les électeurs de Saxe & de Brandebourg, contents de garantir leurs états, croyoient faire assez, s'ils restoit neutres; & les princes d'Italie observoient la même neutralité. Abandonné des états de l'empire, Ferdinand avoit encore contre lui le landgrave de Hesse-Cassel & l'électeur de Treves; & Ragoski faisoit de temps en temps des diversions qui lui donnoient au moins de l'inquiétude.

Pressé de toutes parts, il n'avoit de res- sources, que dans l'espérance de diviser les deux couronnes alliées, & dans l'attente des troubles, que la minorité de Louis XIV pouvoit produire. Une pareille révolution le fau- voit: car dès que la France seroit déchirée par une guerre civile, elle ne pourroit plus agir au dehors; & les Suédois, abandonnés à eux-mêmes, seroient trop foibles pour se maintenir en Allemagne. Alors les princes de l'empire ne les jugeant plus capables de protéger la liberté, & ne voyant en eux que des étrangers dont les succès leur donnoient de la jalousie, devoient naturellement traiter avec l'empereur, & s'unir à lui pour les chasser.

Il lui fal- loit diviser les deux couron- nes, ou attendre que la minorité de Louis XIV causât des troubles.

Il comptoit  
sur l'un ou  
l'autre de ces  
événements,  
& se refusoit  
à la paix.

Mais plus l'empereur faisoit d'efforts pour diviser les deux couronnes, plus il resserroit les nœuds de leur alliance. Cet artifice étoit trop usé. Plusieurs années de succès prouvoient à la France & à la Suede, que si elles persistoient dans leur union, elles deviendroient les arbitres de la paix. D'un autre côté les troubles ne menaçoient pas encore la France. La guerre même paroissoit l'en garantir, parce que c'étoit une occasion d'éloigner ceux qui pourroient en causer. Cependant l'empereur comptant toujours sur l'un & l'autre de ces événements, ou sur tous deux ensemble, s'opiniâtroit à ne pas vouloir la paix; & la France, qui ne pouvoit pas encore obtenir tout ce qu'elle desiroit, ne la vouloit pas davantage. Elle songeoit à faire de nouvelles conquêtes, afin de mettre son ennemi dans la nécessité de subir les conditions qu'elle lui imposeroit.

Il étoit bien  
plus facile au  
roi d'Espagne  
de troubler la  
France & d'en  
détacher les  
Provinces-U-  
nies.

Après la perte du Portugal, de la Catalogne, du Roussillon & de plusieurs places conquises dans les Pays-Bas par les François & par le prince d'Orange, l'Espagne, à qui l'alliance de la France avec la régente de Savoie, sœur de Louis XIII, ne permettoit pas de faire des progrès en Italie, ne pouvoit acheter la paix qu'en sacrifiant des provinces entières. Don Louis de Haro, qui avoit succédé au comte-duc d'Olivarès, alors disgracié, aimoit

mieux, comme l'empereur, attendre quelque révolution, que de faire de si grands sacrifices. Il faut convenir qu'il étoit beaucoup mieux fondé. Par les intelligences que les Espagnols entretenoient en France depuis si long-temps, il leur étoit plus permis de se flatter d'y causer des troubles; & ils pouvoient encore plus se promettre de détacher les Provinces-Unies de l'alliance de Louis XIV.

Il étoit vraisemblable qu'après que la Suede auroit traité séparément, l'empereur, s'il venoit à bout de chasser de l'Allemagne les François, tourneroit toutes ses forces contre les Suédois pour leur enlever ce qu'il leur auroit cédé. Il étoit donc de leur intérêt de traiter conjointement avec la France, & avec les princes de l'empire, afin de trouver une garantie sûre dans une ligue puissante, dont les membres devoient toujours se réunir, pour défendre les acquisitions que chacun auroit faites.

La Suede ne pouvoit traiter sûrement sans garantie.

La Hollande n'avoit pas le même besoin d'une garantie. Si on lui offroit de la reconnoître pour une puissance indépendante, & de lui abandonner toutes les places qu'elle demandoit, elle pouvoit conclure sans rien appréhender pour l'avenir. Il y avoit plus de vingt ans que la guerre avoit recommencé: chaque année l'Espagne s'étoit épuisée, autant par ses

Mais l'impuissance de l'Espagne étoit une garantie suffisante pour la Hollande.

efforts que par ses pertes; & la maniere dont elle étoit gouvernée, ne permettoit pas de présumer qu'elle pût jamais se rétablir. Par conséquent, quelques avantages qu'on lui supposât, lorsqu'elle feroit sa paix avec la France, il étoit naturel de juger qu'elle seroit longtemps hors d'état de former de grandes entreprises. Il lui étoit plus difficile de porter la guerre dans la Hollande, qu'à l'empereur dans la Poméranie; & il n'étoit pas aussi facile à la Suede de défendre cette province, dont elle étoit séparée par la mer, qu'il étoit facile à la Hollande de défendre ses propres frontieres. Si l'Espagne reprenoit donc jamais les armes, pour recouvrer ses anciens droits sur tous les Pays-Bas, elle devoit échouer, puisque Philippe II, avec toute sa puissance, avoit échoué lui-même.

D'ailleurs  
cette républi-  
que pouvoit  
au besoin  
compter sur  
les secours de  
la France con-  
tre l'Espagne.

Il est vrai que les Provinces-Unies ne s'étoient soutenues jusqu'alors que par les secours de leurs alliés. Mais il est vrai aussi, qu'elles pouvoient compter d'être secourues, toutes les fois que l'Espagne les menaceroit. Il n'auroit pas été de l'intérêt de la France de les laisser succomber; & cette couronne, oubliant leur infidélité, auroit armé pour les défendre. La Hollande n'avoit donc pas besoin d'une garantie, comme la Suede: ou plutôt l'intérêt de la France, joint à l'impuissance de l'Es-

pagne, étoit pour elle une garantie plus sûre qu'un traité.

Bien plus. Si les États-Généraux, fideles à leurs engagements, se faisoient un point d'honneur de traiter conjointement avec la France, ils s'exposoient à rendre la maison de Bourbon aussi redoutable, que l'avoit été la maison d'Autriche. Or, pour abaisser l'une, ils ne devoient pas trop élever l'autre : ils ne devoient pas rester unis à la France, jusqu'à ce qu'elle eût satisfait son ambition ; & s'exposer à devenir les voisins d'une monarchie, qui paroïssoit alors devoir bientôt dominer dans l'Europe. Les provinces, que les Espagnols conservoient dans les Pays-Bas, étoient une barriere qu'il falloit laisser subsister. Il étoit donc de l'intérêt des États-Généraux de traiter séparément ; & bien loin d'avoir besoin de la garantie de la France contre l'Espagne, l'Espagne devenoit une garantie pour eux contre la France même.

Nous ne devons compter sur nos alliés, qu'autant qu'ils ont avec nous des intérêts communs : nous serons abandonnés, si ces intérêts cessent. Nous le serons, à plus forte raison, s'ils s'en font de contraires, & s'ils commencent à nous craindre. Par conséquent, si le cardinal Mazarin a cru s'assurer des Provinces-Unies par le traité de 1644, il s'est trompé.

---

Et il pouvoit arriver qu'elle auroit besoin des secours de l'Espagne contre la France.

---

Mazarin devoit peu compter sur le dernier traité fait avec les Provinces-Unies.

pé : il a eu raison, s'il a cru seulement mettre un obstacle aux négociations de la cour de Madrid, & en retarder l'effet. Il a pu penser avec fondement que les États-Généraux seroient arrêtés quelque temps par la crainte de s'exposer aux reproches d'infidélité.

Mais si elles paroissent vouloir traiter séparément, il doit leur reprocher leur infidélité & leur ingratitude.

Dans une pareille conjoncture, l'Espagne doit tout accorder aux Provinces-Unies pour les séparer de la France ; & la France doit faire valoir la foi des traités, sans oublier de rappeler les secours qu'elle n'a cessé de donner à cette république, & d'en exiger la reconnaissance qu'elle est en droit d'en attendre. Mais la Hollande, de son côté, doit chercher les moyens de concilier ses intérêts avec les circonstances délicates où elle se trouve, & cependant se mettre à l'abri de tout reproche. Voilà ce qui se fera, & ce seul exposé me dispensera d'entrer dans de grands détails à ce sujet.

Le cardinal Mazarin fera bien de se récrier d'avance sur l'infidélité & sur l'ingratitude des Provinces-Unies, si elles paroissent déterminées à traiter séparément. Ces cris pourront au moins suspendre leurs résolutions. Mais de pareilles plaintes ne sont pas aussi fondées, qu'on le juge au premier coup d'œil.

Cependant le reproche d'ingratitude

En s'engageant à ne traiter que conjointement, la France & la Hollande supposoient

sans doute, qu'elles vouloient l'une & l'autre <sup>fidélité étoit</sup> sincèrement la paix, & qu'elles agiroient avec <sup>peu fondée.</sup> la même sincérité pour en conclure une avantageuse à toutes deux. Si les François eussent exigé qu'on ne traitât pas sans eux, & que cependant ils eussent déclaré qu'ils mettroient tous les jours de nouveaux obstacles à la paix, les Etats-Généraux, à qui elle étoit nécessaire, auroient sans doute, rejeté cette proposition. Le cardinal Mazarin n'eut garde de laisser découvrir ses desseins secrets. Je ne fais comment sa dissimulation pourroit en pareil cas se concilier avec la bonne foi. Il est au moins certain qu'il arracha aux Provinces-Unies un consentement qu'elles auroient refusé, si ce ministre eût été moins dissimulé. Il leur rendit un piège, & elles y donnerent. Mais lorsqu'elles s'en appercevront, ne leur sera-t-il pas permis de chercher à se dégager ? & si on leur reproche leur infidélité, ne pourroient-elles pas se plaindre d'avoir été trompées les premières ? Je ne trouve pas plus de fondement dans l'accusation d'ingratitude.

La reconnoissance & l'ingratitude ont lieu entre des particuliers, parce qu'il arrive tous les jours qu'on rend service, sans songer à d'autre avantage qu'au plaisir de servir: mais de nation à nation, ce cas est extrêmement rare. J'en vois des exemples dans l'histoire ancienne, & je ne fais pas si la moderne en four-

Celui d'ingratitude étoit tout aussi peu.

nit. Il est au moins certain que si la France a donné long-temps des secours aux Provinces-Unies, c'est qu'il étoit de son intérêt d'affoiblir l'Espagne & d'en consumer les forces dans les Pays-Bas. Le reproche d'ingratitude étoit donc plus spécieux que solide. Vous nous avez secourus, pouvoient dire les États-Généraux, parce qu'en bonne politique vous le deviez pour votre avantage. Devons-nous donc par reconnoissance continuer une guerre, que nous ne pouvons plus soutenir? & lorsqu'on nous accorde tout ce que nous demandons, faudra-t-il, pour satisfaire votre ambition, & sans espérance d'aucune utilité, nous exposer à tout perdre? Quand même les choses réussiroient pour vous & pour nous, comme vous le présumez; ne pourrions-nous pas nous repentir un jour d'avoir contribué à des succès que nous partagerions aujourd'hui? La reconnoissance oblige-t-elle donc à de si grands sacrifices? Si vous voulez que nous traitions ensemble, hâtez vous, comme nous, de faire la paix. L'occasion est favorable. Elle peut vous échapper: il ne faut qu'une maladie dans vos armées, une bataille perdue, une guerre civile.

& on ne peut  
qu'app'audir  
à la Hollande,  
si elle ne se  
laisse pas

Ces raisons étoient bonnes, & on n'osoit pas les dire. Les Provinces-Unies cherchoient donc d'autres excuses, & le cardinal s'en prévaloit pour les accuser d'ingratitude & d'infir-

délicé. Regardant ses premières succès comme un augure de ceux qu'il se promettoit encore, il ne feignoit de desirer la paix, que parce qu'il y étoit forcé; & il tentoit tout pour engager ses alliés à continuer la guerre qu'il affectoit de vouloir finir. Mais si les Hollandois ne sont pas trompés par ses artifices, ils ne mériteront que des éloges. Telle est la différence qui se trouvoit entre les intérêts de la France & ceux des Provinces-Unies.

tromper aux artifices du cardinal.

La Suede devoit pour son intérêt traiter conjointement avec la France, & la Hollande devoit traiter séparément, si on lui accordoit ce qu'elle demandoit. Il n'étoit pas si facile à Maximilien duc de Baviere, de décider lequel étoit pour lui plus avantageux, de se détacher de Ferdinand ou de lui rester uni. Le haut Palatinat & la dignité électorale, que l'empereur lui avoit donnée, & qu'il lui garantissoit, étoient une raison pour ne pas l'abandonner. Cependant pouvoit-il ne pas craindre d'être enveloppé dans la ruine d'un prince auquel il donnoit plus de secours qu'il n'en recevoit? & devoit-il embrasser le parti des deux couronnes qui s'intéressoient au rétablissement du prince palatin.

Maximilien duc de Baviere, étoit dans une position, où il ne savoit, s'il devoit se détacher de l'empereur ou lui rester uni.

Ce dernier parti paroissoit le plus sûr. Car s'il s'opiniâtroit à courir jusqu'au bout la même fortune avec l'empereur, il s'exposoit à tout

le ressentiment de la France & de la Suede ; qui le regardoient avec raison comme l'auteur de la guerre , & comme le plus grand obstacle à leurs projets. Si , au contraire, il traitoit avec ces puissances , lorsqu'il méritoit encore d'être recherché , il pouvoit compter sur des conditions avantageuses , parce que sa défection les rendoit arbitres de la paix. Mais c'étoit manquer à la reconnoissance ; c'étoit démentir toute la conduite qu'il avoit tenue jusqu'alors. Se voyant donc encore en état de soutenir la guerre , il résolut de demeurer fidele à ses engagements , d'attendre quelque révolution , de retarder la paix , de regarder comme une dernière ressource l'alliance que la France lui offroit , & de se justifier au moins par la nécessité où il se trouveroit réduit. Vous voyez que Maximilien est dans une position à faire durer la guerre ou à la faire finir, suivant la conduite qu'il tiendra.

Les autres princes de l'empire avoient peu d'influence par eux-mêmes , & ne demandoient que la paix.

Les autres alliés de la maison d'Autriche avoient par eux-mêmes peu d'influence. Les électeurs de Cologne , de Mayence , & le duc de Neubourg paroissoient disposés à suivre les impressions du duc de Baviere. Les électeurs de Saxe & de Brandebourg , & les ducs de Lunebourg avoient pris le parti de la neutralité. Les autres , trop foibles pour balancer les grandes puissances , étoient entraînés malgré eux. Las d'une longue guerre , qui ruinoit leurs

états, ils ne demandoient que la paix; & si la France & la Suede l'offroient, ils étoient prêts à se déclarer contre l'empereur pour le forcer à l'accepter. Ainsi Ferdinand avoit mis sa ressource dans l'espérance de diviser ses ennemis, & il voyoit son parti se détruire insensiblement par les divisions.

Sans m'arrêter sur les divers intérêts qu'un si grand nombre de princes avoit à discuter, je faisrai cette occasion pour vous donner une idée du gouvernement de l'empire. La suite demande que vous en ayez au moins une connoissance générale.

Il seroit impossible de suivre le gouvernement de l'empire dans toutes les variations qu'il a souffertes. Il étoit de nature à varier continuellement, & ce sera assez pour nous d'observer les changements principaux, sous les différentes périodes.

L'année 911 que mourut Louis IV, fils d'Arnoul & le dernier des descendants de Louis le Germanique, est l'époque où l'Allemagne se sépara pour toujours de l'empire que Charlemagne avoit gouverné. La couronne de Germanie devint élective, & le droit d'élire appartient aux états, où le peuple étoit appelé: mais les évêques, les ducs & les comtes y avoient plus d'autorité, parce qu'ils étoient plus puissants.

---

L'empire étoit sujet par sa nature à bien des variations.

---

Après Louis IV la couronne devint à fait élective.

Effets de cette révolution pendant la première période, sous les princes de la maison de Saxe.

Cette révolution eut des suites. On les remarque dans le cours de la première période, qui finit en 1024, à la mort de Henri II, dernier prince de la maison de Saxe. Les grands commencèrent à dépendre moins du souverain qu'ils avoient élu, & qui étoit obligé de les ménager pour conserver la couronne dans sa famille. Les duchés devinrent des fiefs héréditaires: les empereurs eurent des vassaux dans les provinces, au lieu de gouverneurs; & pour balancer la puissance de ces princes, les Ottons imaginèrent d'élever le clergé, & d'ériger en principautés des évêchés & des abbayes; mauvaise politique, qui fut la source de bien des désordres.

Origine des comtes palatins, des margraves, landgraves, &c.

Les rois d'Allemagne, dans l'usage de visiter leurs provinces, ont été long-temps sans avoir de résidence fixe. C'est pourquoi on donna le titre de comte aux magistrats, qui rendoient la justice, & qui les accompagnoient par tout où ils transportoient leur cour. Le premier comte fut par cette raison nommé comte du palais ou palatin.

Il falloit donc, pour attendre le jugement d'un procès, voyager avec la cour, & passer souvent d'une extrémité de l'Allemagne à l'autre. Cet inconvénient fut sans doute cause, qu'on établit des comtes dans les provinces. Or, ces comtes devinrent

de juges, gouverneurs, & de gouverneurs, vassaux.

Ces magistrats dans l'origine étoient choisis parmi les hommes à qui l'âge donnoit ou supposoit de l'expérience. En conséquence on les nomma *graves*, mot qui signifie gris. De là viennent les margraves, les landgraves, les burgraves, &c. qui ne sont que des espèces de comtes. Les margraves commandoient sur les frontieres, les landgraves dans des provinces, & les burgraves dans des villes, & dans des châteaux. Pendant la premiere période, on pouvoit déjà prévoir que les comtés seroient bientôt héréditaires.

Les dietes étoient l'assemblée des évêques, des abbés, des ducs, des comtes, de la noblesse & des députés du peuple. Elles éliſoient les rois, qui n'osoient prendre le titre d'empereur, qu'après avoir été sacrés par le pape. Elles faisoient les loix, décidoient de la guerre & de la paix, & jugeoient les membres de l'empire.

Les rois de Germanie jouissoient de toutes les autres prérogatives de la souveraineté, comme de nommer aux principaux bénéfices, de convoquer les conciles & les dietes, de confirmer ou d'annuller l'élection des papes, de conférer les siefs

Privileges des dietes.

Prérogatives des rois de Germanie.

vacants, de faire rendre la justice en leur nom dans toute l'étendue de l'empire, &c. Ils dispofoient fur-tout de l'Italie.

Il s'agit des per-  
teux presque  
toutes sur la  
fin de la se-  
conde période  
qui comprend  
les princes de  
la maison de  
Franconie.

Toute cette puissance s'évanouit presque pendant la seconde période, qui finit en 1137, à la mort de Lothaire II, & qui comprend les princes de la maison de Franconie. Les évêques qui voulurent se rendre indépendants, les ducs qui les favorisèrent par leurs révoltes fréquentes, Grégoire VII qui les enhardit par ses entreprises, les Normands qui prirent les intérêts du saint siege, & les comtés qui, pendant les troubles, devinrent absolument héréditaires, ont été les causes de cette révolution.

Pendant la  
troisième, tous  
les princes de  
la maison de  
Suabe, il n'y a  
que des trou-  
bles.

Sous les princes de la maison de Suabe, qui remplissent la troisième période, les querelles entre le sacerdoce & l'empire, les factions des Guelfes & des Gibelins, & les schismes dans l'empire & dans l'église porterent les défordres jusqu'aux derniers excès. L'autorité des papes s'accrut en Italie par la ruine de celle des empereurs : ils commencerent à former des prétentions sur la souveraineté de Rome : ils regarderent l'empire comme un fief du saint siege : & si leurs succès ne répondirent pas à toute leur ambition, ils se rendirent au moins redoutables à deux grands hommes, Frédéric I, surnommé Barberouffe, & Frédéric II.

Il arriva bien des changements dans cet intervalle. Les empereurs créèrent dans les duchés plusieurs principautés, qui ne releverent que d'eux seuls. Plusieurs villes, sous leur protection, commencerent à se soustraire aux ducs & aux évêques. Les états formerent des ligues pour veiller à leur sûreté; & des peuples, en Allemagne & en Italie, tenterent de se gouverner en républiques.

Ces troubles occasionnent plusieurs changements.

Mais dans la quatrième période, qui commence en 1524, à la mort de Conrad IV, fils de Frédéric II, il se fit encore de plus grandes révolutions. Ce fut un temps d'anarchie jusqu'en 1273, que Rodolphe de Habsbourg fut élevé à l'empire.

La quatrième période est un temps d'anarchie.

Guillaume, comte de Hollande, qu'une faction avoit élu roi des Romains en 1247, du vivant même de Frédéric, fut reconnu en 1244 & mourut en 1256. Il y avoit déjà longtemps que les évêques & les ducs, qui exerçoient les grandes charges de la couronne, s'étoient arrogé le droit de première élection, en sorte que les diètes ne faisoient que confirmer le choix qu'ils avoient fait. Dès le commencement de cette quatrième période, ils donnerent l'exclusion à tous les autres princes, & leur choix n'eut plus besoin d'être confirmé. Ils acquirent insensiblement ce droit pendant les troubles; parce que la difficulté

C'est alors que les évêques & les ducs qui avoient le droit de première élection, s'arrogent à eux seuls le droit d'élire l'empereur.

de se rendre aux dietes, fit regarder comme un avantage de ne pas s'y trouver : en effet, les brigands, qui infestoient tous les chemins, faisoient une nécessité de marcher avec une armée. Il n'y avoit déjà dans ce temps-là que sept électeurs, qui étoient les archevêques de Mayence, de Cologne, & de Treves, le roi de Bohême, le duc de Bavière, comte palatin, le duc de Saxe, & le margrave de Brandebourg.

Pour s'affirmer les usurpations qu'ils ont faites, ils donnent la couronne impériale à des princes dénués de forces.

Ces électeurs acheverent de ruiner l'autorité impériale. Comme ils s'étoient agrandis par des usurpations, ils s'accorderent tous à la mort de Conrad, pour chercher parmi les princes étrangers, un chef qui fût dénué de forces en Allemagne : mais ils se partagerent sur le choix. Les uns élurent Richard de Cornouailles, second fils de Jean Sans-terre & frere de Henri III, & les autres élurent Alphonse le Sage, roi de Castille.

La guerre des Maures & la révolte des Castillans ne permirent pas à celui-ci de s'éloigner de son royaume. Richard, sans concurren-  
 rent, fit trois voyages en Allemagne, où il répandit des trésors. Il fut reconnu, tant qu'il eut de quoi donner : il perdit ses partisans, lorsqu'il n'eut plus rien ; & il mourut en Angleterre en 1271. Ce n'est pas sans fondement que plusieurs écrivains font commencer à la  
 mort

mort de Conrad l'interregne qui finit à l'élection de Rodolphe : car Guillaume & Richard n'ont eu qu'une ombre de souveraineté.

Cet intervalle est un temps d'anarchie, où le besoin de veiller à la sûreté publique, fut l'occasion de plusieurs établissemens nouveaux. Sur l'une & l'autre rive du Rhin, depuis Zurich jusqu'au dessous de Cologne, les princes & les villes se liguerent pour leur défense commune. Les villes commerçantes conclurent une alliance, qui devint célèbre sous le nom de ligue Hanséatique. En Franconie, en Suabe & sur le Rhin, les seigneurs ayant fait des confédérations particulières, se rendirent indépendans des ducs, de l'empereur, & releverent immédiatement de l'empire. Cette noblesse se distingue par son *immédiateté*, de la noblesse soumise à quelques princes particuliers. Elle est antérieure à la quatrième période; mais il paroît au moins qu'elle dût alors se multiplier davantage. Elle est souveraine dans ses terres: cependant elle n'a point de part au gouvernement de l'empire, & elle n'est jamais appelée aux diètes.

Si ces seigneurs devinrent indépendans, les princes plus puissans de l'Allemagne acheverent de s'arroger toutes les prérogatives de la souveraineté. Les électeurs firent plus: car ils se partagèrent presque tous les domaines

Interregna  
qui donne lieu  
à des ligues,

&c à des usurpations.

de la couronne. Les gouverneurs d'Italie se firent des principautés de leurs gouvernements: & les Danois, les Polonois & les Hongrois se séparèrent de l'empire, & cessèrent d'en être tributaires.

Pendant la cinquième période les empereurs occupés de l'agrandissement de leur maison, ou des troubles de l'empire & de l'église, n'ont pu recouvrer les domaines & les prérogatives enlevés à leur couronne. C'est à ces temps de troubles qu'il faut remonter, pour appercevoir dans l'origine les divers droits des membres du corps germanique. Les abus qui s'introduisirent alors, devinrent des droits incontestables pendant le cours de la cinquième période, que Rodolphe de Habsbourg commença. Ce prince fut trop foible pour recouvrer les terres & les prérogatives de la couronne. Il y eut ensuite des interregnes, des guerres civiles, des empereurs qui ne s'occupèrent que de l'agrandissement de leur famille. Les querelles entre le sacerdoce & l'empire recommencerent sous Louis V & Charles IV: Wenceslas & Robert I acheverent de dissiper les domaines de l'empire; & Sigismond, qui finit la cinquième période, en 1337, se vit engagé dans la guerre des Hussites, après avoir donné tous les soins à faire cesser le grand schisme. Pendant cet intervalle, les empereurs furent dans l'impuissance de recouvrer ce que leurs prédécesseurs avoient perdu, ou même ils ne parurent pas en avoir le dessein. Les électeurs formèrent un college particulier, auquel la bulle d'or confirma le droit d'élire le roi des Romains,

& on distingua deux autres classes : celle des princes & celle des villes libres. Cependant ces trois états ne formoient qu'un seul corps dans les assemblées générales ; & c'est dans la diete de Nuremberg, tenue en 1466, 1467, &c. qu'on les voit distribués pour la première fois en trois colleges différens.

La sixième & dernière période commence avec le regne d'Albert II en 1437. La couronne impériale n'est plus sortie de la maison d'Autriche : mais, jusqu'à Charles-Quint, l'empereur n'étoit proprement que le chef d'un corps de souverains. Les électeurs avoient alors la principale autorité : ils s'étoient arrogé presque tous les droits, que les princes & les villes partageoient auparavant dans les dietes : ils parurent même se les assurer, lorsqu'ils prescrivirent des capitulations à Charles-Quint & à ses successeurs. Cependant ils furent au moment de se voir enlever ce qu'ils avoient eux-mêmes usurpé sur les deux autres colleges. Ainsi la souveraineté, qui avoit appartenu à la nation entière, se renfermoit peu-à-peu dans un petit nombre de membres, & paroissoit devoir un jour se trouver uniquement dans le chef.

Après tant de révolutions, le gouvernement étoit dans un vrai chaos. On réclamoit

Lorsqu'après tant de révolutions, les princes de l'empire n'avoient plus dans la sixième période que des prétentions, dont la force seule pouvoit faire des droits, les hérésies semèrent de nouvelles divisions.

de toutes parts pour recouvrer des droits perdus, ou pour conserver des droits usurpés. D'un côté, les électeurs s'élevoient contre l'empereur, auquel ils reprochoient d'avoir violé sa capitulation : de l'autre, exposés aux plaintes des princes & des villes libres, qu'on n'appelloit presque plus aux dietes que pour contribuer aux charges, ils s'unissoient à l'empereur, afin de disposer avec lui de l'empire. Le luthéranisme refusoit de rendre ce qu'il avoit usurpé : le calvinisme, auparavant exclus de l'Allemagne, s'y étoit établi, & vouloit s'y maintenir. Enfin chaque prince, chaque ville libre avoit à se plaindre, & formoit des prétentions. L'objet du corps germanique étoit donc de concilier, dans le traité de paix, les intérêts des trois religions, ceux de tous les princes & ceux de toutes les villes impériales.

Dans cet état des choses, il étoit naturel, que les membres de l'empire s'unissent à la France & à la Suede, qui offroient de faire cesser l'oppression.

Après cet exposé, il est facile de saisir le plan que la France & la Suede se sont fait, pour attirer peu-à-peu dans leur parti tous les états de l'empire.

Elles déclarerent n'avoir pris les armes que pour défendre la liberté germanique. Si les électeurs vouloient donc forcer Ferdinand à remplir les engagements de sa capitulation, ils devoient s'unir à ces deux puissances ; &

Les deux autres colleges devoient s'y unir encore, s'ils vouloient recouvrer les droits usurpés sur eux par les électeurs. Le corps de l'empire se divisoit donc naturellement, & tous les membres devoient se détacher les uns après les autres.

Mais, dira-t-on, comme la France songeoit à conserver la meilleure partie de ses conquêtes, le dessein de la Suede étoit de se faire un établissement dans l'Allemagne, en acquérant la Poméranie, l'archevêché de Bremen, les évêchés de Verden, d'Halberstadt, d'Osnabruck & de Minden. Voilà le vrai motif pour lequel elles avoient pris les armes l'une & l'autre; & la liberté de l'empire n'étoit qu'un prétexte, qui ne pouvoit tromper personne. Il est vrai: mais comme ce prétexte étoit l'unique moyen de remplir leur objet, il devenoit partie de l'objet même; & par conséquent, le corps germanique trouvoit son intérêt à traiter avec elles. Il devoit donc appuyer leurs prétentions pour soutenir les siennes, & former une ligue où toutes les puissances se garantiroient mutuellement ce qu'elles auroient acquis ou recouvré. D'un côté, la Suede offroit sa protection aux Protestants, de l'autre la France offroit la sienne aux Catholiques qui se déclaroient neutres. Ni les

Ilspouvoient compter sur la protection de ces deux puissances, parce qu'elles ne pouvoient s'agrandir qu'en ménageant leurs intérêts.

uns ni les autres ne s'intéressoient à Ferdinand: les électeurs, les princes, les villes, tous vouloient s'enrichir de ses dépouilles. Ils n'attendoient pour l'abandonner, que le moment où ils cesseroient de le craindre. Il ne falloit donc qu'achever d'épuiser ses forces, pour lui faire perdre les alliés qui lui restoit; & le succès de la négociation dépendoit du succès des armes.

Pour forcer Ferdinand & Maximilien à la paix, la France se propose de porter la guerre dans les états héréditaires & dans la Bavière.

La France, qui s'étoit contentée jusqu'alors de faire des conquêtes sur ses frontières, adopta le projet de la Suede, qui vouloit qu'on établit le théâtre de la guerre dans les provinces, d'où l'empereur tiroit tous ses secours; c'est-à-dire, dans les états héréditaires & dans la Bavière. Elle se proposoit sur-tout d'attaquer vigoureusement Maximilien, & d'offrir en même temps de lui conserver le haut Palatinat & la dignité électoral. Elle vouloit le faire entrer dans ses vues, en lui faisant une nécessité d'accepter les avantages qu'elle lui offroit. L'habileté des généraux paroissoit répondre du succès de cette négociation. Il ne falloit pas de foibles efforts pour dépouiller l'empereur de l'autorité qu'il s'arrogeoit, pour le réduire à n'être plus que le chef de l'empire, & pour forcer la maison d'Autriche

à renoncer à tant de provinces qu'on prétendoit lui enlever. Tels étoient les intérêts & les vues des principales puissances. Vous voyez qu'on étoit loin de conclure encore, quoique les plénipotentiaires eussent ouvert le congrès.





## CHAPITRE II.

*Du traité de Westphalie ou des négociations faites à Munster & à Osna-bruck.*

**L**A Suede voulut traiter sans l'entremise d'aucun médiateur : les autres puissances acceptèrent la médiation du pape , qui se bernoit à la réconciliation des princes catholiques , & celle de la république de Venise , qui se proposoit de réconcilier toutes les puissances. Ces deux médiateurs n'étoient pas tout-à-fait sans partialité : car l'un & l'autre ne pouvoient voir avec indifférence les arrangements qu'on prendroit par rapport à l'Italie ; & le pape devoit surtout favoriser les Catholiques d'Allemagne. D'ailleurs , de quelle utilité étoit une médiation , qui se bernoit aux Catholiques ? Étoit-il possible de donner la paix à l'Europe , sans s'occuper des intérêts des Protestans ? Aussi ces deux médiateurs finirent-ils par être les simples spectateurs de la négociation ?

Médiation  
sans effet des  
Vénitiens &  
du pape.

Il y avoit déjà plusieurs mois que le nonce Fabio Chigi & Louis Contarini, noble vénétien, s'étoient rendus au lieu du congrès, avec les plénipotentiaires de France, de Suede, de Vienne & de Madrid. Les envoyés de Portugal & de Catalogne s'y trouvoient aussi: mais comme Philippe & Ferdinand n'avoient pas voulu leur accorder des sauf-conduits, ils y étoient venus sans titre, & ils n'y paroissoient qu'à la suite des ministres de France & de Suede. Les députés des Provinces-Unies n'étoient pas encore arrivés.

---

On n'attendoit plus au congrès que les plénipotentiaires des Provinces-Unies.

Les plénipotentiaires étoient, pour la France, les comtes d'Avaux & de Servien; pour la Suede, le baron Oxenstiern, fils du chancelier, & Salvius; pour l'empereur, le comte de Nassau-Hedamar, & Isaac Volmar, jurisconsulte; pour l'Espagne, le comte de Diego de Saavedra & Antoine Brun.

---

Plénipotentiaires des autres puissances.

Je ne parlerai point des difficultés que le cérémonial fit naître: de pareils détails seroient une perte de temps pour nous, comme pour les négociateurs. Il me suffira de dire un mot des principaux obstacles, qui retarderent pendant plusieurs mois l'ouverture du congrès.

---

Obstacles qui retardent l'ouverture du congrès.

Le premier s'offrit, lorsqu'il fut question d'échanger les pleins pouvoirs. Ils se trouve-

---

1.° Pleins pouvoirs qu'

on veut trouver défectueux.

rent tous défectueux, c'est-à-dire, que de part & d'autre on voulut les trouver tels, parce qu'on ne songeoit point encore à traiter de bonne foi. On contesta donc comme sur les fauf-conduits, on gagna du temps, & chacun crut gagner beaucoup.

2.<sup>o</sup> Artifices de la maison d'Autriche pour diviser ses ennemis.

Le second obstacle vint des artifices de la maison d'Autriche pour diviser ses ennemis : artifices employés tant de fois, & si inutilement, & qui furent encore sans effet.

3.<sup>o</sup> Lenteur des états de l'empire à députer au congrès, comme ils y étoient invités par les plénipotentiaires de France & de Suede.

Le troisieme enfin avoit pour cause la lenteur des états de l'empire à députer au congrès. La diete de Francfort duroit encore, & le college des villes paroissoit disposé à se séparer de l'empereur, pour traiter de ses intérêts à Munster ou à Osnabruck. Le comte d'Avaux, les plénipotentiaires de Suede, & le landgrave de Hesse, voulant affermir les villes dans cette résolution, adresserent à tous les membres de la diete des lettres circulaires, par lesquelles ils leur représentoient leurs droits, & les invitoient à se rendre au congrès. Cette invitation tendoit à réunir tous les états de l'empire, & à les faire juges des différens qu'ils avoient avec Ferdinand. Quelques-uns, retenus par la crainte, n'oserent encore se déclarer; mais le grand nombre résolut de forcer l'empereur à consentir que les trois colleges, chaque prince & chaque ville libre envoyassent

leurs députés. Il n'y eut que les électeurs qui s'y opposerent ouvertement, parce qu'ils vouloient se réserver le droit de décider seuls de la guerre & de la paix.

Ferdinand auroit voulu parer le coup qu'on lui portoit. Cependant il ne pouvoit pas contester aux princes & aux villes le droit d'assister au congrès. Il n'osoit donc pas se plaindre de l'invitation qu'on leur avoit faite: il se plaignit seulement de quelques termes peu ménagés de la lettre du comte d'Avaux. Il excita la jalousie des électeurs contre les deux autres colleges: il essaya de prouver que les différens de l'empire ne pouvoient être traités que dans une diete; & il publia qu'il se proposoit d'en convoquer une pour les régler. Cependant plus il faisoit d'efforts, plus il persuadoit aux états, combien il leur étoit avantageux de se rendre aux invitations des plénipotentiaires. En effet, ils n'auroient pas trouvé dans une diete la protection qu'on leur offroit à Munster & à Osnabruck. Cette vérité étoit sensible; & comme ils paroissoient ébranlés, la France & la Suede acheverent de les déterminer par de nouvelles lettres, dans lesquelles ces deux couronnes affecterent de montrer beaucoup de zele pour la paix, & de se plaindre des obstacles que la maison d'Autriche y faisoit naître.

Ferdinand auroit voulu empêcher cette députation.

Le mauvais succès de les armes le force à paroître moins contraire à la paix, & on prend jour pour les propositions.

Cependant la contestation sur les pleins pouvoirs duroit encore : on ne pensoit pas que la négociation dût commencer si tôt : & les députés des états de l'empire ne se pressoient pas de se rendre à Munster & à Osnabruck, lorsque le succès des armes de la France & de la Suede força l'empereur à montrer plus de disposition pour la paix. Les pleins pouvoirs ne souffrirent plus de difficultés : on convint des changements qu'on y feroit : on publia que la négociation alloit commencer : & du consentement des plénipotentiaires, les médiateurs assignerent le 4 décembre 1644 pour faire de part & d'autre les premières propositions.

Les Impériaux & les Espagnols demandent qu'on leur restitue toutes les conquêtes.

Au jour marqué, les plénipotentiaires remirent leurs propositions aux médiateurs. Les Impériaux & les Espagnols offrirent la paix à condition qu'on restitueroit toutes les conquêtes ; & on faisoit observer, au nom de Philippe, que c'étoit en considération de ce que la reine régente sa sœur, & Louis XIV, son neveu, n'avoient eu aucune part aux commencemens de la guerre.

Cet égard & cette restitution parurent également ridicules aux François, qui ne jugeoient pas devoir tout abandonner, après avoir soutenu une guerre aussi dispendieuse. Ils rappelloient les usurpations que l'Espagne, dans

ses temps de prospérité, avoit faites sur la France; & ils demandoient qu'avant d'exiger qu'on lui rendît quelque chose, elle restituât tout ce qu'elle retenoit injustement.

En même temps les Impériaux & les Espagnols éclaterent, lorsqu'ils apprirent que les François & les Suédois, au lieu d'entrer en matière, n'avoient proposé qu'un préliminaire. Ils crurent avoir trouvé l'occasion de les convaincre de ne chercher qu'à retarder la paix. Ce reproche ne paroissoit pas sans fondement: car les deux couronnes s'étoient bornées à demander ensemble, qu'on attendît les états de l'empire, & qu'on fît de part & d'autre des instances pour les presser de se rendre au congrès. La France demandoit même encore que l'empereur rendît la liberté à l'électeur de Trèves, afin que ce prince pût se trouver à l'assemblée par lui-même ou par ses députés.

Le parti de la maison d'Autriche répondoit, que si les états refusoient de se hâter, ou même de venir, ce n'étoit pas une raison pour retarder la négociation, -ou pour la rompre. A quoi on repliquoit, que puisqu'on avoit pris les armes pour soutenir les droits des états, on ne pouvoit rien conclure sans eux; & que leur consentement étoit nécessaire pour assurer l'exécution du traité. Il est vrai qu'on pouvoit d'abord le conclure, & exiger ensuite qu'il fût ratifié dans une diète générale. C'est

---

La Suede & la France se bornent à demander qu'on attende les députés des états de l'empire.

---

On les attend, en disant qu'on les attendra.

ce qu'on proposoit : mais cette proposition n'agréoit ni à la Suede ni à la France. Dans une diete, les états auroient agi séparément, après coup, & avec moins de liberté. Dans le congrès, au contraire, ils seroient d'autant plus libres qu'ils dépendroient moins de l'empereur ; ils traiteroient conjointement avec les deux couronnes ; ils auroient avec elles un même intérêt ; & ils leur seroient favorables, afin d'en être protégés. Pendant qu'on agitoit avec de bonnes & de mauvaises raisons, si on les attendroit, on les attendoit en effet. Il en étoit déjà venu un grand nombre ; & on auroit pu commencer, si le cérémonial, qu'il falloit régler, n'avoit pas donné le temps d'en attendre d'autres encore.

Malgré les oppositions de Ferdinand, le congrès est regardé comme une diete générale de l'empire.

Plus les deux couronnes invitoient les états, plus l'empereur faisoit d'efforts pour les exclure de la négociation. Il eût au moins voulu n'y admettre que les électeurs : mais il fut encore obligé de céder aux deux autres colleges, qui se voyoient trop bien soutenus pour abandonner leurs droits.

Il ne lui restoit plus qu'à régler la forme des délibérations, de maniere que toute l'autorité des états fût confiée aux électeurs, qui avoient des intérêts communs avec lui. C'est ce qu'on ne lui permit pas de faire. Les princes & les villes libres, résolus de jouir de

sous les droits du college électoral, ne jugerent pas à propos de se conformer à ce que Ferdinand voulut leur prescrire. Il fut arrêté que l'assemblée auroit la même autorité qu'une diete générale; & que tous les états, qui avoient droit de suffrage, y délibéreroient en la maniere accoutumée. On contesta longtemps avant de décider, si les trois colleges s'assembleroient à Munster, ou à Osnabruck, s'ils se partageroient entre ces deux villes, ou s'ils se transporteroient dans quelque autre ville voisine. Les députés ne convenoient point entre eux sur ce sujet, & comme les Suédois auroient voulu entraîner tous les états à Osnabruck, les François vouloient les attirer à Munster. Enfin l'avis du comte d'Avaux prévalut. Il fut réglé, comme il le proposoit, que chacun des trois colleges seroit parragé dans les deux villes; que les Catholiques & les Protestants s'établissent en égal nombre dans Munster & dans Osnabruck; & qu'ils auroient cependant la liberté de passer quelquefois de l'une à l'autre ville, afin de se concerter sur l'objet des délibérations.

Si tous les Catholiques s'étoient rangés d'un côté & tous les Protestants de l'autre, disoit ce ministre, il auroit été difficile d'éviter les contrariétés qui devoient naître des intérêts opposés des deux religions. Il avoit même demandé que les députés protestants vins-

sent en plus grand nombre à Munster, afin qu'ils y pussent soutenir avec plus de force leurs intérêts, que les Suédois seuls pouvoient suffisamment défendre à Osnabruck; & il ajoutoit que la France seroit bien aise de les avoir pour témoins de la droiture de ses intentions, & du zele avec lequel elle se proposoit de ménager leurs avantages. Des motifs aussi honnêtes concilierent tous les partis; & tout ayant été arrêté, le congrès fut regardé comme une diete générale de l'empire. C'est ce que les deux couronnes desiroient depuis long-temps, & ce que l'empereur avoit toujours craint.

Les Suédois, qui avoient eu de grands succès, paroissent vouloir hâter la négociation.

L'empereur avoit rendu la liberté à l'électeur de Treves, & il étoit arrivé un grand nombre de députés à Munster & à Osnabruck. Il n'y avoit donc plus de prétexte pour différer la négociation. Les Suédois paroissent eux mêmes fort pressés de l'entamer. Ils se trouvoient dans une conjoncture avantageuse. Les succès de leurs généraux, Wrangel & Koenigsmark, avoient forcé le roi de Danemarck à la paix; & Torstenson, ayant ensuite tourné ses armes contre les Impériaux, étoit entré en Bohême, & avoit remporté à Janowitz une victoire, qui lui ouvroit tous les pays héréditaires.

Mais la France la vouloit

Mais la France craignoit de donner trop d'avantages à la Suede, si l'on se hâtoit de traiter

traiter dans de pareilles circonstances. Quoique l'objet des deux couronnes fût également de rétablir la liberté du corps germanique, en diminuant la puissance de la maison d'Autriche; elles avoient néanmoins chacune des vues particulières, qui pouvoient difficilement se concilier. Si les François soutenoient qu'on pouvoit assurer la liberté de l'empire, sans sacrifier aucune des deux religions, les Suédois se propofoient au contraire, d'abaisser les Catholiques pour élever les Protestants, persuadés que les Catholiques seroient toujours attachés aux Autrichiens. Il étoit donc à craindre que secondés de tous les princes protestants, comme ils devoient l'être, ils ne se prévalussent de la supériorité que leur donnoit la victoire de Janowitz, & qu'ils n'obtinsent par le traité de trop grands avantages au préjudice de la France. C'est pourquoi les François jugeoient devoir suspendre, jusqu'à ce qu'ils pussent balancer les succès de leurs alliés.

Ces deux puissances avoient même des raisons communes pour retarder encore. Les avantages qu'elles se propofoient d'obtenir, étoient de nature à ne pouvoir être demandés qu'avec beaucoup de ménagement: car leurs prétentions sur tant de provinces devoient soulever le corps germanique, qui ne pouvoit pas consentir volontiers au démembrement de

retarder, de crainte qu'ils n'en retirassent de trop grands avantages.

Quoique les deux couronnes alliées eussent des raisons communes pour la retarder, elles consentirent à donner leurs propositions.

l'empire. Il s'agissoit donc de fonder les esprits, de les préparer adroitement, de les conduire par de longs détours. Tout cela demandoit du temps, & un grand concert. Cependant comme elles vouloient paroître répondre à l'impatience de l'Europe, leurs plénipotentiaires promirent de donner, & donnerent en effet leurs propositions le jour de la Trinité, qui tomboit cette année le 11 juin. Alors la France étoit humiliée par la défaite de Turenne que Merci avoit surpris à Mariendal. C'étoit la première faute de ce grand capitaine. Il la répara bien dans la suite, & ce fut la dernière de cette espece.

1645

Elles paroissent dans leurs propositions ne s'occuper que des intérêts du corps germanique, & se bornent pour elles à une satisfaction, qu'elles n'expliquent pas.

Les principales conditions que les deux couronnes mirent à la paix, étoient : 1<sup>o</sup> Que toutes choses seroient rétablies dans l'empire au même état, où elles étoient en 1618, avant le commencement de la guerre. C'étoit demander que l'empereur rendît le royaume de Bohême électif, & que le duc de Bavière restituât le haut Palatinat & la dignité électorale.

2<sup>o</sup> Que tous les princes & états de l'empire seroient rétablis dans leurs anciens droits, prérogatives, libertés & privilèges; que par conséquent ils jouiroient de tous les droits de souveraineté, du droit de suffrage dans les diètes, & du droit de faire des confédérations

pour leur sûreté, tant entre eux qu'avec les princes voisins.

3<sup>o</sup> Qu'on ne pourroit ni porter de nouvelles loix, ni interpréter les anciennes; ni faire la guerre, la paix ou des alliances; ni imposer des tributs aux états, ni priver un prince de sa dignité ou de ses biens, &c. que par le suffrage libre & le consentement de tous les états dans une assemblée générale.

4<sup>o</sup> Que toutes les anciennes constitutions de l'empire, & particulièrement la bulle d'or, seroient observées religieusement, sur-tout, dans l'élection du roi des Romains, & qu'on ne procéderoit jamais à cette élection pendant la vie des empereurs, parce que cet abus perpétue la dignité impériale dans une seule famille, en exclut tous les autres princes, & anéantit le droit des électeurs.

5<sup>o</sup> Qu'outre les précautions générales qu'on prendroit pour la sûreté du traité, on donneroit aux deux couronnes & à leurs alliés une satisfaction, & une récompense aux milices étrangères qui ont servi dans leurs armées; & que la satisfaction devoit être telle, qu'elle fût un dédommagement pour le passé, & une sûreté pour l'avenir.

Les états de l'empire ne pouvoient qu'ap  
plaudir à des propositions, qui faisoient de leurs C'étoit le vrai  
moyen d'ob.

obtenir ce qu'elles  
desiroient.

intérêts le premier objet du traité. Ils auroient pu avoir quelque inquiétude sur ce que les deux couronnes entendoient par leur satisfaction. Mais puisqu'elles paroïssent ne vouloir rien obtenir pour elles, qu'après qu'ils auroient eux-mêmes été rétablis dans leurs droits, il étoit naturel qu'ils s'occupassent des avantages qu'on leur offroit, & qu'ils se sentissent même portés à favoriser dans la suite les prétentions de la France & de la Suède. Lorsqu'ils se seront familiarisés avec des idées qui les flattent, il sera difficile qu'ils y renoncent. Ils aimeront mieux sacrifier des provinces aux dépens de Ferdinand; & ce sera le moment que les François & les Suédois pourront prendre pour s'expliquer. Il faut néanmoins remarquer que ces deux puissances ne paroissent embrasser, & n'embrasseront en effet les intérêts du corps germanique, que parce qu'elles les regardent comme un moyen d'obtenir ce qu'elles desiroient, & comme l'unique garantie qui peut leur en assurer la possession. Jusques-là elles soutiendront leurs premières demandes, mais au de-là elles se relâcheront à proportion que leurs ennemis se rendront plus faciles à leur égard : elles en sont même convenues.

Mal ne s'expliquant pas sur leur satisfaction, elles n'avançoient

Il est aisé d'imaginer combien l'empereur & ses partisans furent offensés du projet d'anéantir l'autorité impériale. Aussi releverent-ils dans les propositions tout ce qui pouvoit don-

ner lieu à la critique. Les médiateurs eux-mêmes y trouverent à redire. En effet, ce n'étoit pas avancer le traité que de parler vaguement d'une satisfaction, sans s'expliquer sur ce qu'on demandoit. Si l'Europe s'étoit flattée d'une paix prochaine, en apprenant que les deux couronnes avoient donné leurs propositions, cette espérance s'évanouit bientôt; & comme le disoit le chancelier Oxenstiern, il restoit encore bien des nœuds qu'on ne pourroit couper qu'avec l'épée.

La France eut sur l'Espagne des avantages qui firent oublier la perte de la bataille de Mariendal. En Flandre, les maréchaux de Gassion & de Rantzau, sous le commandement du duc d'Orléans, enleverent plusieurs places, & le prince d'Orange se rendit maître de Hulst. En Catalogne le comte du Plessis-Prassin avoit fait le siege de Roses, qui capitula après quarante-neuf jours de tranchée ouverte, & qui rendit la communication libre entre la Catalogne & le Roussillon. Le comte d'Harcourt, qui tenoit la campagne, prit ensuite Agrammont & S. Annais, gagna la bataille de Liorens & s'empara de Balaguer. Enfin les Espagnols furent battus par les Portugais, & contraints de lever le siege d'Elvas.

D'un autre côté le duc d'Enguien passa le Rhin auprès de Spire, & se joignit au vicomte de Turenne, dont l'armée avoit été renforcé

pas la paix,

Succès des  
armes de la  
France.  
1645.

cée par les Hessois & par les Suédois, sous les ordres du général Geis & de Konigsmarck. Ce prince s'approcha du Danube, en se rendant maître de Wimpfen & de Rotenbourg. Il se proposoit d'entrer dans la Baviere, ou de revenir sur Hailbron, lorsqu'il fut abandonné des Suédois, qui craignoient vraisemblablement qu'une victoire en Allemagne ne donnât trop d'avantage aux plénipotentiaires françois. Malgré la défection de Konigsmarck, le duc gagna la bataille de Nordlingen, dans laquelle le général Merci perdit la vie. Peu après le vicomte de Turenne prit Treves, & rétablit l'électeur, que les Espagnols avoient dépouillé.

Cependant elle cherchoit des prétextes pour ne pas s'expliquer encore sur la satisfaction qu'elle devoit.

Ces succès ne hâtoient pas la négociation : les comtes d'Avaux & de Servien avoient refusé d'expliquer l'article de la satisfaction, sous prétexte qu'ils étoient obligés d'attendre l'arrivée de Henri d'Orléans, duc de Longueville. Le cardinal envoyoit ce prince à Munster, pour donner plus d'éclat à l'ambassade, & pour éloigner en même temps de la cour un esprit capable d'y former des intrigues. A l'arrivée du duc de Longueville, les plénipotentiaires ne s'expliquerent pas davantage, & on vit naître seulement de nouvelles contestations sur le cérémonial. Peu de jours après, arriva le premier ambassadeur d'Espagne, Don Gaspar Bracamonte, comte de Pegnaranda ; & on atten-

doir de Vienne Maximilien , comte de Trantmansdorff , ministre qui avoit toute la confiance de l'empereur. Ces mouvements faisoient présumer qu'on songeoit sérieusement à la paix.

Il ne restoit plus qu'un prétexte aux François & aux Suédois pour différer l'explication qu'on leur demandoit : c'est qu'on n'avoit pas encore répondu à leurs propositions. Or, les Impériaux leur enleverent cette dernière ressource. Le 25 septembre ils assemblerent avec beaucoup d'appareil tous les députés des trois colleges ; & ils leur communiquèrent leur réponse, en les invitant à donner leur avis sur chaque article. C'étoit reconnoître également dans tous les états le droit d'opiner sur les affaires les plus importantes de l'empire , & les déclarer juges dans leur propre cause. Si par conséquent les princes & les villes avoient été jusqu'alors opprimés par les empereurs & par les électeurs , ils parurent ce jour-là avoir recouvré leur ancienne liberté. Ces états se crurent déjà libres , & pleins de cette idée , ils se regarderent comme les maîtres de la négociation : car après avoir délibéré , s'ils donnoient leur avis, avant que la réponse fût communiquée aux François & aux Suédois , ils jugerent devoir permettre de la communiquer sur le champ ; déclarant néanmoins qu'ils ne prenoient ce parti que pour avancer la né-

L'empereur répond aux propositions des deux couronnes, & paroit prendre pour juge les états de l'empire.

1645

gociation, & que les choses demeureroyent indécises jusqu'à ce qu'ils eussent donné leur avis.

Quelle étoit  
cette réponse.

La réponse de l'empereur ne faisoit pas espérer de pouvoir si-tôt conclure. Bien loin d'accorder une satisfaction aux deux couronnes & à leurs alliés, ce prince en demandoit une pour lui-même. Il paroissoit disposé à faire des sacrifices aux Protestants, ce qui déplaisoit aux médiateurs, & ce que les François vouloyent au moins paroître désapprouver. Enfin il ne refusoit rien aux états de l'empire. Mais il ajoutoit des clauses, dont il pouvoit se prévaloir un jour.

Les états  
s'occupent de  
leurs intérêts  
qui font naître  
bien des  
contestations.

Les députés des états avoient à traiter des intérêts politiques, soit généraux, soit particuliers, & des intérêts de religion. Ils ne s'accorderent que sur les choses générales; & il resta des articles sur lesquels il étoit difficile ou même impossible qu'ils eussent un avis commun. La religion fit, sur-tout, naître de grands sujets de contestation, les Protestants se plaignant d'avoir été toujours opprimés par les Catholiques, & les Catholiques se plaignant des usurpations que les Protestants avoient faites.

Cependant au milieu de ces contestations, les états s'applaudissoient d'avoir été pris pour

juges, l'empereur se faisoit gré d'avoir eu cette condescendance pour eux, parce qu'il prévoyoit qu'il ne seroit pas si tôt jugé; & les deux couronnes n'étoient pas fâchées de voir naître des incidents qui retardoient la négociation, sans qu'on pût leur faire aucun reproche.

Chacun se croyoit donc dans des conjonctures favorables & tout le monde étoit content. Les états se flattoient de tout obtenir, parce qu'ils voyoient l'empereur dans la nécessité de les ménager; & l'empereur comptoit sur les états, qui se bornant à disputer sur leurs propres intérêts, ne parloient de la satisfaction des François & des Suédois, que comme d'une chose, à laquelle ils prenoient fort peu de part. Mais cette indifférence ne donnoit pas d'inquiétude aux deux couronnes: car elles jugeoient avec raison, que les états ne trouveroient de fureté, qu'autant qu'ils traiteroient conjointement avec elles; & elles attendoient le moment où se joignant à elles, ils seroient favorables à la satisfaction qu'elles voudroient obtenir.

Il s'agissoit enfin de s'expliquer sur cette satisfaction, & c'est un point sur lequel les deux couronnes commençoient à se faire des intérêts différents. Comme les prétentions de l'une pouvoient nuire aux prétentions de l'autre; & que chacune des deux vouloit obtenir, plus el-

Se flattant de tout obtenir pour eux, ils ne paroissent pas s'intéresser à la satisfaction des deux couronnes.

Ces deux couronnes n'osoient pas d'abord s'en expliquer l'une à l'autre.

le craignoit de trouver d'obstacles dans son alliée. C'est pourquoi de part & d'autre les plénipotentiaires s'observoient, & ne s'ouvrirent pas encore; les Suédois étoient, sur-tout plus circonspects, parce qu'ils avoient de plus grandes difficultés à vaincre.

Enfin elles se devinent, & ayant pressenti les dispositions du public, elles déclarent ce qu'elles demandent.

A la fin cependant on se devina; on connut même les dispositions du public, qui, jugeant que la satisfaction se feroit aux dépens de la maison d'Autriche, sacrifioit volontiers à la paix les intérêts de cette maison. On ne fut donc plus dans le cas de faire un mystère de ses desseins, & au commencement de 1646 les deux couronnes de concert déclarèrent aux Impériaux ce qu'elles exigeoient chacune pour leur satisfaction. La France demandoit la haute & basse Alsace, y compris le Sundgaw, Brisach & le Brisgaw, les villes Forestières, Philisbourg, & les lieux nécessaires pour assurer la communication de cette place avec la France. La Suede demandoit la Poméranie entière, où la moitié avec la Silésie; & de plus Cammin, Wisnar, Poel, le château de Walfisch, ou de la Baleine, Warnemonde, Bremen & Verden. Je passe pour le présent sous silence les autres articles, & je n'en parlerai dans la suite, qu'autant que j'y serai obligé pour donner une idée générale de cette négociation. En effet il nous suffit de considérer l'objet, qui faisoit le principal ou même l'uni-

que obstacle au traité. Or, si la France & la Suede avoient obtenu une satisfaction telle qu'elles la vouloient, elles se feroient volontiers relâchées sur tout le reste.

C'est sur les domaines de la maison d'Autriche qu'il s'agissoit de prendre la satisfaction de la France. Ainsi ce démembrement, sans rien coûter aux princes de l'empire, affoiblissoit l'unique puissance qu'ils redoutoient. Ils pouvoient même regarder comme un avantage pour eux, que la France, s'étendant jusques sur le Rhin, pût au besoin les défendre contre les entreprises des empereurs. Ferdinand paroissoit enfin disposé à tout sacrifier pour la paix: & quoique l'Espagne, qui ne pouvoit le secourir, l'en détournât; le duc de Baviere, qui l'avoit toujours si bien défendu, l'invitoit à céder.

---

La satisfaction de la France devoit être prise sur les domaines de la maison d'Autriche.

La satisfaction de la Suede souffroit de grandes difficultés. Car la Pologne & le Danemarck ne devoient pas souffrir que les Suédois eussent en Allemagne un établissement aussi considérable; & l'électeur de Brandebourg s'y opposoit encore davantage, parce qu'il avoit sur la Poméranie des droits qu'on ne pouvoit lui contester. Pour avoir son consentement, il falloit le dédommager aux dépens de l'empereur ou de l'église. Le second moyen étoit seul au gré de Ferdinand: mais le France ne l'ap-

---

Il n'en étoit pas de même de celle de la Suede: c'est pourquoi elle souffroit plus de difficultés.

prouvoit pas, les médiateurs s'y oppofoient ; & tous les Catholiques le rejetoient avec scandale. C'est par cette raifon même que les Suédois le préféroient : car ce démembrement des biens de l'églife entroit dans le plan qu'ils s'étoient fait, de mettre au moins une égalité parfaite entre les Proteftants & les Catholiques. Par ce plan ils entretenoient en Allemagne les guerres de religion. Les François au contraire affuroient la paix, parce que, fans diftinction de Catholiques & de Proteftants, ils fe propofoient de faire une ligue générale de tous les membres du corps germanique.

Les états déclarent qu'il n'est dû de fatisfaction ni à l'un ni à l'autre.

Les députés, à qui les Impériaux communiquèrent la replique des deux couronnes, décidèrent qu'il n'étoit dû aucune fatisfaction ; & prononcèrent en général contre elles fur tous les articles. Le plus grand nombre étoit donc favorable à l'empereur, foit qu'ils le craigniffent encore ou qu'ils fuflent gagnés par des promesses ; foit qu'ils fe cruflent désormais en état de défendre eux-mêmes leur liberté ; foit qu'ils euflent quelque honte à fouffrir que des puiffances étrangères donnaffent la loi dans l'empire ; foit enfin que les Catholiques préviffent combien la paix coûteroit à l'églife, fi on l'achetoit des Suédois. Cela fait voir que l'empereur auroit pu fe ménager un parti puiffant.

Les François & les Suédois ne regarderent pas cette décision comme un jugement : ils se flatterent de ramener les uns par les avantages qu'ils leur offriroient dans le cours de la négociation, & de laisser les autres en continuant la guerre avec vigueur.

Les deux couronnes ne s'inquiètent pas de ce jugement.

Le comte de Trautmansdorff, d'un esprit ferme & solide, avoit encore une réputation de probité, qu'il soutenoit par un caractère franc & honnête. Peut-être cet habile ministre eût-il racommodé les affaires de l'empereur, s'il en eût été chargé plutôt : mais alors elles étoient désespérées. Le premier objet de son instruction, & sur lequel il ne se flattoit pas de réussir, étoit de réconcilier Ferdinand avec tout le corps germanique, & de réunir toute l'Allemagne pour chasser les François & les Suédois. Afin de préparer l'exécution de ce projet, on répandit, à son départ de Vienne, qu'il alloit au congrès avec des pleins pouvoirs pour satisfaire entièrement tous les états de l'empire. Mais plus ces promesses étoient grandes, plus elles parurent suspectes, & les états n'eurent garde de donner dans le piège, jugeant bien qu'ils ne seroient plus ménagés, lorsque les puissances qui les protégeoient, cesseroient d'être redoutables.

Le comte de Trautmansdorff tenta inutilement de réconcilier l'empereur avec le corps germanique.

Ce premier projet ayant échoué, il se proposoit de tout sacrifier jusqu'aux intérêts de

Il ne réussit pas mieux

à détacher la  
Suede de la  
France.

la religion, pour gagner les Protestants, & détacher la Suede de la France. Ce second projet n'eut pas plus de succès. Les Suédois demeurèrent fermes dans leur ancienne alliance; & se montrèrent plus difficiles, à mesure que l'empereur parut se relâcher davantage avec eux. Cependant la France & la Suede faisoient de nouveaux préparatifs pour la campagne de 1646; Ferdinand craignoit la continuation de la guerre; & il ne restoit plus d'autre ressource que de négocier avec les François pour essayer de conclure une paix générale.

Il entre une  
négociation avec  
cette dernière  
couronne.

Avant de faire cette démarche, Trantmanndorff assembla les députés des états, & leur demanda s'il étoit dû une satisfaction à la France. Il comptoit se prévaloir de l'opposition de l'empire, pour porter au moins les François à se relâcher. Ses espérances furent trompées: car excepté les députés d'Autriche, de Bourgogne & de l'archiduc Léopold, tous opinèrent en faveur de la France.

Alors il fit faire des offres par les médiateurs, & la négociation commença: cependant comme il n'offroit pas encore tout ce qu'il se proposoit de céder, la France insistoit surtout ce qu'elle avoit d'abord demandé, & quoiqu'elle se fût aisément contentée de l'Alsace & de Brisach, elle appuyoit avec la même chaleur sur les articles qui étoient le plus

indifférents, & paroïssoit n'en vouloir abandonner aucun.

L'année précédente 1645, le cardinal avoit commencé une négociation avec le duc de Baviere, dans le dessein de le détacher de l'empereur. Il offrit de lui conserver le haut Palatinat avec la dignité électorale, & il proposoit de créer un huitieme électorat pour le Palatin, auquel on restitueroit le bas Palatinat. Cet expédient concilioit, autant qu'il étoit possible, les intérêts de ces deux princes. En rétablissant l'un, la France affermissoit la paix dans l'empire; & elle s'attachoit l'autre, en lui conservant ce qu'il avoit acquis.

Dès-lors la cour de France & la cour de Baviere commencerent à se ménager. Si Maximilien ne pouvoit prendre sur lui d'abandonner l'empereur, il se proposoit au moins d'user de son autorité pour le porter à la paix, & le déterminer à donner une satisfaction à la France. Il entra donc dans les vues du cardinal, sans néanmoins s'engager trop avant. On ne savoit donc sur quoi compter. En effet ses dispositions varioient comme la fortune. Après la défaite de ses troupes à Nordlingen, il fit à la France les propositions les plus avantageuses: & il commença bientôt à changer de langage, parce qu'il eut à son tour quelques succès.

---

Maximilien  
de Baviere  
traite aussi avec la France,  
qui lui fait des  
propositions  
avantageuses.

Quoique la négociation paroisse avancée, tout est encore suspendu.

Cependant son âge avancé lui faisoit desirer la paix : parce que si la mort le surprenoit pendant la guerre, il ne sa voit plus ce qu'il laissoit à ses enfants. Il entra donc dans la négociation que Trantmansdorff avoit entamée, & pour la hâter il menaça d'abandonner les Impériaux, si avec l'Alsace qu'ils offroient, ils ne cédoient pas encore Brisach : il sa voit que c'étoit-là le nœud qu'il falloit trancher. Ferdinand y consentit : mais avec des conditions que les François ne pouvoient accepter, sans offenser leurs alliés. Quoiqu'on parût donc se rapprocher, tout étoit encore suspendu. Puisqu'on vouloit assurer la paix, il falloit qu'elle fût générale ; & par conséquent il ne suffisoit pas que la France obtînt ce qu'elle desiroit.

1646  
La France temporise pour ménager le duc de Baviere, & pour ne pas donner trop d'avantage à la Suede.

Pendant qu'on négocioit, les armées entroient en campagne. Charles-Gustave Wrangel, ayant succédé à Torstenson, à qui la goutte avoit fait quitter le commandement à la fin de l'année précédente 1645, s'avança jusques dans la haute Silésie, afin de se joindre aux François conformément au projet du vicomte de Turenne. En effet, il semble que la jonction des deux armées eût pu rendre l'empereur plus facile : mais on avoit des raisons pour temporiser. Comme le duc de Baviere se prêtoit alors aux vues de la France, elle croyoit le devoir ménager. Ce prince étoit le plus puissant

puissant de l'empire : & si elle pouvoit le gagner, elle se rendoit maîtresse de la négociation. C'est ce que les Suédois craignoient. Aussi reprochoient-ils à la France les démarches qu'elle faisoit auprès de Maximilien. Ils pressoient la jonction des armées, & ils auroient voulu porter le fer & le feu dans la Baviere; persuadés que s'ils ruinoient cette puissance, ils deviendroient les arbitres de la guerre & de la paix. Les intérêts étant aussi contraires, les François craignoient une victoire presque autant qu'une défaite. Si les Impériaux ont l'avantage, disoient les plénipotentiaires, ils ne voudront plus traiter aux mêmes conditions; & si notre parti demeure victorieux, il y a lieu d'appréhender que la Suede ne veuille nous donner la loi.

Cependant les Suédois s'approchoient du Rhin, avec la confiance que les François s'unitoient à eux. La France devoit-elle donc manquer à ses engagements, rompre avec un allié, & l'exposer à un échec qu'elle auroit senti par contre-coup? Déjà les Impériaux & les Bavaois s'avançoient pour combattre l'armée suédoise : bien supérieurs en nombre, ils se flattoient d'une victoire : & Trantmansdorff, qui en attendoit la nouvelle, suspendoit la négociation, & paroissoit mépriser les prétentions des deux couronnes. Il étoit donc temps de voler au secours des Suédois. Turenne eut

Mais par cette conduite elle expose l'armée suédoise.

ordre de les joindre, lorsque la jonction étoit devenue fort difficile. Elle se fit néanmoins sur les frontières de la Hesse.

Difficultés qui  
retardoient la  
négociation  
commencée  
entre la France  
& l'empereur.

La négociation recommença : mais il survenoit de nouvelles difficultés. D'un côté, l'empereur déclaroit ne vouloir rien conclure sans l'Espagne, & demandoit que le duc de Lorraine fût compris dans le traité : d'un autre côté, quoique le duc de Bavière eût fait entendre que la France se contenteroit de l'Alsace & de Brisach, elle insistoit encore pour obtenir Philisbourg & les droits souverains sur les dix villes impériales de l'Alsace, & faisoit valoir la facilité avec laquelle elle avoit renoncé aux villes Forestières & au Brisgaw.

Cependant l'Espagne ne songeoit point à traiter sérieusement : elle n'avoit d'autre dessein, que de détacher les Provinces-Unies, & de retarder la paix de l'empire. Le cardinal pensoit avec raison que les Impériaux ne sacrifieroient pas leurs intérêts aux vues de cette couronne; & comme ils s'intéressoient encore moins au duc de Lorraine, il persista dans la résolution de ne pas comprendre ce prince dans le traité.

Quant aux villes impériales de l'Alsace, il falloit bien qu'elles obéissent aux dispositions des principales puissances de l'Europe. La plus

grande difficulté consistoit donc dans la demande que les François faisoient de Philisbourg. L'empereur répondoit qu'il n'étoit pas en son pouvoir d'accorder cette place ; qu'il falloit le consentement des états de l'empire & sur-tout de l'électeur de Trèves à qui elle appartenoit ; & que si la France pouvoit obtenir ce consentement , il ne s'y opposeroit pas. Il n'avoit pas connoissance d'un traité secret , par lequel l'électeur avoit consenti à céder Philisbourg.

Le progrès des armées en Allemagne acheva de lever les difficultés. Les états du duc de Baviere étoient menacés. Il fallut prendre une résolution , sans délibérer davantage ; & les Impériaux souscrivirent aux principales demandes de la France. Ils ajoutèrent , à la vérité , une clause en faveur de la paix d'Espagne & du rétablissement du duc de Lorraine : mais cette clause ne parut de leur part qu'un reste de bienfiance.

Ces arrangements particuliers, quoique convenus, n'étoient que conditionnels ; l'exécution en étoit renvoyée à la paix générale : la France qui ne vouloit pas se séparer de ses alliés, ne pouvoit pas traiter définitivement sans la Suede ; elle avoit seulement désiré qu'on arrêtât d'abord les articles qui la concernoient ; & pour trouver moins de difficulté, elle avoit

Le progrès des armées force les Impériaux à souscrire aux principales demandes de la France.

Cependant la France ne peut pas conclure définitivement sans la Suede.

offert d'agir auprès des Suédois, & fait espérer qu'elle les porteroit à se relâcher.

Elle devient médiatrice entre les Suédois & les Impériaux.

Les plénipotentiaires françois devinrent donc médiateurs entre l'empereur & la Suède. Cette négociation étoit on ne peut pas plus délicate. Jaloux de la supériorité que prenoit la France, les Suédois se montroient plus difficiles que jamais. Ils ne se défioient sur rien, ni sur les articles qui les regardoient, ni sur ceux des Protestants, ni sur ceux des états de l'empire: ils ne cherchoient même qu'à faire naître de nouvelles difficultés, en paroissant ne s'occuper que des intérêts de la cause commune.

Mais plus elle prend de supériorité dans la négociation plus les Suédois se montrent difficiles.

Nous sommes convenus, disoient les François, que nous nous relâcherions sur les affaires générales, à mesure que les Impériaux nous satisferoient sur nos intérêts particuliers. Mais les Suédois sentoient que le vrai moyen d'obtenir tout pour eux, étoit de demander beaucoup pour les autres; & ils s'obstinoient dans cette conduite, afin que, si la paix étoit retardée, on l'attribuât moins à leurs prétentions qu'à leur zele pour la cause commune. Enfin ils se plaignoient de la France, qui avoit si fort avancé son traité, lorsque le leur n'étoit pas encore commencé: & si on leur répondoit que cette démarche ne leur faisoit aucun tort, puisque tout ce dont on étoit convenu, se-

roit sans effet jusqu'à ce qu'ils eussent eux-mêmes conclu avec les Impériaux ; ils n'étoient pas satisfaits de cette réponse , parce qu'ils voyoient les avantages que la France prenoit sur eux dans la négociation.

Comme ils refusoient de s'expliquer , parce qu'ils disoient ne pas savoir les intentions de l'empereur , auquel ils reprochoient de ne leur avoir jamais fait de propositions expresses , les plénipotentiaires françois agirent auprès des Impériaux , pour les engager à faire des offres , sur lesquelles on pût compter. Ceux-ci offrirent la Poméranie citérieure , la co-seigneurie de Wismar & le duché de Mecklenbourg , avec la disposition à perpétuité de l'archevêché de Bremen & l'évêché de Verden.

Offres des Impériaux aux Suédois.

Christine , alors majeure , desiroit la paix : mais on prétend que le chancelier Oxenstiern ne la vouloit pas , & c'est en effet son fils qui mettoit les plus grands obstacles à la négociation. Salvius au contraire , qui avoit la confiance de la reine , s'ouvrit avec les plénipotentiaires françois , & leur conseilla de négocier immédiatement avec la cour de Suede ; leur avouant que s'il ne recevoit de nouveaux ordres , il n'étoit pas en son pouvoir de conclure. Ils suivirent ce conseil , & ils écrivirent à la reine.

1646  
Les plénipotentiaires françois écrivirent à ce sujet à Christine qui desiroit la paix.

Succès de  
Turenne & de  
Wrangel.

Pendant que la négociation traînoit, les Impériaux & les Bavaois fuyoient devant l'armée des alliés, qui étoit bien inférieure. Avec dix-huit mille hommes au plus, Wrangel & Turenne prenoient des villes, se rendoient maîtres de la campagne, mettoient à contribution la Franconie & la Suabe, & portoient le ravage dans la Baviere. L'archiduc Léopold, hors d'état de faire subsister son armée, renvoya les Bavaois chez eux, & ramena les Impériaux en Autriche. Les alliés prirent leurs quartiers dans la Suabe. Turenne se saisissant des places situées le long du Danube, & Wrangel occupant le pays qui s'étend vers le lac de Constance, leurs partis faisoient des courses jusqu'aux portes de Munich. Ainsi finit la campagne. Ces succès rendoient les Suédois plus difficiles, & mettoient Maximilien dans la nécessité de traiter avec la France.

L'Espagne, qui faisoit des pertes, négocioit lentement avec la France, & pressoit les Etats-Généraux de conclure un traité particulier.

Dans les Pays-Bas, les François prirent Courtrai, Mardick & Dunkerque; & en Italie Piombino & Porto-Longone. Il est vrai qu'en Catalogne le comte d'Harcourt fut obligé de lever le siege de Lérida; mais ce n'étoit qu'une conquête de moins. Après tant de pertes, l'Espagne menacée d'en faire encore, paroissoit devoir desirer la fin de la guerre. Cependant sa négociation avec la France n'avançoit point. Elle persistoit toujours dans

le dessein de conclure promptement un traité particulier avec les États Généraux, & de faire en même temps tous ses efforts pour retarder le traité de l'empire; persuadée qu'elle pourroit alors reprendre l'avantage sur la France, ou recouvrer au moins une partie de ce qu'elle avoit perdu. Ce plan étoit sage: mais afin de pouvoir juger s'il a été conduit sagement, il faut connoître l'état des choses au commencement de la négociation: c'est-à-dire, pendant l'hiver qui a précédé la campagne de 1646.

Outre la Catalogne & le Roussillon, la France, depuis la guerre déclarée, avoit acquis dans l'Artois, Arras, Bapaume, l'Écluse, Béthune, S. Venant, Lillers, Hédin, Lens & plusieurs autres petites places; dans la Flandre, Gravelines, Bourbourg, Linck, Cassel, Armentieres, le Quesnoi; dans le Hainaut & le Luxembourg, Landrecie, Maubeuge, Damvilliers, Thionville, & beaucoup de châteaux; enfin Casal en Italie. La France déclaroit ne vouloir rendre aucune de ces conquêtes, afin d'en conserver la plus grande partie: l'Espagne marchandait, & n'offroit que quelques places, afin de céder le moins qu'il seroit possible. Enfin le Portugal, la Catalogne & la Lorraine faisoient naître encore de grandes difficultés.

Elle feignoit de vouloir conserver toutes ses conquêtes, & l'Espagne paroissoit ne vouloir abandonner que quelques places.

Philippe IV  
 feint de vou-  
 loir céder les  
 Pays-Bas en  
 échange de la  
 Catalogne.

Le cardinal Mazarin avoit formé le projet d'échanger la Catalogne pour les Pays-Pas. Il se flattoit même d'y réussir par l'entremise du prince d'Orange ; & il s'imaginoit trouver des moyens pour ne donner d'ombrage ni aux Catalans, ni aux Provinces-Unies. Philippe IV, qui feignit de se prêter à ce dessein, proposa le mariage de l'infante avec Louis XIV, & offrit en dot les Pays-Bas. Il est vrai que les plénipotentiaires françois affectèrent d'écouter cette proposition avec indifférence : mais les Espagnols se hâtèrent de répandre, que le traité alloit être conclu, & on ajouta que la cession que faisoit l'Espagne, comprenoit les droits de cette couronne sur les Provinces-Unies. En faisant courir ces bruits, le conseil de Madrid vouloit alarmer les Hollandois, afin de les engager à prévenir la France par un traité particulier. La négociation étoit déjà bien avancée avec eux, puisque l'Espagne abandonnoit tout ce que la république avoit conquis. Il ne restoit plus que de légères difficultés ; & les États-Généraux comptant les vaincre, faisoient les préparatifs de la campagne avec une lenteur, qui dérangoit tous les projets du cardinal. Cependant la France osoit à peine se plaindre. Plus elle craignoit de perdre son allié, plus elle le ménageoit ; & les députés, que la république avoit envoyés à Munster, ne répondoient que par des promes-

ses vagues de remplir tous les engagements. Il est vrai néanmoins qu'ils continuoient de déclarer à l'Espagne qu'ils ne concluroient rien sans la France; & ils parloient ainsi, soit pour rassurer l'une, soit pour engager l'autre à leur offrir davantage.

Cette conduite incertaine sembloit devoir avancer la paix: car d'un côté les François se relâchoient parce qu'ils craignoient d'être abandonnés; & de l'autre les Espagnols faisoient des offres plus considérables, parce qu'ils espéroient moins de détacher les Provinces-Unies. Peut-être encore jugeoient-ils que, s'ils paroissent disposés à conclure avec la France, les États-Généraux se hâteroient de faire leur traité particulier.

Les deux partis parurent donc se rapprocher: mais l'Espagne ne faisoit pas encore assez au gré des François, ni même au jugement des députés de Hollande, qui l'inviterent à faire davantage. Ils déclarerent même, conformément à de nouveaux ordres des États-Généraux, que la république ne feroit point de traité particulier, & que l'unique moyen de conclure étoit de traiter en même temps avec la France. Les Espagnols feignirent de n'avoir pas d'autre dessein; & voulant écarter tout soupçon, ils prirent les députés pour arbitres. Les François accepterent avec joie cette médiation.

---

Il paroît disposé à conclure avec la France.

---

Il prend les députés de Hollande pour arbitres.

La France  
feint de ne  
vouloir pas a-  
bandonner la  
Catalogne;

La Catalogne fut le premier article qu'on traita. Quoique la France se crût en droit de la retenir pour toujours : elle proposa de ne faire pour cette province qu'une treve, qui dureroit autant que celle que les États-Généraux obtiendroient pour eux : car alors cette république préféroit une treve à la paix. Que si Philippe aimoit mieux prévenir une nouvelle guerre, il pouvoit abandonner à perpétuité toute la Catalogne, avec les villes qu'il y possédoit encore ; & que Louis XIV le dédommageroit, en lui restituant quelques places dans les Pays-Bas. Mais quelque parti que prît l'Espagne, la France déclaroit qu'elle n'abandonneroit point un peuple qui s'étoit mis sous sa protection, que ce seroit une infidélité, une infamie, une lâcheté, dont elle n'étoit pas capable.

Et par cet artifice, Mazarin s'imagine engager les députés à offrir les Pays-Bas.

Elle étoit cependant résolue à l'abandonner, si on lui cédoit en échange tous les Pays-Bas. Bien persuadée que Philippe ne pourroit pas se résoudre à voir les François établis dans le sein de ses états, elle n'offroit les Pays-Bas pour la Catalogne, qu'afin de faire naître aux députés la pensée d'un échange contraire, c'est-à-dire, de rendre la Catalogne à l'Espagne pour en obtenir les Pays-Bas.

Cet artifice ne devoit pas

Tel étoit le caractère du cardinal Mazarin. Il alloit volontiers par des voies détournées.

insistant sur les choses qu'il ne vouloit pas, & paroissant indifférent sur celles qu'il desiroit davantage. Comme il craignoit de donner de l'ombrage aux députés, il n'osoit leur déclarer ses vues sur les Pays-Bas, & il dissimuloit. Il me semble qu'il eût mieux fait de renoncer aux Pays-Bas. En effet, il étoit difficile de comprendre, comment il pouvoit se flatter d'amener les Hollandois à former eux-mêmes un projet, qu'il savoit leur être odieux. Il falloit supposer que les députés, assez aveugles pour ne pas juger des desseins du cardinal par les intérêts de la France, seroient encore aveugles sur leurs propres intérêts. Or, c'est ce que Mazarin ne pouvoit supposer. Si jamais l'art de négocier est porté à sa perfection, tous ces petits artifices, qui ne peuvent réussir que lorsqu'on traite avec des hommes tout-à-fait stupides, seront si usés, que la bonne foi sera la première qualité d'un habile négociateur.

Le duc de Lorraine dont l'Espagne demandoit le rétablissement, & le roi de Portugal que la France avoit pris sous sa protection, étoient deux articles, auxquels les deux couronnes vouloient paroître s'intéresser, & sur lesquels elles étoient bien disposées à se faire des sacrifices. En effet, après plusieurs conférences, & peu avant la prise de Dunkerque, qui se rendit le 7 octobre 1646, les députés

---

Les Espagnols font des propositions que la France auroit dû accepter.

---

& les médiateurs assurèrent que les Espagnols consentiroient à tout, pourvu qu'il ne fût plus question du Portugal; c'est-à-dire, qu'abandonnant le Roussillon & toutes les conquêtes faites sur eux dans les Pays Bas, ils consentoient à une treve de trente ans pour la Catalogne. Alors on parut s'accorder, ou du moins il ne restoit plus que des difficultés assez légères.

Il en survint une nouvelle par la prise de Piombino & Porto-Longone: car la France résolut de conserver encore ces deux places. Il semble que les conjonctures étoient assez belles, pour ne pas retarder la paix par de nouveaux incidents: mais le cardinal aimoit à former des projets; son esprit, fécond en raisons, les lui rendoit toujours plausibles; & son intérêt personnel lui faisoit craindre la fin de la guerre.

Pour alarmer les Etats-Généraux ils font courir le bruit du mariage de l'infante avec Louis XIV.

L'Espagne n'avoit pris les Hollandois pour arbitres, qu'afin de leur persuader de traiter séparément, si les François, comme elle l'avoit prévu, se rendoient trop difficiles. Elle affecta même encore de penser sérieusement au mariage de l'infante avec Louis XIV; & cette nouvelle pouvoit donner d'autant plus d'inquiétude aux Provinces-Unies, que l'infant, unique fils du roi d'Espagne, étant mort sur ces entrefaites; le mariage de sa sœur portoit

dans la maison de Bourbon toute la succession  
& toutes les prétentions de Philippe IV.

Ce mariage étoit hors de vraisemblance : mais le peuple croit volontiers aux bruits qui se répandent, & les députés des États - Généraux feignoient d'y croire, afin d'avoir un prétexte pour conclure promptement avec l'Espagne. Tout étoit arrêté. Ils avoient obtenu ce qu'ils demandoient; & au lieu d'une trêve, on leur accordoit une paix qui assureroit pour toujours l'état de la république. De nouvelles conquêtes pouvoient, comme Piombino & Porto-Longone, retarder encore le traité de la France; & les Hollandois craignoient de perdre le moment favorable, s'ils laissoient au sort des armes les avantages qu'on leur offroit. Leurs intérêts d'ailleurs ne se concilioient pas avec ceux du roi de Portugal, que la France protégeoit. Ils vouloient conserver les conquêtes qu'ils avoient faites sur les Portugais dans le Brésil & aux Indes orientales, ou même en faire de nouvelles; & par conséquent, ils devoient se liguier avec l'Espagne contre le Portugal.

Raisons des  
États - Géné-  
raux pour  
conclure leur  
traité particu-  
lier.

Les François ne cessoient de rappeler l'article du traité d'alliance, par lequel il étoit déclaré que la France & la Hollande n'avanceroient pas leur négociation l'une plus que l'autre. Toutes ces représentations furent inuti-

Ils le con-  
cluent, mais  
ils en diffèrent  
la signature.

les, & les députés conclurent leur traité particulier avec l'Espagne. Ils consentirent seulement à différer la signature, afin que le comte de Servien eût le temps de se rendre à la Haye pour conférer avec les États-Généraux.

Il étoit impossible aux puissances alliées de conduire leurs négociations du même mouvement.

Il avoit été prudent aux puissances alliées de se proposer de conduire leurs négociations toutes ensemble & d'un même mouvement; mais ce projet étoit impossible dans l'exécution : car si elles avoient un intérêt commun à traiter de concert, elles commençoient à se faire des intérêts différents, dès qu'elles en venoient chacune au détail de leurs prétentions; & les ennemis bien loin de vouloir négocier du même mouvement avec toutes ensemble, ne songeoient au contraire qu'à déranger ce concert. Il falloit donc nécessairement que l'une convînt avec eux sur quelques articles, lorsque l'autre ne savoit pas encore sur quoi compter. De-là naissoient des jalousies, des défiances & des variations continuelles. Chacune auroit voulu avancer sa négociation séparément, & retarder celle de ses alliés; parce que chacune craignoit de rester seule chargée du poids de la guerre, ou d'être forcée par ses alliés mêmes à faire une paix moins avantageuse.

La France qui se plaignoit de

Telles étoient les dispositions de la France même, qui reprochoit trop de précipitation à

la Hollande & qui étoit exposée au même reproche de la part de la Suede. Il falloit qu'elle prouvât qu'elle n'étoit pas trop précipitée, & que les Suédois étoient trop lents ; & en même temps qu'elle n'étoit pas trop lente, & que les États-Généraux étoient trop précipités. Elle avoit donc à faire valoir contre l'un de ses alliés les raisons, qu'elle avoit à combattre dans la bouche de l'autre. Cette situation auroit été embarrassante, si les politiques se piquoient toujours de parler de bonne foi & de raisonner exactement : mais en général ils se contentent de donner des raisons.

la précipitation de la Hollande, étoit exposée aux mêmes reproches de la part de la Suede.

Pourquoi la France avoit-elle si fort avancé son traité avec les Impériaux ? c'est parce qu'elle vouloit prévenir les Suédois, & avoir sur eux tout l'avantage. Comment donc peut-elle se plaindre, si les États Généraux tiennent avec elle la même conduite ? On répondra sans doute que, quoiqu'elle eût arrêté les articles qui la concernoient, tout étoit encore suspendu jusqu'à ce que la Suede eût fait son traité. Mais les États-Généraux repliqueront qu'ils sont dans le même cas, puisqu'ils n'ont pas encore signé. Si la France, qui retarde la paix en formant toujours de nouvelles prétentions, craint que les Provinces-Unies ne se prévalent du traité qu'elles ont fait, & ne la forcent à se désister d'une partie des cho-

ses qu'elle demande; ne donne-t-elle pas les mêmes craintes aux Suédois, & n'a-t-elle pas résolu de les forcer à se relâcher?

Elle ne pou-  
voit pas exi-  
ger que les  
Etats - Gén-  
éraux s'arrê-  
sent à chaque  
incident qu'  
elle faisoit  
naître.

Je fais bien qu'on dira qu'elle est determi-  
née à ne pas abandonner la Suede, & qu'au  
contraire elle appréhende avec raison l'infidé-  
lité des Hollandois. Mais cette infidélité n'est  
peut-être qu'un reproche spécieux, & ce n'est  
pas la vraie cause de ses inquiétudes. Elle  
voit plutôt qu'elle exige trop des Hollandois.  
Comme ils ne lui sont pas attachés par un in-  
térêt aussi pressant, que celui qui la lie aux  
Suédois; elle craint qu'ils ne veuillent pas se  
prêter à toutes ses vues, & retarder la paix à  
chaque incident qu'il lui plaira de faire naître.  
Il me semble que la franchise de Henri  
IV & de Sully auroit mieux réussi, que les  
artifices du cardinal, & que pour être en droit  
de faire aux Provinces-Unies le reproche d'in-  
fidélité, il auroit fallu avoir avec elles moins  
de dissimulation. Henri & Sully n'auroient  
pas eu besoin de cette dissimulation, parce  
qu'ils n'auroient pas formé des projets, évi-  
demment contraires aux intérêts des Provin-  
ces-Unies.

Par la média-  
tion des dépu-  
tés de Hollan-  
de, tout étoit  
d'accord en

A la fin de 1646, la négociation entre la  
Hollande, l'Espagne & la France, étoit dans  
l'état que je viens de représenter. Vous ver-  
rez dans le pere Bougeant les efforts des Fran-  
çois

çois pour empêcher la Hollande de faire la paix séparément; & comment cette république suspendit la signature de son traité pendant le cours de l'année 1647. Ses députés continuerent d'employer leur médiation: ils avancerent même les choses au point, que tout étoit d'accord entre les plénipotentiaires espagnols & françois; & on n'attendoit plus pour conclure que les ordres de la cour de France.

Alors les Napolitains s'étoient soulevés, & le cardinal formoit déjà de nouveaux projets. Quoiqu'il suivît en général le plan de Richelieu, il n'étoit pas en lui de se proposer un objet bien déterminé. A peine se croyoit-il arrivé à un but, qu'il vouloit tendre à un autre, & chaque événement produisoit quelque révolution dans son esprit. Il vouloit profiter de la situation des Espagnols, pour leur imposer des conditions plus dures; ou même il étoit fâché de voir la paix se conclure dans une conjoncture, où il se flattoit d'enlever le royaume de Naples à l'Espagne. Cependant il n'osoit prendre sur lui de continuer la guerre, parce qu'il eût rendu la France odieuse à l'Europe, & qu'il se fût rendu lui-même odieux à la France. Dans l'embarras où il se trouvoit, il fut mauvais gré au duc de Longueville & au comte d'Avaux de l'y avoir mis, & il en sortit avec sa dissimulation ordinaire.

entre l'Espagne  
& la France :

Lorsque de  
nouvelles pré-  
tentions de  
Maza interrom-  
pent la négocia-  
tion. Alors  
les députés si-  
gnent leur  
traité.

Après avoir réfuté, avec une humeur pleine de mépris, les raisons que ces deux plénipotentiaires apportoit pour la paix, il consentit néanmoins d'accepter les propositions qui avoient été faites : mais il y mit tant de réserves, que son consentement étoit un vrai refus. Les plénipotentiaires furent donc obligés de rompre la négociation. Heureusement pour eux les Espagnols, qui ne connoissoient pas les dispositions du cardinal, leur fournirent un prétexte plausible, en élevant quelques nouvelles difficultés. Ils les firent, & cachant les ordres qu'ils avoient reçus, ils firent croire que si la paix ne se faisoit pas, c'étoit uniquement la faute de l'Espagne. Ce fut alors que les députés, las de tant de longueurs, conclurent conformément aux vœux des Provinces-Unies. Ils signerent leur traité le 30 janvier 1648, & les ratifications furent échangées deux mois après.

Les Espagnols eurent lieu de s'applaudir. Ils avoient enfin brisé les liens qui unissoient contre eux la France & la Hollande. Voilà où ils avoient dirigé toutes leurs démarches : depuis le commencement des négociations ils n'avoient jamais perdu de vue cet objet principal ; ils ne s'en étoient jamais écarté. Cette conduite uniforme & constante ne pouvoit manquer de réussir mieux que les artifices du cardinal, qui, changeant toujours quel-

que chose à son plan, se rendoit suspect aux États-Généraux, n'en tiroit souvent que de foibles secours, & les dégoûtoit de la France. Il fut certainement la principale cause de la défection qu'il leur reprochoit.

» Il faut être exactement vrai, dit le pere  
 » Bougeant, & je fais profession de l'être. Si  
 » les Provinces-Unies avoient eu connoissance <sup>Justification</sup>  
 » de la dépêche de la cour de France du 17 <sup>des États-Gé-</sup>  
 » janvier, qui mettoit tant de clauses & de ré- <sup>néraux,</sup>  
 » serves aux accommodements proposés; si  
 » elle avoit été bien informée des véritables  
 » dispositions du cardinal Mazarin; . . . je ne  
 » dis pas que cette connoissance eût absolument  
 » dispensé la république de tous les engage-  
 » ments solennels, qu'elle avoit pris avec la  
 » France . . . . Il faut pourtant avouer qu'el-  
 » le auroit eu droit de se prévaloir de cette  
 » connoissance, pour justifier sa conduite &  
 » pallier sa défection par la nécessité réelle ou  
 » supposée de l'état, & le besoin pressant de  
 » la paix. Mais ce n'étoit pas là le cas où se  
 » trouvoit la république. Elle n'avoit sur l'é-  
 » loignement de la cour de France pour la paix,  
 » que des soupçons & des conjectures, dont  
 » une partie étoit évidemment fausse, & l'au-  
 » tre n'étoit appuyée sur aucune preuve solide.  
 » Les plénipotentiaires françois à Munster,  
 » & M.r de la Thuilerie à la Haye ne cessioient

» de protester qu'ils vouloient sincèrement la  
» paix.

Cette maniere d'accuser la république de Hollande me paroît bien étrange. C'est conclure qu'elle avoit tort de ce qu'elle ignoroit que la France avoit tort elle même. Mais encore ne l'ignoroit elle pas, car toute la conduite du cardinal déceloit assez ses dispositions. Or, pour se déterminer en politique, on n'est pas obligé d'attendre d'avoir vu les dépêches secretes d'une cour. De fortes conjectures font une preuve suffisante; & quand l'événement les confirme, on a lieu de s'applaudir de son discernement.

Quant aux protestations des plénipotentiaires, elles ne pouvoient pas assurer la république; parce qu'ils ne tenoient pas tous le même langage. Le pere Bougeant remarque lui-même que le comte de Servien détruisoit l'ouvrage de ses collegues par des discours tout opposés, & qu'il ne dissimuloit pas même en public qu'il étoit d'un sentiment contraire. En effet, ce ministre adoptoit en courufan les vues qu'il prévoyoit devoir être agréables au cardinal, & il ne travailloit qu'à perdre le comte d'Avaux.

Enfin si après avoir reçu les dépêches de la cour, les plénipotentiaires n'ont pas cessé

de protester qu'ils vouloient sincèrement la paix ; ils n'ont continué de tenir ce langage , que parce qu'ils ont vu qu'en paroissant ne la pas vouloir , ils mettroient tous les torts de leur côté. Mais ils ont parlé contre ce qu'ils pensoient. Or, il est maladroit de prouver la mauvaise foi des plénipotentiaires , pour prouver l'infidélité des Hollandois.

Voyons si l'état où se trouvoit la France justifiera l'éloignement du cardinal pour la paix.

En 1643 la régente avoit trouvé les fonds de 1644, 1645 & 1646 entièrement consumés. Il fallut donc chaque année avoir recours à des expédients ruineux. Ceux qu'on avoit connus jusqu'alors, ne suffisoient pas, quoiqu'on les multipliât continuellement. On en imagina de nouveaux. Les besoins pressants de l'état ne permirent pas de choisir les moins à charge. On ne connut aucune regle dans la levée des impôts : les finances furent dissipées par l'ignorance ou par les rapines de ceux à qui elles furent confiées : le cardinal lui même avoit peu de connoissance de cette partie de l'administration ; & les abus vinrent au point que pour avoir un million, il en abandonnoit quatre ou cinq aux partisans. Vous pouvez juger par-là combien le peuple étoit foulé, & de l'état misérable où se trouvoient l'agriculture &

La France avoit besoin de la paix, parce qu'elle étoit épuisée, & que le mécontentement général menaçoit d'une révolte.

le commerce. En un mot, au dedans la France étoit aussi mal, qu'elle paroïssoit bien au dehors.

Les peuples se plaignoient ; les murmures se répandoient, & croissoient tous les jours davantage ; les corps commençoient à montrer leur mécontentement ; le parlement refusoit d'enregistrer les édits ; les impôts les moins à charge, les plus raisonnables, trouvoient le plus d'opposition, parce qu'ils étoient nouveaux ; on voyoit enfin dans les esprits des dispositions prochaines à un soulèvement général. C'est donc dans un temps, où l'état épuisé étoit menacé d'une révolte, que le cardinal s'obstinoit à ne vouloir pas la paix. Mais ce ministre, circonspect & presque timide quand il voyoit le danger de près, étoit hardi quand il le croyoit loin ; & nous le verrons plein de ressources, quand il y sera enveloppé.

Après vous avoir fait connoître le commencement & la fin de la négociation entre l'Espagne & les Provinces-Unies, je vais reprendre celle de l'empire où nous l'avons laissée, c'est-à-dire, au commencement de 1647.

Pendant que  
Servien tra-  
vailloit à re-

Pendant que le comte de Servien étoit à la Haye pour retarder la négociation des États-Généraux, le comte d'Avaux étoit à Osna-

bruck , pour avancer celle des Suédois ; & les deux couronnes négocioient encore à Ulm avec le duc de Baviere qui voyant l'ennemi dans ses états , songeoit à se détacher de l'empereur.

~~\_\_\_\_\_~~  
rarder la négociation de la Hollande, d'Avaux hâtoit celle de la Suede.

La négociation que le comte d'Avaux suivoit à Osnabruck , étoit exposée à mille difficultés qui naissoient les unes des autres. Il s'agissoit d'abord de faire expliquer les Suédois sur ce qu'ils demandoient pour leur satisfaction , & comme ils ne le savoient pas trop eux-mêmes , il n'étoit pas facile de fixer leur esprit irrésolu. A peine avoient-ils donné une parole , qu'ils la rétractoient ; ou ils ajoutoient de nouvelles clauses qui changeoient tout.

Les Suédois ne s'expliquoient pas sur leur satisfaction.

On leur offroit la Poméranie citérieure, Stetin & quelques autres villes dans la Poméranie ulérieure, avec le consentement de l'électeur de Brandebourg ; ou les deux Poméranies entieres, sans le consentement de l'électeur , & seulement avec la garantie de l'empereur & de l'empire. Les Impériaux auroient volontiers préféré ce dernier parti , parce que l'électeur se refusant à l'accommodement , ils se feroient crus dispensés de l'obligation de le dédommager. Les François au contraire le désapprouvoient comme trop violent , & comme propre à susciter tôt ou tard une nouvelle

Offres qu'on leur faisoit.

guerre. Enfin les Suédois n'y trouvoient pas assez de sûreté. Ils s'arrêterent donc sur la première proposition : mais ce ne fut qu'après avoir varié beaucoup ; encore demandèrent-ils un dédommagement pour la Poméranie ultérieure , à laquelle ils renonçoient.

Il restoit à s'assurer du consentement de l'électeur de Brandebourg. Cependant puisqu'on convient de dédommager aux dépens des églises l'électeur de Brandebourg de la moitié de la Poméranie qu'on lui ôtoit, & la Suede de l'autre moitié qu'on ne lui donnoit pas. que la défense de la religion protestante avoit été un des motifs de la guerre, étoit-ce sur un prince protestant qu'il en falloit prendre les frais, & sur-tout sur un prince dont le pere avoit donné des secours à la Suede ? ou plutôt n'étoit-ce pas sur l'empereur, sur ses alliés & sur tout le corps de l'empire ? Ces raisons céderent à la force des circonstances. On faisoit d'ailleurs espérer un dédommagement à l'électeur de Brandebourg. Il abandonna donc la moitié de la Poméranie.

Il restoit encore bien des intérêts à concilier. Rien n'étoit encore fait, si on ne dédommageoit l'électeur de la moitié de la Poméranie qu'on lui ôtoit, & les Suédois de l'autre moitié qu'on ne leur donnoit pas. Or, ce dédommagement pouvoit se faire aux dépens de l'église, ou aux dépens des pays héréditaires. L'empereur ne balança pas, & l'église fut chargée de tout. Alors tous les princes d'Allemagne prirent part à cette négocia-

tion, & la multitude des intérêts contraires suscita des contestations sans nombre.

L'église protestante soutenoit qu'il n'étoit pas juste de lui faire payer les frais de la guerre, puisqu'on avoit pris les armes pour empêcher qu'elle ne fût dépouillée. L'église catholique, qui continuoit de protester contre les anciennes usurpations, protestoit encore davantage, lorsqu'elle considéroit qu'on alloit lui enlever de nouveaux domaines pour les donner à des Protestants. Est-ce donc-là le fruit qu'elle devoit se promettre du zele des empereurs, & sur-tout du fameux édit de restitution, publié par Ferdinand II? Cependant les Suédois & l'électeur de Brandebourg, sans distinction d'église protestante & d'église catholique, demandoient indifféremment ce qui leur convenoit davantage; & ils auroient voulu envahir les biens des deux églises. Enfin le comte d'Avaux s'intréressoit tout-à-la-fois à la satisfaction des Suédois, au dédommagement de l'électeur de Brandebourg, & à la conservation des biens des catholiques. Il n'étoit pas facile de concilier toutes ces choses: il falloit persuader aux uns de faire des sacrifices, & aux autres de mettre des bornes à leurs prétentions.

Mais le dédommagement devoit-il être pris sur les Protestants ou sur les Catholiques.

Quand on vint au détail des domaines, qu'on vouloit arracher au clergé, de nouveaux

Falloit-il encore dédom-

intérêts éleverent de nouvelles disputes. Il fallut composer avec ceux qui les possédoient, & avec leurs successeurs désignés. Devoit-on les dédommager ? Quels seroient ces dédommagements, & où les prendroit-on ? Voilà les questions qu'il falloit résoudre, & elles en faisoient naître d'autres encore. Enfin la Suede & l'électeur de Brandebourg demandoient l'un & l'autre douze cents mille richthalers à l'empereur : somme qu'il pouvoit difficilement trouver.

Le comte d'Avaux seve ces difficultés.

1647

Le comte d'Avaux se démêla de cette négociation compliquée, avec l'applaudissement des Impériaux, des Suédois, & de l'électeur de Brandebourg & de toute l'Europe. Tout fut conclu avant la fin de février; en sorte que le traité de la Suede se trouvant alors aussi avancé que celui de la France, la paix paroissoit devoir être prochaine. Le mois suivant parut encore la devoir hâter, par le traité de neutralité qui fut fait entre la France, la Suede & le landgrave de Hesse d'une part, & de l'autre le duc de Baviere & l'électeur de Cologne, son frere. Autant la France se promettoit d'avantages de cette dernière négociation, autant les Impériaux en craignirent les suites, se trouvant réduits par la défection des Bavaois à dix ou douze mille hommes. Aussi Maximilien fut-il exposé aux reproches les

plus odieux de la part des partisans de la maison d'Autriche.

On étoit d'accord sur les principaux articles : mais le traité de paix n'étoit pas fait encore, & il restoit bien des sujets de contestations sur lesquels les armes devoient venir au secours de la politique. Mais cette campagne ne fut pas brillante pour la France. Quoique les succès fussent variés en Flandre, l'archiduc Léopold, frere de l'empereur, y remporta de plus grands avantages. Cependant après la conclusion du traité d'Ulm, il ne restoit plus à Ferdinand d'autres alliés, que l'électeur de Mayence & le landgrave de Darmstadt. Encore ne les conserva-t-il pas longtemps, parce que le vicomte de Turenne les contraignit à prendre le parti de la neutralité. Ce général vouloit ensuite porter ses armes dans les Pays-Bas : mais à peine eut-il passé le Rhin que ses troupes se mutinerent, & il ne put exécuter aucun de ses projets. En Catalogne le duc d'Enguien, qu'on nommoit le prince de Condé depuis la mort de son pere, fut obligé de lever le siege de Lérida. En Italie la révolte des Napolitains est ce qui se passa de plus remarquable : événement qui avoit fait former de nouveaux projets au cardinal, & dont cependant il ne tira aucun parti.

Les Suédois se rendirent maîtres de Schweinfurt, qui facilitoit la communication entre la

---

Campagne  
de 1647.

Westphalie & la Suabe supérieure, provinces où ils occupoient plusieurs places. Wrangel, ayant ensuite mis le siege devant Égra, força cette place après une vigoureuse résistance; & fut au moment d'enlever l'empereur, qui s'étoit approché pour la secourir.

Les plénipotentiaires étoient d'accord sur les principaux articles, lorsque l'empereur voulut avoir l'avis des députés.

Cependant les négociations continuoient. On avoit pourvu à la satisfaction des deux couronnes: ou du moins il ne restoit plus que des difficultés qu'on se flattoit de lever facilement.

On avoit même déjà beaucoup fait pour l'empire: car l'empereur avoit accordé les principaux articles, lorsqu'il demandoit le conseil des députés, il les prit en quelque sorte pour juges. La France & la Suede avoient donc rempli les engagements de leur alliance, & puisqu'elles étoient convenues de se relâcher sur les choses générales, lorsqu'elles seroient satisfaites sur ce qui les concernoit, il n'étoit pas naturel de continuer la guerre pour des intérêts étrangers à leur traité.

Les Suédois paroissent s'intéresser vivement aux Protestants, ce qui met le comte d'Avaux dans une situation embarrassante

Mais les Suédois, qui vouloient se rendre puissants en Allemagne, en y fortifiant leur parti, épousoient les intérêts des Protestants avec autant de chaleur que les leurs propres; & la France devenoit l'unique appui des Catholiques, que l'empereur ne pouvoit plus soutenir. Tel est l'état où l'empire avoit été réduit par le despotisme de la maison d'Autriche: les deux couronnes y donnoient la loi,

& chaque prince étoit dans la nécessité de mendier la protection de l'une ou de l'autre. Le comte d'Avaux se trouvoit dans une situation assez embarrassante ; puisque d'un côté il avoit à ménager des alliés , & à défendre de l'autre les intérêts de l'église. Quelque conduite qu'il tint, il se voyoit exposé aux reproches des deux partis : les Catholiques l'accusoient de les sacrifier aux Protestants , & les Protestants de les sacrifier aux Catholiques.

L'affaire Palatine fut une des principales qu'on agita. Après bien des contestations de la part des Suédois , favorables au prince Palatin , elle fut décidée comme le cardinal l'avoit projeté. C'est à-dire, qu'on arrêta de créer pour ce prince un huitième électorat , & de lui restituer le bas Palatinat.

Les griefs de religion paroissoient encore plus difficiles à juger. Il semble que le fanatisme des deux partis ne permettoit pas un accommodement : mais le fanatisme étoit bien diminué , après des dissentions si longues & si sanglantes. Les uns étoient las de la guerre, & les autres commençoient à la regarder d'un œil politique. Il s'agissoit de fixer les droits des Catholiques & des Protestants : droits que le temps, les révolutions, la mauvaise foi, les usurpations, les violences & les traités mêmes avoient rendus obscurs. Il falloit rechercher l'état où les deux partis s'étoient trouvés dans

---

On convient de créer un huitième électorat pour le prince Palatin.

---

Par rapport aux deux religions on convient de rétablir les choses dans l'état où elles étoient en 1624 à quelques exceptions près.

des temps différents, & rétablir les choses ; comme elles l'étoient dans l'année qu'on auroit choisie. Comme ce choix n'étoit pas indifférent, les Protestants & les Catholiques voulurent chacun prendre l'année, qui leur donnoit plus d'avantages. On convint cependant de l'année 1624 : mais les Protestants y firent quelques exceptions. Quoiqu'alors Osnabruck, par exemple, eût été possédé par un évêque catholique, les Suédois, qui l'avoient depuis donné à un protestant, ne vouloient plus le rendre ; & pour terminer ce débat, il fallut décider que cet évêché seroit possédé alternativement par un catholique & par un protestant. La liberté de conscience souffrit aussi de grandes difficultés : car les Suédois prétendoient régler la religion jusques dans les pays héréditaires.

---

On règle la satisfaction du landgrave de Hesse.

Le landgrave de Hesse-Cassel avoit toujours été fidèlement attaché à l'alliance de la France & de la Suede. Les deux couronnes s'accordoient donc à lui procurer une satisfaction. Cependant il la demandoit si considérable, qu'il fallut la modérer : d'autant plus qu'on la prenoit sur l'église.

---

Les troupes suédoises demandoient une satisfaction.

Ce à quoi on ne se seroit pas attendu, c'est que l'armée suédoise demanda aussi une satisfaction à l'empereur, & menaça de la prendre, si on ne la lui donnoit pas. On pré-

Voit bien qu'on la donnera, & qu'il ne s'agira que du plus ou du moins. Puisque la Suede fait faire cette proposition par ses troupes plutôt que par ses plénipotentiaires, elle ne veut pas effuyer un refus.

Enfin la France insistoit sur deux articles, qu'elle n'avoit pas encore obtenus. L'un que le duc de Lorraine ne seroit par compris dans le traité, l'autre que l'empereur s'engageroit à ne donner aucun secours à Philippe IV, si la guerre d'Espagne continuoit, après que la paix auroit été faite avec l'empire. On contestoit sur ces dernières demandes, lorsque la négociation se ralentit encore.

Nous avons vu que pendant quelque temps les Espagnols pensoient à la paix, au moins en apparence. Alors les François, qui vouloient faire tout-à-la fois les deux traités, hâtoient la négociation de l'empire; & ce fut la raison du voyage du comte d'Avaux à Osna-bruck. Quand au contraire ils virent que la cour de Madrid ne cherchoit qu'à gagner du temps, ils se ralentirent aussi; parce qu'ils se flatterent que les Impériaux, impatientes d'avoir la paix, presseroient eux-mêmes l'Espagne de conclure. Sur ces entrefaites l'empereur eut quelque lieu de croire, qu'il débancheroit les troupes bavarôises, & il jugea devoir suspendre la négociation.

Deux deman-  
des de la Fran-  
ce, sur les-  
quelles on  
contestoit en-  
core.

L'empereur,  
qui compte  
sur des succès,  
suspend la né-  
gociation.

ce temps-là les troupes françoises avoient été retirées d'Allemagne, & qu'elles s'étoient soulevées; il comptoit sur de grands préparatifs qu'il avoit faits, & il croyoit pouvoir attaquer avec avantage Wrangel, qui faisoit alors le siege d'Egra. Toutes ces espérances devoient bientôt s'évanouir: mais deux autres raisons causerent de nouveaux retardemens.

Elle est encore retardée par le départ du comte de Trautmansdorf,

La premiere fut le départ du comte de Trautmansdorf. Ce ministre n'aimoit pas les Espagnols, parce qu'il les regardoit comme la cause de la situation où se trouvoit l'empereur: les Espagnols ne l'aimoient pas davantage, parce qu'ils le favoient favorable à la paix. Après avoir inutilement tenté de le perdre dans l'esprit de Ferdinand, ils vinrent à bout à force d'intrigues de le faire retourner à Vienne. Alors maîtres de la négociation de l'empire, ils ne s'appliquerent qu'à la retarder.

Et par le duc de Bavière, qui se joignit à l'empereur.

Sur ces entrefaites le duc de Bavière rompit la neutralité, & se rejoignit à l'empereur. C'est le second incident qui suspendit d'abord la négociation, & qui bientôt la hâta, comme Maximilien le desiroit. Il la suspendit par les espérances qu'il donnoit à l'empereur. Ces espérances furent même suivies de succès: car il reprit plusieurs places sur les Suédois; & Wrangel, forcé de sortir de la Bohême, se retira dans la basse Saxe, après avoir néanmoins

pouva

pourvu à la conservation de toutes les conquêtes.

Le changement du duc de Baviere hâta la négociation, parce que les François trouvoient de l'avantage à traiter dans une conjoncture où la Suede avoit besoin de leurs secours; parce que les Suédois ayant fini la campagne par des revers, devoient se relâcher, plutôt que d'en hazarder une nouvelle, ne sachant pas les efforts que la France feroit pour eux, & parce qu'enfin Maximilien s'étoit joint à l'empereur, moins pour l'engager à continuer la guerre que pour le porter à la paix. Ses instances ne furent pas vaines: car Ferdinand dépêcha ses ordres à ses plénipotentiaires, & la France obtint tout ce qu'elle demandoit, excepté deux articles, dont l'un regardoit le duc de Lorraine qu'elle vouloit exclure du traité, & l'autre le roi d'Espagne, auquel elle ne vouloit pas que l'empereur pût donner des secours. Au reste ces deux articles étoient dans le fond si étrangers à l'empire, qu'elle se flattoit de vaincre encore à cet égard la résistance des Impériaux. La négociation de la Suede avançoit plus lentement; parce que cette couronne voulant protéger les Luthériens & les Calvinistes, un plus grand nombre d'articles à terminer faisoit naître un plus grand nombre de contestations. C'est ainsi que finit l'année 1647.

Mais ce prince la hâta ensuite au moins par rapport à la France. La Suede avançoit plus lentement.

1648  
Cependant la  
défection des  
Hollandois  
flatta l'empereur de pouvoir diviser ses ennemis.

Au commencement de l'année suivante, les choses changerent encore de face: car la défection des Hollandois fit reprendre à l'empereur le projet abandonné de diviser ses ennemis. C'est en se rendant faciles d'un côté & difficiles de l'autre, que les Espagnols détachèrent enfin les Provinces-Unies de l'alliance des François; parce qu'en tenant cette conduite, ils ôterent à la république toute espérance de conclure conjointement. Or, l'empereur se flatta que s'il suivoit ce même plan, il auroit le même succès. Il se proposa donc de faciliter l'accommodement des états de l'empire, espérant que lorsqu'ils n'auroient plus rien à demander pour eux, ils pourroient abandonner la Suede & la France. Si cependant les Suédois conservoient encore un parti trop puissant en Allemagne, il vouloit montrer la même facilité à terminer avec eux; toujours dans l'espérance que lorsqu'ils seroient satisfaits, ils se mettroient peu en peine de satisfaire les François.

il se trompoit.

Ferdinand voyoit mal. Sa situation étoit toute différente de celle des Espagnols; parce que les Hollandois, comme je l'ai remarqué, n'avoient pas besoin de la garantie de la France; & qu'au contraire, les états de l'empire, les Suédois & les François ne pouvoient s'assurer de rien, que par un traité général qu'ils se garantiroient mutuellement. Il étoit donc aisé

de juger qu'après avoir tout accordé aux états, l'empereur seroit obligé d'accorder tout encore à la Suede, dont les états soutiendroient les prétentions; & qu'ensuite il ne pourroit rien refuser à la France, puisque les états & la Suede en appuyeroient toutes les demandes. C'est ce qui arrivera. Nous commençons donc à prévoir le dénouement.

Après le traité des Provinces-Unies, le duc de Longueville avoit obtenu la permission de retourner en France. Le comte d'Avaux, disgracié par les intrigues du comte de Servien, ne tarda pas à être rappelé. Il étoit protégé par la régente, son ennemi étoit dévoué au cardinal: il falloit donc qu'il fût sacrifié. Ces deux ministres n'avoient jamais pu s'accorder. Il n'y avoit pas plus d'intelligence entre le baron Oxenstiern & Saivius, & il en étoit à peu près de même des plénipotentiaires des autres puissances.

---

Départ du duc de Longueville. Rappel du comte d'Avaux.

Servien resta donc seul chargé de la négociation. Il ne s'agissoit plus que de rompre les mesures de l'empereur, & elles se rompoient toutes seules. D'ailleurs le duc de Baviere pouvoit beaucoup par lui-même, soit pour déterminer l'empereur à la paix, soit pour rendre les députés de l'empire favorables aux deux couronnes. Or, il n'est pas douteux qu'il ne desirât de voir la fin de la guerre; & s'il

---

Servien reste seul chargé des intérêts de la France.

étoit opposé à la Suede, la situation de ses états lui faisoit une loi de ménager au moins la France. Il continuoit même de négocier avec elle.

Le comte de Pegnaranda se retire à Bruxelles.

Le comte de Pegnaranda, premier plénipotentiaire d'Espagne, se retira à Bruxelles; ne jugeant pas de sa dignité de rester à Munster, depuis que le comte de Trantmansdorff & le duc de Longueville n'y étoient plus. Le départ des principaux ministres fit d'abord languir la négociation; & les médiateurs avoient entendu tant de fois des propositions inutiles, qu'ils ne daignoient presque plus rien écouter. En effet, il n'y avoit pas d'apparence de terminer les différens entre la France & l'Espagne: mais tout faisoit espérer que ceux de l'empire alloient être réglés.

Les députés d'Osnabruck se rendent maîtres de la négociation.

Les députés d'Osnabruck attirèrent à eux toute la négociation. Les Protestants trouvoient un avantage à s'éloigner de Munster, où la présence du nonce pouvoit nuire à leurs intérêts; & les plus considérables des députés catholiques étoient eux-mêmes obligés de les suivre à Osnabruck, puisque c'étoit le lieu où l'on alloit traiter de leurs prétentions & de leurs droits. Il ne resta guere à Munster que ceux qui étoient dévoués à la maison d'Autriche, & qui protestèrent inutilement contre tout ce qui se feroit à Osnabruck.

Il paroïssoit être de la gloire de la France , que le traité se fît dans le lieu où résidoient ses ministres : mais il étoit bien plus de son intétêt que ce fût où ses ministres auroient plus de crédit. Le comte de Servien auroit voulu sauver cette gloire de la France , si c'en est-là une : il chercha des expédients , qui ne lui réussirent pas ; & il prit sagement le parti de se rendre à Osnabruck , comme les autres.

Il n'y avoit plus que la maison d'Autriche qui se refusoit à la paix. Dans l'attente de quelque révolution , elle eût voulu tout hazar-

Il devient les arbitres des puissances de l'Europe.

der pour retarder le moment qui devoit la dépouiller d'une partie de ses domaines , & mettre encore des bornes à sa puissance. Mais l'assemblée d'Osnabruck devient enfin l'arbitre des longues querelles de l'Europe : elle a pour elle les armées des deux couronnes ; armées qui auront bientôt de nouveaux succès. Si , par conséquent , le roi d'Espagne persiste encore dans son obstination à la guerre , l'empereur au moins fera forcé à subir la loi.

Chaque puissance vouloit que l'on commençât par ses intérêts.

Il étoit impossible de terminer à la fois tous les différens , que l'assemblée se propo-

d'être moins ménagé, si on restoit en arriere, chaque parti demandoit que ses intérêts fussent réglés les premiers. Le comte de Servien ne cessoit de rappeler l'article par lequel on étoit convenu d'avancer d'un pas égal le traité de la France & celui de la Suede: il avoit autant à se plaindre de la précipitation des Suédois que le comte d'Avaux s'étoit plaint de leur lenteur, & les Suédois avoient les mêmes reproches à faire aux états de l'empire. On eût dit que chaque parti ne pensoit qu'à soi; & qu'après avoir obtenu ce qu'il demandoit, il seroit indifférent sur tout le reste, Mais parce que tous avoient le même besoin d'une garantie, ils se trouvoient tous également dans la nécessité de se soutenir; & ils voyoient qu'aucun d'eux ne pourroit s'assurer les avantages qu'il obtiendrait, qu'autant qu'il procureroit ceux des autres. Ainsi, quoique d'abord chacun s'occupât séparément de ses intérêts, ils devoient ensuite se réunir; parce que l'intérêt général demandoit que tous fussent également satisfaits. Il arriva donc que malgré l'opposition de la plupart des négociateurs, on suivit dans la négociation l'ordre qu'il convenoit le mieux de suivre.

Dans quel ordre les intérêts sont traités.

En effet, les députés de l'empire voulurent commencer, & commencerent par les articles qui les concernoient. C'étoit avec raison: car l'empereur devoit leur être plus favorable

lorsqu'ils traiteroient séparément ; & les couronnes pouvoient s'intéresser moins à eux , lorsqu'une fois elles auroient été satisfaites. Cette conduite leur réussit : non seulement les François & les Suédois les seconderent , dans l'espérance d'en être ensuite secondés ; mais les Impériaux se montrèrent encore très-faciles , conformément au système que Ferdinand s'étoit fait. Cependant après avoir satisfait les états de l'empire , il n'étoit plus possible de refuser une satisfaction à la Suede , dont les états appuyoient les prétentions ; & il falloit bien en accorder encore une à la France , parce que les états & les Suédois la demandoient.

C'est dans cet ordre que s'acheva cette célèbre négociation : l'assemblée discuta de nouveau les articles dont on étoit convenu ; elle régla ceux qui jusqu'alors étoient demeurés indécis ; elle assura les intérêts particuliers de chaque puissance , en s'occupant des intérêts communs à toutes ; enfin elle arrêta jusqu'à la forme qu'on donneroit aux articles du traité. Elle accorda une satisfaction aux troupes suédoises : le duc de Lorraine fut exclus du traité de paix , & l'empereur n'eut pas la liberté de donner des secours au roi d'Espagne. Mais dans le cours des conférences , il survint bien des difficultés où la France eut besoin de toute l'habileté du comte de Servien. Ce que j'ai dit jusqu'ici , vous fait connoître les principaux ar-

---

Les articles  
du traité de  
paix sont ar-  
rêtés.

articles qui furent arrêtés: vous trouverez un précis du traité même dans le *droit public de l'Europe fondé sur les traités*.

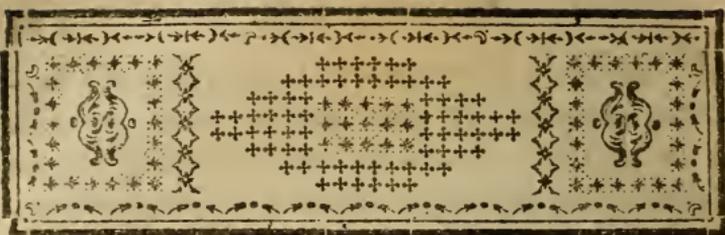
Le traité de paix étoit donc achevé: mais les Impériaux ne cherchoient que des prétextes pour retarder la signature; & ils eussent affecté délai sur délai, si les succès des armées confédérées n'eussent enfin arraché le consentement de l'empereur.

Les succès des armées confédérées forcent l'empereur à les signer.

Turenne & Wrangel, s'étant joints, avoient battu les Impériaux & les Bavarois à Summer-Hausen près d'Augsbourg le 17 mai. Pendant qu'ils ravageoient la Baviere, que Maximilien avoit été contraint de leur abandonner, Kœnigsmarck surprit la petite Prague, où le butin fut si grand, que la seule part de la reine de Suede fut estimée sept millions d'écus. Enfin Charles-Gustave, comte palatin des Deux-Ponts, arriva de Suede avec une nouvelle armée, & assiégea la vieille Prague. La guerre, plus allumée que jamais, parut donc préparer de nouvelles calamités à l'Allemagne épuisée; & cependant après tant de revers, Ferdinand & Maximilien se voyoient sans ressources & dans l'impuissance de faire face à leurs ennemis. Alors tout l'empire se souleva contre l'opiniâtreté des Impériaux. Les députés bavarois proposerent aux états de signer, & de forcer ensuite l'empereur à consentir à la

paix. Déjà la plupart des autres députés suivoient cet avis, & tous paroissoient indignés de se voir au hazard de perdre le fruit d'une négociation qui duroit depuis si long-temps. Il n'étoit, par conséquent, pas possible de résister davantage. Il fallut céder, & le traité fut signé le 14 octobre 1648. L'échange des ratifications se fit le 18 février de l'année suivante.

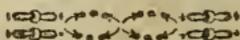




LIVRE SEIZIEME.

CHAPITRE PREMIER.

*Depuis la paix de Westphalie jusqu'à  
la paix des Pyrénées.*



La guerre civile commençoit en France. Le traité de Westphalie fut conclu à propos pour la France, où la guerre civile venoit de s'allumer. L'administration du cardinal avoit fait des mécontents; la jalousie les avoit multipliés, & en se multipliant, ils s'étoient enhardis. D'un côté, étoient les Frondeurs, qui sous prétexte du bien public, prenoient les armes contre le roi; & de l'autre, les Mazarins, c'est-à dire, le roi, la régente & les grands qui croyoient pouvoir établir leur fortune sur la puissance du cardinal.

Les finances étoient dans Avec de l'ordre dans les finances, on auroit pu soutenir la guerre sans trop fouler le

peuple. Mais Richelieu étoit ignorant dans cette partie de l'administration; Mazarin la connoissoit encore moins : & le gouvernement, qui n'avoit que des ressourcés momentanées, s'épuisoit tous les jours davantage. Sully avoit détruit presque tous les abus : ils se reproduisirent, & ils se multiplièrent depuis ce ministre, plus grand que Mazarin & que Richelieu même.

---

un grand désordre.

Cependant le parlement crioit contre les abus, souvent avec peu de discernement, puisqu'il favorisoit les impôts les plus onéreux, & qu'il s'opposoit à ceux qui l'étoient moins. Mais il crioit, & quoique d'ordinaire il consultât moins l'intérêt public que le sien propre, il gagnoit la confiance du peuple, assez simple pour croire qu'on se déclaroit pour lui, lorsqu'on se déclaroit contre le ministre. Ce n'est pas que les impôts fussent plus grands qu'ils le sont aujourd'hui. Ils l'étoient moins : le mal venoit du vice général de l'administration dans cette partie.

---

Les cris du parlement autorisoient les murmures du peuple.

Il parut plusieurs édits burfaux, pour créer plusieurs offices, entre autres douze charges de maîtres des requêtes, pour suspendre le paiement de quatre quartiers des rentes, & pour supprimer pendant quatre ans les gages des compagnies supérieures.

---

Edits burfaux qui soulevent les corps.

A la lecture de ces édits, le cri fut général. Les compagnies souveraines s'ameutent, comme la populace : on s'assemble contre les loix : on forme des associations : & les différents corps présentent des requêtes au parlement, qui est le premier à se soulever. Au reste l'intérêt personnel est l'unique cause de ces mouvements : on ne songe point au bien public, on ne le veut pas, ou même on n'est pas capable de le connoître.

Il y avoit au parlement de Paris un conseiller cleric, nommé Broussel, dont tout le mérite étoit de fronder le ministère. Le cardinal le fit arrêter le 26 août, avec Potier de Blancmenil, président aux requêtes, & dès le soir le peuple prit les armes. Jean-François-Paul de Gondi, coadjuteur de Paris, & depuis cardinal de Retz, alla dans les rues en rochet & en camail pour appaiser la sédition ; mais la nuit seule la fit cesser.

Mécontent de la cour qu'il trouvoit trop peu reconnoissante, le coadjuteur médita lui-même une nouvelle sédition. Il en forma le plan pendant la nuit. Le lendemain matin on tendit les chaînes dans les rues : on fit derriere les chaînes des retranchements avec des barriques remplies de terre, de pierres ou de fumier ; & les bourgeois à couvert tirèrent sur les troupes du roi, commandées

Emeute du  
peuple de Pa-  
ris.

1648

Le coadjuteur  
est l'auteur  
d'une nouvel-  
le sédition.

par le maréchal de la Meilleraie. Cette journée est ce qu'on appelle la journée des Baricades. La régente fut obligée de rendre les deux prisonniers. L'impuissance du gouvernement parut donc justifier les entreprises du parlement & du coadjuteur, & le peuple ne pouvoit manquer d'être séduit.

Comme le parlement & les autres compagnies continuoient de tenir des assemblées malgré les défenses; la cour, craignant quelque nouvelle émeute, s'enfuit de Paris, pour se transporter à S. Germain en Laye. Elle y manqua de tout, au point que les seigneurs & les dames coucherent sur la paille. Il n'y eut de lit que pour Louis XIV & pour la régente. Ils manquerent souvent l'un & l'autre du nécessaire, & ils congédièrent les pages de la chambre, faute d'avoir de quoi les nourrir. Il est bon que les grands éprouvent quelquefois la misere, pour se rappeler qu'ils sont hommes. Je souhaite, Monseigneur, que vous n'ayez pas besoin de cette leçon; mais Louis XIV, à qui elle étoit nécessaire, en perdra bientôt tout le fruit.

Pour rentrer dans Paris, il en falloit former le siege, & toute l'espérance étoit dans le prince de Condé, qui avoit suivi la cour. Cependant cette capitale levoit des troupes pour sa défense. Le coadjuteur leva lui-même

---

La cour s'enfuit à S. Germain où elle manque de tout.

1648

---

Les rebelles, maîtres de Paris, songent à s'y défendre.

me à ses frais un régiment, qu'on nomma le régiment des Corinthiens, parce que ce prélat étoit archevêque titulaire de Corinthe. Les compagnies & les communautés se cotisèrent, afin de faire des fonds suffisants pour la guerre; & en se soulevant contre les impositions du cardinal, elles se mirent dans la nécessité d'en payer de bien plus considérables. Enfin le prince de Conti, jaloux du grand Condé, son frere, vint offrir ses services au parlement, & d'autres suivirent son exemple. Tels furent les ducs de Longueville, de Beaufort & de Vendôme, le prince de Marillac, le duc de Bouillon & le maréchal de Turenne, son frere.

Mais on voyoit que l'esprit de faction s'éteignoit.

Nous avons vu que les guerres civiles sous Louis XIII étoient bien différentes des guerres de la ligue. Celles de la Fronde en différen- t encore davantage, en sorte qu'on voit l'esprit de faction s'éteindre peu-à-peu. Non-seulement les chefs étoient divisés: mais encore ils ne savoient pas ce qu'ils se proposoient. Ils passoient continuellement d'un parti dans un autre, changeant pour changer, & n'ayant jamais d'objet fixe. Des gens de robe entreprenoient de réformer le gouvernement, & ils n'étoient capables de connoître ni les causes des abus, ni les remedes. Ils fouloient les peuples, qu'ils se proposoient de soulager; ils leur donnoient des armes, dont ils ne connoissoient pas l'usage; ils troubloient

l'état pour le bien public. Les soldats n'étoient pas des citoyens que le fanatisme armoit; c'étoient des bourgeois ornés de plumes & de rubans, qui devenoient la risée des deux partis. Le régiment du coadjuteur ayant été battu, on ne fit qu'en rire dans la ville, & on appella cet échec, *la premiere aux Corinthiens*. De graves magistrats, de grands capitaines, des prêtres brouillons, des seigneurs galants & de jolies femmes, voilà quels étoient les acteurs. Aucun d'eux n'avoit les qualités nécessaires à un chef de parti: c'étoit même une place presque toujours vacante que celle du chef. Les femmes s'en faisoient ordinairement, on la leur abandonnoit par galanterie: & leurs petites intrigues gouvernoient les magistrats, les capitaines, les seigneurs & les prêtres. Le duc de la Rochefoucault avoit embrassé la parti de la Fronde pour plaire à la duchesse de Longueville, sœur du prince de Condé. Il fut blessé, & il fit ces vers:

Pour mériter son cœur, pour plaire à ses beaux yeux,  
J'ai fait la guerre aux rois, je l'aurois faite aux dieux.

Quand les guerres civiles dégènerent à ce point, elles deviennent ridicules; & c'est un symptôme auquel on peut juger que l'esprit de faction va finir.

Le parlement eut à peine commencé la guerre, qu'éprouvant combien il étoit peu Le parlement fait des pro-

positions de  
paix. Elles  
sont acceptées

propre à la conduire, il se hâta de faire des propositions. Elles furent acceptées & la paix fut conclue par une amnistie générale. Mais les deux partis, également timides, ne quitterent les armes que parce qu'ils se craignoient; & comme l'un & l'autre compta sur la timidité du parti contraire, ils s'opiniâtrèrent à ne pas céder, & le traité ne satisfit aucun des deux. Le parlement continua de s'assembler malgré la cour, & la cour conserva son ministre malgré le parlement.

Caractère de  
Condé.

Condé, élevé parmi les armes, avoit tous les talents d'un grand capitaine : mais il avoit aussi les défauts que les succès donnent à une ame fiere, haute & impérieuse. Persuadé que ses services devoient lui donner la plus grande part à la faveur, il ne se trouvoit jamais assez récompensé; & il regardoit comme un affront, si on refusoit une grace qu'il demandoit pour quelqu'une de ses créatures. Il ne considéroit pas que s'il eût été régent ou roi même, il n'auroit pas été en son pouvoir de rassasier leur avidité. Ses valets ne manquoient pas de l'entretenir dans cet esprit : ils faisoient un crime au cardinal de tout ce qu'ils n'obtenoient pas par le crédit de leur maître : & Condé menaçoit, persuadé qu'en intimidant il ne seroit pas exposé à de nouveaux refus. C'est ainsi qu'il se mettoit insensiblement à la tête des séditieux, & que se croyant fait pour réformer

réformer le gouvernement, il se préparoit à prendre les armes pour ses valets & pour ses créatures.

Il ne tarda pas à se déclarer ouvertement contre le cardinal, dont il venoit de prendre la défense. Il se joignit au prince de Conti & au duc de Longueville, il devient frondeur. Alors on ne retrouva plus en lui le grand homme. Tout-à-fait déplacé à la tête d'un parti, il donna dans tous les pièges que Mazarin lui rendit. Il indisposa toute la Fronde, accusant le coadjuteur & le duc de Beaufort de l'avoir voulu faire assassiner. Lui-même il disposa tout pour se faire conduire sûrement en prison. En un mot, le grand Condé fut joué, comme un enfant. Il fut arrêté le 18 janvier avec le prince de Conti & le duc de Longueville; & on les conduisit d'abord à Vincennes, ensuite à Marcouffi, enfin au Havre-de-Grace.

Il est arrêté avec le prince de Conti & le duc de Longueville.

1650

Ceux qui étoient attachés à ces princes s'étaient déclarés contre la cour, Turenne fit un traité avec l'Espagne & arma pour les délivrer. Les rebelles néanmoins eurent peu de succès.

Leur parti arme.

Pour arrêter le prince de Condé, la régente & Mazarin avoient recherché le parti de la Fronde; & le coadjuteur avoit été gagné

Ils sont mis en liberté, & Mazarin est forcé

à sortir du royaume.

par l'espérance du chapeau de cardinal. Des femmes avoient conduit toute cette intrigue. Mais le coadjuteur voyant qu'on ne se presoit pas de tenir ce qui lui avoit été promis, engagea le duc d'Orléans qu'il gouvernoit, le parlement où il avoit un grand crédit, & le parti de la Fronde, dont il étoit le chef, à se déclarer hautement pour la liberté des princes, & pour l'éloignement du cardinal. La régente fut obligée de les délivrer, & d'éloigner son ministre, qui sortit du royaume. Le peuple fit des feux de joie pour la liberté des princes, comme il en avoit fait pour leur prison; & ils rentrèrent dans Paris au milieu des acclamations le 16 février.

1651  
Condé armé.

Le parlement rendit plusieurs arrêts contre le cardinal & le bannit à perpétuité du royaume. Mazarin continuoit cependant de gouverner la régente, qui feignit d'être raccommodée avec le prince de Condé pour le perdre plus sûrement. Ce grand capitaine ne combattoit pas à armes égales. Trompé par la dissimulation de la reine, il fut la victime des petites intrigues qu'elle trama. Il ne reconnut son erreur, que lorsqu'il se fut rendu odieux à la Fronde. Alors pour se venger de la cour, il fut contraint de former un troisième parti. Il fit un traité avec l'Espagne, & on se prépara de part & d'autre à la guerre. Dans cette conjoncture la cour acquit le

maréchal de Turenne, qui revint sur une lettre que le roi lui écrivit.

Louis, alors majeur, rappella le cardinal au commencement de l'année suivante. Le parlement se déclara tout-à-la-fois contre Condé & contre Mazarin. Il rendit de nouveaux arrêts contre ce ministre, il mit sa tête à prix; & le duc d'Orléans, qui flottoit toujours entre les partis, leva des troupes pour forcer Louis XIV à le renvoyer: mais ce prince, toujours le même, n'avoit qu'un grand nom sans talents.

Louis, alors majeur, rappella le cardinal dont le parlement met la tête à prix.

1652

La guerre commence, & finit presque aussitôt. L'arrière-garde de Condé ayant été défaite près de la porte S. Martin, ce prince n'eut que le temps de se jeter dans le fauxbourg S. Antoine. Il alloit être forcé par le maréchal de Turenne, qui commandoit l'armée royale; lorsque les Parisiens, qui jusqu'alors n'avoient été que spectateurs du combat, ouvrirent les portes à la sollicitation de mademoiselle, fille de Gaston d'Orléans. Cette princesse fit même tirer le canon de la Bastille sur les troupes du roi. Ce combat qui se donna le 2 juillet, est remarquable par l'habileté des deux généraux, qui se couvrirent d'une gloire égale.

Paris ouvre ses portes à Condé.

1652

Condé dans Paris paroïssoit redoutable. Mais la retraite du cardinal, qui consentit à

Mais une seconde retraite

du cardinal  
ayant soumis  
les Parisiens,  
Condé se reti-  
ra dans les  
Pays-Bas & le  
cardinal re-  
vient.

fortit une seconde fois du royaume, ayant fait cesser tout prétexte de révolte, les Parisiens abandonnerent ce prince, & implorerent la clémence du roi. Condé sans crédit se retira dans les Pays-Bas, où il alla servir les Espagnols. Le duc d'Orléans eut ordre de se rendre à Blois: Mademoiselle fut exilée dans ses terres; & le coadjuteur, que la régente avoit fait cardinal, fut enfermé d'abord à Vincennes, & ensuite au château de Nantes, d'où il se sauva en 1654. Ce fut la fin de ces guerres civiles, qu'un esprit de vertige sembloit avoir allumées & conduites. Le cardinal qui fut rappelé au commencement de 1653, reprit toute son autorité, & il la conserva jusqu'à sa mort.

1653

La France s'al-  
lie de Crom-  
wel, qui dé-  
clare la guer-  
re à l'Espagne.

L'Espagne avoit profité des troubles de la France: mais elle n'avoit pas eu tous les succès, que le ministère de Madrid s'étoit promis, lorsqu'il refusa d'accéder au traité de Westphalie. Pour reconquérir tout ce qu'elle avoit perdu, il auroit fallu faire des efforts que son épuisement ne permettoit pas; & elle continuoît, comme à son ordinaire, à compter plus sur les événements que sur ses propres forces. La France reprit l'avantage, lorsqu'elle fut délivrée de ses troubles domestiques; & elle acquit une plus grande supériorité en 1655, par l'alliance qu'elle fit avec

1665

Cromwel , protecteur du royaume d'Angleterre.

L'Angleterre n'avoit plus de roi. Cette révolution avoit eu pour cause le fanatisme que nous avons vu commencer dans ce royaume, & la conduite inconsidérée de Charles I.

Charles I se conduisoit en despote , qui croit que toute l'autorité réside en lui.

Depuis l'année 1629 , que ce prince fit la paix avec la France & l'Espagne , & qu'il forma la résolution de ne plus convoquer de parlement , il continua d'aigrir les Anglois , en imposant des droits & des taxes arbitraires , en autorisant les entreprises odieuses de la chambre étoilée & de la cour de haute-commission , & en permettant à Laud , évêque de Londres , d'employer jusqu'à la violence pour faire adopter de nouvelles cérémonies , que les Puritains sur-tout regardoient comme un reste d'idolâtrie. Charles , en un mot , se conduisoit comme un monarque convaincu que toute l'autorité réside en lui , & que les privilèges de la nation ne sont que des graces qu'il a accordées lui-même , & qu'il peut toujours retirer. Il étoit entretenu dans cette façon de penser par les évêques , qui affectoient une sorte d'horreur pour tous ces privilèges , qui l'invitoient à les supprimer , & qui cependant ne le revêtoient de toute la puissance , que pour se rendre eux-mêmes indé-

pendants. La faveur dont ils jouissoient auprès de lui, étoit une des choses qui déplaisoient le plus au peuple.

Cependant on étoit moins choqué de l'usage qu'il faisoit de son pouvoir, que du pouvoir qu'il s'arrogeoit.

Malgré ce mécontentement général, le roi ne vit que des marques d'empressement & de respect, lorsqu'en 1633 il fit un voyage en Ecosse. C'est que dans le fond le gouvernement étoit doux. Favorable à l'industrie & au commerce, il faisoit regner l'opulence avec la paix; & on étoit moins choqué de l'usage que ce prince faisoit de son pouvoir, que du pouvoir même qu'il s'arrogeoit. On ne pouvoit pas lui reprocher de fouler le peuple: mais quelque modérés que fussent les impôts, il les mettoit de sa seule autorité, & la nation ne se voyoit plus libre. Les Anglois auroient pu souffrir encore long-temps de pareilles entreprises, lorsque les Ecossois, plus féroces, se souleverent, & donnerent naissance aux plus grands troubles.

Il voulut changer de son autorité la liturgie des Ecossois.

Dans le dessein d'établir les mêmes rites & la même hiérarchie dans ces deux royaumes, Jacques I avoit fait recevoir l'épiscopat en Ecosse; & il avoit obtenu, ou plutôt extorqué les suffrages des assemblées ecclésiastiques. Charles voulant achever l'ouvrage commencé par son pere, dédaigna de convoquer des assemblées, où il pouvoit trouver des oppositions, & résolut de réformer l'église d'E-

cosse par des voies d'autorité. En conséquence il fit publier en 1635 des canons sur la juridiction ecclésiastique, & une liturgie conforme, à peu de chose près, à celle de l'église anglicane.

Quoique les Anglois fussent séparés de Rome, les Écossais les regardoient encore comme idolâtres, & croyoient seuls avoir reçu du ciel la religion avec toute sa pureté. La nouvelle liturgie ralluma donc leur fanatisme; & la populace ayant commencé le tumulte, les Presbytériens se rendirent de toutes parts à Edimbourg. La noblesse jalouse des évêques, que Charles affectoit d'élever aux premières dignités de l'état, se joignit aux Presbytériens; & insensiblement tout le peuple se réunit pour s'opposer aux innovations, qu'on vouloit introduire.

---

Ce fut alors que l'Écosse se souleva.

Charles au lieu de se désister, a l'imprudence de soutenir son entreprise. Le soulèvement qui croît par degrés, éclate enfin; & il se forme quatre conseils, qui s'atrogent toute l'autorité souveraine: le premier étoit composé de la haute noblesse; le second, de la noblesse inférieure; le troisième des ministres ecclésiastiques; & le quatrième des bourgeois.

---

Quatre conseils se taissent de l'autorité souveraine.

Le Covenant fut un des premiers actes de ces quatre conseils. Cet acte étoit un engage-

---

Le Covenant. acte par lequel

ils jurent de s'opposer à toute innovation.

ment par lequel les Ecoffois, renonçant à la religion romaine, s'engageoient avec serment à rejeter toute innovation, & à s'unir pour leur défense mutuelle contre toute autorité, sans excepter le roi même.

Charles qui mollit, consent à convoquer une assemblée ecclésiastique & un parlement.

Charles, qui sentit trop tard les conséquences de sa démarche, recula lorsqu'il n'étoit plus temps, & par sa foiblesse il enhardit les rebelles. Ils acceptèrent l'offre qu'il fit de convoquer successivement une assemblée ecclésiastique, & un parlement pour remédier aux maux dont on se plaignoit, bien assurés de dominer dans l'une & l'autre assemblée, & de se rendre maîtres des délibérations.

L'assemblée ecclésiastique ordonne de signer le Covenant.

En effet l'assemblée ecclésiastique tenue à Glasgow en 1638, abolit l'épiscopat, la haute commission, les canons, la liturgie, & tous les réglemens que Jacques & Charles avoient faits, pour étendre leur autorité. Tout le monde eut ordre de signer le Covenant sous peine d'excommunication.

On déclare que le parlement doit obéir lui-même à cette décision, & on ar-

Tout parut alors décidé, & on ne jugea plus nécessaire de convoquer le parlement. Quel est le supérieur, de Jésus-Christ ou du roi, demandoit-on? Jésus-Christ sans doute. Donc, lorsque l'assemblée ecclésiastique, qui est le conseil de Jésus-Christ, a jugé; le par-

lement, qui est le conseil du prince, n'a plus à délibérer, & doit obéir aveuglément. Il falloit armer pour donner de la force à ce raisonnement, & on arma. Le cardinal de Richelieu, qui avoit fomenté ces troubles, envoya de l'argent & des armes aux Covenantaires. Il vouloit occuper Charles en Ecosse, parce que ce prince menaçoit de s'opposer aux projets de conquête, que la France & la Hollande formoient alors sur les Pays-Bas.

Contre un peuple fanatique, qui combattoit pour sa religion, Charles ne pouvoit opposer que des soldats mercenaires. Il n'arma que pour épuiser les finances, & pour contracter des dettes; & il fallut convoquer le parlement d'Angleterre.

---

Charles qui a besoin de subsides, convoque le parlement d'Angleterre.

Cette assemblée s'ouvrit au mois d'avril 1640. Le roi demandoit des subsides, & les communes répondoient pas des plaintes. Elles vouloient avant tout réformer le gouvernement, remédier aux abus, rétablir la liberté. La conjoncture étoit favorable. Le parlement convoqué après onze ans, interruption dont les annales n'offroient point d'exemple, déceloit l'impuissance du roi. Il étoit manifeste que la nécessité seule l'avoit forcé à cette démarche: toute sa conduite démontroit qu'il avoit voulu supprimer ces assemblées. On auroit donc cru se forger des chaînes, si on eût contribué à soumettre les Ecossois, dont la révolte étoit

---

Mais ce corps veut profiter de la conjoncture pour ruiner les prérogatives de la couronne: & il le casse.

favorable à la liberté angloise; & on jugeoit que moins on secourroit le roi dans ses besoins pressants, plus il seroit facile de ruiner les prérogatives de la couronne, & de rétablir les privilèges de la nation. Charles cassa le parlement.

Les Écossais armés demandent que le roi prenne l'avis de son parlement d'Angleterre.

L'armée royale n'étoit pas encore en marche, & déjà les Écossais s'étoient avancés sur les frontières d'Angleterre. Ils avancèrent encore, ils se rendirent maîtres de Newcastle, & ils eurent la précaution de déclarer qu'ils ne vouloient pas faire la guerre aux Anglois, & qu'ils ne cherchoient le roi que pour mettre leurs très-humbles remontrances à ses pieds. Peu après ils lui adressent une requête, par laquelle ils le prioient d'écouter leurs plaintes, & l'invitoient à prendre l'avis du parlement d'Angleterre sur les moyens de remédier à leurs maux. Par cette conduite ils tendoient à n'avoir qu'un même intérêt avec les Anglois; & pour montrer la sincérité de leur langage, ils observèrent une exacte discipline, ils ne prirent rien sans payer, & ils eurent soin de ne point troubler le commerce.

Se voyant sans ressources, il est forcé à le convoquer.

Cette conduite des Écossais mettoit Charles dans une étrange situation. Il connoissoit le mécontentement général des Anglois. Ses trésors étoient épuisés: il ne lui restoit qu'une armée mal disciplinée, qui marchoit à regret, & qui ne pouvoit regarder les Écossais comme un peuple ennemi. Il fallut céder. Pressé

par la ville de Londres, par les instances de quelques seigneurs, & par les vœux de toute la nation, Charles convoqua le parlement pour le 3 novembre 1640.

Entre le parlement d'Angleterre & l'armée écossaise, le roi reste sans puissance. La situation où il se trouve, ne lui permettra pas de casser ce parlement comme les autres; & il vient de se donner un juge.

Mais il s'est donné un juge.

La chambre des communes, se proposant de réformer le gouvernement dans toutes les parties, reçut les plaintes des particuliers, des villes, des provinces, & commença par faire arrêter le comte Strafford, principal ministre de Charles. Peu de jours après Laud fut aussi conduit à la tour, & deux autres ministres, menacés du même sort, ne s'y déroberent que par la fuite.

Les communes recherchent les ministres sur leur conduite.

Bientôt le roi se vit sans troupes, & hors d'état d'en lever: les communes lui en ôtèrent les moyens, en recherchant les gouverneurs & leurs lieutenants sur la conduite qu'ils avoient tenue dans les comtés, & en enveloppant dans diverses accusations un grand nombre d'officiers de la haute & de la petite noblesse.

Les gouverneurs, les lieutenants.

En même temps pour avoir elles-mêmes une armée, elles donnerent une paye réglée aux Écossais; & elles déclarerent qu'elles les retiendroient, tant qu'elles croiroient en avoir

Elles donnent une paye à l'armée écossaise.

besoin. Elles se trouverent donc tout-à-coup saisies du pouvoir souverain.

Elles abolissent tout ce qu'elles jugent contraire à la liberté.

En conséquence elles abolirent la chambre étoilée, la cour de haute-commission, les droits, les taxes & tous les établissemens qu'elles jugerent contraires à la liberté de la nation. Il fut déclaré que l'approbation des deux chambres seroit nécessaire pour donner force de loi aux canons ecclésiastiques; que le parlement ne pourroit pas être dissous sans leur consentement; & qu'il seroit convoqué de trois en trois ans. Charles ratifia tout. Malgré ses complaisances il ne put pas empêcher qu'on ne fit le procès au comte Strafford, & ce ministre perdit la tête sur un échafaud.

Charles fait un voyage en Écosse, où il reçoit la loi.

Charles, dépouillé d'une grande partie de son autorité en Angleterre, fit en 1641 un voyage en Écosse, où il abdiqua la couronne, au titre de roi près. Il reçut la loi du parlement, jusques-là qu'il se conforma au culte établi par les Covenantaires.

Le parlement licentie les troupes parce qu'il craint qu'elles ne se déclarent pour le roi.

A l'occasion de ce voyage, les communes licentierent les troupes écossaises & les troupes angloises, parce qu'elles craignoient que le roi, qui devoit traverser ces deux armées, ne les fît déclarer pour lui. En effet, le bruit avoit déjà couru, qu'il avoit fait des tentatives pour les engager à le servir contre le parlement: on ajoutoit même qu'il proposoit de faire venir des troupes étrangères. Ces accusations

aigrissoient ses anciens ennemis, & lui en suscitoient de nouveaux.

Charles étoit en Écosse lorsqu'il apprit la nouvelle d'un soulèvement en Irlande. La <sup>Soulèvement de l'Irlande,</sup> vieille haine des peuples de cette île contre les Anglois n'étoit pas éteinte. Ils portoient le joug avec impatience : l'exemple de l'Écosse les encourageoit : les troubles de l'Angleterre leur assuroient des succès : d'ailleurs ils craignoient pour la religion catholique, s'ils devenoient sujets d'un parlement où les Puritains dominoient. La conspiration conduite avec un grand secret, fut exécutée avec une barbarie, qui ne peut se trouver que dans une nation tout-à-la fois sauvage & fanatique. Dans le massacre qui se fit des Anglois, il périt plus de quarante mille hommes : encore ne se contentoit-on pas d'égorger, on imaginoit les tortures les plus cruelles ; & le nom de religion retentissoit de toutes parts. Tel étoit le sort de Charles : tous ses peuples se soulevoient, & on l'accusoit d'avoir été l'auteur de la conspiration d'Irlande, & d'en méditer une semblable en Angleterre pour faire périr tous les Protestants par la main des Catholiques.

La puissance royale étoit comme anéantie. Il paroît donc que c'étoit le moment d'en fixer les bornes, d'assurer les privilèges de la nation, & de rétablir l'ordre & la tranquillité. Mais les chefs, qui animoient le peuple, vou-

<sup>Si l'on avoit voulu réformer le gouvernement, on le pouvoit alors. Mais le fanatisme ne</sup>

loient les troubles, soit par l'espérance de s'élever, soit par l'appréhension de n'être plus rien, lorsque tout seroit réglé, soit par la crainte d'être alors recherchés & punis. La disposition des esprits leur étoit favorable. Depuis l'union de l'Angleterre avec l'Écosse, le peuple se déclaroit avec enthousiasme pour la discipline presbytérienne: il s'élevoit contre les évêques, il en demandoit la ruine; & le parlement, qui leur avoit déjà porté plusieurs coups, allumoit encore ce fanatisme. Or, la puissance des évêques & la puissance royale étant unies par des intérêts communs, la passion pour le presbytérianisme, qui rendoit tous les jours la religion anglicane plus odieuse, faisoit aussi tous les jours haïr davantage la royauté.

Le parlement employoit jusqu'aux impostures pour perdre Charles.

Dans cette disposition générale des esprits; plus les embarras & les besoins du roi croissoient, plus le parlement osoit entreprendre. Il répandoit des terreurs paniques, il supposoit des conspirations tramées par les évêques & par le roi, il montrait le papisme prêt à s'établir de nouveau sur la ruine de toutes les sectes. Par cet artifice il animoit les peuples, il s'en faisoit un appui, & les intéressoit à toutes ses démarches. Il acheva de soulever les esprits par une remontrance, qui fut adressée à la nation. C'étoit une satire de tout le regne de Charles. Remplie d'exagérations & de mensonges grossiers, elle étoit tracée avec les cou-

leurs les plus noires. Il sembloit qu'on n'y eût répandu des vérités, que pour donner plus de poids aux impostures.

C'est avec cette piece odieuse, qu'on reçut le roi à son retour d'Écosse. Il put juger par-là des nouvelles entreprises qu'on projettoit. Il étoit facile de prévoir que le parlement ne mettroit plus de bornes à ses prétentions, & que tous ses pas tendroient à la ruine entiere de la monarchie. En effet, les choses en vinrent au point que le roi fut contraint de sortir de Londres, où il n'étoit plus en sureté. Il est vrai que la chambre des pairs défendoit encore les restes de la prérogative royale. Mais les communes qui s'étoient saisies de toute l'autorité, déclarèrent qu'elles représentoient seules tout le corps de la nation. Cet enthousiasme pour la démocratie gaignoit même insensiblement tout le peuple, & l'on se voyoit au moment d'une confusion générale & d'un bouleversement total. Les habitants du comté de Buckingham présentèrent aux communes une requête signée de six mille personnes, qui promettoient de vivre & de mourir pour la défense des privilèges du parlement. La ville de Londres, les comtés d'Essex, de Hereford, de Surrey, & de Bercks suivirent cet exemple. Tous les ordres, jusqu'aux plus vils, crurent devoir offrir leurs services. Les apprentifs se présentèrent avec leur requête, les

---

Le peuple de plusieurs provinces & celui de Londres offrent leurs services au parlement.

porte-faix, les mendiants mêmes, enfin les femmes. Dans la terreur qu'elles avoient des papistes & des évêques, elles disoient avoir le même droit que les hommes à déclarer leur sensibilité pour les maux publics, puisque le Christ les avoit rachetées au même prix, & que le bonheur des deux sexes consistoit également dans la jouissance libre du Christ. Les communes reçurent toutes ces requêtes avec applaudissement.

Le parti que le roi confère dans ce corps est forcé au silence.

Les moyens qu'on employoit contre l'autorité royale, devenoient donc tout-à-la-fois odieux & ridicules, &, par conséquent, ils devoient soulever les honnêtes gens, à qui il restoit encore quelques lumières. Aussi Charles avoit-il dans le parlement un parti considérable, qui auroit pu devenir le plus nombreux, si ce prince se fût conduit avec plus de prudence. Mais les chefs des communes profitoient de ses fautes: en entretenant la fureur d'un peuple aveugle, ils intimidoient tous ceux qui auroient voulu s'opposer à leurs entreprises, & le parti du roi étoit forcé au silence.

La guerre commence.

Le calme étoit seul à craindre pour les communes. Des esprits rassis pouvoient ouvrir les yeux, & revenir au gouvernement monarchique, auquel on étoit accoutumé depuis tant de siècles. Le moment du plus grand fanatisme étoit donc une conjoncture favorable pour

pour portet les derniers coups, & la guerre civile commença.

Le roi s'étoit retiré dans les provinces du nord, où il avoit trouvé des Sujets fideles, parce qu'elles étoient plus éloignées de la contagion. Son parti, fortifié de la principale noblesse, se grossissoit de tous ceux qui commençoient à mieux juger des vues des communes, & qui voyoient une nouvelle tyrannie s'élever au milieu de l'anarchie. Quoiqu'il fût encore plus foible que le parlement, il se sentit assez de forces pour montrer de la fermeté; & il avoit préféré la guerre aux conditions honteuses, que les communes avoient voulu lui imposer.

La guerre se faisoit depuis un an avec des succès variés, lorsqu'en 1643 le parlement demanda des secours aux Écossois. Il étoit assuré de ne pas essuyer un refus: car si le roi recouvroit son autorité en Angleterre, il devenoit assez puissant pour pouvoir rétracter toutes les concessions, que l'Écosse lui avoit arrachées. Les Covenantaires trouvoient d'ailleurs dans leur fanatisme un motif pour répondre favorablement. Fiers d'avoir établi le presbytérianisme dans leur nation, ils n'ambitionnoient plus que la gloire de le répandre au dehors. Or, une nouvelle alliance avec le parlement d'Angleterre sembloit hâter ce moment désiré. Les circonstances ne permettoient pas de douter

---

Le parlement d'Angleterre demanda des secours aux Écossois.

du succès : car le peuple anglois avoit en général les évêques en horreur, & les communes, qui ne cessoient de les humilier, déclaroient vouloir réformer l'église à l'exemple de leurs freres du nord.

Un parlement convoqué en Ecoſſe ſans l'aveu de Charles, fait alliance avec celui d'Angleterre.

Cependant c'étoit au parlement d'Ecoſſe à ordonner des levées de troupes & d'argent, & Charles ne pouvoit conſentir à rasſembler un corps qui devoit s'armer contre lui. On y ſuppléa. Des officiers publics, à l'inſtigation du clergé, le convoquerent, & enleverent au roi la ſeule prérogative qui lui reſtoit. Les deux parlements firent alliance : les Ecoſſois armerent. L'année 1644 ſe paſſa en marches, en combats, en négociations, & rien ne fut encore décidé.

Alors les Indépendants qui ſe confondoient avec les Presbytériens, ſe rendoient inſenſiblement maîtres du parlement.

Outre les Puritains, anciens ennemis du gouvernement, & les Presbytériens qui faiſoient tous les jours des progrès, il étoit forti du ſein du fanatiſme une nouvelle ſecte, qui enchériſſoit ſur toutes les autres : c'eſt celle des Indépendants.

Non-ſeulement les Indépendants proſcrivoient l'épiſcopat, ainſi que les Presbytériens; ils ne vouloient pas même de prêtres. Ils prétendoient que tout homme a droit d'exercer les fonctions du ſacerdoce; ils rejetoient comme frivoles les cérémonies de l'église pour donner un caractère à ſes miniſtres; ils condamnoient tous les établiſſements eccléſiaſtiques; ils abo-

lissoient tout gouvernement spirituel. Leur système politique portoit sur les mêmes principes. Ce n'étoit pas assez d'abolir la monarchie & l'aristocratie : ils se déclaroient encore contre toute distinction d'ordre & de rang : ils vouloient une égalité parfaite dans une république absolument libre & indépendante.

Dans un temps où le fanatisme regne, la secte qui le porte plus loin, doit nécessairement dominer. Les Presbytériens étoient néanmoins en plus grand nombre dans le parlement ; & les Indépendants, n'osant encore se déclarer, se confondoient avec eux. Mais sous le manteau du presbytérianisme, ils parvenoient aux emplois, ils se fortifioient insensiblement, & ils vinrent à bout de leurs desseins par l'adresse de leurs chefs, Vane & Cromwel.

Ils répandirent dans le public que les généraux songeoient plus à prolonger la guerre qu'à la finir ; & que tant que les membres du parlement exerceroient les emplois civils & militaires, ils n'auroient garde de travailler pour la paix, qui devoit leur enlever toute leur considération. De semblables discours furent répétés en chaire par des prédicateurs, dans un jour de jeûne qu'on avoit ordonné pour implorer l'assistance du ciel.

Le lendemain Vane harangua les communes sur les plaintes des prédicateurs : il remarqua que tous avoient tenu en même temps le

---

Ils se propo-  
sent de forcer  
les membres  
du parlement  
à renoncer  
aux emplois  
civils & mili-  
taires.

même langage : il conclut que cet accord étoit une inspiration du S. Esprit : & il conjura l'assemblée, pour la gloire de Dieu & de la patrie, de mettre à part tout intérêt personnel, & de renoncer à tout emploi civil & militaire : ajoutant que l'absence des membres, occupés à les remplir, rendoit la chambre déserte, & diminueoit l'autorité de ses résolutions. Il donna lui même l'exemple en remettant la charge de trésorier de la marine, qu'il possédoit depuis long-temps. Cromwel applaudit à ce discours, & entreprit de faire voir combien il seroit avantageux de suivre les conseils de Vane.

Il réussissent dans ce dessein. Cette proposition souffrit bien des difficultés de la part des Presbytériens. Mais enfin après de grands débats les Indépendants l'emportèrent ; & les membres qui avoient des emplois s'en démirent.

Par ce moyen ils font passer toute la puissance militaire entre les mains de Cromwel. Pendant que ces choses se passoient, Cromwel avoit été chargé de conduire un corps de cavalerie. Son absence ayant été remarquée, on dépêcha pour son retour, & Fairfax, à qui on avoit donné le commandement de l'armée, eut ordre de le remplacer. Mais ce général écrivit au parlement, pour obtenir qu'on lui laissât pendant quelques jours le lieutenant général Cromwel, dont il assuroit que les lumières lui étoient utiles pour le choix des nouveaux officiers ; & peu après il demanda qu'on

le lui accordât pour toute la campagne. C'est par ces artifices que les indépendants exécutèrent leurs desseins, & firent passer toute la puissance militaire entre les mains de Cromwel. Car le chevalier Fairfax, quoique bon capitaine, étoit un homme simple, facile à gouverner.

La campagne de 1645 fut funeste à Charles. Défait par les Anglois, il n'eut d'autre ressource que de se jeter entre les bras des Écossais, qui le livrerent & même le vendirent au parlement d'Angleterre, à la fin de 1646.

Charles se livre aux Écossais, qui le ven-  
lent au  
parlement.

La captivité de ce prince fut le terme de l'autorité du parlement. L'armée se révolta, enleva le roi, se rendit maîtresse de Londres, chassa du parlement tous ceux qui étoient contraires au parti des Indépendants; & il n'y resta plus que quelques factieux fanatiques, qui firent périr Charles sur un échafaud, le 30 janvier 1649. Toute la nation frémit du coup, qui trancha les jours de ce malheureux monarque, & chacun se reprocha de ne l'avoir pas servi, ou d'avoir eu part aux troubles.

Les Indépendants, qui ont  
chassé de ce  
corps tous  
ceux qui leur  
sont contraires,  
le font  
périr sur un  
échafaud.

Cette mort tragique arriva précisément la même année & le même mois, que Louis XIV, fuyant de sa capitale, se réfugia à S. Germain, où ce monarque, qui venoit d'humilier la maison d'Autriche, manquoit du nécessaire. Alors Henriette, sa tante, veuve de Charles, & fille de Henri IV, étoit retirée à

Alors la maison d'Autriche venoit d'être humiliée, & la maison de Bourbon manquoit du nécessaire.

Paris, où elle vivoit dans la plus grande pauvreté: sa fille, qui épousa depuis le frere de Louis XIV, étoit obligée de garder le lit, n'ayant pas de bois pour se chauffer. Voilà l'état où une longue guerre, de grands capitaines, d'habiles ministres, de grands négociateurs & une pacification qu'on admire, laissoient les puissances qui donnoient la loi à l'Europe. Vous le voyez, Monseigneur; les Bourbons sont hommes, & quelquefois misérables, & ils le sont dans le moment où ils paroissent couverts de gloire. L'exemple est récent.

L'ordre que j'ai suivi, a rapproché deux guerres civiles d'un caractère bien différent, & il vous sera facile de comprendre que, si la France fut tout-à coup tranquille, l'Angleterre devoit être encore bien agitée.

Désordre où  
se trouvoit  
l'Angleterre.

Tout étoit dans une confusion qu'il seroit difficile de représenter. Jamais peuple n'avoit été divisé par tant de factions; & toutes ces factions plus ou moins fanatiques, formoient, dans leur délire, des systêmes de religion & de gouvernement, & prenoient leurs rêves pour des inspirations. Il ne restoit plus de loix: tout étoit soumis aux passions, auxquelles une imagination dérégulée lâchoit la bride: chacun se faisoit des principes à son gré; & l'impunité du passé enhardissoit pour l'avenir.

La nation An-  
gloise, deve-  
nue plus cou-

Le seul avantage que la nation Angloise retira de sa situation, c'est qu'elle étoit devenue propre aux plus vigoureuses entreprises.

Le génie militaire s'étoit réveillé pendant les guerres civiles : quantité de gens obscurs s'étoient élevés par leurs talents : ils conservoient le courage actif auquel ils devoient leur fortune : ils pouvoient, s'ils étoient bien conduits, assurer au moins la tranquillité de l'état sur le despotisme : il ne leur falloit qu'un chef.

rageuse & plus entreprenante avoit besoin d'un chef.

Cromwel fut ce chef. Il avoit toutes les qualités pour réussir dans le temps où il vivoit, de l'hypocrisie, de l'audace & de la fermeté.

Elle le trouve dans Cromwel.

Je doute que dans un autre siècle il eût eu occasion de faire connoître ses talents ou seulement de les connoître lui-même. Il acquit du crédit dans le parlement & dans l'armée par son fanatisme. Il parvint à la puissance souveraine par des crimes ; il gouverna en grand homme. Mais pendant qu'il faisoit trembler ses concitoyens sous son despotisme, & qu'il rendoit l'Angleterre redoutable aux nations étrangères ; il redoutoit tout lui-même, toujours entouré d'amis faux & d'ennemis irréconciliables, toujours exposé aux complots des différents partis, toujours menacé par le fanatisme prêt à s'armer d'un poignard.

Chargé de porter la guerre en Irlande & en Écosse, il soumit ces deux royaumes. Aussitôt après une autre guerre commença contre la Hollande. L'amiral Blake s'y distingua, & le parlement affecta de relever les avantages qu'il remportoit sur mer. Il se plaignit des dé-

Cromwel casse le parlement, qui tentoit de diminuer son autorité.

penſes que coûtoit l'armée de terre, il inſiſta ſur la néceſſité d'en licentier une partie. Il vouloit abattre la puiffance de Cromwel qui lui faiſoit ombre : mais il n'étoit plus temps : ce général, maître des troupes, caſſa le parlement ſans trouver d'oppoſition. Accompagné de ſoldats, il parut au milieu de l'aſſemblée comme un homme inſpiré : *retirez vous*, leur dit-il, *vous n'êtes plus le parlement ; le Seigneur vous a rejetés ; il en a choiſi d'autres pour achever ſon ouvrage.*

Il en créa un compoſé de fanatiques, qu'il caſſa encore. Il eſt déclaré protec-  
teur par l'armée.

Il créa enſuite un nouveau parlement, en faiſant venir des différentes parties des trois royaumes ceux que le ciel avoit choiſis. *Jamais* ; leur dit-il, *je n'aurois oſé me promettre de voir le Chriſt ſi hautement reconnu.* Il parloit en fanatique à des fanatiques, qui croyant avoir reçu le S. Eſprit dans toute ſa plénitude, extravaguoiſent, & croyoient former un plan de république. Les ambassadeurs de Hollande, qui vouloient négocier avec ce parlement, furent fort étonnés de trouver des ſaints, qui prétendoient devoir d'abord les épurer pour les rendre utiles au grand œuvre de ſubjuguer l'Antechriſt. Cromwel, honteux de ſon ouvrage, caſſa ce parlement ridicule ; & fut déclaré protec-  
teur par l'armée, qui régla la forme du gouvernement.

Cependant l'Angleterre

Pendant que l'Angleterre offroit au dedans de pareilles ſcenes, elle étoit formidable au

dehors. Elle paroiffoit acquérir l'empire de la mer. Elle n'avoit jamais joué un plus beau rôle avec les nations étrangères. Elle accorda la paix aux États - Généraux ; & tout-à-la fois recherchée par les deux couronnes qui se faisoient la guerre , elle fit un traité avec la France. Cromwel dicta les conditions avec hauteur , & le cardinal Mazarin les accepta.

étoit formidable au dehors, & Cromwel donna la loi dans le traité qu'il fit avec la France.

On reproche au protecteur de n'avoir pas connu les vrais intérêts de sa nation. Il devoit, dit-on , soutenir l'Espagne dans sa décadence , & maintenir la balance entre les deux couronnes. On ne remarque pas que dans l'état où cette monarchie étoit réduite , ce projet eût été chimérique , qu'il ne suffisoit pas de la soutenir , qu'il auroit fallu la relever malgré les vices de sa constitution ; & qu'il étoit plus raisonnable à l'Angleterre de se préparer à devenir un jour elle-même la rivale de la France. Mais il s'agissoit d'abord de s'agrandir. Or , Cromwel en étoit bien plus sûr avec l'alliance de Louis XIV , qu'avec celle de Philippe IV ; car il pouvoit se promettre des conquêtes en Amérique & en Flandre. En effet il enleva la Jamaïque , que l'Angleterre a conservée , & en 1658 il acquit Dunkerque qui lui ouvroit les Pays-Bas. La flotte angloise bloquoit le port , & Turenne , qui conduisoit le siège , remporta la fameuse bataille des Dunes

À avantages que l'Angleterre trouva dans l'alliance de la France. Mort de Cromwel.

sur le prince de Condé. La place capitula le 23 juin, & fut livrée aux Anglois comme on en étoit convenu. Cromwel mourut le 3 septembre de la même année, âgé de cinquante-huit ans. Ce fut à propos: car le mécontentement gagnait l'armée. Les conspirations se renouvelloient sans cesse; & jusqu'à ses enfants, tout le monde s'éloignoit de lui, & lui reprochoit ses crimes. Richard, son fils qui lui succéda dans le protectorat, abdiqua bientôt une puissance, que Cromwel auroit eu bien de la peine à conserver.

Traité des  
Pyrénées.  
1659

La guerre entre la France & l'Espagne finit en 1659. Le traité fut conclu le 7 novembre par le cardinal Mazarin & Don Louis de Haro, dans l'île des Faisans, sur la rivière de Bidassoa. On céda plusieurs places de part & d'autre; le duc de Lorraine fut rétabli; le prince de Condé revint & rentra dans ses gouvernements & dans tous ses biens; la France promit de ne point donner de secours au roi de Portugal; & le mariage de l'infante Marie-Thérèse avec Louis XIV fut arrêté, sous la condition de la renonciation à la succession d'Espagne. Léopold, qui avoit succédé à Ferdinand III, son pere, & qui souhaitoit d'épouser l'infante, n'omit rien pour traverser ce mariage.

Charles est  
rétabli sur le

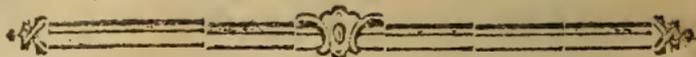
Les troubles continuoient en Angleterre. Il n'étoit pas possible aux factions de s'accor-

der sur la forme du gouvernement. Monck, un des généraux de l'armée, profita de ces divisions, pour rétablir les Stuarts. Il affecta un zele républicain, & il prépara si bien les choses, que Charles II, fils aîné de Charles I, fut reçu parmi les acclamations du peuple, & rétabli sur le trône de ses peres en 1660. La même année les royaumes de Suede, de Pologne & de Danemarck firent la paix sous la médiation de la France. Il semble qu'on respire enfin, quand on voit le calme se répandre dans presque toute l'Europe.

trône d'Angleterre. Les royaumes du nord font la paix.

1660





## CHAPITRE II.

*Depuis la paix des Pyrénées jusqu'à  
la paix de Nimegue.*

**D**ANS l'espérance de secouer le joug d'un parlement qui s'étoit rendu odieux, les différens partis oublioient leurs animosités & attendoient avec impatience la fin des désordres; lorsque Monck, qui s'étoit déclaré pour la liberté, & qui par-là avoit gagné la confiance du peuple, prit sur lui de rappeler les membres qui avoient été exclus avant qu'on fît le procès à Charles. Comme ces membres étoient le plus grand nombre, la plupart des Indépendants prirent le parti de se retirer, & le parlement fut en quelque sorte renouvelé. Les membres rétablis commencerent par faire quelques réglemens, & après avoir ordonné eux-mêmes leur propre dissolution, ils convoquerent un nouveau parlement.

Quel étoit le  
parlement qui  
rappella Char-  
les II.

L'amour de la liberté n'étoit plus le même: on se reprochoit un aveuglement qui avoit causé tant de maux: on ne voyoit pas qu'il fût

possible d'établir quelque forme de gouvernement, sans soulever encore les factions les unes contre les autres. Parmi tant de divisions, il paroissoit qu'on ne pouvoit retrouver la paix que sous un monarque : les Presbytériens, qui avoient été victimes des Indépendants, formoient à cet égard les mêmes vœux que les Royalistes : & comme ces sentiments étoient généralement répandus, il arriva que dans toutes les provinces, les suffrages du peuple tombèrent sur ceux qu'on savoit être favorables à la monarchie. Tel fut le parlement qui rétablit Charles. Il ne mit point de conditions à son rappel ; parce que dans l'impatience de jouir du repos, il eût été effrayé du retardement que pouvoit apporter la lenteur d'une négociation. En cela il ne fit que se conformer aux vœux des peuples.

Charles II avoit les qualités qui séduisent : une figure mâle, un air engageant, de l'esprit, de la pénétration, du jugement, un caractère doux & une affabilité singulière. Il paroissoit avoir oublié dans ses malheurs qu'il étoit prince, & sur le trône il ne paroissoit plus s'en souvenir. Mais il avoit des défauts, qui ne se montroient pas d'abord. Sa paresse, qui lui donnoit de l'éloignement pour toute sorte de travail, rendoit inutiles les qualités de son esprit. Sa bonté n'étoit pas un sentiment de l'ame ; ce n'étoit que l'effet de sa nonchalance.

---

Bonnes & mauvaises qualités de Charles.

Son affabilité dégénéroit en familiarité & paroïssoit peu décente. Il étoit le même pour tous ceux qui l'approchoient, les accueillant également, n'en aimant aucun, & se méfiant de tous. On lui reproche encore d'avoir été ingrat envers ceux qui l'avoient servi avec zèle, & d'avoir été livré aux plaisirs, jusqu'à dissiper ses revenus. Il est doux pour un prince lâche, qui aime à dissiper, d'être absolu. C'étoit aussi tout ce que Charles ambitionnoit: mais cette ambition lui suscitara des affaires, qui contrarieront sa nonchalance.

Le parlement quoique soumis & respectueux, paroît prendre des mesures contre le despotisme.

Le contraste de ses adversités & de la révolution subite, qui venoit de le rétablir intéressoit en sa faveur, & ne permit de remarquer d'abord que ses qualités aimables. Le parlement, soumis & respectueux, lui accorda des subsides, fixa ses revenus à douze cents mille livrés sterling; c'étoit plus qu'aucun autre roi d'Angleterre n'avoit eu: enfin il fit périr par les supplices dix de ceux qui avoient condamné Charles I. Il donna cependant avec beaucoup d'économie: les fonds même qu'il assigna pour les revenus de la couronne, ne faisoient pas les deux tiers des douze cents mille livres; & en se réservant de remplir dans la suite ses engagements, il parut vouloir tenir le roi dans la dépendance. Néanmoins Charles, qui n'avoit pas en général lieu d'en être mécontent, le congédia en lui témoignant combien il étoit satisfait.

Ce parlement avoit été principalement composé de Presbytériens : celui qui s'assembla l'année suivante fut encore plus favorable, parce que les Royalistes & les Anglicans y dominoient. Non-seulement il condamna toutes les maximes qui tendent à la révolte : il déclara même qu'aucune des deux chambres, ni les deux ensemble n'ont pas le droit des armes ; & il porta la soumission jusqu'à renoncer au droit de se défendre contre le souverain. C'étoit donner à la couronne une prérogative sans bornes. Mais le plus grand nombre des membres étoit encore si frappé des derniers désordres, qu'il étoit plus porté à prendre des précautions contre la révolte des sujets, que contre l'ambition du roi. Ils firent encore une acte fort avantageux à la monarchie : ce fut de rétablir l'église anglicane dans le même état où elle étoit avant les guerres civiles ; & dans cette vue ils ordonnèrent à tous les ecclésiastiques de suivre cette communion sous peine de perdre leurs bénéfices. Les Presbytériens, qui ne voulurent pas se soumettre, furent appelés Non-conformistes. Mais ce parlement, si pénétré des principes de la monarchie, la rendoit impuissante par l'économie avec laquelle il donnoit des subsides : s'il vouloit qu'on ne lui portât pas des coups, il paroïssoit vouloir qu'elle fût assez foible pour qu'elle n'en pût pas porter elle-même.

Un nouveau  
parlement re-  
nonce au droit  
des armes :  
mais il ne  
donne que de  
légers subsidia-  
des.

1661

Pour fournir à ses dépenses, Charles vend Dunkerque à la France.

1662

Les revenus de la couronne, trop bornés pour les charges de l'état, étoient encore dissipés par les prodigalités du monarque. Il ne restoit à Charles que des dettes. Dans cette situation il résolut de vendre Dunkerque dont la garnison lui coûtoit chaque année cent mille livres sterling; & il la livra pour quatre cents mille à la France.

Il en est blâmé.

Il fut généralement blâmé, parce que Dunkerque entre les mains des François pouvoit faire beaucoup de tort au commerce de l'Angleterre. Il l'eût été encore plus, si l'on eût connu dès-lors l'ambition de Louis XIV; car l'acquisition de cette place donnoit à la France de grands avantages pour s'étendre du côté des Pays-Bas.

A la sollicitation des communes, qui lui promettent des subsides, il fait la guerre à la Hollande.

1664

Les communes offrirent enfin à Charles une occasion d'obtenir des subsides. Jalouses du commerce florissant des Provinces-Unies, elles chercherent des prétextes pour faire la guerre à cette république; & quoiqu'elles n'en trouvassent que de bien frivoles, elles promirent au roi de lui donner toutes sortes de secours, s'il vouloit entrer dans leurs vues. Elles s'imaginoient qu'après avoir abattu la puissance des Hollandois, l'Angleterre seroit en possession de tout le commerce; & la guerre fut déclarée.

Les Anglois, comme les

Les combats sur mer ne sont pas décisifs comme sur terre: souvent on se ruine pour ruiner

ner son ennemi, sans rien acquérir; & la nation qui a le plus de ressources, reprend bien-tôt tous ses avantages. Les Anglois eurent lieu de connoître la supériorité que la Hollande avoit à cet égard; & ils commencerent à se lasser de la guerre: les Hollandois qui l'avoient entreprise malgré eux, & dont le commerce souffroit beaucoup, desiroient la paix: Charles, plus nonchalant qu'ambitieux, n'étoit pas capable de persister dans des projets, où il trouvoit de grands obstacles: Le Danemarck venoit d'ailleurs d'armer pour les Provinces Unies, ainsi que la France, alliée de cette république. Il est vrai que cette dernière puissance agissoit foiblement, & qu'elle paroïssoit plutôt montrer ses forces que donner des secours. Louis XIV, qui ne vouloit ni la prospérité ni la ruine de la Hollande, formoit alors un projet, qui le mettoit dans la nécessité de ménager le roi d'Angleterre

La paix se négocioit à Bréda. On étoit d'accord sur les principaux articles; & les difficultés qui restoient, paroïssent si légères, qu'elles n'auroient dû apporter aucun retardement. Mais de Wit, pensionnaire de Hollande, prolongeoit la négociation, dans l'espérance d'humilier les Anglois, & de venger sa patrie de l'injuste guerre qu'ils lui avoient faite. Il jugea que Charles, dans l'espérance d'une paix prochaine, songeroit plus à ména-

Hollandois,  
desirent bien-  
tôt la paix:

Le pensionnaire de Wit venge sa patrie.  
Paix de Bréda

ger ses finances, qu'à prendre des mesures contre l'ennemi. Il ne se trompa point. L'Angleterre étoit dans la plus profonde tranquillité, lorsque le pensionnaire avoit fait tous ses préparatifs. La flotte hollandoise entra dans la Tamise, où elle brûla plusieurs vaisseaux; elle menaça toutes les côtes d'Angleterre; & elle eût pu faire une descente, si elle eût été soutenue par les François. Mais Louis XIV, qui vouloit maintenir la balance entre ces deux puissances maritimes, n'avoit garde de contribuer à la supériorité de l'une ou de l'autre. La paix fut signée à Bréda le 10 juillet. Une nouvelle scène va s'ouvrir.

1667

A la mort de Philippe IV, Louis XIV réclama les Pays-Bas, quoiqu'il eût renoncé aux droits de sa femme.

Philippe IV, roi d'Espagne, mort le mois de septembre 1665, laissoit la couronne à son fils, Charles II. Or, parce que dans quelques provinces des Pays-Bas l'ordre de succession exclut les enfans d'un second mariage pour donner la préférence à ceux du premier, Louis réclama les Pays-Bas pour Marie-Thérèse, sa femme, née d'un premier lit. Il est vrai qu'il avoit renoncé à tous les droits de cette princesse: mais il regardoit cette renonciation comme nulle, sur ce principe qu'un pere ne sauroit par aucun acte frustrer ses enfans de leurs droits. On répondit qu'il avoit donc traité de mauvaise foi; que l'Espagne ayant accepté la renonciation, comme une surêté réelle, la France étoit censée l'avoir donnée comme telle;

qu'il n'y avoit point eu de violence, qu'on avoit contracté librement; & que, par conséquent on devoit de part & d'autre remplir également les conditions du traité. Mais les rois n'ont point de juge, & leurs querelles se décident par les armes.

Louis XIV avoit été fort mal élevé. Né avec des dispositions heureuses, qu'on ne voulut pas cultiver, il n'eut aucun goût pour la lecture, aucune connoissance de l'histoire, aucune notion même des beaux-arts: en un mot, on rendit stériles les dispositions que la nature avoit mises en lui, parce qu'en ne l'accoutumant pas à s'appliquer, on le rendit peu capable d'application. Comme ses maîtres ne faisoient pas lui faire goûter l'étude, & qu'ils n'osoient le contrarier, Louis se livroit à ses caprices, ne faisoit que changer d'objets, & ne contractoit pas l'habitude d'une attention soutenue. Il retenoit les faits parce qu'il avoit de la mémoire, il les racontoit même avec grace: mais il paroïssoit avoir de la peine à saisir une suite de raisonnemens; & ce qu'il ne comprenoit pas du premier coup, il lui arrivoit rarement de le comprendre.

Quoiqu'il eût été déclaré majeur à treize ans & un jour, en 1651, la régente & Mazarin ne songeoient pas assez à le former peu à peu dans l'art de gouverner. Jaloux de l'autorité, ils vouloient l'un & l'autre faire durer

---

Louis XIV étoit né avec d'heureuses dispositions qu'une mauvaise éducation avoit rendues inutiles.

---

La régente & Mazarin auroient voulu faire durer son enfance,

l'enfance du roi. Louis, abandonné, obéissoit aux penchans de son âge & se dégoûtoit de toute application, pour se livrer à des amusements frivoles. Il avoit vingt ans, & il ne s'occupoit encore que de ballets, de mascarades, de tournois, de comédies, de chasses, de jeux & d'intrigues d'amour.

Honteux de ne disposer de rien, il desira de s'instruire: Mazarin le fit travailler avec lui.

Bien loin d'avoir de l'autorité, à peine avoit-il du crédit. Il ne dispoit d'aucune grace: il n'avoit que la voie de la recommandation & des prières auprès du cardinal & de la régente. Ses courtisans ne manquèrent pas de lui en faire quelque honte, & de l'inviter à prendre les rênes du gouvernement. La confiance qu'il avoit donnée à Mazarin, & la méfiance qu'il avoit de lui-même, ou peut-être encore le dégoût du travail l'en empêchèrent. Cependant quoiqu'affermi dans le dessein de laisser l'administration à ce ministre, il parut desirer de prendre quelques connoissances de ses affaires. Le cardinal ne se refusa pas à un desir aussi louable: mais il mourut peu de temps après, en 1661.

Après la mort de ce cardinal, il travailla avec ses ministres, qui lui persuadent qu'il fait tout, & qu'il fait

Le roi n'ayant plus de premier ministre, gouverna par lui-même, tenant conseil tous les jours, & travaillant séparément avec les secrétaires d'état. Il prit d'autant plus de goût à ce travail, que ses ministres ne cherchoient qu'à le lui rendre agréable, & le flattoient con-

tinuellement pour gagner sa confiance. Ils l'accoutumèrent si fort à s'entendre louer, que, quoique convaincu de son ignorance, dont il faisoit quelquefois des sujets de plaisanteries, il commença à croire qu'il avoit naturellement tous les talents de son état; & bientôt il se crut capable de former lui-même ses ministres. Le Tellier, qui avoit le département de la guerre, excelloit sur-tout dans l'art de flatter. Il fut toujours persuader au roi, qu'il étoit le seul auteur des projets qui réussissoient; & pour l'intéresser à la fortune de Louvois, son fils, qu'il avoit instruit dans le même art, il lui fit croire que Louvois étoit son élève, & qu'il tenoit de lui toutes ses lumières. Vous pouvez prévoir qu'une trop grande confiance fera faire des fautes à Louis XIV.

Il ne faut pas confondre avec de tels ministres, Colbert, qui eut dans son département les finances & le commerce. Il avoit été l'homme de confiance de Mazarin, & ce cardinal, qui l'avoit recommandé à Louis XIV comme propre à l'administration des finances, avoit donné une preuve de son discernement, & fait un présent au roi & à l'état. Mais trop grand pour flatter son maître, comme le Tellier & Louvois, Colbert en fut aussi beaucoup moins écouté; & lorsqu'il mourut, en 1683, il étoit hors de la faveur. Ce fut à lui néanmoins que Louis XIV dut toute sa puissance.

---

Il goûte  
moins Col-  
bert, qui le  
sert sans le  
flatter.

bert, jamais il n'eût été capable de soutenir les grandes entreprises, dans lesquelles il s'engagea par de mauvais conseils; & sans ces malheureuses entreprises, qui mettoient dans la nécessité de fouler les peuples, Colbert eût enrichi le prince & les sujets. Étant donc forcé par les circonstances à mettre des bornes à ses grands desseins, il n'en exécuta qu'une partie. Cependant dès l'année 1666, il avoit mis un si grand ordre dans les finances, & rendu le commerce si florissant, que la France se trouvoit des forces, dont elle ne s'étoit pas doutée avant l'administration de ce sage ministre. En voici la preuve. En 1660, le peuple payoit quatre vingt-dix millions d'impôts: les charges de l'état montoient à cinquante-cinq millions; & le roi, à qui il n'en restoit que trente-cinq, n'étoit pas même au courant: deux années de son revenu étoient consumées d'avance. En 1666 les impositions produisoient quatre-vingt-treize millions: les charges de l'état étoient réduites à trente-quatre, & il en restoit au roi cinquante-neuf. Les revenus de la couronne étoient donc considérablement augmentés, & cependant Colbert avoit soulagé les peuples. Vous pouvez lire à ce sujet les *Recherches & considérations sur les finances de France*.

La France  
étoit épuisée.

Il auroit fallu une longue paix, pour réparer les pertes que la France avoit faites depuis

François II. Certainement la population devoit être fort diminuée, & le royaume par conséquent, étoit encore foible par lui-même. S'il paroïssoit donc puissant, c'est que Colbert favoit donner du ressort à toutes ses parties. Il étoit puissant, sur-tout, par rapport aux autres états de l'Europe, qui avoient fait de pareilles pertes, & qui n'avoient point de Colbert. La population ne s'étoit accrue que dans les Provinces-Unies; c'étoit une raison pour qu'elle fût moindre ailleurs, puisque cette république avoit été l'asyle des familles persécutées.

Si Louis XIV eût été plus éclairé, il eût mis toute sa gloire à faire le bonheur de ses peuples, & il ne se fût servi de sa puissance que pour entretenir la paix en Europe. Il ne falloit qu'écouter Colbert, étudier avec lui, & le laisser faire. Mais ses courtisans ne l'entretenoient que de sa puissance, & chaque instant l'étaloit à ses yeux. Elle se monroit sur-tout dans ces fêtes magnifiques qu'il donnoit souvent à sa cour, & où il paroïssoit avec un air majestueux, tel qu'on peindroit le maître du monde. C'est au milieu d'une de ces fêtes, qu'en 1662 un légat vint s'humilier devant lui, pour faire satisfaction d'une insulte que les gardes du pape avoient faite à l'ambassadeur de France, & la même année le roi d'Espagne avoit essuyé une humiliation à peu-

Cependant les courtisans ne parloient que de la puissance de Louis XIV, & malheureusement ce fut quelquefois dans des circonstances où ils ne paroïssent pas se flatter.

près semblable. Le baron de Warteville, son ambassadeur à Londres, ayant insulté le comte d'Estrades, ambassadeur de France, sur lequel il vouloit prendre le pas, Philippe IV fut obligé d'envoyer un ambassadeur extraordinaire pour déclarer à Louis XIV, en présence de tous les ministres étrangers, que ses ambassadeurs céderoient par-tout la préséance aux ambassadeurs de France. Comment dans de pareilles circonstances, Louis, jeune encore, n'auroit-il pas été ébloui lui-même d'un éclat, qui éblouissoit ses courtisans, & qui portoit la terreur jusques dans une monarchie, auparavant redoutable à la France & à l'Europe? Pouvoit-il se ressouvenir de ces temps malheureux où il n'avoit pas un page pour le servir, & où il n'étoit pas en état de tirer de la misère Henriette, sa tante, veuve de Charles I? Il les oublia donc, & il ne vit plus que sa grandeur.

Entretenu dans cette illusion par Louvois, il entreprend de faire valoir les droits qu'il se fait sur les Pays Bas.

2667

Il fut toujours entretenu dans cette illusion par Louvois, qui voulant se rendre nécessaire, & tout-à-la-fois flatter la foiblesse de son maître, lui présenta la Flandre comme un pays sur lequel il avoit des droits, & dont il devoit se saisir par les armes. La guerre fut aussitôt décidée. En une seule campagne quarante mille hommes, commandés par les plus habiles généraux, envahirent sous les yeux

de Louis, Charleroi, Ath, Binche, Menin, Comines, Deinse, Tiel, Tournai, Bergues, Furnes, Armentieres, Courtrai, Douai, Oudenarde, Alost, Lille. Ces villes, sans magasins, sans fortifications, sans munitions, ne firent presque point de résistance; car quoique cette invasion eût été prévue, les Espagnols ne s'y étoient pas préparés. Au commencement de l'année suivante, & pendant l'hiver, Louis conquit encore la Franche-Comté en moins d'un mois. Condé commandoit sous lui.

A ces premiers succès, obtenus sans obstacles, le roi, qui dans le vrai avoit servi sous Condé, s'imagina être un conquérant: il se crut puissant, parce que l'Espagne étoit foible: & il n'eût plus d'autre ambition, que de reculer ses frontieres & de se rendre redoutable, sans considérer qu'il répandoit l'alarme chez ses voisins, & qu'il pouvoit armer contre lui toute l'Europe. Son principal avantage étoit dans ses généraux & dans ses ministres, bien supérieurs à ceux des autres puissances: avantage qu'il connoissoit peut-être trop peu, car il croyoit déjà être tout par lui-même.

L'invasion de la Flandre faisoit connoître que si Charles II, roi d'Espagne, dont la santé étoit languissante, mouroit sans enfants,

---

Fier de ses premiers succès il ne songe plus qu'à conquérir & à se rendre redoutable.

---

L'Europe auroit dû prévoir qu'il por-

teroit son ambition sur la couronne d'Espagne.

Louis formeroit des prétentions sur la couronne de ce prince. Il semble donc que les puissances de l'Europe auroient dû prévenir la réunion de ces deux royaumes; c'est ce dont elles ne parurent pas s'occuper.

Mais Léopold ne s'occupoit, que des moyens de regner despotiquement en Hongrie.

L'empereur Léopold, qui avoit eu pendant quelques années la guerre avec les Turcs, faisoit alors tous ses efforts pour soumettre la Hongrie, ou plutôt pour y établir son despotisme. Dans le dessein d'usurper sur les privileges de la nation, il traita de rebelle un peuple qui ne vouloit pas être esclave. Il faisit par surprise quelques chefs du patriotisme; il leur fit trancher la tête sous prétexte d'une prétendue conspiration; & il répandit dans tout le royaume des troupes qui, vivant à discrétion comme en pays ennemi, forcèrent enfin les Hongrois à se révolter véritablement. Pendant qu'il donnoit tous ses soins à dépeupler la Hongrie pour y regner en despote, il ne pouvoit pas porter son attention sur ce qui se passoit ailleurs.

Les princes de l'empire ne s'alarmoient pas de l'agrandissement de la France, qu'ils s'imaginoient les devoit protéger, parce qu'elle les avoit pro-

Malgré le traité de Westphalie, il y avoit peu d'union entre les membres de l'empire. L'empereur, les électeurs & les autres princes formoient trois partis; & la diete étoit au moins troublée par des contestations qu'on ne terminoit pas. Les Allemands, accoutumés à se précautionner contre l'ambition de la maison d'Autriche, ne s'appercevoient pas enco-

re que la maison de Bourbon devenoit de jour en jour beaucoup plus formidable. Ils continuoient de la regarder comme une puissance qui devoit les protéger contre l'empereur. C'est pourquoy en 1658, Louis XIV fut reçu dans une alliance que les électeurs ecclésiastiques & d'autres princes avoient faite pour leur défense commune & qu'on nomme la ligue du Rhin, & en 1668 plusieurs persistoient encore dans leurs engagements avec la France. Il est difficile que tout un corps tel que celui de l'empire sache changer à propos de vues & de politique. Les princes d'Allemagne ne pensoient donc point à s'opposer aux progrès de Louis XIV, ou ceux qui y pensoient, ne savoient encore quelles mesures prendre. Les républicques & les princes d'Italie étoient encore plus favorables au roi de France, parce qu'ils croyoient voir leur élévation dans l'abaissement d'une puissance qui occupoit le royaume de Naples & la Lombardie.

---

tégés.

---

L'Italie ne craignoit que la maison d'Autriche.

Les Hollandois jugeoient mieux du danger, parce qu'ils en étoient plus près : mais cette république étoit trop foible contre toutes les forces de la France, & d'ailleurs elle étoit troublée par deux factions.

---

Les Hollandois qui jugeoient mieux étoient trop foibles & troublés par des factions.

Frédéric-Henri étoit mort en 1647, & avoit laissé le Stadthoudérat à Guillaume II, son fils. Guillaume ne parut pas aussi bon républicain

---

ils craignoient le Stadthoudérat,

contre lequel ils songeoient à prendre des précautions.

que ses ayeux : il se rendit suspect par son ambition ; & peut-être eût il causé une guerre civile, s'il eût gouverné long-temps. Après sa mort, qui arriva en 1650, les partisans de la liberté, effrayés du danger qu'ils avoient couru, songerent à mettre des bornes au Stadthouderat, ou même à exclure de cette dignité le fils posthume de Guillaume II.

Le pensionnaire de Wit avoit donné l'exclusion à Guillaume III, qu'il avoit élevé.

De Wit, pensionnaire de Hollande, & qui gouvernoit alors la république, donna tous ses soins à l'éducation de Guillaume III, qui étoit né huit jours après la mort de son pere. Il ne négligeoit rien pour le former aux affaires, voulant, disoit-il, le rendre capable de servir la patrie, s'il arrivoit jamais que des circonstances lui missent l'administration entre les mains. En même temps il tâchoit de prévenir ces circonstances, & en 1667 il avoit fait rendre un édit, par lequel Guillaume & ses descendants étoient exclus à perpétuité du Stadthouderat.

Cette exclusion donnoit de nouveaux partisans à ce prince, qui monroit des vertus.

Guillaume avoit alors dix-sept ans. On voyoit déjà le fruit de l'éducation qu'il avoit reçue : les vertus & les talents se développoient en lui. Il paroissoit aimer la république : il paroissoit dans la résolution d'en vouloir dépendre entièrement ; & les peuples regardoient comme une injustice l'exclusion qu'on venoit de donner à un prince auquel ils s'intéressoient.

L'édit avoit augmenté le nombre de ses partisans. On le comparoit à ses ancêtres, dont on se rappelloit les services: on le jugeoit digne, à toute sorte de titres, de la même confiance & des mêmes honneurs.

Ce jeune prince étoit fils d'une sœur du roi d'Angleterre. Il étoit donc à craindre que Charles, qui ne demandoit qu'à troubler la Hollande, ne donnât des secours à la faction de Guillaume. C'est pour cette raison que de Wit étoit resté jusqu'alors dans l'alliance de la France. Mais un danger plus pressant ayant changé toutes ses vues, il ne voyoit plus que l'Angleterre, qui pût arrêter les progrès de Louis XIV.

Les Anglois ne pouvoient voir sans jalousie la supériorité que prenoient les François. Charles, voulant donc faire une chose agréable à la nation, chargea le chevalier Temple, son ministre à Bruxelles, de se concerter avec le pensionnaire. Ces deux habiles négociateurs conclurent en quatre ou cinq jours un traité, auquel la Suède accéda, & par lequel ces trois puissances se proposoient d'offrir leur médiation, & de forcer la France & l'Espagne à la paix. Aucune d'elles néanmoins ne s'étoit encore préparée à la guerre. La Suede étoit bien loin, pour être redoutable, & pour s'intéresser vivement aux Pays-Bas. Les Hollan-

---

Parce qu'il étoit fils d'une sœur du roi d'Angleterre, de Wit étoit resté dans l'alliance de la France.

---

Alors il change de plan, & la triple alliance, qu'il a méditée, force Louis XIV à la paix.

dois n'avoient point de troupes de terre : & Charles étoit toujours indolent, irrésolu & sans argent. Cependant le ministère françois ayant pris l'alarme, la triple alliance, qui ne pouvoit que menacer, eut tout le succès qu'on s'étoit promis. La négociation ne fut même pas longue: car le traité fut conclu & signé trois mois après à Aix-la-Chapelle. Louis rendit la Franche-Comté, & conserva toutes les conquêtes faites dans les Pays-Bas.

Le traité en est  
conclu à Aix  
la-Chapelle.  
1668

Louis songe à  
se venger de  
la Hollande.

Louis XIV avoit fait une paix assez glorieuse, pour se promettre de nouveaux succès. Il s'en promit, & dans sa confiance, il songea sur-tout à se venger de la Hollande, qui avoit eu la plus grande part à la triple alliance. Pour y réussir, il se proposa de déterminer l'Angleterre à rompre les engagements, qu'elle avoit contractés avec cette république.

1670  
La duchesse  
d'Orléans, qui  
passe en An-  
gleterre, trou-  
ve le roi son  
frere dans des  
dispositions  
favorables au  
dessein de  
Louis.

Sous prétexte de visiter ses conquêtes, le roi se transporta dans les Pays-Bas avec toute sa cour, & fournit à la duchesse d'Orléans l'occasion de passer en Angleterre pour voir son frere, Charles II, ou plutôt pour négocier un traité avec ce prince.

Charles donnoit alors toute sa confiance à Clifford, Ashley, Buckingham, Arlington & Lauderdale; & le public nommoit Cabale le conseil composé de ces ministres, parce que

Les lettres initiales de ces cinq noms forment le mot de *cabal*. Les vues de la cabale, autant qu'on en peut juger par la conduite de ces cinq ministres, étoient de rendre le roi tout-à-fait indépendant du parlement. Pour y réussir, on proposoit une alliance avec la France contre la Hollande ; parce que sous le prétexte de la guerre, il seroit facile de lever & d'entretenir un corps de troupes dans le royaume, & que Charles pourroit encore obtenir de Louis XIV des secours pour soumettre ses sujets rebelles. Ce projet étoit assez mal concerté : on devoit juger que si le roi de France s'y prêtoit, ce seroit moins pour rendre Charles absolu, que pour faire naître des troubles en Angleterre. De pareilles vues s'accordoient néanmoins avec le caractère de Charles, que l'économie des communes laissoit dans l'indigence, & qui ne pouvoit pas prendre sur lui d'avoir une confiance entière pour ses peuples. Telles étoient les dispositions où la duchesse d'Orléans trouva son frere. Il lui fut donc aisé de sortir de sa négociation avec succès. Elle lui laissa, pour maintenir l'alliance entre les deux couronnes, une demoiselle de sa suite dont il devint amoureux, & qui a été connue sous le titre de duchesse de Portsmouth.

Les deux rois déclarerent la guerre aux Provinces-Unies. Comme ils n'avoient pas

Ces deux rois  
déclarerent la

guerre à la  
Hollande.  
1672

de raisons solides, ils employèrent les prétextes les plus frivoles : ils se plainrent de quelques médailles & de quelques peintures injurieuses à leurs majestés. Ils auroient mieux fait de ne pas publier des déclarations, qui ne faisoient que dévoiler davantage leur injustice. Charles eut en particulier la mortification de perdre toute la confiance de son peuple. Car dans la vue de trouver plus de facilité dans son parlement, il avoit feint de vouloir rester fidele au traité de la triple alliance, & ce motif lui avoit fait obtenir des subsides considérables. Mais les Anglois, qui voyoient avec chagrin que ces subsides étoient destinés à remplir les vues de la France, ne lui pardonnoient pas d'avoir employé la mauvaise foi, pour sacrifier plus sûrement les intérêts de la nation.

Cette république n'étoit pas en état de se défendre.

Les Provinces-Unies cultivoient le commerce & la marine, & dans la sécurité où les laissoient la paix avec l'Espagne & leur alliance avec la France, elles avoient licentié la plus grande partie des troupes de terre, & négligé d'entretenir la discipline dans celles qui leur restoient. Jalouses de leur liberté, elles avoient sur-tout congédié un grand nombre d'officiers expérimentés, qui paroissoient trop attachés à la maison d'Orange. Elles n'eurent donc pour toute défense que quelques troupes levées à la  
hâte,

hâte, avec lesquelles on ne pouvoit ni tenir la campagne, ni mettre des garnisons suffisantes dans les places.

Contre un pays si mal défendu, Louis XIV, qui avoit engagé dans son alliance l'évêque de Munster, & l'électeur de Cologne, marcha à la tête de cent soixante - dix-sept mille hommes. Il prit dans peu de mois plus de quarante villes fortifiées, & envahit les provinces de Gueldres, d'Utrecht & d'Over-Iffel. Guillaume III, que la république avoit mis à la tête des troupes, se retira dans la province de Hollande, mettant toute sa ressource dans la force naturelle du pays. Cependant le peuple tourna sa rage contre le pensionnaire. Regardant comme l'auteur de ses maux, celui dont il avoit admiré jusqu'alors la prudence & l'intégrité, il le massacra avec son frere, & il se souleva contre les magistrats, qu'il força à reconnoître le prince d'Orange pour stadhouder.

Conquêtes  
de Louis XIV.  
Troubles qu'elles  
causent  
en Hollande.  
1672

Ce jeune prince, car il n'avoit encore que vingt-deux ans, se montra digne d'être le chef de la république. Il rendit le courage aux plus consternés. Les factions cessèrent. Tout se réunir sous lui, & le désespoir fit prendre un nouvel essor à l'amour de la liberté. Les écluses étoient ouvertes: le pays étoit inondé. La mer formoit une barrière à l'ennemi.

Cette république met toute sa ressource dans le jeune prince d'Orange, qu'elle fait stadhouder.

L'empereur qui d'abord avoit désiré l'humiliation des Hollandois, fait une ligue contre Louis.

L'empereur avoit d'abord vu sans inquiétude les préparatifs de Louis XIV contre les Provinces - Unies. Il avoit promis de ne leur point donner de secours : il desiroit même l'humiliation de cette république ; & plusieurs autres puissances d'Allemagne adoptoient cette politique aveugle. Il ouvrit enfin les yeux, lorsqu'il considéra qu'après la conquête de la Hollande, les Pays-Bas Espagnols seroient menacés ; & il fit une ligue avec le roi d'Espagne, l'électeur de Brandebourg & les États - Généraux. Louis fut obligé d'évacuer plusieurs des places conquises.

1673

Le roi d'Angleterre fit la paix avec la Hollande.

Mais le parlement d'Angleterre étoit l'allié ; sur lequel les Hollandois pouvoient le plus compter : il commençoit à soupçonner les desseins de la cabale. Charles connut qu'il n'obtiendrait rien pour une guerre que les communes désapprouvoient. Il frémit, en prévoyant les suites d'un mécontentement qui se montrait déjà, & il fit sa paix avec les États - Généraux.

1674

Toute l'Allemagne se déclara contre Louis, à qui il ne reste que l'alliance de la Suède.

L'électeur de Cologne & l'évêque de Munster furent aussi contraints de prendre le même parti, & les princes d'Allemagne, qui avoient été neutres jusqu'alors, se déclarerent encore pour l'empereur. C'est ainsi que la France perdoit ses alliés, se faisoit des ennemis, &

se voyoit réduite à faire face de tous côtés. Le roi de Suede, qui avoit abandonné les vues de la triple alliance, restoit seul à Louis XIV : mais il ne pouvoit lui donner aucun secours, parce qu'il entra en guerre avec le Danemarck.

Dans cette conjoncture les François furent obligés de changer d'objet. Ils abandonnerent les Provinces-Unies ; & de tant de conquêtes, ils ne purent conserver que Grave & Maffricht : leurs efforts se porterent sur les Pays-Bas. & sur le Rhin : ils conquirent la Franche-Comté & plusieurs places en Flandre : & ils pénétrèrent dans le Palatinat. Cependant la guerre se faisoit aussi en Danemarck, en Suede, sur la mer Baltique, sur l'Océan, sur la Méditerranée, sur les frontieres d'Espagne, & en Sicile, où la France donna des secours aux Messinois, qui s'étoient révoltés contre les Espagnols. C'est ainsi que la république de Hollande vit tout-à-coup le danger s'éloigner d'elle. Les autres puissances avoient armé pour la secourir, & elle continuoit la guerre pour les secourir elle-même.

Cette guerre finit en 1678 par le traité de Nimegue, dont Louis XIV dicta les conditions. Elle fut donc glorieuse par les succès

Cependant  
Louis a de  
grands succès.  
  
Pacification  
de Nimegue.  
1678

des généraux, si elle ne le fut pas par les motifs qui la firent entreprendre. Le ministère françois fut diviser les ennemis, ou plutôt profiter de leur peu de concert. Les États-Généraux, auxquels on rendoit Mastricht, la seule place qu'ils n'avoient pas recouvrée, déclarerent à leurs alliés que, s'ils n'acceptoient pas les conditions que Louis XIV leur offroit, ils feroient leur paix séparément; & en effet ils la signerent le 10 août. Le traité assuroit à la France la Franche-Comté, Cambrai, Aire, S. Omer, Valenciennes, Tournai, Ypres, Bouchain, Cassel, &c. Il ne restituoit à l'Espagne que Charleroi, Courtrai, Oudenarde, Ath, Gand, le pays de Limbourg, qui avoient été donnés à la France par le traité d'Aix-la-Chapelle. Enfin il obligeoit le roi de Danemarck & l'électeur de Brandebourg à rendre tout ce qu'ils avoient enlevé à la Suede. Les puissances intéressées se plainquirent de la Hollande, qui en les abandonnant, s'unissoit encore à Louis XIV pour leur faire la loi: Toutes cependant, les unes après les autres, accepterent les conditions qu'on leur prescrivoit: l'Espagne le 17 septembre 1678; & dans l'année suivante, l'empereur le 5 février; l'électeur de Brandebourg le 29 juin; & le roi de Danemarck le 2 septembre.

Il faut attribuer les succès de la France dans cette guerre & dans cette négociation, à la supériorité de ses généraux, à la foiblesse de chacun de ses ennemis en particulier, & au peu de concert de toutes les puissances confédérées.

Causés  
des succès de  
Louis dans  
cette guerre.

L'Espagne, aussi foible par l'usage qu'elle faisoit de ses forces, que parce qu'elle en avoit peu, étoit dans l'impuissance de défendre tout-à-la-fois les Pays-Bas & sa frontière du côté des Pyrénées; & cependant elle avoit encore à rétablir son autorité dans la Sicile, où les Messinois s'étoient révoltés.

Les Hongrois, toujours opprimés, faisoient une diversion, & mettoient l'empereur hors d'état d'agir vigoureusement contre la France. Les princes de l'empire s'embarassoient mutuellement: les uns ne s'étoient pas déclarés encore; les autres avoient pris un parti sans avoir de plan arrêté. Or, la force d'une confédération ne consiste pas dans le nombre des alliés: il faut un chef qui ait assez de talents pour en diriger les mouvements, & qui paroisse avoir assez d'expérience pour mériter la confiance de tous les membres. Guillaume III étoit le seul qui eût les talents nécessaires: mais trop jeune encore, il ne pouvoit pas prendre assez d'autorité. Il essuya des contradictions de la part de

sa république: les gouverneurs des Pays-Bas n'entrèrent pas dans ses vues, les princes d'Allemagne rompirent souvent ses mesures; & & il paroît même avoir été quelquefois trahi. Il levoit des sieges, il perdoit des batailles: néanmoins les contradictions, les trahisons, les revers, rien ne pouvoit l'abattre. Son courage lui restoit, & ce courage suscitara bien des affaires à la France.

L'Angleterre auroit balancé la puissance de la maison de Bourbon, si Charles n'eût pas eu d'autres vues que celles de son parlement. Mais pour avoir abandonné la France, il ne s'étoit pas joint aux confédérés. Il pouvoit être au moins l'arbitre de l'Europe, il pouvoit prescrire les conditions de paix: sa médiation avoit même été acceptée. Cependant il ne voulut jamais tirer avantage d'une conjoncture aussi favorable; quoique les communes, inquiètes des progrès de Louis XIV, l'invitassent à prendre les armes, & lui fissent quelquefois des remontrances d'un ton à lui donner de l'inquiétude. Il ne voyoit de toutes parts que des sujets de crainte. Il se méfioit des communes, comme elles se méfioient de lui. Il n'osoit les contredire ouvertement; & il n'osoit pas non plus se rendre à leurs instances; parce qu'il appréhendoit qu'après l'avoir engagé dans une grande guerre, elles ne profitassent de ses besoins

pour l'obliger au sacrifice de quelque partie de sa prérogative. C'est ainsi qu'après avoir perdu la confiance de ses peuples, il ne croyoit plus leur pouvoir donner la sienne : & dans cette position il étoit incapable de prendre un parti. D'ailleurs s'il se déclaroit ouvertement pour les confédérés, il renonçoit aux secours qu'il attendoit de la France pour assurer son autorité ; & s'il se déclaroit pour Louis XIV, il soulevoit le parlement & la nation. Cette incertitude parut dans la conduite qu'il tint comme médiateur. Toujours flottant entre la crainte & la fermeté, il agit avec une lenteur qui servit la France peut-être plus utilement que s'il eût pris les armes pour elle. Car dans ce cas, il n'eût point obtenu de subsides : il n'eût donc pu donner aucun secours, & il eût été sans doute bien embarrassé.

L'état de l'Angleterre étant aussi favorable à l'agrandissement de la France, les Provinces-Unies, qui voyoient la foiblesse de la maison d'Autriche, & le peu de concert des confédérés, ne furent plus sensibles qu'aux dépenses que la guerre entraînoit, & aux pertes qu'elles faisoient tous les jours par la ruine de leur commerce. Elles abandonnèrent donc des alliés, sur lesquels elles ne

---

pouvoient plus compter, & elles firent la paix.

Vous voyez que Louis XIV réussit moins par ses propres forces, que parce que les ennemis ne furent pas se réunir. Il eût pu succomber, si un chef habile eût été l'ame de la confédération.





## CHAPITRE III.

*Depuis la pacification de Nimegue jusqu'à celle de Ryswick*

---

LA grandeur de Louis XIV paroïssoit à son plus haut période. Il avoit fait des conquêtes : il avoit donné la loi à toutes les puissances confédérées : il ne devoit pas naturellement craindre qu'une nouvelle ligue se formât contre lui. Tous ses ennemis, divisés & mécontents les uns des autres, se reprochoient mutuellement des fautes ou des trahisons ; & l'expérience de leur dernière confédération ne leur promettoit pas plus de succès, s'ils se réunissoient de nouveau contre la France.

En usant de ses avantages avec modération, le roi eût dissipé les alarmes qu'il avoit données à l'Europe ; il eût répandu la sécurité parmi des puissances, qui ne pouvant compter les unes sur les autres, ne cherchoient que des prétextes pour se persuader qu'elles n'avoient rien à craindre de lui ; & s'il ne les eût pas forcées à se faire un système contraire aux vues qu'el-

Les ennemis de la France avoient été trop humiliés, pour songer à se réunir de nouveau contre elle.

Mais Louis veut être craintr. La flatterie lui exagere sa puissance ; & Guillaume III s'étudie à répandre des terreurs paniques.

les avoient eues jusqu'alors, il ne les eût pas mises dans la nécessité de recourir à l'empereur, & d'abandonner le systême pour lequel elles avoient combattu & négocié si long-temps. Mais Louis ne voyoit hors de ses frontieres que des ennemis qu'il avoit vaincus, & qu'il se flattoit de vaincre encore. Déjà les François se croyoient un peuple conquérant, & demandoient à être conduits à de nouvelles conquêtes. Ils célébroient à l'envi la gloire du vainqueur qui les gouvernoit. Des poëtes, qui se faisoient lire malheureusement, lui promettoient le plus vaste empire. Il étoit le héros de la nation dans les monuments publics, dans les spectacles, dans les fêtes, dans les conseils de ses ministres. Toujours l'objet de la flatterie de ses sujets, il paroissoit encore la terreur de ses voisins. Le prince d'Orange affectoit de le craindre : il l'accusoit d'aspirer à la monarchie universelle : il répandoit l'alarme dans les cours, & cette terreur panique qui suscitoit des ennemis à Louis, le confirmoit dans l'idée que lui donnoient de sa puissance, ses derniers succès, & ses courtisans. C'est ainsi qu'au dehors, comme au dedans du royaume, tout concouroit à lui faire illusion. Cependant il eût été effrayé lui-même, s'il eût mieux apprécié la fausse gloire, dont il s'enivroit. Ce qu'il avoit acquis par le traité de Nimegue, valoit à peine, dit l'abbé de S. Pierre, vingt mil-

lions une fois payés, & dans le cours de six ans, la guerre lui avoit coûté plus de quatre-vingts mille hommes, & plus de trois cents cinquante millions. Quand les conquêtes se font à ce prix, une monarchie est bientôt épuisée pour peu qu'elle recule ses frontieres. Mais Louis ne songeoit pas à faire ces calculs; & Louvois, qui n'avoit garde de les lui mettre sous les yeux, entretenoit le prestige qui l'égaroit.

La gloriole de Louis XIV, pour parler comme l'abbé de S. Pierre, n'étoit donc qu'un épouvantail; mais cet épouvantail pouvoit réunir encore les ennemis de la France, & leur apprendre à se mieux concerter. Il falloit donc ne rien négliger pour dissiper les alarmes, que le prince d'Orange s'étudioit à répandre. Louvois les accrut au contraire & leur donna quelque fondement par les démarches dans lesquelles il engagea son maître.

---

Il eût fallu dissiper les alarmes de l'Europe.

Louis érigea deux chambres, l'une à Metz, l'autre à Brisach. Il cita devant ces tribunaux plusieurs princes allemands. Il les somma de lui rendre des terres, sur lesquelles il formoit des prétentions; & sur les décisions de ses propres sujets, il se saisit de tout ce qui étoit à sa bienséance. Quelques-unes de ses prétentions pouvoient être fondées: mais après que le traité de Nimegue paroissoit avoir terminé

---

1680  
Mais Louvois paroît se concerter avec le prince d'Orange, pour forcer l'Europe à redouter Louis.

tous les différens, il faut convenir que cette maniere de se faire justice étoit odieuse ; & elle le devenoit encore davantage par l'infolence des magistrats, qui composoient ces tribunaux.

Mais Louis se croyoit plus puissant, à proportion qu'il étoit plus craint ; & sa passion étoit de montrer sa puissance. Louvois songeoit donc à le faire craindre ; il rapportoit là toutes ses entreprises. Pendant qu'il achetoit du duc de Mantoue, Casal, capitale du Montferrat, il se rendoit maître de Strasbourg par surprise. Il faisoit toutes les occasions de vexer les puissances voisines. Si elles se plaignoient, il leur faisoit un crime de leurs plaintes : on menaçoit de les punir, comme on eût menacé des peuples rebelles. L'alarme se répandit donc. Louvois plaisoit à son maître, parce qu'il le faisoit redouter ; & la guerre qui se préparoit, rendoit Louvois nécessaire.

On avoit cru que les projets de Louis XIV se borneroient à la conquête des Pays-Bas ; & les Allemands auroient volontiers sacrifié l'Espagne à l'ambition de ce prince. Mais les arrêts des chambres de Metz & de Brisach, & la prise de Strasbourg avoient déjà décelé d'autres vues ; lorsque trois camps, que Louvois forma du côté de l'Allemagne, donnerent de nouvelles inquiétudes. L'un étoit en Bour-

gogne, l'autre sur la Sare, & le troisieme sur la Saone. Le roi les alla visiter. Il jouit de sa puissance, il jouit du plaisir de l'étaler presque aux yeux de ses voisins, & bientôt après il commença les hostilités.

Graces à Louvois, Louis se faisoit craindre sur terre. Seignelai, fils de Colbert, étoit secrétaire d'état, & avoit le département de la marine. Jaloux du crédit du ministre de la guerre, il voulut plaire par les mêmes moyens; & il chercha l'occasion de rendre le roi redoutable sur mer.

Lorsqu'il s'éleve une guerre entre deux puissances, tout peuple voisin est certainement en droit de se déclarer pour l'une ou l'autre, suivant ses intérêts; & la puissance contre laquelle il se déclare, est en droit de le traiter en ennemi, tant que la guerre dure. Mais lorsque la paix est faite, il seroit absurde de lui faire un crime de ses engagements, comme il seroit peu glorieux de se venger, parce qu'on est le plus fort. Or, en plusieurs occasions la république de Gênes avoit préféré l'alliance de l'Espagne; parce que les Espagnols l'avoient toujours ménagée, qu'ils n'avoient jamais rien entrepris sur elle; & que les principales familles de cette république avoient de grandes terres dans le royaume de Naples, & des rentes considérables sur les Milanès. Louis, conseil-

---

Seignelai veut aussi faire redouter le roi sur mer.

---

Il bombarde Gênes, & force cette république à députer le doge au roi.

lé par Seignelai, crut qu'il étoit de sa gloire de punir des républicains, qui osoient se mettre sous la protection d'un autre prince; & comme on ne pouvoit pas même leur reprocher d'avoir commis aucune hostilité, on les accusa d'avoir formé le dessein de brûler les vaisseaux françois dans les ports de Marseille & de Toulon. Du Quesne, le premier homme de mer que la France eût alors, fut commandé avec une escadre considérable, pour forcer la république de Gênes à faire satisfaction, & il fit voile sous les ordres de Seignelai: ce ministre voulut paroître conduire une entreprise, dont le succès étoit facile, & qu'il croyoit devoir lui mériter le bâton de maréchal. Les François commencerent par jeter dix mille bombes qui brûlerent une partie de la ville; ils firent ensuite une descente dans le fauxbourg de S. Pierre d'Arena, qui fut entièrement consumé. Les Génois eurent alors de quoi s'excuser auprès du roi d'Espagne: ils étoient certainement à l'abri de tout reproche. Ils consentirent donc à la satisfaction que Seignelai exigea d'eux. Les conditions du traité furent que le doge se rendroit à la cour avec quatre sénateurs; que contre les loix de la république il conserveroit sa dignité pendant son absence; & que s'humiliant devant le roi, il témoigneroit, avec les expressions les plus soumises, combien la république avoit de regret d'avoir déplu à sa majesté, & combien elle desiroit d'en

mériter à l'avenir la bienveillance. Le doge, Francesco Maria Imperiali, remplit toutes ces conditions avec l'approbation de tous les courtisans. On eut soin de publier le discours qu'il avoit prononcé; & le roi jouit dans toute l'Europe du plaisir qu'il avoit eu de voir le chef d'une république à ses pieds. Il est vrai que ce spectacle coûtoit cher aux François: car le bombardement de Gênes avoit mis dans la nécessité de lever sur les peuples cinq à six millions d'extraordinaire.

Louis XIV habitoit alors Versailles, qui fut achevé peu-après. C'étoit le moment où l'on parloit avec le plus d'enthousiasme de ce monument qu'il élevoit à sa grandeur. Parce que d'un vilain lieu, d'un repaire de bêtes, il avoit fait un château, digne d'être le séjour de la cour la plus brillante & la plus magnifique; on disoit qu'il avoit fait quelque chose de rien, c'étoit l'expression familière. On ne comptoit pas un milliard que ce quelque chose pouvoit avoir coûté. On s'attendoit qu'un républicain loueroit comme un courtisan, & on lui demanda ce qu'il trouvoit de plus singulier à Versailles: *c'est de m'y voir*, répondit le doge.

Si Seignelai copioit si bien Louvois, Louvois ne restoit pas en arriere. Pendant qu'on bombardoit Gênes, le maréchal de Créqui faisoit le siège de Luxembourg; & cette place

Mot du doge

Le maréchal de Créqui se rend maître de Luxembourg.

1684

se rendit après vingt-quatre jours de tranchée ouverte. La guerre avoit recommencé l'année précédente au sujet du comté d'Alost, que la France prétendoit lui avoir été cédé par l'Espagne. Vous demanderez ce que faisoient les ennemis.

L'Allemagne cependant paroïssoit vouloir s'opposer aux entreprises de Louis.

Les réunions que les chambres de Metz & de Brisach faisoient à la couronne de France, avoient excité dans l'Allemagne des mouvements grands & vagues, qui, en 1681, aboutirent à un congrès, tenu à Francfort, pour discuter les droits de Louis XIV. Mais on oublia l'objet pour lequel on s'étoit assemblé. Tout le temps fut consumé en débats entre les princes de l'empire & en contestations sur le cérémonial.

Mais Leopold soulevoit les Hongrois, & Vienne étoit assiégée par les Turcs.

L'année suivante les cercles du haut Rhin, de Suabe & de Franconie conclurent à Laxembourg une alliance avec l'empereur pour la défense de l'empire contre les réunions. Le roi de Suede, les électeurs de Saxe & de Baviere, le duc de Lunebourg & le landgrave de Hesse-Cassel accéderent à ce traité, ainsi que l'Espagne; & tous ces confédérés convinrent de rassembler trois armées sur le Rhin. Comme il n'est pas raisonnable de se faire des ennemis dans ses états, quand on a un ennemi redoutable au dehors, Léopold, dans cette conjoncture, auroit dû suspendre au moins le projet

jet d'opprimer les Hongrois, & tourner toutes ses forces contre Louis. Mais tout occupé d'établir son despotisme sur ce peuple, il médita la guerre contre la France, & se mit hors d'état de la faire. Les Turcs, appelés par Teckeli qui étoit à la tête des révoltés, fondirent sur l'Autriche, & mirent le siege devant Vienne en 1683. Il fallut donc employer contre eux les forces qu'on avoit destinées contre la France.

L'empereur se sauve à Passau, pendant que Jean Sobieski, roi de Pologne, marche contre les Turcs, les met en déroute, se rend maître de leur camp, de leurs bagages, & délivre Vienne. Il vouloit, après sa victoire, saluer Léopold; & Léopold vouloit l'assujettir à un cérémonial, qu'il n'eût pas exigé sans doute, lorsqu'il fuyoit à Passau. Il se relâcha cependant: mais il étoit trop humilié pour témoigner de la reconnoissance au vainqueur, qui venoit de sauver l'Autriche & l'empire. Il le reçut froidement. Le roi de Pologne néanmoins lui donna des conseils, il lui montra ses vrais intérêts, il tenta de lui faire accepter les propositions raisonnables que faisoit Teckeli. L'empereur, toujours aveugle & obstiné, voulut continuer la guerre contre les Hongrois & contre les Turcs. La frontière d'Allemagne restoit donc sans défense du côté du Rhin; l'Espagne étoit trop foible pour agir sans le

Lorsque Jean Sobieski a délivré Vienne, la Hollande, qui voit l'impuissance des ennemis de Louis, propose une trêve qui est acceptée.

secours de l'empire; les Provinces-Unies étoient épuisées; & la France soutenoit ses entreprises sans craindre la ligue de Laxembourg. Les Etats-Généraux, voulant rétablir la paix, ne trouverent d'autre moyen, que de proposer une treve de vingt ans, pendant laquelle Louis XIV conserveroit tout ce qu'il avoit acquis depuis la pacification de Nimegue. Elle fut acceptée.

1684

L'Angleterre étoit alors occupée d'une prétendue conspiration que la crédulité du parlement rendoit vraisemblable

Les Anglois ne se mêloient point alors des affaires du reste de l'Europe. Ils étoient occupés d'une prétendue conspiration, dont on accusoit les Jésuites. Le pape, disoit-on, ayant déclaré que l'Angleterre, l'Écosse & l'Irlande lui étoient dévolues par l'hérésie du prince & des peuples, avoit transporté tous ses droits à la société des Jésuites, qui se proposoit d'assassiner le roi & de prendre possession de ces trois royaumes. Toutes les circonstances de ce complot étoient presque autant d'absurdités; & les délateurs, qui n'en donnoient aucune preuve, étoient des hommes perdus & sans aveu. Ils ne vouloient qu'acquérir de la considération auprès du peuple, que l'ombre du papisme effrayoit toujours. En effet, ils se virent bientôt sous la protection du parlement, ils en obtinrent des gratifications: leurs dépositions en eurent plus de poids, & la terreur devint si générale, que douter c'eût été se rendre suspect soi-même. Le roi fut obligé de paroître ap-

prouver les mesures qu'on vouloit prendre contre une conspiration à laquelle il ne croyoit pas. Cependant depuis quelques années les Protestants d'Angleterre avoient de l'inquiétude, & ce n'étoit pas sans fondement.

Le frere de Charles II, le duc d'Yorck, qui s'étoit converti pendant son exil, se déclara publiquement catholique en 1671. Or, comme la conversion de l'héritier présomptif de la couronne flattoit les Catholiques de l'espérance de détruire un jour les hérésies, elle ne pouvoit pas ne pas répandre l'alarme parmi les Protestants. Ils voyoient avec frayeur que le papisme menaçoit de reparoître sous un nouveau regne. Ils craignoient même qu'il ne se hâtât de faire des progrès sous Charles, qu'ils soupçonnoient d'être dans les mêmes sentiments que son frere. Ils fondoient leurs soupçons sur les liaisons que ce prince avoit avec la France, & sur les tentatives qu'il avoit faites pour introduire une tolérance générale: car il l'accusoient de ne vouloir tolérer les Non-conformistes, qu'afin de procurer aux Catholiques le libre exercice de leur religion.

Telles étoient les frayeurs des Protestants, quand on crut découvrir la conspiration des Jésuites. Plusieurs circonstances avoient accru l'épouvante; ceux qui vouloient troubler, fomentoient les craintes du peuple; le duc

On jetoit des soupçons sur la religion de Charles, & on craignoit le duc d'Yorck, qui s'étoit converti.

d'Yorck devenoit tous les jours plus odieux ; & l'esprit des communes paroissoit se préparer à la révolte , lorsque le roi cassa le parlement.

Charles casse  
le parlement.

C'étoit néanmoins le même parlement qu'il avoit assemblé le mois de mai 1661. Après avoir tenu des sessions à diverses reprises , il finit avec l'année 1678. Charles se flattoit que la dissolution de ce corps , qui entretenoit les préventions du public , rétablirait une sorte de calme ; & qu'il pourroit former un nouveau parlement , dont les membres seroient plus modérés. Cependant celui qu'il venoit de congédier , presque entièrement composé de Royalistes , lui avoit d'abord été très favorable. Il en avoit ensuite perdu la confiance par sa faute. La conversion du duc d'Yorck avoit donné de nouvelles inquiétudes : la conspiration , attribuée aux Catholiques , avoit achevé d'aliéner les esprits ; parce qu'on jugeoit que le gouvernement ne leur seroit que trop favorable. Enfin l'Écosse , tout-à-fait subjuguée , gémissoit sous l'oppression des ministres de Charles , & faisoit craindre un pareil sort aux Anglois.

Le nouveau  
parlement est  
plus séditieux  
encore.

A la maniere dont se firent les élections , le roi prévint quel seroit l'esprit du nouveau parlement. Les peuples persuadés que la religion , la liberté & la vie des citoyens étoient dans un danger manifeste , avoient fait tomber leur choix sur les sujets qui montroient le plus d'audace. Le desir général de la nation étoit sur-

tout d'exclure le duc d'York des couronnes d'Angleterre & d'Irlande. Or, un peuple qui menace de changer la succession, n'est pas loin de menacer le souverain même. Une conjoncture aussi critique demandoit de la vigilance, de la prudence, de la fermeté. Charles le sentit, il fit un effort; & trouvant des ressources dans son esprit, il se montra tel qu'il devoit être.

On avoit exécuté quelques-uns des prétendus conspirateurs. On continuoit de faire le procès à d'autres. Le peuple demandoit le sang de ces malheureux. Sa fureur se fût irritée davantage, si elle eût trouvé des obstacles. Charles laissa donc un libre cours à ces procédures. Mais parce que la présence de son frere entretenoit la haine & les soupçons, il engagea ce prince à se retirer à Bruxelles. Voulant ensuite lui assurer la couronne, il proposa au parlement de mettre à l'autorité royale toutes les limitations, qu'on jugeroit nécessaires pour assurer la religion & la liberté sous un prince catholique. Celles qu'il proposoit lui-même, dépouilloient le souverain des principales prérogatives; & si on ne les trouvoit pas suffisantes, il offroit d'en accepter d'autres. Le duc d'York eût mieux aimé être exclus; parce qu'une entreprise injuste lui laissoit tous ses droits, & lui formoit un parti; & Charles qui prévoyoit que les communes se refuseroient à

---

Il exclut le duc d'York du trône. Il le bannit, il est encore casé.

tout accommodement, vouloit faire retomber tous les torts sur elles. En effet non seulement elles exclurent le duc d'York du trône; elles le bannirent encore du royaume. Charles cassa ce parlement, lorsqu'il méditoit de nouvelles entreprises; & l'ordre fut donné pour de nouvelles élections.

On lui fait des suppliques pour en convoquer un autre. Ils s'en font faire pour n'en pas convoquer.

Parti des Pétitionnaires ou Whigs: parti des Abhorrants ou Torys.

Cependant comme il ne se pressoit pas d'assembler le nouveau parlement, il fut vivement sollicité; & il lui vint de toutes parts des suppliques à ce sujet. Afin de se refuser à ces instances, il se fit adresser d'autres suppliques, dans lesquelles on montroit beaucoup de respect pour sa personne, une grande soumission à son autorité, & une vraie horreur contre ceux qui prétendoient lui prescrire un temps pour l'assemblée du parlement. Il y eut donc deux partis, qui se distinguèrent par les noms de *Pétitionnaires* & d'*Abhorrants*: ils se donnèrent encore ceux de *Whigs* & de *Torys*; parce que les Abhorrants ou Royalistes comparoient les Pétitionnaires aux fanatiques d'Écosse, qu'on nommoit Whigs; & que les Pétitionnaires comparoient les Abhorrants aux brigands d'Irlande, qu'on nommoit Torys. Cependant quelque animés que fussent ces deux partis, on n'en devoit pas appréhender les mêmes excès, qu'on avoit vus sous le dernier regne. Car depuis que l'ambition avoit démasqué l'hypocrisie, on jetoit des ridicules sur le jargon des enthousias-

tes ; le fanatisme avoit cessé, ou n'osoit plus se montrer ; & la religion entroit moins dans la haine du papisme , que la crainte de perdre la liberté.

Le parlement s'assembla le 12 octobre 1680. Les communes renouvelèrent le bill d'exclusion : elle sévirent contre les Abhorrants : la liberté des citoyens fut violée chaque jour par leurs jugemens arbitraires : & il n'y eut bientôt qu'un cri contre leurs violences. Le despotisme, qu'elles s'arrogéient, devenoit d'autant plus odieux, que Charles affectoit beaucoup de modération, & offroit toujours de limiter la puissance royale.

Sur ces entrefaites le viconte de Stafford, condamné par le parlement comme un desconfirateurs, fut exécuté. C'étoit un homme respectable par son âge, & dont toute la vie affuroit l'innocence. Tout le peuple fondit en larmes à la vue du courage de ce vertueux vieillard. Malgré ses préventions, il ne put se persuader que Stafford fût coupable. Il eut honneur de sa crédulité, il ouvrit les yeux, & rejeta comme autant d'impostures tous les bruits qu'on avoit fait courir. Le sang de Stafford est le dernier qui fut versé pour cette prétendue conspiration.

Pendant que les communes accumuloient sur elles les reproches de tous les citoyens, elles

Nouveau parlement qui se rend odieux à la nation.

Le peuple commence à voir le peu de fondement de la conspiration, qui l'avoit effrayé.

Le roi casse le parlement, &c

en convoque  
un autre à Ox-  
ford.

procuroient à Charles de nouveaux partisans. Ce prince, dont les qualités aimables faisoient oublier les torts, s'attachoit encore tous ceux qui se souvenoient des dernières guerres civiles. L'horreur, qui en étoit encore présente, soulevoit contre les communes, qui violoient la liberté des citoyens sous prétexte de la défendre. On étoit donc bien éloigné de vouloir approuver & soutenir leurs violences. Le roi, qui avoit prévu ce moment, le fit : il cassa le parlement ; & il en convoqua un autre à Oxford. Il pensoit qu'il pourroit peut-être se réconcilier avec les communes, lorsqu'elles seroient éloignées de Londres, où elles trouvoient des factieux qui les soutenoient ; & que si au contraire elles persistoient dans leurs violences, il seroit autorisé à rompre tout-à-fait avec elles, & à ne plus convoquer de parlement.

Il casse encore  
ce dernier.

Le nouveau parlement s'assembla au mois de mai 1681. Le roi jugea qu'il étoit temps de parler aux communes avec plus de fermeté. Il leur offrit encore d'agréer tous les moyens de pourvoir à la sûreté publique : mais il leur déclara que, comme il ne prétendoit point au gouvernement arbitraire, il ne le souffriroit jamais dans les autres. Cependant les communes, qui étoient à peu-près composées des mêmes membres, se portèrent à de nouvelles violences ; & le roi saisissant le moment où elles

étoient défavouées par la nation, à qui elles se rendoient de plus en plus odieuses, se hâta de casser le parlement,

Cette dissolution subite & imprévue étourdit les communes. Leur parti dispersé resta sans forces: de toutes parts on félicita le roi d'avoir échappé à la tyrannie des parlements. Les maximes les plus favorables à la monarchie retentirent dans tout le royaume; & la nation parut courir d'elle-même à la servitude. C'est ainsi que le peuple passe subitement d'une extrémité à l'autre.

---

La nation applaudit à cette démarche.

Les communes avoient toujours cru que le besoin des subsides tiendrait le roi dans leur dépendance. Mais Charles devint économe. Il fit des retranchements considérables dans sa maison. Il fut en état d'entretenir une petite armée. Il put agir & il agit en monarque absolu. Londres se ressentit bientôt de cette révolution. Cette ville perdit une partie de ses privilèges, & l'exemple de la capitale fut une loi aux autres de se soumettre. Il est vrai que Charles, qui s'étoit occupé jusqu'alors à éteindre l'esprit de faction, se vit dans la nécessité d'agir lui-même en chef de parti; situation fâcheuse pour un prince. Ce fut une source d'injustices & d'oppression.

---

Le roi gouverne en monarque absolu.

C'est l'effet des conspirations, lorsqu'elles sont découvertes & punies, d'affermir l'auto-

---

Plus affermi après une

conspiration  
qu'il décou-  
vrit, il reprit  
son indolen-  
ce, lorsqu'il  
mourut.

rité par la terreur qui se répand. Il y en eut une en 1683. Les coupables furent recherchés & punis avec tant de rigueur que le gouvernement en devint odieux. Mais on n'osoit pas se révolter, & d'ailleurs toute la haine retomboit sur le duc d'York, à qui Charles avoit confié l'administration. Le roi en reprenant l'autorité, avoit repris son indolence. Cependant il n'approuvoit point le gouvernement dur de son frere, parce qu'il paroissoit en prévoir les suites: il songeoit au contraire à gagner l'affection de tous ses sujets. Dans cette vue, il méditoit un nouveau plan: il se proposoit d'écarter tous les ministres qui déplaisoient au peuple; & il projetoit même de convoquer un parlement, lorsqu'il mourut le 6 février.

1685

Jacques II lui  
succede sans  
opposition.

Jacques II, qui se trouvoit faisi de l'autorité, monta sur le trône. Personne ne lui contesta ses droits. Les Whigs, subjugués comme les Torys, oublierent les motifs qu'ils avoient eus de l'exclure, lorsqu'il n'étoit que duc d'York: il se hâta de promettre qu'il n'entreprendroit rien contre la religion anglicane ni contre la liberté; & le peuple, comptant sur cette parole, ne conçut aucune inquiétude. Effrayé, quand il se rappelloit le passé, il préféroit une confiance aveugle à tous les avantages d'une révolution qu'il n'avoit pas le courage d'entreprendre. Les villes & les corps s'empres-

ferent de donner des marques de respect & de soumission à leur nouveau souverain: mais ce fut avec des expressions serviles, qui faisoient connoître qu'il étoit plus craint qu'aimé.

Les Anglois avoient appris par leur expérience, qu'un peuple ne doit jamais se révolter contre son roi légitime. Les maux qu'ils avoient soufferts, les avoient convaincus de leur devoir; & cette démonstration étoit à la portée des esprits les plus grossiers. Jacques II va bientôt démontrer aux rois, qu'en abusant d'un pouvoir légitime, on met dans l'ame du peuple le plus soumis, le désespoir à la place du devoir.

Il soulèvera le peuple en abusant de son autorité.

Charles II avoit joui pendant sa vie d'un revenu que le premier parlement de son regne lui avoit accordé. Ce revenu étoit expiré avec lui. Jacques II se l'attribua de sa seule autorité. C'étoit se faire une idée bien étrange de sa prérogative, ou respecter bien peu les droits de la nation. Cependant comme il eût été imprudent de ne pas mieux assurer ses revenus, le parlement fut convoqué bientôt après. Il étoit presque tout composé de Torys: car depuis que les communautés avoient perdu leurs privilèges, le roi s'étoit rendu maître des élections.

Il s'attribue d'abord des revenus qu'il doit demander au parlement.

Aulieu d'accorder à Jacques un revenu fixe, comme à Charles II, il étoit de l'intérêt

Il les obtient ensuite du

~~parlement~~  
parlement  
qu'il convo-  
qua.

de la nation de lui fournir seulement des subsides par intervalles. C'étoit le seul moyen de tenir dans la dépendance un prince, qui se trouvoit d'ailleurs revêtu de toute l'autorité. Cependant les communes lui accorderent pour sa vie les revenus dont Charles avoit joui. Elles y ajouterent même encore, de sorte que Jacques, en y comprenant son apanage en qualité de duc d'Yorck, eut deux millions sterlings de rente. Elles étoient si intimidées que le roi ne crut pas devoir les ménager. C'est en menaçant qu'il obtint des revenus aussi considérables : car il fit entendre qu'en vertu de sa prérogative, il se les procureroit sans l'aveu du parlement.

Monmouth  
décapité.

Pendant que ces choses se passaient, le duc de Monmouth, fils naturel de Charles II, & qui avoit trempé dans la conspiration de 1683, fit une descente en Angleterre, comptant sur l'affection que les peuples lui avoient toujours témoignée. Mais si on étoit mécontent, on n'osoit encore le déclarer. Monmouth fut vaincu, fait prisonnier, décapité, & il parut n'avoir pris les armes, que pour augmenter l'autorité de Jacques. Cependant cet événement fut suivi de tant de cruautés & de tant d'imprudences, qu'il devint funeste au roi même.

Jacques pro-  
sage ouverte-

Per-suadé que tout devoit désormais plier sous le joug, Jacques ne parla plus qu'en maître.

tre absolu. Il auroit pu protéger les Catholiques, sans le déclarer ouvertement; le parlement n'eût pas osé paroître vouloir pénétrer ses desseins. Mais il déclara qu'il les dispensoit des loix qui avoient été faites contre eux; & il ne permit pas d'ignorer que la religion anglicane étoit menacée. Les deux chambres commencèrent donc à lui résister. On demanda dans l'une & dans l'autre, si le roi en vertu de sa prérogative pouvoit dispenser des loix. Cette question occupa le public: il se répandit plusieurs écrits à ce sujet: la haine du papisme se ralluma, & les chaires entretenirent la frayeur du peuple. Jacques ayant alors cassé le parlement, on jugea qu'il n'en vouloit plus convoquer: car il n'étoit pas possible d'en former un plus dévoué à la monarchie.

ment les Catholiques & casse le parlement qui lui résiste.

Un événement étranger accrut l'incendie, qui venoit de naître. Louis XIV révoqua l'édit de Nantes, donné par Henri IV en 1598, & tous les autres édits rendus depuis en faveur de la religion prétendue réformée. Cette révocation fut dans la suite suivie de déclarations d'arrêts du conseil & de différens ordres qui dégénérèrent en une véritable persécution. Les temples des Huguenots furent démolis, & l'exercice du calvinisme fut absolument défendu.

Sur ces entre-faites Louis XIV révoque l'édit de Nantes; 1685

Se on lui fait croire qu'il a extirpé l'hérésie parce qu'il a envoyé des dragons contre les hérétiques.

Le roi vouloit détruire l'hérésie : on ne peut qu'applaudir à son zele : mais il faut reconnoître que les moyens n'étoient pas prudents. Nous voyons aujourd'hui ce qu'il auroit pu prévoir lui-même : c'est qu'il n'a servi ni l'église ni l'état. Défendre aux Huguenots l'exercice de leur religion, & envoyer contre eux des dragons, c'étoit les persécuter pour en faire des hypocrites, ou pour les chasser du royaume. Cependant on fit croire à ce prince qu'il avoit extirpé l'hérésie ; c'est-à-dire, que tous les Huguenots étoient convertis, ce qui étoit une imposture ; ou qu'ils avoient tous abandonné la France, ce qui étoit heureusement un mensonge. Il eût perdu plus de trois millions de sujets.

Les Huguenots qui se réfugioient en Angleterre font craindre les mêmes persécutions de la part de Jacques.

Plus de cinq cents mille néanmoins fortirent du royaume. C'étoit sur-tout ceux à qui l'industrie assuroit de quoi vivre par-tout. Ils portèrent chez l'étranger les arts & les manufactures, qui enrichissoient la France. Ils y portèrent encore l'horreur des persécutions ; & les Anglois, qui avoient donné asyle à plus de cinquante mille, crurent voir Jacques marcher déjà sur les traces de Louis.

Toutes les sectes se réunissent contre la religion romaine.

Les démarches de ce prince ne confirmoient que trop les soupçons de ses sujets. Comme il étoit plus absolu en Écosse, il y dissimuloit moins ses desseins ; & il les montrait ouvertement en Irlande ; où les Catholiques dominoient. Les Anglois prévoyoit

donc le danger, dont leur religion étoit menacée. L'église anglicane s'opposoit à la tolérance générale que le roi vouloit introduire; parce qu'elle jugeoit qu'il n'affectoit de tolérer toutes les sectes, que dans la vue de favoriser ensuite la religion romaine à l'exclusion de toutes les autres. Les Non-conformistes, qui auroient profité de cette tolérance, ne se laissoient pas prendre à cet appât. Envain Jacques tentoit tout pour les attirer dans son parti. Ils pensoient qu'après s'être servi d'eux pour ruiner les Anglicans, il voudroit ensuite les ruiner eux-mêmes; & dans cette prévention ils étoient disposés à se réunir à l'église anglicane contre l'église romaine.

Les Catholiques ne faisoient pas alors la centième partie du peuple: cependant le roi patloit & agissoit déjà comme si sa religion eût été dominante. Le comte de Castelmaine fut envoyé à Rome avec la qualité d'ambassadeur extraordinaire pour obtenir du pape qu'il réconciliât l'Angleterre avec la communion romaine. On eût dit que tout le royaume étoit converti, & qu'il ne restoit plus à faire que la cérémonie d'une réconciliation. Si cette démarche déplut aux Anglois, qui se souvenoient qu'un acte du parlement déclaroit haute trahison toute communication avec le pape; elle ne déplut pas moins au pape même, qui la trouva de la plus haute impru-

---

Jacques envoie une ambassade au pape, pour réconcilier son royaume avec l'église.

1687

dence. L'ambassadeur fut fort mal reçu. Innocent XI, qui étoit sur le saint siege, avoit toujours conseillé au roi de ne rien précipiter : il n'entroit qu'à regret dans un projet, dont il prévoyoit le peu de succès.

Confiance  
aveugle des  
Catholiques  
d'Angleterre.

Un nonce vint à Londres. On lui fit une réception publique. Il sacra des évêques, qui publièrent des instructions pastorales avec la permission du roi, & déjà les Catholiques étoient assez indiscrets pour dire qu'ils iroient bientôt en procession dans la capitale. Ils comptoient sur la puissance d'un monarque, qu'ils jugeoient absolu : que devient néanmoins cette puissance, lorsque le souverain aliene insensiblement tous ses sujets ?

Il fait conduire à la tour six évêques qui refusent de publier une déclaration sur la tolérance.

Jacques voulut ouvrir les universités aux Catholiques ; & les violences dont il usa, avoient soulevé tous les esprits, lorsqu'il publia une seconde déclaration pour établir la tolérance. Il ordonna qu'elle seroit lue dans toutes les églises. Cette entreprise étoit une usurpation manifeste sur les droits de la nation : car le parlement avoit déclaré plusieurs fois, avec le consentement du prince, que le roi même ne pouvoit pas dispenser des loix portées contre ceux qui ne professoient pas la religion anglicane. Le clergé ne croyant donc pas devoir obéir, six évêques firent des remontrances au roi, & le supplièrent de ne pas insister

ter

ter sur la lecture publique de sa déclaration. Ils furent conduits à la tour.

1688

Le peuple, qui les regardoit comme des martyrs, courut en foule sur leur passage. Il se prosterna devant eux, il demanda leur bénédiction: les soldats, saisis du même esprit, se jeterent aux pieds de ces prélats qu'ils conduisoient à regret; & tout le monde imploroit la protection du ciel. Cependant les évêques exhortoient le peuple à la crainte de Dieu, à respecter le roi, & à rester fidele: langage, qui redoubloit l'intérêt qu'on prenoit à leur sort.

Le peuple & l'armée s'intéressent au sort de ces évêques,

Depuis la révolte de Monmouth, Jacques faisoit camper ses troupes pendant l'été sur une hauteur près de Londres. Il étoit dans le camp, lorsqu'il entendit tout-à-coup des cris de joie, qui se répandoient autour de lui. C'est que les évêques venoient d'être jugés, & avoient été déclarés innocents. Il ne pouvoit donc pas ignorer qu'il étoit seul avec une poignée de Catholiques contre le peuple & contre son armée même. Cependant il s'opiniâtra dans ses entreprises, & il usa de nouvelles violences. Tel fut son aveuglement.

& applaudissent au jugement qui les déclare innocents.

Alors presque toutes les puissances de l'Europe se réunissoient contre Louis XIV, & dans le cours des années 1686 & 1687, elles avoient

Alors Guillaume III avoit formé la

grande alliance  
contre  
Louis XIV.

conclu à Augsbourg une ligue, qu'on nomme la grande alliance. Le prince d'Orange étoit l'ame de cette confédération. Il l'avoit formée lui-même. La guerre de 1667, faite malgré les renonciations, l'invasion de la Hollande, les chambres de Metz & de Brisach, la surprise de Strasbourg, la prise de Luxembourg, le bombardement de Gênes, les persécutions des Huguenots, tant d'entreprises peintes avec les couleurs qui font craindre de nouvelles injustices de la part d'un prince ambitieux, sont les motifs qu'il employa auprès des souverains dont il voulut réunir les forces contre la France. Il avoit d'ailleurs un intérêt personnel à la guerre, puisqu'elle assuroit sa puissance dans les Provinces-Unies; & il n'étoit pas peu flatté de se voir le chef d'une ligue aussi formidable, & d'imaginer qu'il pourroit humilier Louis XIV.

Gendre de  
Jacques & son  
héritier pré-  
somp-  
tueux, il re-  
fusa de con-  
courir aux  
projets de ce  
roi.

Il avoit épousé Marie, fille aînée du roi d'Angleterre, & il étoit alors l'héritier présomptif de ce prince. Jacques, considérant les secours qu'il en pourroit tirer pour l'exécution de ses desseins, le sollicita d'y concourir; & dans la vue de l'y déterminer, il lui fit espérer qu'il accéderoit à la ligue d'Augsbourg, & qu'il l'aideroit de tout son pouvoir. Mais Guillaume, qui étoit déjà cher aux Anglois par les projets qu'il méditoit contre la France, ne vouloit pas les aliéner pour favoriser une religion.

qu'il ne professoit pas. Jacques en fut si offensé, qu'il parut ne chercher que des pretextes pour déclarer la guerre aux Provinces-Unies.

Jusqu'alors le prince d'Orange ne s'étoit jamais permis d'autoriser les cris des Anglois contre leur roi : il ne garda plus les mêmes ménagements. Considérant qu'il devenoit l'unique ressource de la nation, il chargea son envoyé à Londres de s'expliquer ouvertement sur la conduite du roi, de lui faire des représentations en public, & de ne rien négliger pour gagner toutes les sectes. Bientôt tous les yeux se tournerent sur lui, & il fut appelé au trône par les vœux de la noblesse & du peuple. Cependant il n'osoit encore se livrer à son ambition : car il craignoit de hasarder une couronne, que les loix assuroient à la princesse sa femme ; & les Anglois protestants, éffrayés d'une guerre civile, paroissoient vouloir attendre le moment où Marie seroit appelée à la succession. Mais la reine d'Angleterre ayant accouché d'un prince le 10 juin, la nation réduite au désespoir, ne balança plus, & Guillaume, sollicité de toutes parts, fit ses préparatifs pour détrôner son beau-pere. La naissance d'un prince de Galles avoit été l'objet des vœux du roi Jacques, qui se crut plus assuré sur le trône, & des Catholiques, qui jugerent la re-

Il s'attache les Anglois, qui ne balancent plus à l'appeller au trône lorsqu'ils voient que Jacques a un fils.

1687

ligion mieux affermie : mais elle hâta la ruine du roi, & celle des Catholiques.

Alois Louis XIV avoit commencé les hostilités, & faisoit encore des conquêtes Louis XIV songeoit alors à prévenir les projets de ses ennemis. Quoique la ligue d'Augsbourg ne parût d'abord que défensive, il ne douta pas qu'elle ne devînt offensive bientôt. Il avoit d'ailleurs pour prétextes de commencer la guerre, les droits de la duchesse d'Orléans sur la succession de son frere l'électeur Palatin, ceux du cardinal de Furstemberg à l'archevêché de Cologne, & le refus de l'empereur à convertir la treve de vingt ans en une paix perpétuelle. Mais il trouvoit dans sa politique des raisons qu'il ne publioit pas.

Depuis 1684 les Impériaux avoient eu de grands succès en Hongrie. La couronne venoit d'être déclarée héréditaire dans la maison de l'empereur ; Joseph son fils aîné avoit été couronné ; & les Turcs, défaits plusieurs fois, chassés de quantité de places, ayant encore perdu Belgrade au commencement de septembre de l'année 1688, paroissoient hors d'état d'arrêter les progrès de leurs ennemis, & ne desiroient plus que la paix. Léopold devoit la leur accorder, afin de pouvoir tourner toutes ses forces contre la France. Dans l'impuissance de suffire à ces deux guerres à la fois, il étoit de son intérêt de conclure avec le plus

foible de ses ennemis, & de se borner à soutenir les efforts de la ligue d'Augsbourg. C'est ce que Louis XIV voulut prévenir. Il se hâta donc de commencer les hostilités, & par cette diversion il engageoit les Turcs à continuer une guerre qui étoit une diversion pour la France. Son armée se porta sur le Rhin, où elle trouva peu d'obstacles. Il commença ses conquêtes par la prise de Kell le 20 septembre; & dans cette campagne il se rendit maître de tout le Palatinat, de Mayence, de Philisbourg, de Manheim, de Spire, Worms, Treves, & le cardinal de Furstemberg reçut garnison françoise dans toutes les places fortes de l'électorat de Cologne.

Cette guerre couvrit les desseins du prince d'Orange. Il paroissoit armer contre Louis XIV, & il préparoit tout pour faire une descente en Angleterre. D'Avaux, ministre de France à la Haye, découvrit cependant le but de ces préparatifs. Louis se hâta d'en informer le roi Jacques, auquel il offrit des secours. Il proposoit de joindre une escadre à la flotte angloise, de faire passer un corps de troupes en Angleterre, ou de porter une armée dans les Pays Bas. Ce dernier moyen eût été capable d'arrêter les Hollandois chez eux. Toutes ces offres furent rejetées. Jacques voyoit de l'inconvénient à les accepter, il ne pouvoit croire les desseins qu'on attribuoit à son gendre.

Sous prétexte d'armer contre la France, Guillaume se prépare à faire une descente en Angleterre.

& il n'imaginoit pas que tous ses sujets fussent au moment de se révolter.

Il y débarque.

Bientôt le prince d'Orange ne dissimula plus. Il publia un manifeste dans lequel, après un grand détail des abus qui soulevoient le peuple contre le gouvernement de Jacques, il déclaroit qu'il ne se proposoit de passer en Angleterre avec une armée, qu'afin de convoquer un parlement libre, & de pourvoir à la fureté de la nation. Il mit à la voile avec une flotte d'environ cinq cents vaisseaux, sur laquelle il avoit plus de quatorze mille hommes de troupes, & il débarqua le 5 novembre à Torbay.

1688

Jacques abandonné, se retire en France.

Les peuples commencent à se déclarer pour lui. Les officiers de l'armée royale croient ne pouvoir en conscience combattre contre le prince d'Orange. Plusieurs désertent. Le lord Churchill, depuis duc de Marlborough, qui avoit la confiance du roi, qui lui devoit toute sa fortune, est un des premiers; & il en entraîne plusieurs. De ce nombre, est le prince Georges de Danemarck, qui avoit épousé la princesse Anne, fille de Jacques. Cette princesse, élevée dans la religion protestante, ainsi que Marie sa sœur, abandonne encore son père. Toutes les troupes font connoître leur mécontentement, & le malheureux monarque voit de toutes parts des trahisons qui l'enve-

loppent. Ainsi la fidélité, la reconnoissance, le sang, les devoirs les plus sacrés, tout cède au torrent des préventions du peuple. Jacques fuit, est arrêté, échappe, & se retire en France.

Ce prince craignit sans doute le sort de son pere : mais les circonstances étoient bien différentes. L'exécution de Charles I n'avoit été que le crime d'une armée fanatique, poussée par un hypocrite ambitieux. Pouvoit-on rien appréhender de semblable d'une nation qui avoit en horreur cet attentat, & qui ne conservoit plus le même fanatisme? Le prince d'Orange pouvoit-il être comparé à Cromwel? & devoit-on présumer qu'il voudroit se frayer un pareil chemin au trône? Il eût été bien embarrassé, si le roi ne se fût pas enfui: il le sentit, & il lui facilita lui-même les moyens de s'évader. Comme il ne restoit plus d'obstacle à son ambition, le parlement, assemblé au mois de janvier suivant, déclara le trône vacant par la fuite de Jacques; il réduisit la prérogative royale à de justes bornes; il détermina les privileges de la nation; & il donna la couronne au prince d'Orange & à la princesse Marie.

---

Le parlement met des bornes à la prérogative, & donne la couronne à Guillaume.

---

1689

La révolution d'Angleterre donna de nouvelles forces à la ligue d'Augsbourg, à laquelle les Hollandois & les Anglois accéderent

---

Les Hollandois & les Anglois accèdent

à la grande alliance.

bientôt après. Les confédérés se propofoient de réduire la France aux termes des traités de Westphalie & des Pyrénées, & d'aider la maison d'Autriche, dans le cas où Charles II, roi d'Espagne, mourroit fans héritiers, à se mettre en possession de la monarchie espagnole.

Ordres sanguinaires donnés par les conseils de Louvois.

Louis XIV, voyant l'orage qui le menaçoit, fit ravager le Palatinat, le Würtemberg & le Margraviat de Bade, pour mettre une barriere entre les Impériaux & lui. Les campagnes furent ruinées, & on brûla près de quarante villes & un grand nombre de villages. Si le conseil de Versailles, qui ordonnoit de sang froid ces incendies, ne se crut pas cruel, parce qu'il les jugeoit nécessaires au salut du royaume; il pouvoit au moins se reprocher la nécessité où il étoit de les commettre, puisqu'il avoit forcé tant d'ennemis à se réunir contre la France. C'est sur Louvois principalement que tombent ces reproches: c'est lui qui fut l'auteur de ces ordres sanguinaires: & il faut rendre justice à Louis XIV, il en eut horreur dans la suite. On croit que ce fut une des causes qui l'indisposèrent contre ce ministre.

La France fait face de tous côtés.

La France, attaquée de toutes parts, porte ses armes tout-à-la-fois dans les Pays-Bas, sur le Rhin, en Italie, en Espagne & en Angleterre. Elle mettoit sa confiance dans des ar-

mées nombreuses & bien disciplinées, dans une marine puissante, dans les fortifications de ses places frontieres, & dans les succès passés dont le souvenir donnoit un nouveau courage aux soldats.

Les confédérés comptoient leurs forces, & se flattoient de l'accabler: il ne prévoyoit pas que ces forces nombreuses n'agiroient jamais ensemble; qu'elles s'affoibliroient par la lenteur, qui accompagne toutes les opérations d'une ligue; & qu'elles se diviseroient parce que l'intérêt particulier feroit oublier l'intérêt général. L'empereur, toujours en guerre avec les Turcs avec lesquels il auroit pu & dû faire la paix, ne donnera que de foibles secours à ses alliés. L'Espagne, toujours plus épuisée, ne songera qu'à sa défense, & se défendra mal. Les princes de l'empire, souvent divisés, concérteront mal leurs mesures. Léopold fera naître des troubles en Allemagne, en voulant créer un neuvieme électorat en faveur du duc de Brunswick-Lunebourg-Hanover, & les armées ne paroîtront guere sur le Rhin, que pour se tenir sur la défensive.

---

La grande alliance n'est pas aussi redoutable qu'elle le paroît.

Ce sera donc à Guillaume, roi d'Angleterre & stadthouder de Hollande, à porter presque tout le faix d'une guerre offensive: mais habile à remuer l'Europe, jusqu'au moment où elle prend les armes, il n'a plus la même ha-

---

Guillaume devoit porter presque tout le faix de la guerre.

bileté, lorsqu'elle est armée, ou du moins il cesse d'être heureux. Les Anglois méditeront la ruine de la France, dont ils sont jaloux: ils embrasseront avec passion la cause commune de l'Europe: ils auront de l'enthousiasme, comme ils en ont toujours eu: ils entreprendront témérairement, & mal secondés, ils se conduiront mal encore. Tel est en général le caractère des confédérations: elles paroissent moins formidables, à proportion que les alliés sont en plus grand nombre.

La France au-  
roit donc dû  
tourner ses  
forces contre  
l'Angleterre.  
Ce ne fut pas  
l'avis de Lou-  
vois.

Puisque Guillaume étoit l'ame de la confédération, & que les Anglois devoient fournir les principales forces, il falloit, comme on a fait, entreprendre de rétablir Jacques sur le trône; & faisant d'assez grands efforts pour entretenir des troubles en Angleterre, mettre Guillaume hors d'état de se mêler des affaires du continent. C'étoit l'avis de Seignelai, peut-être parce qu'il étoit secrétaire de la marine. Louvois, qui avoit le département de la guerre, pensoit autrement, & son avis prévalut. Le roi embarrassé dans les projets de ses ministres, qui avoient chacun des vues particulières, ne démêla pas ses vrais intérêts. Pendant toute la guerre, on ne fit donc pour Jacques, que de foibles tentatives, qui ne pouvoient réussir: il eût été mieux de ne rien tenter, & de menacer toujours. Je ne parlerai point de ces vaines entreprises sur le royaume

d'Angleterre ; & je n'indiquerai ce qui se passoit ailleurs, que pour vous donner une idée générale des principaux événements.

Dans la première campagne les succès des alliés se bornèrent à la prise de Mayence & de Bonn. Dans la seconde ils furent défaits trois fois. Le maréchal de Luxembourg gagna la bataille de Fleurus près de Charleroi sur le prince de Valdeck. Tourville, vice-amiral, & Château-Renaud battirent, à la hauteur de Dieppe, les flottes combinées des Hollandois & des Anglois. Enfin Catinat défit le duc de Savoie, près de l'abbaye de Staffarde, & se rendit maître de Saluces, de Suse & de plusieurs villes du Piémont, pendant que Saint-Ruth soumettoit toute la Savoie, excepté Montmélian. Les trois campagnes suivantes furent marquées par de nouveaux succès. Le maréchal de Luxembourg gagna les batailles de Leuze, de Steinkerque & de Nervinde ; la première sur le prince de Valdeck, & les deux autres sur le prince d'Orange. Le maréchal de Catinat fit encore des conquêtes en Piémont. Elles furent ensuite suspendues, parce qu'il se trouva trop foible contre le duc de Savoie, à qui l'empereur avoit envoyé plus de vingt mille Allemands. Forcé de se tenir sur la défensive, il ne put pas même empêcher les ennemis de pénétrer dans le Dauphiné, où ils brûlerent Gap & quelques villa-

---

1689,  
Succès de la  
France dans  
les cinq pre-  
mières cam-  
pagnes.  
1690

ges. Mais il reprit ses avantages, & défit le duc de Savoie à la Marfaille. Le roi prit Mons & Namur. Les François eurent encore des avantages en Allemagne sous les ordres du maréchal de Lorges, & du côté des Pyrénées sous ceux du maréchal de Noailles. On se fit enfin sur mer beaucoup de mal de part & d'autre.

Ces succès  
l'avoient é-  
puisée.

Ces succès peuvent être brillants dans une histoire: mais ils coûtent cher aux peuples, & ils ne font honneur qu'aux généraux. Louis XIV se sentoit trop foible pour les soutenir. Afin de se rendre redoutable, il avoit le premier entretenu de grandes armées, & Louvois, qui lui avoit donné ce conseil, ne considéroit pas sans doute que les ennemis en auroient de pareilles. Il auroit donc fallu qu'il eût été possible au roi d'augmenter toujours à proportion le nombre de ses troupes. Mais cette politique a un terme.

Dépenses  
qu'ils avoient  
occasionnées.

La dépense extraordinaire pour la campagne de 1693 montoit à plus de quarante millions à vingt-neuf livres quatorze sous le marc. Les quatre campagnes précédentes avoient coûté chacune autant ou davantage. Ainsi la dépense extraordinaire pour ces cinq années passoit deux cents millions.

Expédients  
ruineux aux-

Si l'on n'avoit pas déjà tiré des peuples à peu-près tout ce qu'ils pouvoient payer, une

quels on avoit  
eu recours.

augmentation sur les impôts ordinaires auroit pu fournir assez de fonds pour ces dépenses, & ce moyen eût été le plus simple. Mais en 1689 cette augmentation eût été une surcharge. Il fallut donc avoir recours à d'autres expédients. Les édits burfaux se multiplièrent chaque année. On créa de nouveaux offices, on créa des rentes, on vendit une augmentation de gages à tous les officiers, & on fit une réforme sur les monnoies. De vingt-six livres quinze sous, le marc d'argent monnoyé fut porté à vingt neuf livres quatorze, ce qui devoit, disoit-on, produire au roi un dixieme de bénéfice, c'est-à-dire, cinquante millions; car il y avoit alors dans le royaume au moins cinq cents millions d'especes. L'effet ne répondit pas à ce calcul, parce que les cinq cents millions ne furent pas portés aux hôtels des monnoies, & parce que les faux monnoyeurs & les étrangers partagerent avec le roi les profits de la réforme. Si l'on n'avoit pas prévu cette diminution, il falloit au moins prévoir les pertes que l'état feroit, lorsqu'on payeroit les impositions avec la nouvelle monnoie. On ne devoit pas ignorer que le commerce est troublé par ces changements d'especes, & que les étrangers en retirent tout le profit: car ils nous payent avec notre monnoie foible, & ils gagnent un dixieme sur nous; cependant ils veulent être payés avec

la monnoie forte, qui a seule cours chez eux, & ils gagnent encore un dixieme. Il faut donc perdre, ou ne pas commercer avec eux. Il est vrai qu'après quelque temps les différentes monnoies se balancent, qu'on se met au pair, & que par conséquent on peut cesser de faire des pertes. Mais on a souffert de celles qu'on a faites.

Désordres  
dans les finan-  
ces.

Cette mauvaise opération, qui ruinoit le commerce, fut faite la premiere année de la guerre 1689. On ne pouvoit pas plus mal choisir son temps. A la fin de la campagne de 1693, tous les expédients se trouvoient épuisés: les finances étoient retombées dans un désordre plus grand, que celui où elles étoient avant Colbert. Les revenus du roi diminuoient chaque année de plusieurs millions, quoique pour les augmenter ou eût accru chaque année la misere des peuples: on ne connoissoit d'autre ressource, que d'employer par routine les moyens qu'on avoit déjà employés. Si la guerre continuoit, les besoins devenoient tous les jours plus grands; & cependant on devoit craindre d'augmenter encore la misere des peuples, & de diminuer en même temps les revenus de l'état, comme en effet, l'un & l'autre arriva.

Foible res-  
source du mi-

Peu avant l'édit de la réforme des especes, le gouvernement avoit ordonné de porter aux

hôtels des monnoies toutes les pieces d'argenterie, qui excédroient le poids d'une once. Le roi donna l'exemple & envoya une partie de la sienne. Cette refonte produisit deux millions cinq cents & quelques mille livres. Cette foible ressource au commencement d'une guerre fait voir combien il en restoit peu. Des retranchements sur des choses superflues en auroient procuré de plus considérables. Il falloit, par exemple, cesser de bâtir. Car dans le cours de cette guerre les dépenses en bâtimens monterent à dix-sept millions neuf cents quarante-sept mille trois cents quatre-vingt-neuf livres.

Louvois n'étoit plus. Il étoit mort en 1691. Quoiqu'on ne puisse lui refuser d'avoir eu de grands talens pour sa place, il a été la vraie cause des malheurs de la France. On peut même conjecturer que Louis XIV le reconnut, si comme on l'assure, il avoit résolu de le disgracier. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il ne fut plus livré aux conseils de ce ministre, il commença d'ouvrir les yeux. Il ne connut pas sans doute tout le désordre de ses finances, & toute la misere des peuples: car les rois peuvent difficilement imaginer ces choses, & on les leur dit encore moins. Mais il ne put se dissimuler sa foiblesse. Il falloit qu'elle fût grande, puisqu'il s'en apperçut au milieu de ses succès les plus brillants. Il re-

Louis malgré ses succès commença à s'appercevoir de sa foiblesse.

vint donc de ses idées d'ambition : son expérience lui en montrait la vanité : la piété, qu'il goûtoit alors, les condamnoit : & son âge commençoit à lui faire desirer le repos. Se trouvant dans ces dispositions, il fit les premières avances ; & il invita le roi de Suède à se porter pour médiateur.

Il fait des propositions de Paix, qu'on ne croit pas sinceres.

Les propositions de Louis le Grand (car dès 1680 on lui avoit donné ce titre, qu'il mérita mieux, lorsqu'il cessa d'ambitionner des succès qui le font donner si mal à propos) les propositions de Louis le Grand, dis-je, étoient avantageuses aux ennemis. Mais on avoit de la peine à les croire sinceres. On soupçonnoit qu'il n'entroit en négociation, que pour diviser les alliés ; & dans la supposition, où il voudroit sincèrement la paix, on concluoit qu'il falloit faire un dernier effort pour l'accabler. La guerre continua.

Campagne de 1694.

Pendant la campagne de 1694, il ne se fit rien de considérable en Allemagne ni en Italie. Aux Pays Bas, les François se tinrent sur la défensive, & le roi Guillaume avec une armée considérable borna tous ses succès à la prise d'Hui. En Catalogne, le maréchal de Noailles battit les Espagnols, & se rendit maître de quelques places. Enfin les Anglois tenterent avec peu de succès de bombarder les villes maritimes de France ; & les François n'entre-

n'entreprirent rien sur mer. Seignelai, qui avoit formé la marine, étoit mort en 1690, & les flottes françoises n'étoient plus si formidables.

En 1695 la capitation fut établie pour la première fois. L'année précédente, les revenus, toutes charges prélevées, avoient été de cent deux millions. Le nouvel impôt en produisit vingt-un. Les revenus de 1695 auroient donc dû être de cent vingt-trois. Ils ne furent que de cent douze.

Le peuple, qui se croit exposé aux invasions des ennemis, se soumet à la capitation sans murmure.

La capitation fut reçue sans murmure, & même avec joie. C'est que le peuple commençoit à s'effrayer. Nos flottes ne couvroient plus les mers; nous n'avions sur terre que de petites armées; le prince d'Orange venoit de prendre Namur; nos côtes étoient menacées; & on se croyoit exposé de toutes parts aux invasions des ennemis. Dans cette conjoncture, les François persuadés qu'un dernier effort ameneroit la paix, se prêtèrent volontiers à suppléer à l'épuisement des finances. Il est triste de voir que cette année on ait dépensé plus de deux millions en bâtimens, & l'année suivante plus de trois.

Parce que les alliés bombardoient nos villes maritimes, nous bombardâmes Bruxelles. Le dommage que nous fîmes à cette capitale des Pays-Bas, fut estimé à plus de vingt millions. Il semble que l'esprit de cette guerre

Bombardement de Bruxelles.

fût de se détruire mutuellement, sans espérance d'en retirer aucun avantage, & même avec certitude de se ruiner soi-même : on y réussit, car toutes les puissances étoient dans le dernier épuisement.

Pacification  
de Riswyck.

En 1696, on fit de part & d'autre de grands projets qu'on n'exécuta pas. Le roi, qui desiroit sincèrement la paix, cherchoit depuis long-temps à détacher le duc de Savoie de la ligue d'Augsbourg. Cette négociation réussit enfin. Le duc consentit à une neutralité pour l'Italie, & força les Espagnols & les Allemands à l'accepter. Alors tous les confédérés, excepté l'empereur & l'Espagne, songerent à traiter avec la France. Les conférences se tinrent l'année suivante à Riswyck sous la médiation du roi de Suede. La paix fut signée avec l'Angleterre, la Hollande & l'Espagne dans le mois de septembre, & avec l'empereur & l'empire dans le mois d'octobre. Les traités de Westphalie & de Nimegue servirent de base à celui de Riswyck. La France reconnut le roi Guillaume pour légitime souverain d'Angleterre, & promit de ne le troubler ni directement ni indirectement. Elle restitua à l'empereur, à l'empire & à l'Espagne tout ce dont elle s'étoit saisie en vertu des arrêts des chambres de Metz & de Brisach : de plus, à l'empire, le fort de Kell ; à l'empereur, Brisach & Fribourg ; au roi d'Espagne, Luxembourg, le

1697

comté de Chinei, quantité de villes & de villages, réunis à la couronne de France depuis le traité de Nimegue, & toutes les places prises en Catalogne. Le duc de Lorraine, qui avoit été dépouillé, fut rétabli; & le duc de Savoie acquit Pignerol, qui depuis 1630. ouvroit ses états aux armées françoises. La guerre de l'empereur avec les Turcs finit environ un an après par le traité de Carlowitz, dont le roi Guillaume fut le médiateur.





LIVRE DIX-SEPTIEME.

CHAPITRE PREMIER.

*Des puissances du midi de l'Europe  
jusqu'au commencement du dix-hui-  
tieme siecle.*



**DE**PUISQU'EN Europe l'argent est le nerf de la guerre, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'état des finances, pour juger combien la France avoit besoin de la paix.

Etat des finances en France après la pacification de Bilswyck.

Le gouvernement portoit pour vingt millions de charges perpétuelles de plus qu'en 1688. Il dispoit donc chaque année de vingt millions de moins qu'avant la guerre.

En 1689 les revenus nets, qui entroient au trésor royal, étoient de cent cinq millions. En 1697, ils furent de cent dix. Ils paroiss-

soient donc augmentés, & cependant ils étoient diminués de dix-sept millions. C'est que les cent dix millions de 1697 n'équivaloient en poids & en titre qu'à quatre-vingt-huit de 1689.

L'année suivante ils diminuèrent encore, parce que le roi remplit l'engagement qu'il avoit pris d'ôter la capitation à la paix. Ils furent de soixante-treize millions, à peu de chose près : ce qui équivaloit environ à cinquante-sept millions de 1689. Ils monterent à soixante-dix-sept en 1699, & ils retombèrent à soixante-neuf en 1700. Cette dernière diminution fait soupçonner du désordre dans les finances. Mais la première, par laquelle le roi perdoit chaque année dix-sept millions, est l'effet de l'altération des monnoies.

J'ai dit qu'il y avoit eu une réforme en 1689. Il y en eut une autre qui commença sur la fin de 1693. Le marc d'argent fut porté à trente-deux livres six sous, en sorte que la valeur des monnoies augmenta de près d'un sixième. Ce sont ces deux réformes qui diminuèrent les revenus de l'état de dix-sept millions, pour procurer une ressource passagere d'environ quatre-vingt-quatorze.

---

L'altération des monnoies avoit diminué les revenus de la couronne.

La dernière augmentation des monnoies avoit été précédée d'une diminution, afin

que la réforme qui les devoit hauffer apportât plus de bénéfice. De trois livres six sous, l'écu avoit été réduit à trois livres deux, & par la réforme il fut porté à trois livres douze. Ainsi sur soixante-deux sous, le roi en devoit gagner dix. Mais il ne les pouvoit gagner qu'une fois, pour les perdre ensuite tous les ans, & encore les faux-monnoyeurs & les étrangers lui enleverent-ils une partie de ces profits. Suivant les calculs de l'auteur des *Recherches & considérations sur les finances*, les deux réformes valurent aux étrangers environ vingt-six millions.

Autres mauvais effets de cette altération.

Non-seulement l'état perdit les millions qui sortoient du royaume, il perdoit encore une bonne partie des millions qui ne sortoient pas. Car cet argent qui cesse de circuler est nul pour l'état jusqu'à ce que la circulation soit rétablie. Or, l'argent se réserve nécessairement, lorsque le public, voyant les especes hauffer & baisser tour-à-tour, ne peut plus compter sur une valeur fixé. On ne peut pas se défaire de la monnoie forte, de peur d'être remboursé en monnoie foible; & on ne veut pas recevoir de la monnoie foible, parce qu'on pourroit être obligé de rembourser en monnoie forte. Chacun garde donc son argent: on ne prête, on n'emprunte & on n'achete, qu'autant

qu'on y est forcé. Les denrées, qui se peuvent conserver, ne sont point mises en vente. Le commerce est suspendu, jusqu'à ce qu'on puisse le faire avec sûreté; & le gouvernement, qui a détruit la confiance publique, perd lui-même tout son crédit. Ainsi le peuple, qui portoit difficilement le poids des impôts, souffroit encore par le défaut de commerce; & tous les jours plus misérable, il pouvoit tous les jours moins fournir aux besoins de l'état. Pour vous faire comprendre combien le produit des impositions étoit au-dessous des dépenses nécessaires, je remarquerai que dans le cours des années 1698 & 1699 elles ne rapporteroient au roi que deux cents cinquante millions, & que cependant les dépenses monterent à six cents, en y comprenant des remboursements qu'on fut obligé de faire. Voilà l'épuisement où se trouvoit la France, lorsqu'après de grands succès pendant la guerre, Louis XIV fit ce qu'on appelle une paix glorieuse. Ce fut lui qui proposa les conditions, & les ennemis furent forcés à les accepter: ce qui fait voir combien toute l'Europe étoit épuisée. Il étoit donc important d'assurer la paix. Dans cette vue Louis rendit des conquêtes qu'on ne pouvoit pas lui enlever, & prouva par cette modération, que touché des maux de la guerre, il se reprochoit les projets ambitieux

---

Louis, ne pouvant plus se dissimuler les maux qu'il a causés, se reproche ses projets ambitieux.

dont il s'étoit enivré. Comme il étoit alors difficile de fournir aux besoins de l'état, même en temps de paix; les ministres, tous les jours moins entreprenants, ne lui donnoient pas des conseils tels que ceux de Louvois ou de Seignelai. Éclairé par son expérience, le roi jugea donc par lui-même. Aussitôt l'illusion se dissipa. Il connut combien il s'étoit trompé, en ambitionnant d'être la terreur de l'Europe; & il ne songea plus qu'à dissiper les craintes qu'il avoit données. Il ne pensoit point à reprendre les armes pour faire valoir ses droits sur la succession entière de Charles II, roi d'Espagne. Il ne vouloit que négocier, & il étoit disposé à se contenter de quelques provinces.

Ses ennemis qui n'ont pas moins souffert, sont forcés à renoncer aussi à leurs projets.

L'Angleterre & la Hollande avoient surtout porté le faix de la guerre. Aussi furent-elles les premières à desirer la paix, & leurs alliés ne pouvoient rien sans elles. Les puissances, qui étoient entrées dans la grande alliance, furent donc obligées d'abandonner leurs projets; & bien loin d'enlever à Louis XIV tout ce qu'il avoit acquis depuis le traité des Pyrénées, elles se contenterent de ce qu'il voulut rendre.

Ainsi les puissances de l'Europe commencent la guerre, sans savoir

Plus on réfléchira sur cette guerre, plus on se convaincra de la foiblesse des puissances de l'Europe. Tout y décele les vices de leurs gouvernements. On dirait qu'elles ne

se flattent de faire des conquêtes, que parce qu'elles savent qu'il y a eu des peuples conquérants, & qu'elles ignorent que ces peuples ne se gouvernoient pas comme elles. En effet leurs entreprises sont toujours au-dessus de leurs forces. Elles prennent d'abord les armes avec confiance, sans connoître leurs moyens, sans prévoir les obstacles; & cependant elles se promettent les plus grand succès. Mais bientôt sans ressources, elles se lassent; & comme elles ont toutes ensemble demandé la guerre, elles demandent aussi la paix toutes ensemble. Celle qui a eu le plus de succès, se trouve plus affoiblie que les autres, & pendant que les poètes célèbrent les victoires d'un monarque, les peuples gémissent à l'ombre des lauriers. C'est un misérable asyle.

comment elles la soutiendront, & elles posent les armes par épuisement.

Guillaume, qui étoit l'ame de la grande alliance, avoit hâté la conclusion de la paix. C'est que depuis qu'il étoit roi d'Angleterre, il ne lui manquoit, pour n'être pas troublé sur le trône, que d'être reconnu par la France; au lieu que lorsqu'il n'étoit que stadthouder de Hollande, il lui importoit de soulever toute l'Europe contre Louis XIV. Ses intérêts, qui avoient changé, se trouverent donc heureusement conformes aux vœux de tous les peuples.

Cette guerre n'avoit été utile qu'à Guillaume, à qui la paix devenoit nécessaire depuis qu'il étoit roi d'Angleterre.

Puisqu'on avoit généralement désiré la paix, il eut été sage de prévenir la guerre, dont on

Il eût été sage de régler à

Riswyck la  
succession du  
roi d'Espagne.

étoit menacé par la mort prochaine de Charles II, roi d'Espagne. C'est à Riswyck qu'il falloit discuter les droits de la maison d'Autriche & ceux de la maison de Bourbon. L'intérêt de toute l'Europe le demandoit, & on ne pouvoit pas trouver une circonstance plus favorable : car la disposition des esprits à la paix rendoit la négociation facile. D'un côté Louis XIV se seroit assuré une partie de la succession du roi d'Espagne, & c'est tout ce qu'il demandoit ; & de l'autre les confédérés l'auroient fait renoncer à la plus grande partie de cette succession, & c'est aussi tout ce qu'ils pouvoient prétendre.

Mais il n'est  
pas d'usage en  
Europe de pré-  
venir de nou-  
velles guer-  
res.

Mais il semble que les puissances de l'Europe ne veulent la paix, qu'au moment où elles sont lassées de la guerre ; & que prévoyant qu'elles se dégoûteront de la paix par inquiétude, elles veulent se ménager des prétextes pour reprendre les armes. Elles ne font d'ordinaire que des trêves. Si elles songent quelquefois à réparer leurs forces, ce n'est pas pour les conserver, c'est pour les reperdre ; & comptant sur des événements, comme si la fortune leur promettoit à toutes des succès, elles se gardent bien de prévenir des guerres, où chacun se flatte de trouver son avantage. On ne régla donc pas à Riswyck la succession de Charles II.

On voulut ensuite réparer cette faute : mais les circonstances étoient bien différentes. La paix ayant été faite , on ne voyoit plus la guerre que dans l'éloignement. On se flattoit, comme on se flatte toujours, de quelque événement favorable. Dans cette attente , la négociation, hâtée par quelques puissances, étoit retardée par d'autres. Il étoit impossible qu'elles y concourussent toutes également ; & celles qui se croyoient lésées par les arrangements qu'on proposoit, aimoient mieux attendre que d'abandonner une partie de leurs prétentions.

Après la conclusion du traité de Ryswyck, il n'étoit plus temps de réparer cette faute.

Cependant on projeta le partage de la monarchie espagnole. Par le traité qui en fut conclu à la Haye, le 22 octobre, entre le roi de France, le roi d'Angleterre & les États-Généraux, le prince électoral de Bavière, comme plus proche héritier, fut désigné roi d'Espagne ; on promit au dauphin les royaumes de Naples & de Sicile, les places dépendantes de la monarchie d'Espagne sur les côtes d'Italie & la province de Guipuscoa ; & on destina le duché de Milan à l'archiduc Charles, second fils de l'empereur.

Projet de partage.  
1698

La mort du prince de Bavière, qui arriva l'année suivante, fit penser à d'autres projets ; & les mêmes puissances, qui avoient fait le premier plan de partage, en formèrent un nou-

Autre partage.  
1699

veau. Le traité en fut signé au mois de mars à Londres & à la Haye. On destinoit l'Espagne, les Indes & les Pays-Bas à l'archiduc Charles : on ajoutoit la Lorraine à ce qu'on avoit déjà donné au dauphin ; & pour dédommager le duc de Lorraine, on lui donnoit le Milanès. Enfin on accorderoit trois mois à l'empereur pour accéder à ce traité, & on arrêtoit que l'Espagne & l'empire ne seroient jamais réunis sur une même tête.

1700

L'Angleterre & la Hollande s'arrogent le droit de disposer de la succession de Charles.

L'Angleterre & la Hollande dispoient donc de la succession de Charles II, sans consulter ni ce prince, ni les Espagnols. Elles s'arrogent donc un droit qu'elles n'avoient pas : mais le desir de prévenir la guerre, si elles agissoient sincèrement, est un motif qui les justifie assez. Il me semble que si les principales puissances n'usurpoient des droits que dans des cas semblables, il ne seroit pas raisonnable de les leur contester. N'avoient-elles pas le droit de veiller à la tranquillité de l'Europe ? & si pour l'assurer, il falloit disposer de la monarchie d'Espagne, pourquoi n'en n'auroient-elles pas disposé ?

Cette entreprise, qu'on pouvoit se permettre malgré les protestations de ce prince,

Il est vrai qu'une nation indépendante peut en général réclamer avec raison contre les loix qu'on lui impose. Mais ne peut-il pas se trouver des cas, où elle ne mériteroit pas d'être écoutée ? Si par une vanité mal entendue, les

Espagnols aiment mieux troubler toute l'Europe, que de souffrir le démembrement de leur monarchie, faut-il que toute l'Europe se sacrifie à cette vanité? N'est-ce pas pour avoir voulu conserver l'Italie & les Pays-Bas, que l'Espagne s'étoit ruinée? & n'étoit-ce pas la servir que de la borner à elle-même & à ce qu'elle possédoit dans les Indes? Le traité de partage pourroit donc n'être pas injuste, quoique fait malgré les protestations de Charles II. Mais certainement c'étoit une injustice de disposer des états de ce prince, sans consulter les puissances intéressées. Or, Léopold, d'après les principes qu'on suivoit en Europe, avoit des droits à la succession entière. Son consentement étoit donc nécessaire. On ne l'obtint pas; & il ne restoit plus qu'à renoncer aux dispositions qu'on avoit faites, ou qu'à soutenir une injustice par la voie des armes.

On ne se fût pas trouvé dans cet embarras, si on eût fait le traité de partage à Riswyck : car alors le conseil de Madrid auroit donné son consentement à ce qui auroit été réglé; ou s'il l'avoit refusé, les autres puissances auroient pu l'y contraindre, sans s'exposer à aucun blâme. L'empereur, trop foible pour continuer la guerre, auroit été moins difficile; & se seroit cru heureux d'assurer à un de ses fils l'Espagne, les Indes & les Pays-Bas. On pouvoit donc faire à Riswyck le pre-

avoit cependant besoin du consentement de Léopold.

Ellen'assuroit donc pas la paix.

mier partage : on devoit même y faire le second, ou quelqu'autre ; car il n'eût pas été prudent de compter sur la vie du prince de Baviere, qui n'avoit que quatre à cinq ans. Mais parce qu'on ne prit ces mesures qu'après avoir signé la paix, l'empereur se refusa à toutes les propositions ; & quand le dernier partage auroit eu lieu, il seroit au moins resté une cause de guerre, puisque Léopold conservoit tous ses droits.

La signature du traité de partage avoit souffert des retardemens.

Quelque intérêt qu'on eût à prévenir la guerre, la négociation des deux traités de partage avoit souffert bien des retardemens. On étoit convenu des articles ; cependant on ne signoit pas, & l'Angleterre & la Hollande se rendoient suspectes à la France par les délais qu'elles affectoient. Elles prenoient pour prétexte l'espérance d'obtenir enfin le consentement de l'empereur ; mais on pouvoit croire qu'elles négocioient moins pour conclure, que pour affoiblir le parti de la maison de Bourbon en Espagne, en faisant connoître que Louis XIV songeoit à diviser cette monarchie. La signature du second traité de partage parut dissiper ces soupçons.

Le roi d'Espagne se plaint qu'on dispose des ses états.

Surpris qu'on disposât de ses états, lorsqu'il vivoit encore, Charles II porta ses plaintes dans toutes les cours. Il ne pouvoit former que des plaintes. Sans argent, sans forces,

Il ne trouvoit des ressources ni dans son esprit naturellement foible, & affoibli encore par les maladies, ni dans ses ministres qui se conduisoient par des vues contraires. Les intrigues, qui divisoient la cour, communiquoient des impressions différentes au royaume entier; & l'on s'agitoit de toutes parts dans l'attente d'un événement, auquel l'Espagne pouvoit moins contribuer qu'aucune autre puissance.

Cependant les vœux des Espagnols étoient en général pour un prince de la maison de Bourbon. Ils se flattoient d'empêcher par ce moyen un démembrement qu'ils jugeoient des-honorant pour la monarchie. Ils étoient à la vérité offensés du traité de partage; mais leur haine tomboit toute sur l'Angleterre & la Hollande; présument que Louis XIV renonceroit à ce traité, lorsqu'on offriroit la monarchie entière à son petit-fils. Les vues de la plus grande partie du conseil de Madrid étoient conformes aux vœux de la nation; & Charles, qui ne pouvoit consentir à la division de ses états, étoit disposé à donner l'exclusion aux princes de sa maison, parce qu'il les jugeoit trop foibles pour les conserver tout entiers.

Les vœux des Espagnols sont pour un prince de la maison de Bourbon.

N'osant néanmoins se décider par lui-même, il consulta son conseil, des théologiens, des juriconsultes, des évêques & même le pape

Le roi d'Espagne appelle à la succession

le duc d'Anjou, à charge qu'il ne démembre pas la monarchie.

Innocent XII. tous les avis, dit-on, furent uniformes & en faveur de la maison de Bourbon. Il fit donc un testament, par lequel il reconnut les droits du dauphin : voulant néanmoins prévenir la réunion des deux monarchies, il appelloit à sa succession le duc d'Anjou, second fils du dauphin ; il le nommoit héritier de tous ses états, sans en excepter aucune partie, & sans démembrement ; & il déclaroit que si ce prince n'acceptoit pas la monarchie entière, il la conféroit à l'archiduc Charles. Ce testament ne fut public qu'à sa mort, qui arriva un mois après, le 1 novembre.

1700  
Ce testament étoit mal raisonné.

Quoique Charles II eût consulté, son testament ne paroît pas avoir été bien digéré. Si le duc d'Anjou, comme il le reconnoît, a droit à toute la monarchie, il peut sans doute en abandonner une partie : comment donc le roi d'Espagne peut-il déclarer qu'il n'en aura rien du tout, s'il ne l'accepte pas toute entière ? & comment dans cette supposition peut-il la transférer à un autre ?

Cependant la maison de Bourbon acquéroit un titre à la couronne d'Espagne, par le consentement des peuples.

Si par des renonciations solennelles, la maison de Bourbon avoit perdu les droits qu'elle tenoit d'Anne & de Marie-Thérèse d'Autriche, elle acquéroit de nouveaux titres par le consentement des peuples d'Espagne aux dispositions de Charles II. Elle pouvoit donc accepter le testament.

On

On peut même remarquer que si les puissances de l'Europe avoient jugé sagement des choses, la maison d'Autriche se seroit seule opposée à l'agrandissement de sa rivale. Le duc d'Anjou, pour être petit-fils de Louis XIV, en auroit-il été l'allié ? seroit-il entré dans les vues de son grand-pere, jusqu'à sacrifier les intérêts de la couronne ? en auroit-il été le maître ? Supposons que Louis XIV eût regné en Espagne sous le nom de son petit fils, sa puissance en devenoit-elle plus redoutable ? Comme roi de France, il avoit besoin de la paix ; il en avoit encore plus besoin comme roi d'Espagne. Cette seconde monarchie faisoit la fortune du petit-fils, & elle n'ajoutoit rien à celle du grand-pere : elle étoit tout à fait épuisée ; & son épuisement la rendoit d'autant plus foible, qu'elle étoit plus vaste.

Si les deux branches de la maison d'Autriche ne se sont pas toujours donné des secours, malgré les raisons qu'elles avoient d'être toujours unies ; pouvoit-on supposer qu'après la mort de Louis, les intérêts des deux couronnes, cédant aux liens du sang, les deux branches de la maison de Bourbon ne formeroient qu'une seule & même puissance ? Certainement de quelque maison que fût le roi d'Espagne, il devoit rechercher l'alliance de l'Angleterre & de la Hollande ; & il ne pouvoit pas regarder comme son allié naturel

---

L'agrandissement de cette maison ne devoit pas et ravoir l'Europe.

---

Le roi d'Espagne n pouvoit pas être l'allié de la France.

une puissance, qu'il bornoit au nord & au midi.

Mais l'Europe s'étoit accoutumée à craindre l'agrandissement des Bourbons.

L'Europe n'en jugeoit pas ainsi. Accoutumée à craindre l'ambition de Louis XIV, elle la craignoit encore, lorsqu'elle n'étoit plus à redouter; & elle voyoit toujours le fantôme de la monarchie universelle. Il lui sembloit que l'agrandissement des Bourbons étoit l'agrandissement de la France même, & donnoit de nouvelles forces à cette monarchie. Aveuglée par ce préjugé, elle ne devoit pas souffrir que cette maison recueillît toute la succession du roi d'Espagne. Si Louis acceptoit le testament, il armoit donc toute l'Europe contre lui. Il trouvoit aussi des inconvénients à s'en tenir au traité de partage.

Guillaume avoit donné ce préjugé à l'Europe.

Le roi Guillaume, en agitant l'Europe, n'avoit jamais eu que des vues particulières. Lorsque son intérêt fut de susciter des ennemis à la France, il forma cette grande alliance, à laquelle il persuada d'assurer à la maison d'Autriche toute la succession du roi d'Espagne. Pour y réussir, il imprima la terreur du nom de Louis XIV, & parce que dans la frayeur on juge mal des objets, l'Europe se grossit le danger dont elle se crut menacée; & elle ne vit pas celui auquel elle s'exposoit, en rendant aux descendants de Charles-Quint une puissance qu'elle avoit eu tant de peine à détruire. On

se propoſoit d'établir l'équilibre; & on ne s'apercevoit pas, que ſi l'on réuſſiſſoit, on porteroit tout d'un ballin dans l'autre.

A force de dire qu'il étoit temps d'abaiffer la maifon de Bourbon & d'élever la maifon d'Autriche, on ne ſe faiſoit plus d'autres idées, on ne formoit plus d'autres projets. Mais Guillaume qui avoit donné ce préjugé, ne l'avoit pas pris; il penſoit d'après ſes intérêts, & comme il avoit changé, il s'étoit fait un nouveau plan. Depuis qu'il étoit roi d'Angleterre, il vouloit la paix. Il lui importoit peu que la France acquît les Royaumes de Naples & de Sicile & d'autres provinces. Peut-être penſoit-il qu'elle n'en ſeroit pas plus puiffante. Je diſ *peut-être*, car on croit communément qu'un prince eſt plus puiffant, lorsqu'il a plus d'états. C'eſt un préjugé que l'expérience n'a pas encore détruit.

Mais il ne l'avoit pas pris.

Le traité de partage étoit l'ouvrage du roi Guillaume. Ce n'eſt qu'à regret que l'Angleterre & la Hollande avoient conſenti à l'agrandiſſement des Bourbons. Les obſtacles, qu'elles avoient oppoſés, avoient fait traîner la négociation; & depuis que le traité avoit été ſigné, on n'avoit pris, ni voulu prendre aucune meſure pour en aſſurer l'exécution.

L'Angleterre & la Hollande n'avoient conſenti qu'à regret au traité de partage, dont il étoit l'auteur.

Si Louis XIV ſ'en tenoit au traité de partage, il ne pouvoit donc attendre aucun ſecours d'Angleterre ni des Provinces-Unies.

Si Louis XIV ſ'en fût tenu au traité de

partage, il n'auroit armé que la maison d'Autriche.

Mais au moins il ne devoit pas craindre qu'elles prissent les armes, pour empêcher l'exécution d'un traité qu'elles avoient ratifié. Elles vouloient la paix, elles en avoient besoin pour se rétablir; il n'est pas vraisemblable, que sacrifiant leur repos à l'ambition de Léopold, elles voulussent s'épuiser encore pour assûrer à un fils de ce prince toute la monarchie d'Espagne. On doit donc présumer que la France n'auroit eu pour ennemi que la maison d'Autriche, au lieu qu'elle armoit toute l'Europe, si Louis XIV acceptoit le testament. Dans le premier cas, elle pouvoit se promettre des succès; dans le second, elle avoit tout à redouter.

Il accepte le testament.

Aussitôt que l'ambassadeur d'Espagne eut communiqué le testament de Charles II, le roi assembla son conseil. L'avis du marquis de Torci, secrétaire d'état au département des affaires étrangères, fut d'accepter le testament. Le duc de Beauvilliers, persuadé que ce parti causeroit une guerre capable de ruiner la France, opina pour le traité de partage. Le chancelier Pontchartrain, ayant résumé les raisons de part & d'autre, n'osa prononcer, & conclut que le roi seul, plus éclairé que ses ministres, pouvoit décider. Le dauphin parla peu: jugeant en pere qui s'intéresse à son fils, il se déclara pour le testament; & Louis, comme le dauphin, ne fut que pere. Cependant il auroit dû penser qu'il étoit roi, que son royaume étoit épuisé,

qu'il l'avoit lui-même ruiné pour en reculer les frontieres, & qu'il étoit injuste de le sacrifier encore à l'agrandissement de sa maison. Enfin le duc d'Anjou fut déclaré roi d'Espagne sous le nom de Philippe V. Il partit pour Madrid, & fut reconnu sans obstacles dans toute la monarchie espagnole.

Le roi d'Angleterre & les États-Généraux, quoiqu'offensés de l'infraction du traité de partage, ne se déterminèrent pas d'abord à déclarer la guerre à la maison de Bourbon. Ils reconnurent même Philippe V. Les intérêts de leur commerce, le repos dont ils sentoient le besoin, l'incertitude où ils étoient des alliés, sur lesquels ils pouvoient compter, & des secours qu'ils en pourroient retirer; tout demandoit qu'ils ne prissent pas leur résolution à la hâte. Ces raisons firent commencer une négociation à la Haye. Mais la France & l'Espagne eurent lieu de juger qu'on ne cherchoit qu'à gagner du temps; & qu'après avoir obtenu une chose, on en demanderoit bientôt une autre. Car on ne leur laissoit pas ignorer qu'on se réservoir d'expliquer & d'étendre dans la suite les premières propositions qu'on leur faisoit. Or, cette maniere de négocier est tout au moins suspecte; & d'ailleurs il est étrange de demander une réponse positive à des propositions, qu'on reconnoît n'avoir pas encore expliquées, ni exposées dans toute leur étendue. Cette né-

---

L'Angleterre & la Hollande qui reconnoissent d'abord Philippe V, font bientôt après un traité d'alliance avec l'empereur.

1701

gociation finit le 7 septembre par un traité d'alliance entre l'empereur, le roi d'Angleterre & les États Généraux.

Mais, comme elles craignoient une nouvelle guerre, elles se bornent à demander une satisfaction pour la maison d'Autriche.

L'objet de cette confédération se bornoit à procurer à la maison d'Autriche une satisfaction en dédommagement des droits qu'elle avoit sur l'Espagne. Elle ne portoit donc pas ses prétentions aussi haut que la ligue d'Augsbourg. Cela seul fait voir que le roi d'Angleterre & les États-Généraux s'engageoient à regret dans une nouvelle guerre, & qu'ils l'entreprenoient avec une sorte de méfiance. Ils se voyoient accablés de dettes; ils sentoient combien il seroit difficile de mettre de nouveaux impôts sur des peuples, déjà trop surchargés: le parlement d'Angleterre, sur-tout, ne paroissoit pas disposé à donner des subsides. Guillaume, qui favorisoit les Whigs, étoit sûr de leurs suffrages: mais les Torys formoient un parti considérable & fort animé. Toute la nation chérissoit la paix, qu'elle commençoit à goûter: elle soupiroit après le rétablissement de son commerce; & elle étoit alors bien moins effrayée de la puissance de la maison de Bourbon, que des nouvelles impositions qu'elle seroit obligée de payer.

L'empereur ne pouvoit pas devoir tirer de grands secours de ses

La paix continuoit entre l'empire & la Porte. L'empereur pouvoit donc soutenir cette guerre avec plus de succès que les précédentes. Mais avec beaucoup de dettes, peu d'ar-

gent & des peuples pauvres, il étoit à charge à ses alliés. Il continuoit d'aliéner les états d'Allemagne, en persistant dans la résolution de créer un neuvieme électorat. Le plus grand nombre des princes paroïssoit ne vouloir prendre aucune part à la succession d'Espagne. Il se formoit même des intrigues & des lïgues contre les entreprises de l'empereur. Il est vrai que Léopold fortifia son parti, en promettant de terminer le différent sur le neuvieme électorat à la satisfaction des princes; mais les secours qu'il attendoit de pareils alliés, étoient toujours incertains & fort coûteux.

Après la paix de Riswyck, la France n'avoit pas désarmé comme les autres puissances. Elle conservoit de grandes forces sur terre & sur mer; & elle étoit en état d'attaquer, lorsque la plupart de ses ennemis n'étoient pas encore préparés à la défense. Philippe V en possession paisible de toute la monarchie d'Espagne, commandoit à des peuples qui lui étoient dévoués. Les deux couronnes ne pouvoient manquer d'agir de concert, puisqu'un même intérêt les unissoit. Elles avoient pour alliés l'électeur de Baviere, son frere, l'électeur de Cologne, l'évêque de Munster, le duc de Savoie, celui de Mantoue & le roi de Portugal.

Cependant elles ne pouvoient pas compter également sur tous ces alliés. Il étoit facile à l'empereur de gagner le duc de Savoie, qui

alliés.

Louis n'avoit pas désarmé, Philippe étoit en possession de l'Espagne. Ils avoient des alliés.

Mais ils pouvoient ne pas compter

sur tous.

étoit dans l'usage de s'agrandir en passant tour-à-tour de l'alliance de la maison de Bourbon dans l'alliance de la maison d'Autriche. Si le roi de Portugal étoit d'abord entré dans l'alliance de Louis XIV, c'est qu'à l'avènement du duc d'Anjou, il n'avoit pas d'autre parti à prendre ; & il étoit évident qu'aussitôt que l'Angleterre & la Hollande armeroient, il seroit de son intérêt de rechercher leur protection.

Il s devoient  
après quel-  
ques campa-  
gnes se trou-  
ver sans res-  
sources.

L'Espagne pouvoit peu pour sa défense, & quelles que fussent les forces de la France, elles n'étoient pas proportionnées aux frontières des deux monarchies. Dès les premières campagnes elles devoient diminuer par les succès mêmes, elles pouvoient se ruiner par des revers : & cependant où étoient les ressources pour les rétablir ? Se flattoit-on d'en trouver dans l'épuisement des peuples, dans le désordre des finances ? Une autre cause de foiblesse, dont le gouvernement ne s'appercevoit peut-être pas, c'est qu'on n'avoit plus d'aussi grands ministres ni d'aussi grands généraux. Au contraire, les ennemis s'étoient disciplinés pendant la guerre qu'on venoit de terminer à Riswyck. Instruits par leurs propres défaites, les Hollandois & les Anglois ne devoient plus être aussi faciles à vaincre ; & les François, si souvent vainqueurs, devoient naturellement s'être relâchés.

Si les forces de Louis XIV & de Philippe V n'étoient pas proportionnées à la défense des deux monarchies, si encore elles ne pouvoient pas se soutenir long-temps, il en faut conclure que ces princes se sont engagés dans la guerre avec trop de confiance. Ils auroient pu l'éviter, en sacrifiant l'Italie & les Pays-Bas, & en convenant de quelques réglemens pour dissiper les terreurs paniques, que donnoit l'agrandissement de la maison de Bourbon. On a tout lieu de le croire, quand on considère les dispositions des peuples de l'empire. L'intervalle, écoulé depuis la pacification de Riswyck, ne leur avoit pas permis d'oublier les maux qu'ils avoient soufferts; ils en étoient encore accablés; & ce n'est qu'avec une extrême répugnance, qu'ils pouvoient se déterminer à reprendre les armes. L'empereur auroit lui-même accepté la paix. Son ambition auroit cédé à l'impuissance de soutenir seul la guerre, & il se seroit contenté de la satisfaction dont ses alliés seroient convenus. Mais puisque Louis XIV & Philippe V vouloient conserver la succession entière de Charles II, la guerre ne pouvoit plus s'éviter, & cependant ils entreprenoient au delà de leurs forces.

Léopold avoit commencé les hostilités en Italie, lorsqu'il négocioit encore à la Haye avec le roi Guillaume. Il soutint seul la guerre pendant la première année. Le prince Eugene de

Ils auroient dû par conséquent se hâter d'accorder une satisfaction à la maison d'Autriche.

La guerre commença en Italie.

1701

Savoie, qui commandoit l'armée impériale, étoit entré par le Trentin, pour pénétrer dans le Milanès. Le maréchal de Catinat commandoit les troupes de France, sous les ordres du duc de Savoie que les deux rois avoient nommé généralissime.

Eugene force  
le poste de  
Carpi.

1701

Il s'agissoit d'empêcher le passage de l'Adige aux Impériaux. Chose difficile à cause de l'étendue de pays qu'il falloit garder. En effet, le poste de Carpi fut forcé le 9 juillet; & le prince Eugene se vit maître de tout le pays entre l'Adige & l'Adda. Catinat qui recevoit continuellement des échecs, soupçonna le duc de Savoie d'intelligence avec les ennemis. Mais la cour de Versailles, qui rejeta ces soupçons, le rappella, & envoya le maréchal de Villeroy pour le remplacer.

Il défait à  
Chiari le ma-  
réchal de Vil-  
leroy.

Contre l'avis de Catinat, qui n'avoit pas encore quitté l'armée, Villeroy voulut livrer bataille aux ennemis, qui étoient campés à Chiari. L'entreprise étoit téméraire, & quand elle eût réussi, on n'en eût tiré aucun avantage. Les François furent défaits. Cette action se passa le 1 septembre. Le courage que montra le duc de Savoie, parut dissiper les soupçons qu'on avoit formés.

1701

A la mort  
de Jacques II,  
Louis recon-  
noît le prince

Le 16 du même mois, mourut à S. Germain en Laye Jacques II; & Louis XIV reconnut pour roi d'Angleterre le prince de Galles, son fils, qui prit le nom de Jacques III. Il eut

bientôt lieu de se repentir d'une démarche imprudente, qui pouvoit soulever les Anglois contre la France, & qui bien loin d'être utile au jeune prince de Galles, devoit plutôt lui nuire.

de Galles.

Guillaume III s'en applaudit. Il ne douta plus d'obtenir des subsides, lorsqu'il vit les ressentiments de la nation éclater contre un prince étranger, qui prétendoit lui donner un roi. Il représenta cette entreprise comme un attentat, qui intéressoit la religion protestante, la tranquillité présente & future, & la liberté de la nation. Il exagéra la puissance de la maison de Bourbon, qui après s'être affermie sur le trône d'Espagne, entreprendroit de rétablir un prince papiste sur celui d'Angleterre. Il fit craindre que le commerce ne fût ruiné par l'union de la France & de l'Espagne, si on ne se hâtoit de troubler ces deux monarchies & de les abattre, avant qu'elles eussent eu le temps de déployer toutes leurs forces. Enfin il montra dans l'Amérique des conquêtes faciles, & capables de dédommager des frais de la guerre.

Cette démarche offense les Anglois, & Guillaume excite leur ressentiment.

Les deux chambres entrèrent dans ses vues. Jugeant qu'il étoit de leur intérêt de soutenir les droits de la maison d'Autriche, elles ordonnerent qu'on leveroit quarante mille hommes. Le roi ayant encore demandé dix mille hommes pour un débarquement, ils lui furent accordés. Il fut même résolu de ne point faire

Le parlement lui accorde toutes ses demandes.

la paix, jusqu'à ce que la nation eût reçu satisfaction de l'offense que Louis lui avoit faite, en reconnoissant le prétendu prince de Galles.

Mort de Guillaume. Quelc a été sa puissance en Angleterre & en Hollande.  
1702

La saison d'entrer en campagne approchoit; quand le roi Guillaume mourut, le 19 mars. Il avoit régné près de quatorze ans. On a dit qu'il étoit stadhouder d'Angleterre & roi des Provinces-Unies. C'est que le parlement d'Angleterre avoit si fort limité la prérogative royale, que Guillaume n'étoit proprement que le chef d'une république. Quoique les Anglois l'eussent désiré pour maître, ils lui témoignèrent peu de confiance. Ils parurent cesser de l'aimer, & ils lui firent essuyer bien des contradictions. Les Hollandois, au contraire, lui montrèrent toujours le plus grand dévouement. Ils n'oublièrent jamais les services qu'il leur avoit rendus dans la guerre de 1672. Ils portèrent même la reconnoissance jusqu'à lui sacrifier leur liberté: car en 1674, ils déclarèrent en sa faveur le Stadhoudérat héréditaire. Heureusement pour les Provinces-Unies, il ne laissa point de postérité, & elles supprimèrent une dictature, qu'elles avoient eu l'imprudence de rendre perpétuelle. Je vous avois prévenu que les Hollandois vous prouveroient qu'un peuple, jaloux d'être libre, se donne volontiers un maître, quand il se flatte d'être bien gouverné.

La mort de Guillaume ne changea rien aux résolutions qui avoient été prises. Anne, fille de Jacques II, monta sur le trône conformément à l'ordre de succession que le parlement avoit établi. Elle s'écarta d'autant moins du plan de son prédécesseur, qu'elle donna toute sa confiance au duc de Marlborough, qui étant aussi avare qu'ambitieux, avoit besoin des troubles pour s'enrichir & pour s'élever. Grand ministre, grand capitaine, il se vit bientôt à la tête des affaires & des armées. Ce changement dans le gouvernement présageoit à la France une guerre bien plus longue & bien plus ruineuse, que celle que Guillaume eût faite, s'il eût vécu.

Anne qui lui succède, donne sa confiance à Marlborough.





## CHAPITRE II.

*De la Russie jusqu'au commencement  
du dix-huitieme siecle.*

Jusqu'au dix-septieme siecle les Russes ont été barbares.

ON fait suffisamment l'histoire des siècles barbares, quand on fait qu'ils ont été barbares. Dans une ignorance profonde, remplis de préjugés absurdes, livrés à des superstitions grossières; sans arts, sans police, sans mœurs; crœupir dans un lâche repos avec un corps fait pour la fatigue, ou se battre comme des bêtes féroces, & n'apprendre jamais la guerre; tour-à-tour fuir, piller, commettre toute sorte de cruautés; ne compter que sur le nombre, ne connoître ni courage ni vertu; enfin être esclave, sans être soumis: voilà ce qu'ont été les Russes jusqu'au dix-septieme siecle. Il n'importe donc pas de savoir avant cette époque, les événements de ce vaste empire, qui s'étend d'occident en orient environ deux mille lieues. En étudiant la Géographie, Monsieur, ne considérez vous pas quelquefois combien il y a peu de peuples qui méritent d'être

connus, & parmi ces peuples combien peu d'hommes, & parmi ces hommes combien peu de princes. Cela abrège au moins nos études; cependant elles seront bien longues encore, si nous voulons les faire comme il faut. Je ne fais que vous introduire: jugez donc ce qui vous reste à faire, & ne vous croyez pas instruit.

La famille qui regnoit à Moscou, s'étoit éteinte, & la Russie avoit été déchirée par des guerres, lorsqu'en 1613 les Russes eurent enfin la liberté de se choisir un maître. Ils le prirent dans la famille de Romanow, alliée par les femmes aux czars précédents. Michel Féodorowitz, c'est ainsi que ce prince se nommoit, n'avoit que quinze ans, & vivoit avec sa mere, Marie Iconomasie, alors religieuse dans un couvent à Uglits. Marie se refusa d'abord aux vœux de la nation, craignant pour son fils les malheurs du trône; mais elle se rendit lorsqu'un évêque eut assuré avoir eu une révélation qui confirmoit ce choix. Michel fut proclamé & signa une capitulation, par laquelle il promit de protéger la religion, de ne point faire de loix nouvelles, de ne rien changer aux anciennes, & de n'entreprendre point, sans le consentement du sénat, ni de mettre des impôts, ni de faire la guerre, ni de faire la paix. Les Russes, ou plutôt les sénateurs saisirent l'occasion d'avoir quelque part dans le gouver-

Michel Féodorowitz élu czar.

nement. Michel fut fidele à ses promesses. Il mourut en 1645, & laissa le trône à son fils Alexis.

Alexis son  
fils qui a le  
premier con-  
nu l'igno-  
rance des Russes,  
a protégé les  
arts & les  
sciences.

Alexis, surnommé Mikhaelowitz, c'est-à-dire, fils de Michel, n'avoit alors que seize ans. Il s'attira d'abord la haine publique par la conduite des ministres, auxquels il confia l'autorité. Il fut ensuite aimé & respecté, lorsqu'il gouverna par lui-même. Il est le premier czar qui paroisse s'être apperçu de l'ignorance de ses peuples. Il connut qu'il falloit leur donner des loix, des arts & des connoissances. Il favorisa le commerce, il établit quelques manufactures, il fit traduire plusieurs livres qui traitoient des arts & des sciences. Sans égard pour le préjugé, qui défendoit toute communication avec les nations étrangères, il attira des étrangers instruits & laborieux. Il peupla des provinces auparavant désertes. C'est sous son regne que les Russes commencerent à se faire connoître aux principales puissances de l'Europe & de l'Asie: car jusqu'alors ils n'étoient guere connus que des peuples avec qui la guerre les mettoit en relation. Des ambassadeurs Chinois, Persans & autres vinrent à Moscou, & Alexis en envoya pour la premiere fois en France & en Espagne. Il est à remarquer qu'il refusa de recevoir l'envoyé de Cromwel, déclarant qu'il ne reconnoitroit jamais ce prétendu protecteur de l'Angleterre. Il formoit le projet d'avoir des flottes  
sur

sur la mer Noire & sur la mer Caspienne, lorsqu'il mourut en 1676.

Il laissa trois fils, Féodor, Ivan ou Jean & Pierre : tous trois, conformément à l'usage, surnommés Alexfowitz. Le premier âgé de 16 ans monta sur le trône, & regna jusqu'en 1682 qu'il mourut. Il suivit les traces de son père, accueillant les étrangers, protégeant le commerce, les sciences & les arts, & travaillant à réformer les mœurs de ses sujets. On prétend que dans le dessein de n'avoir égard qu'au mérite, il brûla tous les titres des nobles. Mais il étoit trop jeune, il regna trop peu pour produire une révolution.

Féodor, son fils aîné, lui succède, & le prend pour modèle.

De ses deux freres, dont l'un avoit treize ans & l'autre dix, il avoit préféré le cadet pour son successeur, parce qu'Ivan étoit également foible d'esprit & de corps. Or, les czars ont droit ou sont dans l'usage de désigner dans leur famille celui qui doit leur succéder. Pierre fut donc reconnu par les boyars : c'est ainsi qu'on nommoit alors les sénateurs & les principaux de la nation.

Pierre son frere, qu'il désigne son successeur, est reconnu par les boyars.

Sophie, sœur de ces deux princes, s'étoit flattée de regner sous le nom d'Ivan son frere. Cette femme ambitieuse, voyant ses espérances déçues, intrigua. Elle gagna les strélitz, corps de troupes qui pouvoit tout à Moscou,

Jean lui est associé par les strélitz de Sophie, sœur de ces deux princes.

comme autrefois les gardes prétoriennes à Rome. Elle causa de grands troubles. Mais enfin elle fit associer Ivan à Pierre, obtint la régence, & regna.

Sophie, qui a obtenu la régence, & Basile Galluzin, son ministre favori, songent à écarter du trône le czar Pierre.

Sophie se conduisoit par les conseils du prince Basile Galluzin, lithuanien d'origine & de la maison des Jagellons, qui avoient occupé le trône de Pologne pendant près de deux cents ans. N'osant attenter à la vie du czar Pierre, qui étoit cher au peuple, cette princesse & ce ministre songerent à l'écarter au moins du trône. Dans cette vue, ils se hâterent de marier le czar Ivan; & ils se flattoient de conserver toute l'autorité, si ce prince, qui étoit d'une santé foible, laissoit un fils après sa mort.

Mauvaise éducation qu'ils lui donnent.

Cependant ils ne donnoient aucun soin à l'éducation de Pierre; au contraire, ils mettoient auprès de lui de jeunes débauchés, qui le portoit à des excès de liqueurs fortes, capables de ruiner la santé & d'affoiblir l'esprit. Ce jeune prince se livroit à ces excès; la force de son tempérament paroissoit l'y inviter: heureusement cette même force le garantit en partie des maux qu'il se préparoit. Je dis *en partie*: car les débauches de son enfance tourneront en habitude, & fouilleront sa vie.

Entouré de débauchés,

Il y a des ames qui croupissent lâchement dans les vices où elles ont été poussées: ce

n'est pas qu'elles se trouvent bien, c'est qu'elles n'ont pas la force de se mettre mieux. Il y en a d'autres qui font des efforts, & qui se dégagent quelque fois: c'est qu'elles sentent ce qui leur manque. Pierre, dans les excès auxquels il se livroit avec le plus de plaisir, n'étoit pas content. Il cherchoit quelque chose qu'il ne trouvoit pas parmi ses jeunes débauchés: il sentoit un besoin qu'il ne pouvoit pas s'expliquer: il lui falloit un homme vertueux.

---

Pierre s'abandonnoit au vice. Il n'étoit pas content.

Dans les troupes étrangères qui étoient alors au service de la Russie, il y avoit un officier genevois qui se nommoit le Fort. Pierre qui n'avoit encore que onze à douze ans, le remarqua, causa avec lui, le goûta, lui donna un emploi qui l'approchoit de sa personne, & voulut apprendre de lui à faire l'exercice. Plus il connut cet homme sage & éclairé, plus il lui donna sa confiance. Tantôt il faisoit l'exercice avec lui; tantôt il conduisoit avec lui sur un lac une barque, construite comme un vaisseau de guerre; & le Fort ne laissoit pas échapper l'occasion de lui faire comprendre que la vraie maniere de regner n'étoit pas celle des czars.

---

Il fait connoissance avec le Fort qu'il s'attache.

L'empereur Léopold, la république de Venise & la Pologne, alors ligués contre les Turcs, sollicitoient la cour de Moscou à faire

---

Jean Sobieki, allié de l'empereur contre

les Turcs, engage les Russes à faire une diversion en Crimée.

une diversion en Crimée, afin de rappeler de ce côté les Tartares, qui faisoient en Hongrie la principale force de la cavalerie ottomane. Cette négociation n'avançoit point, de sorte que les czars ne prirent part à cette guerre qu'en 1687, lorsque Jean Sobieski eut offert de leur céder en son nom & en celui de la république, toutes ses prétentions sur l'Ukraine & sur le duché de Smolensko.

Boris Gallitzin, ministre de Pierre, éloigne Basile Gallitzin en lui donnant le commandement de l'armée.

Les partisans de Pierre lui avoient donné pour premier ministre Boris Gallitzin, parent & ennemi du favori de Sophie. C'étoit un homme fidele, intégre & zélé. Dans le dessein d'éloigner son rival & d'en rompre toutes les mesures, il lui fit donner le commandement des armées qui devoient agir en Crimée. Basile Gallitzin n'osa refuser, de peur de se rendre suspect.

Mauvais succès de Basile.

La Crimée est cette presqu'île que les anciens ont nommée Chersonese-Taurique. Basile Gallitzin y marcha avec confiance, parce qu'il comptoit sur le nombre de ses troupes; mais ses troupes connurent bientôt qu'elles ne devoient pas avoir la même confiance en leur chef. En effet, il les engagea dans des déserts, où elles ne purent ni agir ni subsister, faute de vivres & de fourrages. Gallitzin rejeta le mauvais succès de cette campagne sur l'hetman ou chef des Cosaques, qui fut déposé & envoyé en Sibérie.

Il y avoit alors en Ukraine, pays des Cosaques, un gentilhomme polonois nommé Mazeppa. Il y étoit arrivé nu & lié sur un cheval fougueux, & à demi-mort de faim & de fatigue. Les Cosaques lui donnerent des secours : il se fixa parmi eux : il se distingua dans les courses qu'ils faisoient contre les Tartares ; & ce fut lui qu'ils choisirent pour hetman ou prince d'Ukraine avec l'agrément de la cour de Moscou. L'aventure qui fit sa fortune & qui devoit faire sa perte, avoit été l'effet de la vengeance d'un seigneur polonois qu'il avoit offensé. Cet homme jouera un rôle dans l'histoire de Pierre Alexiowitz.

---

Mazeppa  
est fait het-  
man d'Ukrai-  
ne.

Il fallut faire de nouveaux préparatifs contre les Tartares. On y employa plus d'un an. Basile Gallitzin n'attendit pas qu'on lui offrit le commandement des troupes. Il le sollicita dans l'espérance de réparer sa honte, & il l'obtint. Il comptoit surprendre Précop, une des principales places de Crimée. Il se trompa, les ennemis furent informés à temps. Après un combat qui ne fut point décisif, il se laissa amuser par une négociation, pendant laquelle les forces des Tartares croissoient, & les siennes diminuoient par le défaut de subsistances. Il fallut donc songer à la retraite, après avoir perdu l'occasion de vaincre. Il fit cependant une relation, où il s'attribuoit des succès : mais il ne put tromper le czar Pierre.

---

Nouvelle  
campagne de  
Basile avec  
aussi peu de  
succès.

On l'accusa même de s'être laissé corrompre par le kan des Tartares.

Sophie conf-  
pire contre  
Pierre qu'elle  
veut faire pé-  
tir.

Ruiné dans l'esprit du czar Pierre, il ne lui restoit que Sophie. Cette princesse partageoit vivement les mortifications de son favori: elle jugeoit que s'il perdoit son crédit, elle perdrait elle-même toute son autorité; & cependant elle ambitionnoit de partager le trône avec lui. Impatiente d'assouvir sa passion, elle ne voulut pas laisser à son frere le temps de se saisir des rênes du gouvernement, & elle en médita la mort.

La conspira-  
tion est décou-  
verte, & So-  
phie est en-  
fermée.

Elle avoit gagné Tekelavitaw, chef des strélitz. Déjà six cents de ces soldats, conduits par ce perfide, marchèrent la nuit au château de Bebrackensko, où Pierre étoit depuis quelques jours sans aucune défiance. Heureusement deux strélitz, qui eurent horreur de ce crime, se déroberent, & coururent par des chemins détournés avertir le czar. Ce prince eut le temps de se sauver; & toute sa cour le suivit dans le monastère de la Trinité, où il se réfugia. Aussitôt il envoya des lettres à Moscou pour inviter les boyars, les sénateurs & les strélitz, qui n'avoient pas rempé dans la conspiration, à se rendre auprès de lui. La noblesse, le peuple, les soldats, tout le monde accourut: tous volèrent à la défense de leur prince. Il ne restoit plus

qu'à punir les coupables. Tekelavitaw périt sur la roue. On enferma Sophie dans un couvent. Basile Gallitzin fut exilé à Kargapol pour y vivre & mourir dans la misère. Son fils & ses plus proches parents, suivant la coutume de ce pays barbare, furent enveloppés dans sa disgrâce, & le suivirent dans son exil.

Pierre regnoit enfin, c'est-à-dire, qu'il étoit le maître d'un vaste empire : mais cette manière de regner ne le contentoit pas. Il portoit envie aux souverains, qui commandoient à des hommes dans de petits états. Tout étoit à créer pour lui ; il se flatta de créer.

Le czar Pierre se proposa de policer les Russes.

Cependant les préjugés, sur tout lorsqu'ils tiennent aux mœurs, sont difficiles à détruire. Il semble que ce ne puisse être que l'ouvrage du temps, & qu'une autorité absolue, telle que celle du czar, devoit même échouer. Aussi se proposa-t-il de tenter la réforme de ses peuples, moins par la force des loix, que par son exemple. C'est en effet par des exemples que les souverains peuvent changer facilement les mœurs d'une nation ; & ils ne les changent que trop facilement, quand ils en donnent de mauvais.

Occupé de ses vastes projets, le czar s'en entretenoit souvent avec le Fort, le seul hom-

Il est tambour dans une con-

Compagnie que le  
Fort a levée.

me qui pût en effet lui donner des lumières & contribuer au succès de ses desseins. Il lui ordonna de former une compagnie de cinquante hommes, afin d'avoir d'abord un modele, pour former ensuite le reste de ses troupes.

Peu de jours après, le Fort parut à la tête de cette compagnie, presque toute composée d'étrangers. Il lui fit faire l'exercice sous les fenêtres du czar, qui ne s'étoit pas attendu à jouir si tôt de ce spectacle. Ce prince, enchanté, voulut servir dans cette compagnie; & ayant été fait tambour, il en prit l'habit, & battit la caisse. Il resta quelque temps dans cet emploi, vivant de sa paye, couchant sous une tente, & déclarant à son capitaine qu'il ne vouloit avancer de grade en grade, qu'autant qu'il le mériteroit. Il tint parole. C'est ainsi que Pierre descendoit du trône, pour donner à ses sujets l'exemple de la subordination & de la discipline.

Cette compagnie devient  
un régiment  
& une école.

La compagnie de le Fort devint bientôt un régiment de plusieurs bataillons. Ce fut l'école d'où l'on tiroit les meilleurs sujets pour former d'autres troupes: & dans la vue de hâter les progrès de la discipline militaire, le czar assigna des sommes considérables en Hollande, en Angleterre & à Geneve, pour les officiers qui voudroient passer à son service. Cependant

le désordre de ses finances étoit un obstacle à l'exécution de ses desseins. Il y pourvut & remédia aux abus que le Fort lui fit connoître.

Vers ce temps commença la fortune d'Alexandre Mentzikof, que Pierre éleva dans la suite aux premiers emplois. C'étoit un garçon patissier, né de pauvres paysans sur les bords du Volga. Un jour qu'il passoit dans les rues de Moscou, en ciant ses petits-pâtés; le czar qui étoit à table, eut la curiosité de le faire appeller. Il lui trouva de la physionomie: il l'interrogea, il fut content de ses réponses, & il le mit aussitôt dans la compagnie de le Fort, auquel il le recommanda. Mentzikof ne tarda pas à se distinguer, & dans peu d'années il acquit la confiance de son maître.

---

Commencement de la fortune de Mentzikof qui entre dans cette compagnie.

Depuis les mauvais succès de Basile Galitzin, la cour de Moscou ne paroissoit plus penser à la Tartarie. Les troubles dont elle avoit été agitée, & les soins dont s'étoit occupé le czar, n'avoient pas permis de s'engager dans une guerre, qui demandoit de grands préparatifs. Les Turcs furent tirer parti de cette inaction. Ils persuaderent aux Polonois qu'elle étoit l'effet d'une négociation secrète; que le czar étoit au moment de faire la paix avec la Porte; & qu'il se proposoit de déclarer la guerre à la Pologne. Les Tartares de leur côté em-

---

Méintelligence entre la Pologne & la Russie.

ployoient de semblables moyens, pour rendre les Polonois suspects aux Russes.

Elle empê-  
che ces deux  
couronnes de  
donner des se-  
cours à l'em-  
pereur contre  
les Turcs.

Ces intrigues semerent la méfiance parmi les alliés. La république de Pologne craignant quelque entreprise de la part de la Russie, ne donna plus les mêmes secours à l'empereur; & le czar ne vouloit pas recommencer la guerre contre les Tartares, dans une conjoncture où il croyoit devoir se méfier des Polonois. Cependant les Turcs assembloient toutes leurs forces en Hongrie, & ne craignoient point de diversion; lorsque le baron de Curtz, que Léopold envoya à Varsovie & à Moscou, dissipa tous les soupçons, & déterminâ le czar à reprendre les armes.

Les soupçons  
ayant été dissi-  
pés, Pierre fait  
le siege d'A-  
soph.

Pierre se proposa la conquête d'Asoph. Cette ville, située sur la rive gauche du Don, autrefois nommé Tanais, devoit lui servir de rempart contre les Turcs; & comme elle le rendoit maître des Palus Méotides, il pouvoit encore porter l'effroi jusques dans Constantinople. Mais il falloit des vaisseaux, & les Russes savoient à peine construire des barques. Le czar néanmoins ne désespéra pas d'avoir une flotte; il y fit travailler des étrangers à Woronesch, ville située sur la Woronesch, riviere profonde, qui se jette dans le Don, & qui est entourée de grandes forêts.

Impatient de commencer la guerre, il n'attendit pas que ses vaisseaux fussent construits;

il ouvrit la campagne au commencement de 1695, & mit le siege devant Afoph; ou plutôt il y servit sous les ordres du général Schéremétov, car il n'étoit encore que colonel d'un régiment. Mentzikof se voyoit déjà dans la plus grande faveur. Compagnon des plaisirs & des débauches de son maître, il eut assez de crédit pour faire répudier la czarine qui lui reprochoit sa conduite. Cette princesse, qui avoit donné un fils au czar, fut enfermée dans un couvent.

Les secours qu'Asoph recevoit par l'embouchure du Don, ne permirent pas de se rendre maître de cette place. Après la prise de quelques forts, le czar mit ses troupes en quartier d'hiver. Il se rendit ensuite à Voronesch, pour hâter la construction de ses vaisseaux; & il lui arriva des ingénieurs qu'il avoit demandés à l'empereur, à l'électeur de Brandebourg & aux États-Généraux.

---

Il construisit  
une flotte.

L'année suivante, sa flotte mit à la voile sous les ordres de le Fort, grand-amiral. Quoiqu'elle ne fût composée que de deux petits vaisseaux de guerre & de quelques bateaux longs, elle ferma l'embouchure du Don aux ennemis, & Asoph, ne recevant plus de secours, fut forcée de capituler. Pierre fit fortifier cette place sur les dessins des ingénieurs étrangers qu'il avoit avec lui. Au mois

---

1696  
Asoph capi-  
tule.

de janvier de cette même année, mourut le czar Ivan. Quoique ce prince fût foible ; il fut toujours résister à toutes les intrigues, qu'on mit en œuvre pour l'opposer à son frere.

Entrée triom-  
phante de  
l'armée.

Pierre voulant exciter l'émulation des soldats, & les attacher de plus en plus à la discipline, fit tout préparer pour une entrée triomphante. L'armée s'étant rassemblée à un mille de Moscou, les généraux à la tête des corps qu'ils avoient commandés, entrerent au son des instruments & des voix qui chantoient leurs louanges. Mais le czar, qui n'étoit pas général encore, resta confondu dans la foule: il n'en fut que plus remarqué.

Nouveaux  
succès, nou-  
velle conspi-  
ration de So-  
phie, elle est  
découverte.

En 1697, la prise de Précop, précédée de deux victoires, donna lieu à de nouvelles jouissances. Cependant Sophie, du fond de son couvent, traioit une nouvelle conspiration. Elle animoit les boyars & les strélitz contre la réforme, en se prévalant de leurs préjugés. Les Russes voyoient avec indignation, que Pierre eût ordonné à plusieurs personnes de sa cour de voyager dans les pays étrangers, & qu'il eût résolu de faire lui même de pareils voyages. Ils étoient sur-tout offensés du bruit qui couroit, qu'on vouloit les forcer à couper leur barbe, ce qu'ils regardoient comme le plus grand affront qu'on leur pût faire. Voilà les principaux motifs d'un parti, qui se proposoit de mettre Sophie sur le trône, après

avoir assassiné le czar. La conspiration fut découverte. Pierre punit les plus coupables, & ménagea néanmoins le sang de sa sœur, se contentant de la faire observer de plus près.

Des victoires, des places fortifiées, une flotte & une armée, commandée par le général Schem, prussien, défendoient suffisamment les frontieres contre les Tartares, à qui la Porte ne pouvoit plus envoyer de secours: car les Turcs avoient besoin de toutes leurs forces contre les Vénitiens & contre les Impériaux, qui avoient eu de grands avantages sur eux. Les trésors du grand - seigneur étoient épuisés, & ses provinces dépeuplées étoient encore ravagées par la peste. Rien n'étant donc à craindre au dehors pour la Russie, & la conspiration, découverte & dissipée, assurant la tranquillité au dedans, le czar crut avoir trouvé le moment de voyager pour étudier les usages, les mœurs, les loix & les arts des peuples policés de l'Europe. Il prit néanmoins toutes les précautions nécessaires pour prévenir de nouveaux troubles, Il fit partir pour différents voyages les seigneurs qu'il jugea les plus capables de remuer, & leur prescrivit le genre d'étude auquel ils devoient s'appliquer. Il écarta les stréltz, qu'il répandit sur les frontieres de Lithuanie, afin d'appuyer le parti d'Auguste, électeur de Saxe, contre celui du prince de Conti. Ces deux princes avoient été

Après avoir pourvu à la sûreté de ses états, le czar se prépare à voyager, l'année qu'Auguste, électeur de Saxe, & le prince de Conti avoient été élus rois de Pologne.

1697

élus rois de Pologne le même jour au mois de juin. Il laissa, sous les ordres du général Gordon, écossais, le corps de ses gardes pour veiller à la sûreté de Moscou. Ces troupes, qui étoient originaires de la compagnie de le Fort, sont ce qu'il avoit de mieux discipliné. Presque toutes composées d'étrangers, elles montoient alors au delà de douze mille hommes. Enfin il confia la régence à Léon Nariskni son oncle, à Boris Gallitzin & au boyar Procoroski.

Il part confondu dans la suite de ses ambassadeurs

Après avoir fait toutes ces dispositions, il sortit de ses états, confondu dans la suite de ses ambassadeurs, l'amiral le Fort, Alexis Gallovin, gouverneur de Sibérie, & Vonitsin, diak ou secrétaire d'état. Mentzikof, son favori, qu'il avoit fait chambellan, le suivit. On remarquoit encore dans cette ambassade le fils du roi de Géorgie, qui ayant été détrôné par ses sujets, avoit cherché un asyle & des secours en Russie.

Il est nécon-  
tent du gou-  
verneur de  
Riga.

L'ambassade, accompagnée d'un grand cortège, prit sa route par l'Estonie & par la Livonie, provinces qui étoient alors à la Suede, & qui avoient été long-temps un sujet de guerre entre les Russes, les Suédois & les Polonois. Le comte de Dahlberg, gouverneur de Riga, capitale de Livonie, fit recevoir les ambassadeurs avec distinction : mais il ne leur fit point

de visite, sous prétexte qu'ils n'étoient pas envoyés à son maître. Il trouva même fort mauvais que le czar voulût visiter les fortifications de cette ville. Quoique ce gouverneur n'eût pas tort, Pierre affecta de croire qu'on lui avoit manqué.

L'ambassade, ayant traversé la Curlande, se rendit dans la Prusse-Brandebourgeoise. Frédéric III, électeur de Brandebourg, qui étoit alors à Kœnigsberg, la reçut avec un faste qu'il aimoit & qui le ruinoit. Ce faste n'étoit pas du goût du czar. Mais on buvoit à cette cour, comme on buvoit alors dans toutes les cours d'Allemagne; & quoique dans le vin Pierre fût sujet à des emportemens, il ne savoit pas résister à une passion, que l'éducation lui avoit donnée. Dans un de ces repas où il avoit bu avec excès, il tira l'épée contre le Fort. Il est vrai que, revenu à lui, il demanda pardon à son favori. *Je veux, disoit-il, réformer mes peuples, & je ne puis pas me réformer moi-même!* Vous voyez, Monseigneur, la vérité de ce que je vous répète souvent. Il est un temps où il n'est presque plus possible de se corriger; & ce temps vient bien vite. En effet, Pierre qui n'avoit alors que vingt-cinq ans, s'étoit déjà reproché bien des fois de ne pouvoir pas se corriger. Il se le reprochera encore.

Le czar eut sans cérémonie quelques conférences secrètes avec l'électeur de Brandebourg.

Il tira dans le vin l'épée contre le Fort.

Il arrive à Amsterdam.

Il partit ensuite pour Dantzick. Mais impatient de voir la Hollande, il devança ses ambassadeurs, & il se rendit à Amsterdam quinze jours avant eux.

Il va à Sardam apprendre la construction des vaisseaux.

A deux lieues de cette ville est Sardam, gros village, peuplé, riche, où l'on construisoit alors beaucoup de vaisseaux. Sardam méritoit sa curiosité. Il y vint vêtu en pilote, comme un artisan qui cherche de l'ouvrage, ou plutôt comme un paysan qui veut apprendre un métier. Il se fit inscrire dans le rôle des charpentiers sous le nom de Pierre Michaelof. On l'appelloit communément *Peterbas*, c'est-à-dire, maître Pierre. Il travailloit comme les autres ouvriers: il vivoit des mêmes nourritures. Quand on sut que *Peterbas* étoit le czar, les ouvriers voulurent le traiter avec respect: mais ce n'étoit pas lui faire la cour: il fallut continuer de l'appeller *Peterbas*, & de le traiter en compagnon. Il apprit la construction de toutes les parties d'un vaisseau: il devint excellent charpentier, bon pilote; il prit quelque connoissance de géométrie, & il fit un vaisseau de soixante pièces de canon.

Il passe en Angleterre pour y puiser de nouvelles connoissances.

Ne pouvant guere apprendre en Hollande que la pratique de ces choses, il desiroit d'aller en Angleterre pour en approfondir la théorie. Le roi Guillaume qu'il vit à la Haye, & qu'il vit sans cérémonie, lui donna son yacht & deux vaisseaux de guerre pour passer à Londres. Le

czar

czar y vécut comme dans le village de Sardam. Il se perfectionna dans les mathématiques: il construisit, suivant la méthode angloïse, un vaisseau, qui fut un des meilleurs voiliers: il donna son attention à tous les métiers, à tous les arts, il en démêla jusqu'aux plus petits détails: il étudia l'astronomie, la physique, l'anatomie, il fit même des opérations de chirurgie.

Il engageoit à son service des officiers, des mathématiciens, des ingénieurs, des matelots, des artisans de toute espece. Il savoit les choisir lui-même. C'est ainsi qu'il faisoit passer en Russie les arts de l'Angleterre & de la Hollande. Schérémétof, son ambassadeur en Italie, parcouroit, dans le même dessein, toutes les principales villes. Le czar au reste avoit grand besoin de transporter des étrangers instruits dans ses états: car excepté le prince Sibirski, qui étoit son émule, les autres Russes profiterent peu de leurs voyages. Un comte Gollovin, dont Pierre estimoit la valeur, passa quatre ans à Venise à fumer sans sortir de sa chambre, de peur de voir & d'apprendre quelque chose.

La France n'entroit point encore dans le plan des voyages du czar, parce qu'il s'étoit déclaré contre le parti du prince de Conti. Il alla à Vienne pour étudier la discipline militaire des Allemands, & pour se concerter avec

Il engage à son service des étrangers instruits.

Il étoit à Vienne, lorsqu'il apprend la révolte des Strélitz.

l'empereur contre le Turc, leur ennemi commun. Il étoit sur le point de passer à Venise, lorsqu'il apprit que les strélitz s'étoient révoltés.

Causes de ce  
soulèvement.

Ce n'étoit pas sans murmures que les Russes avoient vu leur souverain aller, hors de ses états, chercher des connoissances & de nouveaux usages. Ils se rappelloient la loi qui défendoit à leurs peres tout commerce avec les autres nations. Ils voyoient qu'on alloit proscrire leur barbe & leur robe longue; & ce qui les scandalisoit encore, c'est la permission que le czar avoit donné à des Anglois de débiter du tabac en Russie: car l'église russe en condamnoit l'usage comme un péché. Ceux des boyars, qui avoient les mêmes préjugés que le peuple, & ceux même qui ne les avoient pas, entretenoient ce mécontentement général; parce qu'ils voyoient avec chagrin que des étrangers leur enlevoient tous les emplois.

Il arrive à  
Moscou lorsqu'  
les strélitz  
avoient été  
défaits.

Cette disposition des esprits donna de nouvelles espérances à la princesse Sophie; & ses partisans répandirent tous les bruits, capables d'armer la superstition contre le souverain légitime. Cependant le peuple de Moscou, contenu par les troupes étrangères, n'osoit remuer. Mais les strélitz, répandus sur les frontieres de la Lithuanie, s'étoient rassemblés; & ils marchoiert vers la capitale, conduits par les poppas ou prêtres, qui les avoient excités à

la révolte. Les généraux Shein & Gordon, qui marcherent au devant d'eux, les défirent à quinze lieues de Moscou. Pierrè arriva pour punir. Les châtimens furent terribles. Plus de deux mille strélitz furent exécutés à mort. Il dispersa les autres dans les provinces désertes de son empire, & il abolit presque jusqu'au nom de ce corps redoutable.

Comme les bourreaux ne pouvoient pas suffire à tant d'exécutions, le czar avoit ordonné que chaque juge seroit l'exécuteur de sa sentence. Il abattit lui-même quatre-vingts têtes. Les seigneurs de sa cour en couperent sans répugnance; & le Fort n'obtint qu'avec peine la permission de n'en pas couper. Quand on emploie de pareils moyens pour policer des peuples, il faut qu'ils soient bien loin encore de pouvoir être policés, & qu'on ait bien besoin de se policer soi-même.

Peu de temps après ces exécutions, au mois de mars 1699, mourut à Moscou l'amiral le Fort. Le czar fut vivement sensible à cette perte. A qui donnerai-je désormais ma confiance, s'écrioit il, en répandant des larmes? j'ai perdu le meilleur ami. Il lui rendit les devoirs funèbres avec une pompe, qui prouva le cas qu'il faisoit de cet homme vertueux. Il le regrettoit d'autant plus, qu'il le perdoit précisément dans le temps où il lui auroit été le plus nécessaire: car il commençoit alors à s'appliquer principa-

---

Exécution  
barbare.

---

1699  
Regrets du  
czar à la mort  
de le Fort. Ses  
soins pour ac-  
coutumer ses  
troupes à la  
discipline.

lement à la réforme de son peuple. Dans la vue d'accoutumer les boyars à passer par tous les grades, il n'étoit encore que lieutenant dans un régiment; & il venoit de se faire mouffe, pour commencer l'apprentissage de matelot. Il n'étoit pas possible de se refuser à la discipline, dont le souverain donnoit l'exemple. Des régiments russes se formerent sur le modele des Allemands, dont ils prirent l'exercice, & les habits courts & uniformes: en même temps des Anglois & des Hollandois préparoient tout à Voronesch pour la construction d'une flotte; & l'ingénieur Petri, que le czar avoit amené de Londres, travailloit à la communication du Tanais avec le Volga.

Pourquoi il  
proscrit les  
barbes & les  
habits longs.

Tout en Russie paroissoit prendre une nouvelle vie, mais c'étoit plutôt par le concours des étrangers, que par l'empressement des Russes à se prêter aux vues du czar. Ceux ci s'attachoient à leurs usages, par la haine qu'ils avoient toujours conçue pour les autres nations; & la différence des vêtements contribuoit à entretenir cette haine. Pierre jugea qu'il seroit avantageux qu'on ne pût pas distinguer à l'habillement un Russe d'un étranger. Voilà pourquoi il proscrivit les barbes & les habits longs. La cour obéit: il n'en fut pas de même du peuple. Il fallut mettre une taxe sur les habits longs & sur les barbes, & couper la re-

be & la barbe à ceux qui ne vouloient pas payer.

Les Russes avoient emprunté quelques coutumes des peuples de l'Asie. Les mariages s'y faisoient comme en Turquie & en Perse, où l'on ne voit celle qu'on épouse, qu'après que le contrat est signé. Pierre abolit cet usage. Afin d'adoucir les mœurs de ses sujets, il établit des assemblées, où les meres conduisoient leurs filles & où les hommes étoient obligés de se trouver. Il leur apprit comment ils devoient s'y comporter, & il leur dicta les loix de la bienfiance & de la politesse. Enfin voulant donner de l'émulation à sa noblesse, il institua l'ordre de S. André.

Il accoutume la noblesse à la bienfiance, & institue l'ordre de S. André pour lui donner de l'émulation.

Il crut devoir s'occuper encore de la réforme du clergé. Le patriarche, riche & puissant, avoit souvent abusé de son pouvoir. Les évêques s'étoient arrogé le droit du glaive : & les poppas, toujours ignorants & souvent vicieux, entretenoient les superstitions & les vices du peuple. Le patriarche Adrien étant mort, Pierre abolit le patriarcat. Il établit un synode, pour veiller à la discipline ecclésiastique & à tout ce qui concerne la religion ; & ce synode le reconnut pour juge suprême. Ainsi, sans prendre le titre de chef de l'église, il le devint en effet.

Il travaille à la réforme du clergé.

Les prêtres séculiers se marient en Russie : il faut même qu'ils se marient au moins une

il défend d'entrer dans.

les ordres monastiques avant l'âge de 50 ans.

fois, & les moines seuls sont obligés au célibat. Afin que ce célibat fût moins nuisible à la population du pays déjà trop dépeuplé, le czar ordonna qu'on n'entreroit dans les cloîtres qu'à l'âge de cinquante ans. Ses successeurs n'ont pas sans doute jugé ce règlement aussi nécessaire, puisqu'ils n'y ont pas tenu la main.

Il ordonne de commencer l'année au 1. janvier.

Les Russes commençoient l'année au premier septembre. Pierre ordonna qu'elle commenceroit au premier janvier; & ce changement fut célébré par un jubilé au mois de janvier 1700. Le czar n'adopta pas la correction du calendrier, faite en 1582 par le pape Grégoire XIII, parce qu'allois les Anglois la rejetoient. Depuis, les Anglois & tous les Protestants l'ont adoptée. Aujourd'hui les Russes s'en tiennent seuls au vieux style, & quand ils comptent le premier janvier, nous comptons le onze.

Il fait avec les Turcs une trêve de 30 ans.

Par le traité de Carlowitz, du 26 janvier 1699, la république de Pologne, l'empereur & les Vénitiens, avoient fait une paix avantageuse, & imposé des conditions dures à la Porte ottomane. Mais, quoique le czar Pierre restât maître d'Asoph, place importante qui pouvoit donner l'empire de la mer Noire, il n'avoit obtenu qu'une trêve de deux ans, & il se voyoit en danger d'avoir à soutenir seul toutes les forces du grand-seigneur. Il ouvrit

donc une nouvelle négociation, & il obtint une trêve de trente ans : n'ayant alors plus rien à craindre de ce côté, il s'occupa des projets qu'il formoit sur la mer Baltique.

Le commerce par mer avec la Russie ne se faisoit que par Archangel. Il falloit tourner la Norwege, la Laponie, & entrer dans la mer Blanche qui étoit gelée la plus grande partie de l'année. Si, par conséquent, le czar vouloit s'ouvrir un commerce plus facile, il lui importoit d'avoir des ports sur la mer Baltique : or, il n'en pouvoit pas avoir, s'il ne conquéroit pas des provinces sur les Suédois. Il est vrai que la conjoncture paroïssoit favorable ; car le jeune roi, qui étoit sur le trône de Suede, donnoit de lui des idées peu favorables. Pierre fit une ligue avec les rois de Danemarck & de Pologne, & ces trois princes projeterent d'enlever à la Suede toutes les provinces qu'elle possédoit au delà de son continent.

Il me semble que le czar voulant civiliser ses peuples, auroit dû se mêler moins dans les querelles de l'Europe. Il est vrai que pour avoir un commerce plus libre avec l'étranger, il avoit besoin d'acquérir des ports sur la mer Baltique : mais avant de penser à ce commerce, il falloit s'occuper des moyens de faire fleurir l'agriculture, & achever de policer ses peuples. Or, une trop grande communication avec l'Europe étoit moins propre à policer les Russes, qu'à

Il s'allie de la Pologne & du Danemarck contre la Suede.

Le czar paroît s'être trompé sur les moyens propres à civiliser ses peuples.

---

leur faire prendre les vices des nations policées.

Il avoit encore mal pourvu à sa sûreté en abolissant jusqu'au nom des strélitz. Il devoit prévoir que la nouvelle garde qu'il avoit créée, s'arrogeroit le même pouvoir, & en abuseroit également ; & penser qu'un prince n'est jamais plus puissant, que lorsqu'il n'a pas besoin de gardes pour être obéi. C'est donc le despotisme qu'il devoit abolir : il falloit apprendre aux Russes à se donner des loix. Le czar n'y a pas pensé.

Il auroit pu observer dans l'histoire les avantages & les vices des différents gouvernements, & c'est ainsi qu'il pouvoit chercher à s'instruire. Les nations de l'Europe, mal gouvernées & corrompues, ne pouvoient que le jeter dans l'erreur. Leur politesse & leurs arts n'étoient pas ce qu'il falloit aux Russes. S'il y eût eu quelque part un pays bien gouverné, je conviens qu'il eût été plus court de l'étudier. Le czar eût donc bien fait d'y aller, & les autres princes de l'Europe auroient dû y voyager à son exemple.





## CHAPITRE III.

*De la Suede, du Danemarck & de la Pologne jusqu'à la fin du dix-septieme siecle.*

---

CHRISTINE, fille unique du grand Gustave, monta sur le trône à l'âge de six ans, en 1632. Elle montra de bonne heure une passion singuliere pour l'étude. Elle passoit les jours & les nuits à lire : & il n'y avoit point de sciences qu'elle ne voulût dévorer. Les savants en parloient comme d'un prodige de savoir : mais les savants parloient d'une reine. Ils admiroient qu'elle eût appris jusqu'à huit langues, & qu'elle les parlât presque toutes avec la même facilité. Il me semble cependant qu'un esprit, fait pour les vraies connoissances, doit apprendre moins de mots. J'ajouterai même que jamais homme n'a su huit langues également bien, quoiqu'on en puisse savoir un plus grand nombre également mal. C'est même assez d'en savoir une, si savoir c'est entendre & parler avec goût : dans ce sens, on ne fait bien

---

Passion de  
Christine pour  
l'étude,

que sa langue, encore faut-il l'avoir beaucoup étudiée.

& pour les savants.

Christine recherchoit les savants avec la même passion, qu'elle cultivoit les sciences. Elle auroit voulu les attirer dans ses états, ou du moins elle vouloit être en commerce de lettres avec eux. Dans la liste néanmoins de ceux qui ont mérité son attention, on trouveroit bien des noms aujourd'hui inconnus. Quoi qu'il en soit, son goût vif pour l'étude fut jugé d'un bon augure, parce qu'on présuma qu'elle n'oublieroit pas d'apprendre la science de regner.

Cette passion lui fit désirer le repos, & hâta la conclusion du traité de Westphalie.

Déclarée majeure à seize ans, elle gouverna par elle-même, assistant à tous les conseils, travaillant avec ses ministres, donnant audience à ceux des cours étrangères, lisant elle-même les dépêches de ses ambassadeurs, ou s'en faisant faire au moins le rapport. Cependant elle ne renonçoit pas à ses études favorites. Il est vraisemblable qu'elle regrettoit les moments qu'elle étoit obligée de leur dérober. Son goût pour les lettres lui faisoit désirer le repos; & elle vouloit la fin d'une guerre, qui ne lui permettoit pas de prodiguer ses bienfaits aux savants. Elle hâta donc la conclusion du traité de Westphalie. Sans ses ordres absolus, ses deux plénipotentiaires ne se seroient jamais accordés, & le chancelier Oxenstiern auroit fait durer la guerre.

La paix donnée à l'Europe est la plus belle partie de la vie de Christine : mais cette princesse ne fournit pas long-temps la réputation qu'elle venoit d'acquérir ; parce qu'avec beaucoup de ce qu'on appelle esprit, elle avoit tous les caprices d'une tête mal faite, qui se pique de philosophie, & ses caprices ruinoient l'état. Les finances se dissipoient en livres, en tableaux, en statues, en meubles, en bijoux ; en profusions faites sans discernement aux étrangers, qu'elle attiroit auprès d'elle ; en ballets, en fêtes, en magnificences de toute espece. On voyoit à sa cour, qu'elle vouloit rendre une des plus brillantes, des favoris qu'elle avoit enrichis, en aliénant les domaines de la couronne ; des jeunes gens sans capacité, qui occupoient les premières charges à l'exclusion des anciens sénateurs ; & parmi quelques hommes de mérite, beaucoup de pédants hérissés de grec & de latin. Elle paroissoit regner pour ses fantaisies, plutôt que pour ses peuples. Cependant le trésor se trouvoit épuisé, on n'acquiesoit pas les dettes contractées pendant la guerre : les troupes étoient mal payées, & la marine mal entretenue.

La conduite de Christine excita des murmures. Les grands & le peuple commençoient à se lasser de son gouvernement, & elle se lassa elle-même de regner. Embarrassée des rênes qu'elle tenoit mal, elle étoit encore vive-

---

Ses profusions.

---

Ses peuples se lassent de son gouvernement, & elle se dégoûte de regner.

ment sollicitée à s'engager dans de nouvelles chaînes: la nation demandoit qu'elle se mariât. Mais le célibat, dans une vie privée, lui paroissoit préférable à la couronne; parce qu'elle ne soupairoit qu'après le moment, où elle pourroit s'occuper sans contrainte des sciences qu'elle croyoit avoir apprises. Il y avoit d'ailleurs entre les ordres de l'état des sujets de dissention, qui lui faisoient craindre de ne pas jouir d'un regne assez tranquille. Enfin elle étoit dégoûtée du climat de Suede, & elle desiroit de vivre sous un plus beau ciel. Elle étoit donc malheureuse sur le trône, & elle demandoit souvent en quoi consiste le bonheur. Ses savants auroient pu lui répondre, à regner autrement que vous ne faites: mais ils disertoient, & se perdoient en raisonnemens; comme ces philosophes grecs, qui cherchoient le bonheur dans des siècles où toute la Grece étoit misérable.

-----  
 Voulant vivre  
 dans le céli-  
 bat, elle desi-  
 gne pour son  
 successeur  
 Charles Gus-  
 tave.

Dans les états assemblés, en 1650, Christine fit connoître pour son successeur Charles Gustave, fils de Jean Casimir comte Palatin du Rhin, & de Catherine fille de Charles IX, & sœur du grand Gustave. C'est ce prince que nous avons vu, à la tête des troupes suédoises, assiéger Prague en 1684. Il s'étoit flatté d'épouser la reine de Suede: mais elle avoit toujours éludé, & par sa dernière disposition, el-

le paroïssoit avoir ôté à ses sujets tout prétexte d'exiger qu'elle se mariât.

Charles-Gustave se conduisit avec toute la circonspection possible, vivant à la campagne, venant rarement à la cour, & paroissant moins desirer de regner, à mesure qu'il approchoit plus du trône. Cependant il gaignoit l'affection des peuples, & les grands s'attachoient à lui. On continuoit donc de presser Christine à choisir un époux : c'étoit lui dire de se donner un maître dans Charles-Gustave.

Cependant on la presse de choisir un époux.

Ce fut alors qu'elle déclara le dessein, qu'elle formoit d'abdiquer depuis quelque temps. Elle chargea le grand maréchal & le chancelier de faire connoître sa résolution au prince Palatin, qui les chargea lui-même de l'engager à conserver la couronne. Peut-être que considérant combien l'état étoit obéré, il ne refusoit qu'afin de ne pas traiter avec la reine, qui auroit pu se réserver de trop grands revenus & de trop grands droits. Dans la supposition qu'elle vouloit sincèrement abdiquer, il aimoit mieux attendre qu'elle eût déposé la couronne entre les mains des états. Le caractère de cette princesse & le mécontentement général de la nation pouvoient lui faire prévoir qu'elle seroit forcée à prendre tôt ou tard ce parti; & alors il étoit assuré d'obtenir le trône à des conditions moins désavantageuses.

Alors elle déclare qu'elle veut abdiquer & Gustave l'invite à conserver le couronne.

Le sénat lui  
fait la même  
invitation &  
elle s'y rend à  
condition  
qu'on ne lui  
parlera plus  
de mariage.

Ce refus ne parut pas avoir fait changer le dessein que la reine avoit pris. Elle vint au sénat le 25 octobre 1651, & déclara sa volonté ferme & irrévocable l'abdiquer entre les mains du prince Palatin. Il est naturel d'opposer de la résistance à une pareille proposition. On ne fait jamais, si elle est bien sincère: elle pourroit n'être qu'un piège, & on craindroit d'avoir mal fait sa cour, si on paroissoit l'accepter trop facilement. Les sénateurs s'y refuserent donc. Ils sollicitèrent vivement Christine à ne pas abandonner les rênes du gouvernement; & ils firent bien, puisqu'elle se rendit à leurs prières. Elle mit seulement pour condition qu'on ne lui parleroit plus de mariage, ce qui lui fut accordé.

Michon, son  
médecin, la  
dégouta des  
sciences.

Vers ce temps, un nouveau favori la dégouta tout-à fait des sciences: c'étoit un nommé Michon, médecin françois, qui se faisoit appeller Bourdelot du nom de sa mere; parce que Bourdelot, son oncle maternel, avoit commenté du grec & du latin, & qu'un nom de commentateur étoit un titre dans cette cour: ignorant, même dans son métier, il crut donc qu'avec le nom de Bourdelot, il seroit bien accueilli. Il ne se trompa pas. Il eut en effet toute la confiance de Christine. Alors il lui persuada que les maladies, auxquelles elle étoit sujette, venoient uniquement de sa grande application à l'étude & aux affaires; & qu'elle rétablirait sa

tanté, lorsqu'elle ne s'occupoit que d'amusements & de plaisirs. Il jeta des ridicules sur les savants qui n'y prêtoient que trop; & il n'oublia pas de lui dire que les François méprisoient les femmes qui vouloient paroître savantes. Alors la reine laissa ses livres, reçut froidement les savants, ou même les écarta.

Bourdelot, vain, insolent & railleur, eut bientôt pour ennemis, les médecins, les gens de lettres & les grands, qui se voyoient obligés de faire la cour à un étranger, sans nom & sans mérite. Christine n'en fut que plus prévenue pour son favori. Elle en parloit comme du plus grand homme en tout genre. Elle le consultoit sur les affaires d'état: elle en raffoloit au point, que dans ses maladies, elle feignoit de se bien porter; ne voulant pas qu'on crût qu'elle pût être malade, tant qu'elle auroit un si grand médecin.

Cependant Antonio Pimentel, envoyé d'Espagne, supplanta ce favori. Bourdelot ne fut plus qu'un homme fort commun, un mauvais médecin, & on le renvoya. Le ministre espagnol avoit gagné la confiance de la reine par des flatteries. Il leuoit son esprit, ses connoissances, l'éclat de sa majesté; & il lui avoit rendu tout son goût pour les sciences.

La légèreté de Christine indisposoit de plus en plus les Suédois, à qui d'ailleurs la faveur de

Sa prévention pour ces hommes.

Pimentel, envoyé d'Espagne, supplanta Michon, & rend à Christine son goût pour les sciences.

Il l'engage à rompre avec

le Portugal; & le sénat, qui désapprouve cette démarche, attend avec impatience l'abdication de cette princesse.

Pimentel étoit odieuse, lorsque cette princesse déclara qu'elle ne reconnoissoit plus le duc de Bragance pour roi de Portugal, qu'elle le regardoit comme un usurpateur, & qu'elle vouloit que le résident de ce prince sortît de ses états. Cette démarche, qu'elle fit par complaisance pour le ministre espagnol, étoit trop contraire à la politique que la Suède avoit tenue jusqu'alors, pour ne pas offenser le sénat. Mais il se consola par l'espérance de se voir bientôt délivré du gouvernement d'une princesse aussi capricieuse. Car elle parloit alors d'abdiquer: elle y paroissoit tout à-fait résolue; & on n'étoit pas moins déterminé à la prendre au mot.

Elle abdique.

Le 21 mai 1654, quelques jours après avoir donné ses ordres au résident de Portugal, elle ouvrit à Upsal l'assemblée des états par un discours dans lequel elle déclara qu'elle abdiquoit la couronne. Après quelque résistance qu'il convenoit de faire, on accepta son abdication; & on lui assura un revenu de deux cents mille rischdales sur des domaines qu'elle demandoit en souveraineté, & qu'on ne lui accorda qu'en apanage.

Elle enleve toutes les richesses des palais.

Avant d'abdiquer, elle avoit envoyé en Allemagne tout ce qu'elle avoit de plus précieux dans ses palais: on assure qu'elle enleva pour plus de six millions d'effets, en pierres,

ries, en bijoux, en tableaux, en vaisselle d'or & d'argent, & en meubles de toute espece. Elle ne laissa au nouveau roi que deux pieces de tapisserie & un mauvais lit.

Ne voulant avoir que des hommes à son service, elle congédia toutes les femmes, & partit, travestie elle-même en homme. Elle franchit un petit ruisseau, qui sépare la Suede du Danemarck, en s'écriant : *me voilà enfin en liberté & hors de Suede, où j'espere ne retourner jamais.* Elle abjura le luthéranisme, s'établit à Rome, & fit deux voyages en France & un en Suede. Mais le reste de la vie de cette femme extraordinaire, qui n'avoit plus que le titre de reine, intéressoit peu l'Europe, & ne doit pas nous intéresser davantage. Elle mourut à Rome en 1689. Elle a été louée par les gens de lettres, qui l'ont mise à côté des plus grands monarques : il eût mieux valu être loué par les payfans de Suede.

Elle abjura le luthéranisme & se retira à Rome.

Lorsque Charles X voulut connoître l'état de ses finances, il trouva les revenus si engagés qu'il ne lui restoit que deux millions quatre cents mille livres; & cependant il étoit chargé de plus de trente millions de dettes: somme considérable pour ce temps là, & surtout pour la Suede, où l'argent étoit rare. Afin de remédier à cet épuisement des finances, les états convinrent de réunir à la couronne la

Etat où Charles X trouva les finances.

quatrième partie du domaine, que Christine avoit aliénée.

Comme les descendants de Sigismond, à qui Charles IX avoit enlevé la Suède, regnoient encore en Pologne, il y avoit toujours des sujets de guerre entre ces deux couronnes; & Jean Casimir V, alors roi de Pologne, venoit de protester contre les dispositions de Christine. Charles X, né pour la guerre, ne demandoit qu'un prétexte pour armer. Il craignoit de laisser amollir les Suédois par un trop long repos: il étoit appelé en Pologne par un parti mécontent du gouvernement: saisissant donc cette conjoncture, il conquit rapidement ce royaume; & pendant que Casimir, abandonné de sa noblesse & de son armée, fuyoit en Silésie, il marcha contre l'électeur de Brandebourg, qui s'étoit rendu maître de la Prusse-Ducale, & eut encore des succès.

Il la reperdit  
aussitôt.

Mais la Pologne est aussi difficile à conserver, qu'elle est facile à conquérir. Les Polonois reprirent les armes pour chasser les Suédois. L'Europe, alarmée des progrès de Charles-Gustave, remua pour lui susciter des ennemis: le Danemarck arma contre lui. les Russes firent une diversion, & les Tartares vinrent au secours des Polonois. Casimir fut rétabli presque aussi vite qu'il avoit été détrôné. Les Suédois, enveloppés de toutes parts, périrent sous le fer de leurs ennemis. Charles, qui étoit en

Prusse, revint pour remporter une victoire inutile. Le froid & le disette lui enleverent la plus grande partie de son armée.

Charles fit alors alliance avec l'électeur de Brandebourg & avec Ragotski prince de Transilvanie. Les secours qu'il retira de ces alliés ne lui conserverent pas la Pologne. Dans l'impuissance de la défendre pour le moment, il se flatta de la pouvoir reconquérir, lorsqu'il auroit vaincu le roi de Danemarck. Il tourna donc ses armes de ce côté, quoiqu'on fût dans le cœur de l'hiver. A la faveur des glaces, il se rendit maître de plusieurs îles : & il menaçoit déjà Copenhague, qui ne paroissoit pas en état de soutenir un long siege.

Il tourne ses armes contre le Danemarck & menace Copenhague.

Frédéric III, fils de Christian IV, qui regnoit pendant la longue guerre terminée par le traité de Westphalie, étoit alors sur le trône de Danemarck. Dans la situation critique, où il se trouvoit, la nécessité lui fit la loi ; & il demanda la paix, qu'il n'obtint qu'à des conditions dures.

Il l'assiége.

Une pareille paix n'étoit pas assurée. La violence, faite à Frédéric, pouvoit être pour ce prince un prétexte de la rompre ; & il y avoit lieu de présumer qu'il n'attendroit qu'un moment favorable. Charles voulut le prévenir : comme il connoissoit l'état de foiblesse, où

étoit alors le Danemarck, & que d'ailleurs il jugeoit qu'un ennemi, qui se reposoit sur la foi des traités, étoit facile à surprendre, il se promettoit les plus grands succès. Il fit donc ses préparatifs, sans déclarer ses desseins; & entrant tout-à-coup dans le Danemarck, il mit le siege devant Copenhague.

La Hollande  
donne des se-  
cours au roi  
de Dane-  
marck.

Il étoit de l'intérêt de la république de Hollande de maintenir l'équilibre entre la Suede & le Danemarck. Car son commerce eût été en danger si l'une de ces deux puissances eût prévalu sur la mer Baltique. Elle travailloit en conséquence à établir entre elles une paix durable. Mais lorsqu'elle apprit la situation de Frédéric, elle fit partir une flotte, qui après un combat où les deux partis s'attribuoient la victoire, eut cependant l'avantage de faire entrer dans Copenhague deux mille hommes avec une grande quantité de provisions.

La mort de  
Charles met  
fin à cette  
guerre que les  
négociations  
de plusieurs  
puissances  
n'avoient pu  
terminer.

La France & l'Angleterre se joignirent à la Hollande, pour forcer les deux rois à la paix. Des flottes angloises & hollandoises appuyèrent la négociation. On tint plusieurs conférences; mais Frédéric vouloit obtenir de meilleures conditions que celles du dernier traité, & Charles vouloit conserver toutes ses conquêtes. D'ailleurs ces deux monarques, également fiers & intrépides, voyoient avec chagrin que des puissances étrangères entreprissent de leur faire la loi.

Comme la négociation n'avançoit pas, les Anglois se retirèrent, & les Hollandois, s'étant joints aux Danois, attaquèrent l'île de Fionie. Ils remportèrent une victoire complète. De sept mille hommes, qui composoient l'armée suédoise, il n'échappa que les deux généraux: tout le reste fut pris ou tué. Il semble que les Hollandois n'avoient plus qu'à passer dans l'île de Zéeland pour en chasser les Suédois: mais ils craignirent apparemment d'affoiblir trop le roi de Suede, & ils se retirèrent dans le port de Lubeck. Les négociations continuoient cependant, quoique sans succès, & Charles faisoit de nouveaux préparatifs, lorsque la mort mit un terme à ses projets le 23 février 1660. Les Suédois le regretterent. C'est un héros qu'ils admiroient, & pour lequel ils auroient tout sacrifié. Il méritoit d'inspirer ces sentiments à un peuple brave & guerrier: mis il laissoit beaucoup d'ennemis à la Suede, qu'il avoit épuisée d'hommes & d'argent. A force d'avoir des héros sur le trône, il viendra un jour, où les Suédois reconnoîtront qu'il est une autre gloire que celle des armes.

Charles XI, fils de Charles-Gustave, n'avoit que cinq ans. Après avoir confirmé les principales dispositions du dernier roi, concernant la tutelle & la régence, les états songerent à terminer la guerre. Le besoin qu'on avoit de

Idem  
Idem

1660

Traité d'Oliva entre ces deux couronnes.

la paix de part & d'autre, applanit les difficultés : le traité fut conclu dans le couvent d'Oliwa aux environs de Dantzick. La Suede jouit enfin de plusieurs années de repos.

Les nobles  
Danois refu-  
soient de con-  
tribuer aux  
charges de  
l'état.

Depuis que le clergé danois avoit été abaissé par le changement de religion, le nobles s'étoient rendus très puissants. Ils s'attribuoient tous les honneurs, tous les titres, tous les emplois : ils étendoient leurs prétentions sur la prérogative royale : & ils refusoient de contribuer aux taxes. Cependant les ecclésiastiques, les bourgeois & les paysans, vexés par des gentilshommes qui se regardoient comme autant de souverains, ne pouvoient pas porter seuls toutes les charges. La dernière guerre avoit été fort dispendieuse. On ne pouvoit congédier l'armée faute d'argent. Le soldat qu'on ne payoit pas, vivoit de licence. Il étoit donc plus juste que jamais, que tous les ordres contribuassent aux besoins de l'état. Frédéric, voulant remédier aux calamités publiques, convoqua les états-généraux à Copenhague.

Pour se souf-  
traire à leur  
tyrannie, le  
clergé & le  
peuple accor-  
dent au roi  
une autorité  
absolue, &  
déclarent la  
couronne hé-

Quand on parla d'imposer les nobles, ils se souleverent, comme s'ils eussent été d'une autre espece que le peuple, qu'ils traitoient d'esclave. Mais autant ils étoient haïs, autant Frédéric III étoit aimé. Le clergé se réunit au peuple; & pour secouer le joug de leurs tyrans, ils résolurent de confier au roi une autorité ab-

solue, & de rendre le trône héréditaire dans sa famille. Cette révolution fut conduite avec tant de concert, que les nobles se soumirent sans résistance. Depuis ce temps les rois de Danemarck se sont occupés avec succès des moyens d'opprimer la noblesse : ils ont favorisé le clergé, qui a contribué & qui contribue encore à leur puissance. Maître de ce corps par les graces qu'ils lui accordent, ils sont toujours sûrs d'en disposer, parce qu'ils sont les chefs de la religion. C'est un des fondemens de leur autorité, qu'ils ont toujours à leur solde. Enfin ils n'appréhendent plus rien de la part du peuple, parce qu'il a perdu tout sentiment de liberté. Ceux qui étoient libres avant la révolution, ne le sont plus; & les payfans, qui étoient esclaves, le sont encore.

~~héréditaire.~~  
héréditaire.

La Pologne étoit toujours troublée. Les guerres civiles lassèrent enfin la constance de Jean Casimir. Il abdiqua en 1668, & se retira en France, où Louis XIV lui donna plusieurs abbayes. Il est le dernier prince de la maison de Gustave-Wasa. Après lui les Polonois élurent, en 1669, Michel-Coributh Viesnio-wiecki grand maréchal du royaume.

Abdication de  
Jean Casimir.

La guerre recommençoit alors dans le nord. Car ce fut en 1677, que Charles XI s'étant alié avec Louis XIV, eut tout-à-la fois pour ennemis l'électeur de Brandebourg, la Hollande,

La guerre fut  
funeste à la  
Suede, lorsqu'en 1677 elle s'allia de

Louis XIV.

l'évêque de Munster, le duc de Luxembourg, & le roi de Danemarck, Christian V, fils & successeur de Frédéric III. Cette guerre fut une longue suite de malheurs. Si la Suede recouvra les provinces qu'elle avoit perdues, elle le dut aux succès des armes de la France. Mais cette restitution ne réparoit pas l'épuisement où elle se trouvoit. Les puissances du nord prirent peu de part à la guerre de 1688.

Charles XI  
qui rendit son  
autorité abso-  
lue, mourut,  
lorsque les  
conférences  
de Ryswyck  
avoient com-  
mencé sous sa  
médiation.

Depuis la paix conclue en 1679, Charles XI ne travailla qu'à rendre son autorité absolue. Il y réussit. En 1682, il établit que la couronne seroit héréditaire dans sa maison, & que les femmes succédroient au défaut de la ligne masculine. Il fit ces réglemens dans l'assemblée des états, qui n'osèrent résister : il les assura par les alliances qu'il contracta au dehors, & par la police qu'il maintint au dedans. Il mourut en 1697 laissant un fils qui fera la gloire & le fléau de la Suede, le héros Charles XII. Les conférences de Ryswyck avoient commencé sous la médiation de Charles XI, elles finirent sous celle de Charles XII. Ce jeune prince commença son regne, en donnant la paix à l'Europe : il cherchera bientôt une autre gloire.

Puissance de  
Charles XII à

» A son avènement, non-seulement il se trouva maître absolu & paisible de la Suede

» & de la Finlande ; mais il regnoit encore sur  
 » la Livonie, la Carélie, l'Ingrie ; il possédoit  
 » Wismar, Wibourg, les îles de Rugen, d'Oe-  
 » sel & la plus belle partie de la Poméranie,  
 » le duché de Breme & de Verden : toutes con-  
 » quêtes de ses ancêtres, assurées à son trône  
 » par une longue possession, & par la foi des  
 » traités solennels de Munster & d'Oliva sou-  
 » tenus par la terreur des armes suédoises.

Mais tant de puissance ne paroissoit pas de-  
 voir effrayer, quand on songeoit à l'âge de  
 Charles XII, qui n'avoit que quinze ans, &  
 au peu de talents qu'il monstroit pour gouver-  
 ner un royaume. » Il n'avoit, à la vérité, dit  
 » M. de Voltaire, que je viens de citer, aucu-  
 » ne passion dangereuse. Mais on ne voyoit  
 » dans sa conduite que des emportemens de  
 » jeunesse, & de l'opiniâtreté. Il paroissoit in-  
 » appliqué & hautain. Les ambassadeurs qui  
 » étoient à sa cour, le prirent même pour un  
 » génie médiocre, & le peignirent tel à leurs  
 » maîtres. La Suede avoit de lui la même opi-  
 » nion ; personne ne connoissoit son caractère ;  
 » il l'ignoroit lui-même, lorsque des orages,  
 » formés tout-à-coup dans le nord, donnerent  
 » à ses talents cachés l'occasion de se déployer.»  
 Remontons à l'origine de ces différens.

Lors de la dissolution de l'union de Cal-  
 mar en 1448, les Danois élurent pour leur roi  
 Christian I de l'ancienne maison d'Oldembourg

---

son avéne-  
ment.

---

Cette puissan-  
ce ne paroît-  
soit pas de voir  
inquiéter.

---

Les états de  
Danemarck  
avoient réuni

à la couronne  
le duchés de  
Sleswick & de  
Holstein.

(\*), neveu d'Adolphe duc de Sleswick & de Holstein. Gøttorp. Quelques années après, ce prince hérita de ces duchés par la mort de son oncle. En 1481, Jean, son fils aîné, lui succéda sur le trône de Danemarck, & les duchés de Sleswick & de Holstein furent le partage de Frédéric son second fils. Celui-ci fut choisi par les Danois, lorsqu'en 1523 ils déposèrent le Neron du nord, Christian II, qui avoit succédé à Jean son pere; & par un règlement qui fut fait à cette occasion, les duchés de Sleswick & de Holstein furent réunis à la couronne de Danemarck.

Christian III  
les cede à ses  
deux freres,  
malgré les  
protestations  
des états.

Lorsqu'après de longs troubles Christian III eut recueilli toute la succession de Frédéric, son pere, il voulut la partager avec Jean & Adolphe, deux freres qu'il aimoit, & il leur céda en 1544 les duchés de Holstein & de Sleswick. Les états protesterent contre ce démembrement, qui étoit contraire aux réglemens faits à l'avénement de Frédéric I. Mais le roi, ne pouvant abandonner ses desseins généreux, crut parer à tout, en déclarant qu'il y auroit une union perpétuelle des duchés de Sleswick & de Holstein avec le royaume, & que le premier demeureroit un fief de la couronne.

---

(\*) Elle est une de celles qui prétendent descendre du célèbre Witikind.

Il eût été facile de prévoir que cette disposition seroit une source de querelles entre les ducs qui tenteroient de se rendre indépendants, & les rois qui voudroient recouvrer des domaines aliénés. La générosité de Christian III troubla tout le nord. Les guerres, suspendues par des traités, recommencerent à plusieurs reprises, & ne parurent terminées qu'en 1689, à Alténa, par la médiation & sous la garantie de l'empereur Léopold, & des électeurs de Saxe & de Brandebourg. Le duc de Holstein-Gottorp fut rétabli dans tous ses états, conformément aux traités de Roschild & de Copenhague.

Le roi de Suede étoient les alliés naturels des ducs de Holstein; & Charles XII venoit de contracter une nouvelle alliance avec le jeune duc Frédéric, auquel il avoit donné sa sœur en mariage. Se voyant donc appuyé de la Suede, le duc de Holstein ménagea moins le roi de Danemarck: mais Frédéric IV, qui sur ces entrefaites succédoit à Christian V, son pere, ne jugea pas que l'alliance de Charles XII rendit le duc de Holstein beaucoup plus redoutable. Il commença les hostilités en 1699: il négocia avec la Pologne & la Russie; & ce fut alors que ces trois couronnes formerent une ligue contre la Suede.

Jean Sobieski étoit mort en 1696. Le prince de Conti, qui avoit été élu, ainsi que

Cette disposition est une source de guerre.

C'est à cette occasion que Frédéric IV se ligue avec la Pologne & la Russie contre Charles XII allié du duc de Holstein.

Frédéric-Auguste étoit en-

est dans cette  
ligée, afin d'a-  
voir un pré-  
texte pour ne  
pas licentier  
ses troupes  
saxones.

Frédéric-Auguste le 27 juin de l'année suivante, avoit été forcé d'abandonner ses droits, presque aussitôt qu'il les eut acquis. La France étoit trop éloignée de la Pologne pour le soutenir. D'ailleurs épuisée par la guerre que le traité de Ryfwick termina quelques mois après, comment auroit-elle pu lui donner tous les secours nécessaires en hommes & en argent? Auguste au contraire, soutenu par une armée russe & par les troupes de son électorat, força les suffrages qui refusoient de se rendre à lui, & fut généralement reconnu. Cependant, les troubles qui ne cessèrent que l'année suivante, pouvoient renaître. Auguste crut donc avoir besoin de conserver son armée saxonne : mais il falloit un prétexte, afin de ne pas répandre l'alarme parmi la noblesse polonoise, jalouse de sa liberté. Il crut le trouver dans la guerre qu'il projetoit contre la Suede; d'autant plus qu'à son avènement il avoit promis de faire ses efforts pour recouvrer les provinces que la république avoit perdues. Il se proposoit sur-tout, la conquête de la Livonie. Elle lui paroissoit facile : car les Livoniens, que Charles XI avoit dépouillés de leurs privilèges & d'une partie de leurs biens, ne demandoient qu'à secouer le joug. Une circonstance augmentoit encore la haine qu'ils avoient conçue pour le despotisme des rois de Suede. Patkul avoit été député par la noblesse pour per-

ter aux pieds du trône les plaintes de la province. Il fut d'abord écouté. Charles XI applaudit même au zèle, avec lequel il avoit parlé pour sa patrie. Mais peu de jours après, il le fit condamner à mort, comme criminel de lèse majesté. Patkul, qui eut le bonheur d'échapper, s'enfuit en Pologne. Lorsqu'il cherchoit à se venger & à délivrer sa patrie, il eut l'occasion d'être présenté au roi Auguste ; & il lui persuada combien il seroit facile de conquérir la Livonie, défendue par un roi enfant, que toute l'Europe méprisoit. Tels sont les motifs qui engagerent le roi de Pologne à s'unir au czar Pierre & à Frédéric IV roi de Danemarck.

FIN du quatorzieme volume.

